USAID | DRC

FROM THE AMERICAN PEOPLE

# Evaluation Finale de la Performance des Programmes d'Aide Alimentaire Pour le Développement Financés par Food For Peace (Des Vivres pour la Paix) en République Démocratique du Congo

## Rapport d'évaluation final

Août 2016

Le présent document a été élaboré pour le Programme Food For Peace de la Mission de l'Agence Américaine pour le Développement International en République Démocratique du Congo.

Rédigé par:

The Mitchell Group, Inc. Avec le soutien du Centre de Renforcement des Capacités et d'Etudes sur la Santé, Population et Développement

Lans Kumalah, Coordinateur du Programme
Aboubekrine Kone, Directeur du programme
John McCauley, Directeur Technique
Brandy Jones, Chef d'Equipe
Barthelemy Kalambayi Banza, Spécialiste Technique
Yves Reynaud, Spécialiste Technique
Madeleine Kasay, Spécialiste Technique
Christophe Alimasi, Spécialiste Technique

**Coordonnées principales:**

Lans Kumalah, Coordinateur de programme, TMG, Inc., Washington, DC, lansk@the-mitchellgroup.com
John McCauley, Directeur Technique, TMG, Inc., Washington, DC, johnm@the-mitchellgroup.com
Brandy Jones, Chef d'Equipe, TMG, Inc., Washington, DC/Dakar, Senegal, bjdrls@gmail.com

**Mise en oeuvre par:**

The Mitchell Group, Inc.
1816 11th Street, NW
Washington, DC 20001
Tel: 202-745-1919

**PROGRAMMES D'AIDE ALIMENTAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

# Rapport final d'évaluation de performance

AOÛT 2016

AVIS DE NON-RESPONSABILITE
Les opinions de l'auteur exprimées dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence Américaine pour le Développement International ou du Gouvernement des États-Unis.

## REMERCIEMENTS

La présente évaluation ne serait pas couronnée de succès sans l'appui et l'assistance de la mission de l'USAID / RDC et ses partenaires de mise en oeuvre. Leur assistance a été capitale au cours de la préparation du travail sur le terrain et lors de la collecte de données réelles. Nous tenons à remercier en particulier Jonathan Armah, John Kalima et Wivine Toronzoni pour leur disponibilité, leurs conseils et leur appui logistique. Leurs efforts ont facilité notre capacité de mobilité à travers la RDC en utilisant les options de voyage les plus sûres et les plus sécurisées.

En outre, sans leurs conseils et leur réactivité, notre travail aurait accusé du retard et la qualité de la collecte des données serait réduite.

L'équipe d'évaluation tient à exprimer sa gratitude aux partenaires de mise en œuvre pour leur appui considérable en mettant à notre disposition leur documentation et en discutant de leurs programmes, en nous fournissant un appui logistique considérable et en donnant des conseils aux équipes lors de la collecte des données sur le terrain.

Food for the Hungry a mis à notre disposition un appui précieux, en partageant les cartes avec nous. Nous avons aussi bénéficié de tous les documents demandés. Ce programme a pris en charge les mouvements de l'équipe entre les territoires de Kalemie et Moba. Ils ont également prodigué de précieux conseils qui ont permis à l'équipe d'éviter des difficultés majeures sur le terrain. Henry Maandebo et Louis Masudi étaient régulièrement disponibles au téléphone et n'ont menagé aucun effort pour la fourniture de l'appui nécessaire et en temps opportun à l'équipe.

ADRA a également été très utile pour l'exécution de la mission. Joseph Menakuntuala nous a apporté son soutien dès le début, non seulement dans le partage de la documentation et des ressources nécessaires pour informer la préparation de l'évaluation pour JENGA II, mais aussi dans la fourniture des cartes, à notre demande, pour le Nord-Kivu et dans l'appui au processus de sélection d'un site pour la mission.

Compte tenu de la situation sécuritaire au Nord-Kivu, l'équipe d'évaluation a dû ajuster son approche de collecte des données, et Mercy Corps s'est rendu gracieusement disponible pour accompagner l'équipe sur le terrain pendant l'ensemble du processus de collecte des données au Nord-Kivu. Cela s'est révélé extrêmement important et a permis à l'équipe d'éviter tout incident de sécurité sur le terrain, en dépit du fait que plusieurs incidents se sont produits à proximité et autour des villages où la collecte des données a eu lieu. Jean Daniel et le personnel ont fourni des indications utiles et des conseils qui ont

permis à l'équipe de maîtriser un contexte très difficile. Enfin, nombreuses sont d'autres personnes qui ont rendu l'évaluation possible, notamment les membres de la communauté qui ont partagé des informations avec l'équipe d'évaluation. Nous exprimons toute notre gratitude à l'endroit de tous ceux qui ont permis à ce que le présent travail soit possible. Nous apprécions le temps, l'énergie et les efforts déployés en notre égard, et nous reconnaissons l'incroyable travail accompli dans un contexte très défavorable et difficile.

## TABLE DES MATIERES

**Liste d'Acronymes** ..... x

**Résumé Exécutif** ..... xl

**I. Description de l' Evaluation** ..... 1

1. Objectif de l'évaluation ..... 1
2. Cartes et localités ..... 2
3. Méthodologies de collecte des données ..... 5
4. Documentation Examinée ..... 6
5. Activités sur le terrain ..... 7
6. L'Equipe d'Evaluation ..... 8
7. Rapports avec les partenaires de mise en œuvre ..... 9
8. Difficultés Rencontrées ..... 10

**II. Nord Kivu: DFAP Mercy Corps RISE (SIMAMA)** ..... 13

A. Résumé des Objectifs du Programme ..... 13

B. Résultats ..... 15

1. Efficacité des Modèles de Formation ..... 15
2. Liens avec les Marchés et les Services Publics ..... 17
3. Changements dans les Revenus des Ménages et dans les Moyens de Subsistance ..... 19
4. Evolution des Pratiques de Nutrition ..... 21
5. Changements dans les normes de genre ..... 23
6. Résultats des Interventions sur la Réduction des Catastrophes ..... 24
7. Résultats de la Gouvernance de Résolution des Conflits ..... 25
8. Durabilité des Interventions du Programme ..... 27

C. Conclusions et Enseignements Tirés ..... 28

1. Les Forces ..... 29
2. Les Faiblesses ..... 30

3. Efficacité du Programme à Atteindre ses Objectifs Fondamentaux 31
D. Recommandations ..... 40
**III. Sud Kivu: DFAP ADRA Jenga II** ..... 43
A. Résumé des Objectifs du Programme ..... 43
B. Résultats ..... 45
1. Efficacité des Modèles de Formation ..... 45
2. Liens avec les Marchés et les Services Publics ..... 46
3. Changements dans les Revenus des Ménages et dans les Moyens de Subsistance ..... 48
4. Evolution des Pratiques de Nutrition ..... 50
5. Changements dans les Normes de Genre ..... 51
6. Résultats des Interventions sur la Réduction des Risques de Catastrophes ..... 53
7. Résultats de la gouvernance et des Initiatives de Résolution des Conflits ..... 54
8. Durabilité des Interventions du Programme ..... 56
C. Conclusions et Enseignements Tirés ..... 58
1. Les Forces ..... 58
2. Les Faiblesses ..... 59
3. Efficacité du Programme à Atteindre ses Objectifs fondamentaux 59
D. Recommandations ..... 70
**IV. Tanganyika et Sud Kivu:** ..... 73
Food for the Hungry DFAP Tuendelee Pamoja
A. Résumé des objectifs du Programme ..... 73
B. Résultats ..... 74
1. Efficacité des Modèles de Formation ..... 74
2. Liens avec les Marchés et les Services Publics ..... 76

3. Changements dans les Revenus des Ménages et dans les Moyens de Subsistance ..... 78
4. Evolution des Pratiques de Nutrition ..... 79
5. Changements dans les Normes de Genre ..... 81
6. Résultats des Interventions sur la Réduction des Risques de Catastrophes ..... 82
7. Résultats de la Gouvernance et des Initiatives de Résolution des Conflits ..... 83
8. Durabilité des Interventions du Programme ..... 83

C. Conclusions et Enseignements Tirés ..... 85
1. Les Forces ..... 85
2. Les Faiblesses ..... 86
3. Efficacité du Programme A Atteindre ses Objectifs Fondamentaux 87

D. Recommandations ..... 96

**V. Résumé de l'évaluation et Recommandations** ..... 100
1. Perceptions comparées à travers les trois DFAP ..... 100
2. L'ensemble des meilleures pratiques et leurs forces ..... 101
3. L'ensemble des contraintes, faiblesses, et échecs ..... 103
4. Efficacité globale des DFAP dans l'atteinte des objectifs ..... 104
5. Recommandations pour les Activités de Suivi ..... 107

**VI. Conclusion** ..... 112

**Annexes** ..... 113

A1. Liste des Villages Visités ..... 114
A2. Liste de la Documentation Examinée par l'Equipe d'Evaluation ..... 115
A3. Tableau Récapitilatif des Résultats du Programme Mercy Corps ..... 117
A4. Tableau Récapitilatif des Résultats du Programme ADRA ..... 120
A5. Tableau Récapitilatif des Résultats du Programme Food for the Hungry ..... 123

A6. Liste des Entretiens avec les Informateurs Clés ..... 126
A7. Liste des Discussions des Groupes Témoins - ..... 137
A8. Guides des Entretiens et des Discussions ..... 155
A9. Questionnaire de la Mini-enquête et Guide des Visites à Domicile ..... 177
A10. Résultats Choisis de la Mini-Enquête et des Visites à Domicile..... 203
A11. Carte GPS des Sites d'Evaluation ..... 206

## LISTE D'ACRONYMES

| | |
|---|---|
| ANC: | Examen Prénatal |
| CARG: | Comité Agricole et Rural de Gestion |
| CDC: | Comité de développement communautaire |
| CF: | Comité Foncier |
| CIG: | Groupe d'intérêt commun |
| CRESPoD: | Centre de Renforcement des Capacités et d'Etudes sur la Santé, Population et Développement |
| CSB: | Mélange de maïs et de soja |
| CSPA: | Système Communautaire pour l'action Arioritaire |
| DTP: | Diphtérie, tétanos, poliomyélite |
| ENA: | Actions Essentielles en Nutrition |
| FC: | Franc Congolais |
| FFS: | Ecole d'Agriculture de Terrain |
| FG | Focus Group, Groupe Témoin |
| HC: | Centre de santé |
| IDP: | Personnes Déplacées |
| INERA: | Institut National de Recherches Agronomiques |
| IITA: | l'Institut International d'Agriculture Tropicale |
| IP: | Partenaire de Mise en Oeuvre |
| ITN: | Moustiquaires Imprégnées d'Insecticide |
| IYCF: | Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant |
| LDC: | Comité Local de Développement |
| LIFEPACO: | Ligue des Femmes Agricultrices Congolaises |
| MV: | Vaccin contre la Rougeole |
| NGO: | Organization Non-Gouvernementale |
| OPV: | Vaccin Oral Anti-Polio |
| PM: | Producteur Multiplicateur de Semences |
| PSC: | Examen préscolaire |
| RAC: | Counseil Agricole Rural |
| RECO | Relais Communautaire (Community liaison worker) |
| RTNC: | Radio Télévision Nationale Congolaise |
| SBCC: | Communication pour le Changement de Comportement |
| SCU: | Mutuelles de Solidarité |
| SFCG: | Search for Common Ground: Recherche d'un Terrain Commun |
| SYDIP: | Syndicat de Défense d'Intérêts Paysans |
| VAA: | Association Agricole Villageoise |
| VSLA: | Association Villageoise d'Epargne et de Crédit |
| YFV: | Vaccin Contre la Fièvre Jaune |

## RESUME EXECUTIF

En Décembre 2015, l'USAID a sollicité auprès du Groupe Mitchell (TMG) l'évaluation de ses programmes d'Aide alimentaire pour développement Food for Peace (FFP), « des Vivres pour la Paix » à l'Est de la RDC. La composante FFP de l'USAID est composée de trois programmes d'aide alimentaire pour le développement distincts (DFAP). Les programmes avaient pour objectif d'assurer la sécurité alimentaire, la santé maternelle, et les moyens de subsistance améliorés à travers un programme quinquenal pour un coût toatal de plus de 150 millions de dollars de productions et de programmes pour les communautés à travers le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et leTanganyika, avec un ensemble complexe de programmes et d'activités de développement. D'une manière générale, les programmes visaient à relever les difficultés provoquées par la violence et les déplacements des citoyens en République démocratique du Congo depuis 1998.

Pour la mise en œuvre des DFAP, le bureau de FFP de l'USAID a collaboré avec trois organisations internationales non-gouvernementales (ONG): Mercy Corps, Adventist Development and Relief Agency (ADRA), et Food for the Hungry (FH). Les partenaires d'exécution (IP) ont entrepris des projets distincts liés à la sécurité alimentaire. Bien que chaque projet portait sur les activités de sécurité alimentaire de base de l'USAID/FFP (l'agriculture et les moyens de subsistance, la santé, la nutrition, et la résilience), les objectifs secondaires comprenaient des améliorations liées aux domaines transversaux de l'USAID en matière de gouvernance et de genre.

Cette évaluation finale est un examen indépendant des programmes. Pour évaluer la réussite des DFAP par rapport aux objectifs principaux et secondaires, l'équipe d'évaluation s'est penchée sur huit éléments clés: 1) l'efficacité des modèles de formation 2) les liens avec les marchés et les services publics 3) l'évolution au niveau des revenus et des moyens de subsistance 4) l'évolution dans les pratiques de nutrition 5) les changements liés aux normes de genre 6) les résultats des interventions sur la Réduction des Risques de Catastrophes, 7) les résultats des initiatives de gouvernance et de résolution des conflits et 8) la durabilité des interventions du programme.

Les données de terrain ont été recueillies au cours de la période allant du 1$^{er}$Février - 25 Mars, 2016 dans les Provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika. Au total, l'équipe d'évaluation a visité 36 villages et effectué plus de 100 discussions de groupes témoins, 170 entretiens individuels, et plus de 300 mini-enquêtes et des visites de ménages. L'effort de collecte des données fut réalisé par une équipe de cinq consultants ayant une expertise dans les domaines pertinents de l'agriculture, de la gouvernance, du genre, de la santé maternelle et de la nutrition. L'analyse des données indique que les

trois DFAP sont tous raisonnablement bien exécutés, mais avec quelques forces et faiblesses distinctes:

**Le Programme Mercy Corps RISE**

Le programme RISE visait à réduire l'insécurité alimentaire des familles vulnérables au Nord-Kivu. Le programme était basé sur trois objectifs stratégiques clés: 1) la production diversifiée et une augmentation des revenus pour les petits agriculteurs 2) l'amélioration de l'état nutritionnel des mères allaitantes et des enfants de moins de 5 ans et 3) une meilleure gouvernance de la sécurité alimentaire. Les activités comprenaient l'élevage, la diversification agricole, la lutte contre les maladies des plantes, la lutte antiparasitaire, l'accès aux marchés, la fourniture d'informations économiques, et les programmes de crédit.

**Les Forces:**

1) Les formations en SBCC ont été efficaces surtout pour les bénéficiaires directs.
2) Les Groupements d'intérêt communautaire ont contribué à soutenir la production, grâce à une meilleure information sur le marché.
3) Les programmes agricoles ont amélioré les options de stockage, stimulant ainsi les ventes et les revenus.
4) Les associations Villageoises d'Epargne et de Crédit servent de filet de sécurité essentiel pour les bénéficiaires, donnant accès au capital qui ne saurait exister sans l'appui du programme.
5) Les chemins de desserte agricole et les initiatives des vivres-contre-travail ont fourni l'accès aux marchés et permis l'amélioration de la productivité.

**Les Faiblesses:**

1) Les formations de suivi ont été inefficaces à atteindre de nouveaux bénéficiaires potentiels.
2) Un niveau élevé de duplication existe dans la prestation des programmes de santé et de nutrition.
3) L'accès au marché et les activités de la chaîne de valeur n'ont réalisé qu'un succès limité.
4) Les Programmes ont souffert d'un démarrage tardif.
5) Les communautés perçoivent les dons matériels comme étant un élément central du programme, ce qui peut potentiellement compromettre la durabilité et la volonté de participer aux activités.

**Le Programme ADRA JENGA II**

L'objectif du programme Jenga Jamaa II consistait à réduire l'insécurité alimentaire à long terme chez les familles vulnérables dans les zones de Fizi, d'Uvira et de Kalehe du Sud-Kivu. Le programme a été structuré autour de quatre objectifs stratégiques: l'amélioration des revenus des producteurs, l'amélioration de la nutrition des enfants, le renforcement de la situation économique des femmes, et l'amélioration de la résilience des communautés aux chocs. Des activités spécifiques comprenaient les pratiques d'irrigation, l'accès au crédit, les démonstrations de pratiques d'hygiène, la construction de latrines, la formation et l'alphabétisation des femmes, la distribution des plantes, et la formation des CDC, entre autres.

**Les Forces:**

1) L'alphabétisation a efficacement amélioré les opportunités pour les bénéficiaires directs.
2) Les projets de Sol et d'Eau ont aidé l'ensemble des communautés par l'augmentation de la production.
3) Les Associations Commerciales des Agriculteurs ont aidé les producteurs à améliorer la production et les ventes.
4) Les femmes ont vu leurs rôles renforcés, grâce à l'alphabétisation, aux formations sur la santé et aux groupes d'autonomisation.

**Les Faiblesses:**

1) Les formations en alphabétisation n'ont pas été étendues aux non-bénéficiaires.
2) Seuls les bénéficiaires directs ont tiré profit d'un meilleur accès au marché.
3) Les Comités de Développement Communautaire ont souffert de la représentativité insuffisante.
4) Les CDC et CSPA manquaient de plans d'action et de stratégies clairs pour l'autonomie.

**Le Programme - Food for the Hungry's Tuendelee Pamoja**

L'objectif du programme Tuendelee Pamoja consistait à améliorer la sécurité alimentaire des familles vulnérables de deux manières: en améliorant les conditions socio-économiques, et en améliorant la santé et la nutrition des personnes, en particulier les femmes, et les jeunes enfants. Les activités spécifiques comprenaient, entre autres, la formation agricole, la multiplication et la distribution des semences, l'élevage du bétail pour améliorer la fertilité des sols, les associations de crédit, la plantation d'arbres, les bonnes pratiques de cuisine et les démonstrations d'hygiène.

**Les Forces:**

1) Les formations suivies de démonstrations pratiques ont été efficaces.
2) Les activités agricoles et de reboisement ont stimulé la production et permis d'amélioré les sols.
3) Les associations de crédit ont permis aux femmes et aux petits producteurs de générer des revenus.
4) Le programme a renforcé la sensibilisation en ce qui concerne la garde des enfants, l'assainissement et la nutrition.
5) La sensibilisation au sujet de l'égalité des sexes s'est améliorée.

**Les Faiblesses:**

1) L'organisation de la formation en SBCC était souvent peu claire et désordonnée.
2) Les non-bénéficiaires n'ont pas efficacement reçu la formation en cascade.
3) Les taux d'intérêt étaient trop élevés pour de nombreux bénéficiaires pour qu'ils puissent exploiter efficacement les opportunités de crédit.
4) La subvention des centres de multiplication de semences a affecté la durabilité à long terme.
5) L'efficacité des CDC a été limitée par des préoccupations liées à la représentativité et à la transparence.

**Recommandations générales**

- Les formations en alphabétisation devraient être répliquées dans les futurs programmes FFP, en mettant encore l'accent sur le coaching et sur la formation des enseignants formateurs issus de la population locale. Les programmes offrent un double avantage, en développant le contenu substantiel de l'alphabétisation et de l'enseignement, mais des améliorations doivent aussi être apportées à la formation en cascade, pour une meilleure cadence des compétences.
- Les activités de sensibilisation sur la nutrition, l'assainissement et la santé devraient être une pièce maîtresse des programmes FFP. Les activités devraient se focaliser sur des démonstrations pratiques pour les femmes, notamment les femmes enceintes et les mères de jeunes enfants. Elles devraient également inclure des groupes d'écoute et d'échanges d'information.
- Les comités de développement communautaire et d'autres comités locaux qui s'occupent de la réduction des risques de catastrophes et de la gestion des conflits doivent être reformulés. Le concept est pratique et important, mais les itérations futures doivent faire un meilleur travail de sorte à rendre le processus opérationnel transparent. L'adhésion devrait être déterminée de façon représentative.
- Les Associations commerciales d'agriculteurs et les projets de reboisement doivent être renforcés et poursuivis. Les FBA peuvent jouer le rôle de leader dans les initiatives agricoles locales, et les campagnes de sensibilisation régulières doivent être menées

par les FBA pour servir les intérêts des petits producteurs. Le reboisement peut être couplé avec les activités du programme «vivres-contre-travail».

- Les initiatives fondées sur le genre devraient être plus participatives. La prise de conscience sur l'importance de l'égalité entre les sexes semble être améliorée parmi les femmes et les hommes, grâce aux activités des DFAP. Toutefois, afin de transformer cette prise de conscience dans l'évolution des comportements, les hommes doivent activement bénéficier des gains des femmes et doivent voir ces gains se traduire en action.

# I. DESCRIPTION DE L' EVALUATION

## 1. Objectif de l' Evaluation

L'objectif de ce rapport est d'évaluer l'initiative pour le développement du programme Food For Peace (FFP) financé par l'USAID à l'Est de la République Démocratique du Congo. Ayant comme objectif général la lutte contre la crise de la sécurité alimentaire à l'Est de la RDC, le bureau de FFP de l'USAID a collaboré avec trois organisations internationales non-gouvernementales (ONG): Mercy Corp, l'Agence internationale adventiste de développement et d'aide d'urgence (ADRA), et Food for the Hungry (FH). Les trois partenaires de mise en œuvre (IP) ont mené des consortiums distincts ayant mis en œuvre des programmes de sécurité alimentaire. Bien que chaque projet porte sur les activités de sécurité alimentaire de base de l'USAID / FFP (Agriculture et moyens de subsistance, santé, nutrition, et résilience), un autre objectif était aussi d'inclure, en d'autres termes, les aspects liés aux secteurs transversaux de l'USAID en matière de gouvernance et du genre. Des activités spécifiques diffèrent aussi bien dans chaque secteur.

Cette évaluation finale constitue un examen indépendant de l'efficacité des activités FFP. Elle est conduite par le Groupe Mitchell (TMG), une organisation internationale indépendante de développement en conseil contractée par l'USAID. A travers l'examen des documents et sept semaines de travail sur le terrain, TMG a examiné le travail de chaque programme d'aide alimentaire pour le développement (DFAP). L'évaluation conjointe de ces DFAP permettra à l'USAID d'évaluer les résultats du programme; d'identifier les principaux obstacles à la réalisation des résultats escomptés; et de documenter les meilleures pratiques, les forces, les faiblesses et les contraintes liées à la pérennisation des acquis du programme. Les résultats de l'évaluation aideront finalement l'USAID et ses partenaires d'exécution (IP), ainsi que les parties prenantes nationales de la RDC, dans la conception et la mise en œuvre des activités de suivi et des enseignements tirés.

L'évaluation est structurée sur les changements liés aux principaux thèmes suivants: 1) l'efficacité des formations 2) Liens avec les marchés et services publics 3) les changements dans les revenus des ménages et les moyens de subsistance 4) l'évolution des pratiques de nutrition 5) les changements dans les normes de genre et d'égalité 6) la réduction des risques (DRR) 7) la gouvernance et la résolution des conflits, et 8) la durabilité des interventions. En outre, l'équipe d'évaluation a cherché à identifier les forces, les faiblesses et les enseignements tirés.

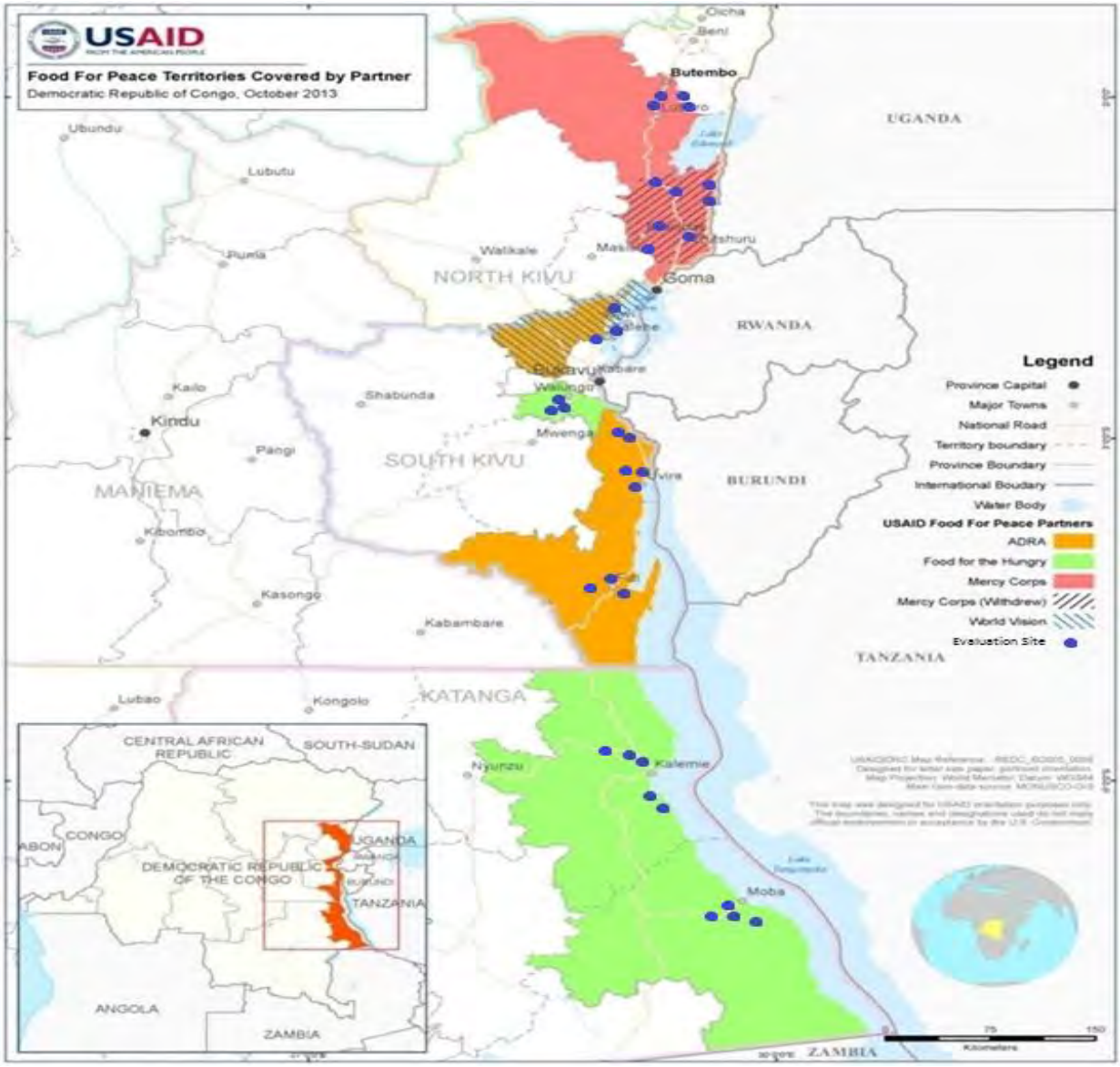
## 2. Carte et localités

L'évaluation conjointe a eu lieu dans trois provinces: Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika. Au Nord-Kivu, Mercy Corps (en partenariat avec Catholic Relief Services) a entrepris son programme RISE qui visait principalement à faire face aux questions relatives aux moyens de subsistance agricoles, à la nutrition maternelle et infantile, et à la gouvernance. Au Sud-Kivu, ADRA (en partenariat avec World Vision et l'Université Johns Hopkins) a mené son programme JengaJamaa II, dont les objectifs principaux étaient d'assurer la sécurité alimentaire, la nutrition, l'autonomisation des femmes, et la résilience des communautés. Enfin, Food for the Hungry (en partenariat avec Search for Common Ground) a effectué son programme Tuendelee Pamoja dans le Tanganyika, aussi bien que dans le Sud-Kivu. Les principaux objectifs stratégiques comprenaient la sécurité alimentaire, la nutrition, l'assainissement et l'eau, l'autonomisation des femmes, et la résilience des communautés.

Voir la figure[1] ci-dessous pour une carte d'emplacement DFAP et les sites visités au cours de l'évaluation. La partie orientale du pays souffre d'une instabilité permanente, ce qui complique à la fois la mise en œuvre des programmes et l'évaluation. Ce n'est pas par hazard si la région a urgemment besoin d'aide alimentaire. Les partenaires d'exécution devraient équilibrer les difficultés liées à la sécurité contre l'impératif de fournir une formation approfondie et cohérente et une assistance aux communautés bénéficiaires.

[1]Voir l'annexe A11, les localités des sites d'évaluation, sur la base du logiciel GPS, Google Maps. La Carte comprend tous les sites dont les noms étaient localisables avec le logiciel GPS.

Figure 1. Carte d'évaluation des emplacements




Dans chaque province, l'équipe d'évaluation avait pour but de visiter 12 villages pour évaluer l'efficacité des DFAP. Le programme FH faisait exception, puisque que le travail a été réparti entre le Tanganyika et le Sud-Kivu, l'équipe d'évaluation a visité 9 villages du Tanganyika et 3 villages supplémentaires dans le Sud-Kivu. Tous les sites inclus dans l'évaluation sont classés comme étant ruraux dont les revenus sont extrêmement bas, manquant de beaucoup de services de base; Cela était prévisible, compte tenu des objectifs de DFAP et des zones d'intervention ciblées.

En ce qui concerne la répartition des villages dans les provinces, l'USAID / RDC ont indiqué qu'elles voudraient que les données soient recueillies sur le territoire de Fizi, sur la Plaine

de Ruzizi et à travers les zones d'intervention au Nord-Kivu, ainsi que dans la zone d'intervention de Vision Mondiale. Elles ont également sollicité les données sur les travaux de Food for the Hungry dans les deux Tanganyika (sur les territoires de Moba et Kalemie) et le Sud-Kivu (territoire de Walungu). Sur la base de ces exigences, l'équipe a distribué le nombre de villages proportionnellement entre les trois provinces et les trois DFAP. Ainsi, l'équipe d'évaluation a désigné 15 villages dans le Sud-Kivu, répartis entre World Vision (trois villages de Kale), ADRA (neuf villages de Fizi, Uvira et de la Plaine de la Ruzizi) et Food for the Hungry (trois villages du territoire de Walungu). Douze villages au Nord-Kivu pour Mercy Corps ont été repartis entre Lubero et Rutshuru. Les neuf villages restants ont été sélectionnés au Tanganyika, pour évaluer les programmes Food for the Hungry.

Pour identifier des villages spécifiques dans le cadre de l'évaluation, l'équipe a utilisé la zone de santé et les cartes administratives et les villages identifiés de façon aléatoire ont été repartis entre les zones d'intervention, allant jusqu'à 100 km, qui figuraient aussi sur la liste des sites des partenaires d'exécution et qui répondent aux exigences de distribution décrites ci-dessus. Avant de finaliser la liste, l'équipe a ensuite rencontré la mission USAID / RDC et les partenaires d'exécution concernés pour confirmer l'accessibilité et la sécurité. D'après les rapports de la mission et les partenaires d'exécution, et dans certains cas, le dialogue avec les responsables de la sécurité et les organismes des Nations Unies comme le Programme Alimentaire Mondial, l'équipe a finalisé la liste de manière individuelle. Voir le tableau A1 à l'annexe pour la liste des villages qui composaient les localités concernées par l'évaluation.

En ce qui concerne les activités du programme ayant eu lieu dans chaque province, tous les objectifs stratégiques n'ont pas été réalisés dans toutes les localités pour le DFAP Mercy Corps. Ainsi, l'équipe d'évaluation a visité certains sites qui ont reçu un arsénal d'interventions et d'autres sites ont reçu seulement un nombre limité d'interventions. Les objectifs stratégiques réalisés sur chacun des sites du Nord-Kivu / Mercy Corps sont les suivants:

- Butare: intervention complète (Agriculture et chaînes de valeur, PM2A, santé maternelle et gouvernance)
- Bambo Centre: intervention complète
- Katendere: intervention complète
- Kivumu: PM2A et santé maternelle, gouvernance
- Magheria: PM2A et santé maternelle, gouvernance
- Rushege: intervention complète
- Rwabangi: intervention complète
- Muhangi: Agriculture et chaînes de valeur, gouvernance
- Minoli: intervention complète

- Musienene: Agriculture et chaînes de valeur, gouvernance
- Lukanga: Agriculture et chaînes de valeur, gouvernance
- Ngeleza: intervention complète

### 3. Méthodologies de collecte des données

L'évaluation reposait sur quatre méthodes de collecte des données: les groupes de discussion, les entretiens approfondis, les mini-enquêtes et des visites à domicile.

Les groupes de discussion constituent la composante la plus intense et riche en données de l'évaluation. Au total, l'équipe d'évaluation a mené 103 groupes de discussion. Les groupes comprenaient entre 5 et 12 personnes et étaient formés avec l'expérience du secteur à l'esprit (à savoir la santé, l'agriculture, la DRR et la gouvernance). En outre, l'équipe a organisé des groupes de discussion avec des participants exclusivement féminins, afin de mieux évaluer la composante égalité des sexes des activités DFAP. Enfin, parce que l'équipe d'évaluation était intéressée par la détermination de l'efficacité des programmes, en fonction de leur impact sur les ménages bénéficiaires et les particuliers, nous avons également procédé à un nombre limité de groupes de discussion avec des non-bénéficiaires afin de créer un point comparatif de référence. Ces groupes de discussion ont porté sur les mêmes grandes questions, mais ne se concentraient pas sur les activités spécifiques de DFAP. Les détails sur les groupes de discussion pour cette évaluation sont disponibles à l'annexe A7.

En plus des groupes de discussion, l'équipe d'évaluation a réalisé 170 entretiens approfondis avec des intervenants clés. Ceux-ci comprenaient les dirigeants des groupements locaux associés aux programmes DFAP (à savoir des groupements d'agriculteurs, des groupements de femmes, des structures de gouvernance locale), les principaux bénéficiaires (à savoir les agriculteurs qui ont terminé les formations et suivi les pratiques recommandées), et d'autres leaders au niveau du village. Les entretiens ont exploré les thèmes similaires à ceux desgroupes de discussion tout en explorant les résultats relatifs aux objectifs principaux des DFAP, mais ont été ciblés en fonction du domaine d'expertise ou de l'expérience de la personne interrogée. Les détails sur les entretiens approfondis que l'équipe d'évaluation a réalisés sont disponibles à l'annexe A6.

Des mini-enquêtes ont constitué le troisième instrument utilisé dans la collecte de données. Au total, l'équipe d'évaluation a réalisé 308 mini-enquêtes, principalement avec les bénéficiaires, mais aussi avec les non-bénéficiaires. Compte tenu de la petite taille de l'échantillon par village et l'irrégularité avec laquelle les stagiaires directs ont transmis les compétences et les connaissances pour les bénéficiaires indirects, la composante mini-enquête sur la collecte des données se base sur les changements aux bénéficiaires directs contre une base de ceux qui n'ont eu aucun contact avec le programme à ce stade.

D'autres méthodes de collecte de données traitent des impacts sur les bénéficiaires indirects. Les répondants comprenaient 207 femmes et 101 hommes. Enfin, l'équipe d'évaluation a effectué 320 visites à domicile, en utilisant les mini-enquêtes. Elles ont permis à l'équipe d'évaluation de procéder à un examen plus approfondi des conditions et pratiques de vie potentiellement associées aux programmes DFAP. L'instrument d'enquête pour la mini-enquête et les protocoles pour les visites à domicile sont présentés à l'annexe A9. Voir l'annexe A10 pour les tableaux de certains résultats des mini-enquêtes et des visites à domicile, ventilées par statut de bénéficiaire. Les résultats présentés ici sont destinés à offrir un aperçu sur les principaux résultats liés à la santé, au genre et aux moyens de subsistance; certaines de ces conclusions sont également discutées dans le corps du rapport.

Pour sélectionner les ménages et les répondants aux mini-enquêtes et des visites à domicile, les enquêteurs ont reparti le village en quadrants, chaque enquêteur prenant deux quadrants et en sélectionnant aléatoirement deux ménages dans chaque quadrant via une procédure de marche aléatoire à partir de points clés de départ. Puisque l'évaluation a été effectuée pendant la saison des pluies (une partie active du cycle agricole), il était souvent difficile de localiser les participants qui étaient souvent dans des champs éloignés de leur village. En cas d'absences, les enquêteurs continuaient avec d'autres ménages, en utilisant un écart d'échantillonnage de trois ménages, jusqu'à ce qu'ils trouvent une maison avec un chef de ménage ou conjointe disponible pour participer à la mini-enquête. Pour chaque village, les numéros de cibles préétablis étaient attribués à chaque enquêteur en termes de femmes, d'hommes, de bénéficiaires et de non-bénéficiaires.

### 4. Documentation Examinée

En plus de la collecte de données sur le terrain, l'évaluation a aussi largement documenté le travail des partenaires d'exécution. L'équipe d'évaluation a sollicité, reçu de la part des partenaires d'exécution, et passé en revue, une série de documents, y compris les énoncés de travail, les descriptions de sites du projet, les indicateurs proposés, et les rapports annuels.

Les spécialistes techniques de TMG ont examiné les documents, avant d'entreprendre le travail sur le terrain, pour mieux comprendre les procédures établies par les partenaires d'exécution, les difficultés auxquelles ils sont confrontés, et les résultats qu'ils cherchaient à atteindre. Une liste des documents examinés, organisé par DFAP, est incluse au tableau A2, à l'annexe.

Concernant l'information sur la formation diffusée aux bénéficiaires par les IP, les partenaires de mise en œuvre se sont basés sur les informations sur la santé et la nutrition,

la finance, l'agriculture, les DRR et la gouvernance locale, considérée comme norme au niveau de la communauté internationale (dérivée de, par exemple, l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, et la Banque Mondiale). L'équipe d'évaluation n'a pas rencontré de cas dans lesquels l'information véhiculée dans les formations est différente des normes internationales.

## 5. Activités sur le terrain

Dans chaque province, l'équipe d'évaluation a démarré ses travaux en prenant contact avec les partenaires d'exécution. Cela était nécessaire pour des raisons de sécurité et de transport, afin de veiller à ce que l'équipe d'évaluation effectue des mouvements et reste dans des zones sûres. En outre, le contact avec les partenaires de mise en oeuvre a permis à l'équipe d'évaluation de s'imprégner des difficultés que ceux-ci rencontraient: dans certains cas, les activités ont été interrompues, en raison des menaces de sécurité et dans d'autres cas, les partenaires de mise en œuvre ont décrit les travaux similaires menés à bien par d'autres organisations d'assistance dans la province. L'équipe de 4 spécialistes techniques, repartie en deux groupes de deux, chacun soutenu par 4 assistants recrutés au niveau local. Les deux (2) groupes ont mené des activités d'évaluation dans des villages séparés simultanément, tandis que le chef d'équipe a travaillé entre les deux endroits. L'équipe d'évaluation a effectué 12 jours de recherche active au Tanganyika (du 8 au19 Février), 14 jours de recherche active dans le Sud-Kivu (du 20 février au 6 mars), et 17 jours de recherche active dans le Nord-Kivu (du 7 au 23 mars).

Dans chaque village, l'équipe d'évaluation a suivi les protocoles pour obtenir l'autorisation et travailler efficacement. Le chef d'équipe a rencontré les responsables du gouvernement local et les chefs traditionnels pour leur expliquer le but de la visite. Avec la coopération du leadership local, les spécialistes techniques ont réparti les tâches pour faciliter l'animation des groupes de discussion, des entretins approfondis, et réaliser les enquêtes et des visites à domicile. Les assistants locaux ont assuré la prestation de traduction et fourni d'autres moyens logistiques.

Un aspect essentiel de l'évaluation était d'identifier les informateurs clés et les bénéficiaires ciblés. L'équipe d'évaluation a d'abord commencé par établir un contact avec un groupe de bénéficiaires local de DFAP tel que le chef de file d'une organisation, et a identifié les participants et les répondants potentiels avec l'aide de ce contact. En employant une procédure d'échantillonnage en boule de neige, l'équipe d'évaluation était en mesure d'étendre l'ensemble des participants au-delà de ceux qui étaient identifiés par les contacts primaires, et les partenaires d'exécution n'avaient aucune idée sur les sources de données. Les informateurs clés comprenaient les suivants: les agriculteurs, les producteurs, les agricultrices, les membres d'association locale et le leadership, et les

représentants des institutions publiques (santé et agriculture). Les ménages bénéficiaires ont fait l'objet principal de données de discussion focus group et d'enquête, bien qu'il soit indiqué, les non-bénéficiaires étaient également pris en compte dans le les données.

Au total, l'équipe d'évaluation a réalisé les exercices de collecte de données suivantes:

- Nord-Kivu (12 villages): 36 Groupes de discussion, 50 Entretiens, 110 Enquêtes / visites à domicile
- Sud-Kivu (15 villages): 44 Groupes de discussion, 79 Entretiens, 128 Enquêtes / visites / à domicile
- Tanganyika (9 villages): 23 Groupes de discussion, 41 Entretiens, 70 Enquêtes / visites à domicile

## 6. L'Equipe d'Evaluation

Pour mener à bien l'évaluation, le TMG a formé une équipe d'experts avec une spécialisation dans les domaines de fond réalisés par DFAPs. Au cours de la phase de collecte des données sur le terrain, l'équipe d'évaluation a voyagé ensemble dans les zones de santé, puis s'est repartie en deux groupes, chacun avec deux spécialistes techniques et quatre assistants d'appui (recrutés au niveau local par le partenaire local TMG, CRESPOD). Les spécialistes techniques étaient chargés de l'animation groupes de discussion et des entretiens approfondis avec des informateurs clés. Les assistants ont apporté un appui en traduction des langues et en logistique sur le terrain (tels que l'interprétariat, la prise de notes, etc.) et ont participé aux mini-enquêtes. Le chef d'équipe, Dr Brandy Jones, a supervisé l'équipe d'évaluation lors de la collecte des données, le déplacement entre les deux groupes pour assurer la surveillance, la cohérence, et surmonter d'éventuelles difficultés. Le directeur technique, Docteur John McCauley, a apporté sa contribution en conception et supervisé le résultat de l'évaluation et des rapports du Siège TMG à Washington, DC. Les membres de l'équipe sont énumérés ci-dessous dans le tableau 1.

Tableau1. Membres de l'équipe d'évaluation

| NOM | TITRE | DOMAINE D'EXPERTISE | ROLE DE L'EQUIPE/ ACTIVITE PRINCIPALE |
|---|---|---|---|
| John McCauley | Directeur Technique | Recherche et méthodologie | Fournir des conseils techniques pour la planification et le contrôle des livrables. |
| Brandy Jones | Chef d'équipe | Recherche et méthodologie et coordination sur le terrain | La direction de l'équipe sur le terrain, la présentation aux donateurs et la production des livrables. |
| Yves Reynaud | Spécialiste technique | Agriculture et gouvernance | Le travail sur le terrain, la collecte des données, l'analyse et rédaction |
| Christophe Alamasi | Spécialiste technique | Nutrition et genre | Le travail sur le terrain, la collecte des données, l'analyse et rédaction |
| Madeline Kasay | Spécialiste technique | Nutrition et genre | Le travail sur le terrain, la collecte des données, l'analyse et rédaction |
| Barthelémy Kalambayi | Spécialiste technique | Agriculture et gouvernance | Le travail sur le terrain, la collecte des données, l'analyse et rédaction |

### 6. Rapport avec les partenaires de mise en œuvre

L'équipe d'évaluation a adopté une stratégie qui consiste à se reposer sur les partenaires d'exécution principalement pour l'appui logistique initial du siège et les informations d'arrière-plan, avec seulement un appui logistique limité sur le terrain. Comme ceci devait être une évaluation indépendante, l'équipe d'évaluation a assuré son propre transport et a visité des villages indépendamment pour la collecte des données. Il a été décidé de ne pas demander la contribution des partenaires d'exécution sur les réussites ou les échecs de leurs DFAP sur le terrain, parce que cela pourrait conduire à une possibilité de recadrement d'insuffisances liées au programme. Ainsi, l'équipe d'évaluation a entretenu des relations avec les partenaires de mise en œuvre à leur arrivée dans chaque province

et a obtenu des informations sur les stratégies de transport, les risques de sécurité, et les informations relatives à l'achèvement des tâches. Les partenaires d'exécution se sont avérés être des partenaires de bonne volonté et efficaces dans ces domaines, et leur expérience des conditions locales était importante pour la réussite de l'évaluation, en l'occurence le déplacement, la sécurité, et le contexte dans les zones d'insécurité du Nord-Kivu. Au Tanganynika, les partenaires d'exécution ont été approchés après l'approbation de la Mission de l'USAID pour apporter une assistance en transport entre les territoires du Kalemie et de Moba, en utilisant le bateau du projet pour effectuer des voyages plus rapidement à travers le lac d'un site à l'autre.

Hormis la réception d'une assistance en renseignements avec les partenaires d'exécution tels que les cartes et les renseignements liés à la sécurité et un appui occasionnel en termes de déplacement entre les territoires, l'équipe d'évaluation est restée en grande partie indépendante.

Exception a été faite concernant les travaux d'évaluation menés dans le Nord-Kivu. Après des discussions sérieuses et approfondies avec la Mission de l'USAID/ RDC, il a été décidé que l'équipe d'évaluation soitt accompagnée par Mercy Corps sur les deux territoires où les données devaient être recueillies. Cette décision a été prise principalement en raison des risques de sécurité très éllevés dus à des enlèvements et à la violence communautaire dans la région. Le rôle de Mercy Corps au cours de ces visites sur le terrain était d'accompagner l'équipe dans les villages dans un véhicule distinct afin d'assurer une sécurité accrue et un appui en cas d'incidents. L'équipe d'évaluation, une fois était sur place, le personnel du Mercy Corps a accepté de permettre à l'équipe d'évaluation de travailler de façon autonome, sans aucune interférence.

## 7. Difficultés rencontrées

Plusieurs difficultés sont survenues affectant ainsi la capacité de l'équipe à effectuer l'évaluation des trois DFAP. Tel que indiqué ci-dessous, l'équipe a trouvé des stratégies pour surmonter chacune de ces préocupations.

**Tout d'abord, les difficultés infrastructurelles** ont affecté la capacité de l'équipe d'évaluation à se déplacer et à communiquer efficacement. L'état des routes a constitué un obstacle majeur au travail. En outre, le travail sur le terrain s'est déroulé pendant la saison des pluies et la plupart des routes n'étaient pas pavées, donc leur état se détériorait après la pluie ou lorsque empruntées par les gros véhicules de transport. Le déplacement à vitesse raisonable exigeait une planification méticuleuse et une coordination logistique pour assurer l'aller et retour en toute sécurité sur le terrain. L'équipe n'a pas pu visiter les villages qui étaient loin de plus de 100 km, à moins qu'ils fussent dans des zones plus développées avec un logement sûr dans lequel l'équipe

pourrait y passer une nuit. Sinon, l'équipe a effectué des voyages de jour vers les zones accessibles dans un rayon de 100 km. L'équipe a été en mesure de recueillir des données sur tous les territoires et les localités identifiées par la mission comme étant essentiellesà leurs objectifs, en particulier dans les zones difficilement accessibles pour des raisons diversestelles que le territoire de Fizi, la Plaine de Ruzizi, le Territoire de Rutshuru et le territoire du Lubero.

La faible couverture cellulaire a également posé des problèmes. Pour surmonter cette contrainte, l'équipe a utilisé les téléphones Thuraya pour communiquer afin de coordonner les déplacements, partager les informations relatives à la sécurité, et chercher un appui logistique. L'approvisionnement limité en électricité a posé un autre problème infrastructurel; dans une mesure proactive, l'équipe chargeait ses appareils avant de quitter les zones électrifiées.

La conséquence de ces difficultés infrastructurelles rencontrées par l'équipe d'évaluation est que certaines des zones les plus reculées indiquées dans les zones DFAP n'étaient pas incluses dans l'évaluation. Dans la mesure où la mise en œuvre du programme différait dans ces zones – ce qui est possible puisque les partenaires d'exécution auraient dû faire face aux mêmes difficultés infrastructurelles dans la mise en œuvre de leurs programmes – les résultats de cette évaluation sont susceptibles d'être biaisés en faveur des sites les plus accessibles. Les localités à partir desquelles les données ont été collectées étaient elles-mêmes difficiles à atteindre, de sorte que les différences potentielles sont susceptibles d'être de degré plutôt que de nature.

**Deuxièmement, les préoccupations liées à l'insécurité** étaient de routine pour l'équipe d'évaluation. En 2012 et 2013, le conflit lié à la Rébellion du M23 a sévèrement affecté l'Est de la RDC. Le personnel international de toutes les ONG a evacué Goma, et le conflit a créé plus de 200.000 personnes déplacées internes (IDP) au Nord-Kivu seulement. Les conséquences du conflit persistent, et le travail de l'équipe d'évaluation a été affecté. Cela s'est averé une réalité au Nord-Kivu, où une équipe dans la zone de santé de Rutshuru / Birambizo devait être supervisée à distance. Dans plusieurs zones, l'équipe fut conseillée de prendre des précautions pour éviter tout incident de sécurité. Ci-dessous, nous mettons en évidence les zones les plus sensibles de sécurité et les mesures prises pour surmonter le risque:

• Dans certaines zones du Sud-Kivu, comme le territoire de Fizi et la Plaine de Ruzizi, il a été conseillé à l'équipe d'être prudente au calendrier des mouvements et aux sites couverts par les voyages. Des zones telles que Baraka à Fizi et certaines parties de la Plaine de Ruzizi ont été toutes exclues et l'équipe a évité de rester sur place dans la Plaine de

Ruzizi au-delà de 15h30, suite aux conseils des partenaires et résidents. Dans le cas échéant, si la collecte de données ne terminait pas, l'équipe repasserait le jour suivant.

• Dans certaines zones de Tanganyika et de Sud-Kivu tel que le territoire du Walungu, il a été conseillé à l'équipe de rester vigilante aux bandits armés et aux kidnappeurs. Les données ont été recueillies dans ces zones, mais l'équipe évitait de passer la nuit en dehors de Moba et de Kalemie, afin de réduire les risques.

• Les risques d'enlèvement et de violence au Nord-Kivu exigeaient que l'équipe ajuste complètement son approche. A Rutshuru, une équipe d'enquêteurs locale du territoire était supervisée à distance pour effectuer le travail sur le terrain. Elle a été avisée que les internationaux seraient ciblés. Comme une mesure supplémentaire de sécurité à la fois à Lubero et à Rutshuru, l'équipe était accompagnée par le Partenaire de mise en oeuvre, Mercy Corps.

La conséquence des différentes difficultés liées à l'insécurité pourrait bien signifier que l'équipe d'évaluation puisse éviter les zones qui présenteraient le mieux l'impact des activités de résolution des conflits. Pendant que la sécurité était une préoccupation constante, les ajustements mentionnés ci-dessus et une bonne planification ont permis à l'équipe d'éviter à la fois tout incident majeur de sécurité sur le terrain, et de recueillir également les données de certaines des zones de la mise en œuvre du programme DFAP où la sécurité est plus menacée.

**Troisièmement, l'application inégale des interventions** concernant le programme RISE par Mercy Corps a compliqué le travail de l'équipe d'évaluation. Puisque Mercy Corps n'a pas mis en œuvre l'ensemble des activités à travers ses zones d'intervention, les sites qui ont reçu des visites devaient être choisis en tenant compte des endroits qui ont reçu autant d'interventions que possible. Cela a été aggravé par le fait que Rutshuru était le seul endroit qui a reçu PM2A, et mieux, suite à la violence du M23 qui a touché la région en 2013. Ainsi, l'équipe d'évaluation a dû repartir les villages entre les territoires Rutshuru (6) et Lubero (6). Parlant de l'insécurité persistante dans certaines parties du territoire de Rutshuru, RISE a pris la décision (avec l'approbation des bailleurs de fonds) de réduire de manière significative les activités à Rwanguba, Binza, et des zones de santé de Rutshuru (HZ) en Territoire de Rutshuru, et dans la zone de santé de Karisimbi en territoire Nyiragongo. Toutes les activités ont finalement été conclues, sauf pour une dernière saison de la multiplication des semences, l'appui aux femmes et aux associations de jeunes, et le suivi des associations villageoises d'épargne et de crédit (VSLAs). Le passage n'a pas entraîné de changements dans le nombre total de bénéficiaires, mais concernait l'intensification des activités au niveau de Birambizo HZ ainsi que l'expansion géographique à deux nouveaux territoires, Lubero et Beni (du rapport annuel 2013).

La conséquence de l'application inégale des interventions est que les résultats de la collecte de données à des fins d'évaluation pourraient être biaisés par rapport à ces programmes qui ont démarré en retard ou ont été écourtés, même si la mise en œuvre elle-même était efficace. Pour résoudre ce problème, nous avons pris soin de noter les cas dont les plans de mise en œuvre ont dû être modifiés, afin de ne pas faire des comparaisons ou des attentes inappropriées.

**Quatrièmement, le biais de désirabilité sociale,** peut influer sur les réponses sur des questions sensibles. Cela s'avère une réalité, compte tenu des questions telles que l'égalité des sexes; les hommes perçoivent que l'égalité des sexes est de plus en plus considérée comme une norme souhaitée, ainsi ils expriment leurs opinions en conformité avec cette norme, même si cela ne reflète pas leur opinion réelle. Il y a peu de moyen d'échapper à ce défi à court de méthodes expérimentales, mais le fait que certains hommes aient décrit des comportements contrairement à leurs opinions déclarées indique qu'un certain degré de biais de désirabilité sociale existe dans l'évaluation. Les réponses biaisées peuvent également survenir lorsque les individus discutent des actifs, car ils peuvent croire que leurs réponses conditionnent la distribution de matériel future. L'équipe d'évaluation n'a pas rencontré des exemples évidents de cela, mais ils ont travaillé dur pour maintenir les discussions et les entretiens aussi ouverts que possible et employer des termes neutres en vue de réduire les biais dans les réponses.

Dans la mesure où le biais de désirabilité sociale affectait les réponses destinées à l'équipe d'évaluation, les effets des interventions de genre en particulier peuvent être plus faibles qu'ils ne le sont en réalité (puisque la source la plus probable de ce biais serait due au fait que les hommes affichent amplement leur soutien à l'égalité des sexes). Cela doit être pris en compte lors de l'évaluation des résultats; il y a peu de stratégie éprouvée pour surmonter ces biais en utilisant des méthodes d'observation.

## II. NORD KIVU: MERCY CORPS DFAP

### A. Résumé des objectifs du programme

Le programme RISE/SIMAMA[2] conduit par Mercy Corps avait pour objet **de réduire l'insécurité alimentaire** des familles vulnérables au Nord-Kivu. Le programme est axé sur 3 objectifs stratégiques: 1) une production diverse et une augmentation des revenus pour

2 Le programme RISE « Les ressources pour l'amélioration de la sécurité alimentaire en République démocratique du Congo" de Mercy Corps est, selon le cas, désigné SIMAMA; ils forment un seul et même programme. SIMAMA est un terme swahili signifiant Stand. Cette appellation est utilisée plus fréquemment par les communautés locales, comme en témoignent les entretiens et les focus groups. Les deux termes sont utilisés dans les documents de programme.

les petits agriculteurs; 2) l'amélioration de la situation nutritionnelle des femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans; et 3) une meilleure gouvernance de la sécurité alimentaire.

**L'Objectif Stratégique pour la diversification de la production et l'augmentation des revenus** pour les petits agriculteurs est structuré autour de nouvelles pratiques agricoles, la création et le renforcement des chaînes de valeur, et l'amélioration de l'environnement technique et économique. Les travaux sur cet objectif sont basés sur huit activités: l'amélioration variétale, l'élevage, les insectes nuisibles et les maladies de plantes (y compris la lutte contre la mosaïque du manioc et de la banane Xanthomonos Wilt), le stockage et la transformation des produits, l'accès aux marchés, le développement des infrastructures agricoles, l'information économique et le crédit agricole.

**L'Objectif stratégique pour l'amélioration de l'état nutritionnel des mères et des enfants** est basé sur l'amélioration de l'accès aux services de santé, la prévention de la malnutrition et des maladies liées à la malnutrition, et la promotion d'un régime et d'une nutrition améliorée. Plus de dix activités spécifiques appuient cet objectif: la formation et la distribution de l'équipement, le partage des connaissances et des messages de prévention, l'amélioration de la perception, la détection de la malnutrition, la distribution de rations, la formation, la supervision et le suivi des campagnes de recherche comportementale et d'informations, la promotion de leaders de parents (hommes et femmes) et des groupes d'appui, des lapins de distribution et des cochons d'Inde, la promotion de jardins potagers et la diversification alimentaire, la promotion du mélange maïs-soja au niveau local (CSB), et l'organisation de concours de cuisine.

**L'Objectif Stratégique pour l'amélioration de la gouvernance et de la sécurité alimentaire** est basée sur deux thèmes principaux: 1) la coopération et la coordination entre les acteurs pour améliorer la transparence et la responsabilité, et 2) le renforcement des liens avec les structures territoriales et provinciales. Les activités liées à ces thèmes comprennent: les plans de développement local et les plans de réduction des risques de catastrophe élaborés par les comités, la médiation des conflits, la promotion et l'appui des comités agricoles et rurales (avec des plans d'action et de financement), et la mise en œuvre des microprojets spécifiques. La définition et la mise en œuvre des plans de développement local et des plans pour les comités agricolessont des éléments clés de la gouvernance et sont essentiels pour des résultats durables. Ces plans servent également d'outils transversaux qui renforcent les Objectifs Stratégiques 1 et 2, facilitent la coordination entre les acteurs du programme, et favorisent une vision à long terme pour réduire l'insécurité alimentaire.

Les défis de sécurité ont posé des difficultés notables pour la mise en œuvre des DFAP. Selon le chef du projet de RISE, la zone d'intervention initiale et la gamme des interventions ont été modifiés afin d'éviter les problèmes associés aux conflits; ceci a ajouté une complexité à un cadre dans lequel les sites ont déjà bénéficié de différents niveaux de mise en œuvre du programme. Tel que indiqué ci-dessus, les activités de multiplication des semences, des associations de femmes, et les activités VSLA ont dû être écourtées avant la fin de la période d'exécution, et les activités de PM2A étaient limitées à certaines zones de Rutshuru; le personnel Mercy Corps a indiqué que cette décision avait été prise afin d'éviter le risque de conflit.

## B. Résultats

### 1. Efficacité des modèles de formation

Le renforcement des capacités est un élément essentiel du programme RISE. Il a fallu l'approche de communication pour le changement social et de comportement (SBCC), qui se reposait sur les formations de sensibilisation pour les adultes et les techniques d'éducation pour les Mères Leaders et les membres des divers comités communautaires. Ces formations ont porté sur plusieurs thèmes, notamment la santé et la nutrition, l'agriculture, le leadership, le commerce, le crédit, les chaînes de valeur, les comptes d'exploitation, et le genre. Des matériels illustrant les meilleures pratiques à travers des images et textes faciles à comprendre ont été distribués. Mercy Corps et ses membres du consortium ont utilisé la méthode cascade, qui visait à former un groupe de base de bénéficiaires directs sur un ensemble de thèmes et domaines variés comportant sans y limiter aux nouvelles techniques de culture, de gestion de microcrédit, de l'hygiène personnelle, aux Actions Essentielles en Nutrition (EYA), à l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (IYCF). En générale, les formations ciblaient 25 personnes qui ayant été supervisées par un agronome, une infirmière ou un autre professionnel qualifié. Les participants ont ensuite été invités à employer les techniques et informations qu'ils ont apprises dans leurs propres domaines, sur les groupes de femmes, et d'autres points de vente communautaires afin de transférer les connaissances et les compétences nécessaires pour les bénéficiaires indirects. Certaines formations spécifiques concernaient la méthode de plantation des carottes et d'oignons, la conservation des semences pour la prochaine saison, le lavage des vêtements et ustensiles, et le lavage des mains.

Une Mère Leader à Musienene a proposé une perspective qui a été partagée largement par les membres des groupes de discussion Focus group qui étaient les bénéficiaires directs des formations sur les techniques de production agricole mettant en évidence les avantages et les insuffisances du modèle de formation:

- "Le projet SIMAMA nous a donné beaucoup d'enseignements. Ils nous ont formés sur les techniques de culture. Nous souhaitons la continuité du projet, car beaucoup d'entre nous n'en ont pas bénéficié jusqu'à présent ... L'idée était que toute personne ayant été formée soit en mesure d'enseigner ses semblables, mais elles ne doivent pas oublier que nous ne sommes que des humains, nul n'est parfait. Il sera très difficile de nous utiliser pour former d'autres personnes ... nous étions les premiers bénéficiaires, et maintenant nous devons tout faire pour inviter les autres à nous rejoindre... Supposons que vous êtes un agriculteur-enseignant dans Kinyatsi, et ils savent que vous avez reçu des semences gratuitement. Comment dire aux gens qu'ils doivent payer pour leurs semences? ... C'est un problème ».

Les données receuilies au moyen des mini-enquêtes indiquent que les formations ont atteint 89% des bénéficiaires enquetés du programme RISE ; alors que seulement 7% des bénéficiaires indirects enquetés ont été formés. Bien que des preuves anecdotiques limitées revèlent que des efforts ont été fournis pour cascade- "j'ai montré à mes voisins comment planter les choux, et les agriculteurs enseignent aux gens ce qu'ils ont appris» (Mère leader, Lubero) -La plupart des informateurs clés ont indiqué que le processus du deuxième volet de formation a été difficile parce qu'on a pas fourni aux bénéficiaires du deuxième volet des intrants, des semences, ou de bétail que les premiers bénéficiaires avaient reçu. Beaucoup de non-bénéficiaires se déclarent opposés à la deuxième formation à moins que des avantages tangibles soient clarifiés.

Néanmoins, les bénéficiaires indirects et les non-bénéficiaires (qui n'étaient pas prévus pour ce programme) ont affirmé avoir des techniques similaires par d'autres moyens. Par exemple, lors d'un focus group, les femmes non-bénéficiaires de Magheria déclarent qu'elles étaient exclusivement déjà en train d'allaiter pendant une longue période selon les instructions du centre de santé du village: « ... nos bébés sont allaités exclusivement jusqu'à l'âge de 6 mois. C'est ce qu'ils nous ont appris pendant les examens prénataux. Nous savons aussi que nos enfants doivent être vaccinés, et lorsque les enfants sont malades, nous les amenons au centre de santé. » Ces mentions des pratiques mises en œuvre étaient des campagnes de sensibilisation systématiquement utilisées par les programmes de Mercy Corps indiquant clairement un certain chevauchement. Les participants au groupe de discussion à Magheria, Kivumu, Lukanga et Munoli ont noté que certaines campagnes de Simama étaient des réaffirmations de messages et des compétences partagées à travers les structures gouvernementales et des centres de santé religieux.

## 2. Liens avec les marchés et les services publics

Les travaux dans ce domaine s'articulaient autour des expositions et multiplication de semences, l'étude des obstacles à la diffusion de nouvelles pratiques, le développement et la fourniture des supports de formation, la réalisation d'études économiques (sur les marges brutes), la structuration sociale par la création de comités locaux de développement (LDCs), la création des associations d'épargne et de crédit et l'appui aux opérateurs privés avec des équipements de traitement (tels que les décortiqueuses et moulins).

Selon la mini-enquête, 98% des bénéficiaires du programme RISE ayant participé à l'enquête ont indiqué que leurs pratiques agricoles se sont améliorées à la suite des formations sur la conservation, le stockage, et la tarification; en outre, 82% des bénéficiares ont déclaré avoir augmenté leurchiffre d'affaire, en dépit du fait que les problèmes liés à la sécurité et les retards de mise en œuvre limitaient leur capacité à traiter les produits. L'augmentation des ventes est en grande partie due aux opportunités d'emmagasinage et de conservation (ce qui a amélioré la vente d'oignons et de pommes de terre) et les efforts du programme pour la prévention des maladies des cultures (ce qui a amélioré la vente du manioc). L'un des principaux objectifs de Mercy Corps était d'améliorer la transformation et les liens avec les marchés; le programme a formé 26 multiplicateurs de semences pour les haricots et les pommes de terre et mis en place des Groupes d'Intérêt Communs pour créer des opportunités de marché relatives aux haricots, pommes de terre et oignons. L'équipe d'évaluation a observé que les CIG ont réellement amélioré les possibilités de stockage et le partage d'information entre les agriculteurs. Cependant, aucune activité appropriée pour la transformation n'a été entreprise par RISE, et les activités de la chaîne de valeur ont démarrée seulement en Janvier 2015.

Les travaux de Mercy Corps dans la construction de routes pour les communautés autrefois isolées à Rutshuru sont importants pour l'accès aux marchés. Les bénéficiaires de la formation agricole et les informateurs clés ont souligné que l'accès aux marchés a eu des conséquences importantes sur les moyens de subsistance. Selon un informateur clé: «Nous ne disposions pas de routes de desserte agricole. Un sac de manioc était vendu à 10 $ US parce qu'il n'y avait pas d'acheteurs, mais les prix ont augmenté lorsque les routes nous ont permis d'acceder à plus d'acheteurs » (membre LDC, Katendere). La construction de la route faisait partie du programme Food-For-Work, et un comité d'entretien a été créé pour veiller à ceque les routes de desserte agricole soient ouvertes. En ce sens, la durabilité de ces routes a été inclue dans la conception du programme.

Le programme a également mis en placel'Association commerciale des agriculteurs, comme unmodèle particulier de Groupe d'Intérêt Commun (CIG). Au moins 76 Groupes d'Intérêt Commun ont été créés, réunissant plus de 2000 petits producteurs. Ceux-ci ont

bénéficié des formations sur l'amélioration des techniques agricoles, la gestion des affaires et la planification. Les membres du CIG ont été choisis parmi les meilleurs participants clés FFS. De plus, les CIG ont servide relais pour faciliter l'accès aux acheteurs potentiels et aux marchés pour la vente de biens et de services. Voici comment les bénéficiaires ont expliqué l'avantage des CIG: *«Nous avons créé une association et ils nous ont organisé dans un Groupe d'Intérêt Commun (CIG) pour vendre nos produits ... Nous avons planifié notre récolte et gardé ce dont nous aurons besoin à la prochaine récolte... Tout le monde vendait à un prix qui lui était convenable, mais maintenant que nous partageons un entrepôt pour nos produits, nous sommes d'accord de convenir sur un prix unique»* (agriculteur bénéficiaire, Rutshuru, Nord-Kivu). La capacité à négocier en tant que collectif empêche les agriculteurs individuels à vendre leurs produits moins chers aux acheteurs agressifs, de sorte que la vente de produits agricoles assure de meilleurs bénéfices pour chaque agriculteur dans le collectif. Selon la mini-enquête, 60% des répondants ont indiqué que leur stockage s'est amélioré, et 82% ont déclaré que leurs ventes avaient augmenté. La création des CIG et les formations qu'ils ont faites ont renforcé les participants avec plus d'informations et d'intérêts en termes de l'amélioration des prix pour leurs produits en tant que groupe, augmentant ainsi le nombre du groupe et améliorant les mesures de recouvrement de la part des producteurs locaux.

RISE a également cherché à renforcer le lien entre les participants et le secteur public, notamment en appuyant le Ministère de l'Agriculture. Dans l'ensemble, cependant, les informateurs clés ont noté que le projet a fourni plus d'appui au gouvernement qu'ils en ont reçu (Président du Comité Agricole et Rural de Gestion (CARG), Butare, chef du village, Centre Bambo). L'un des avantages de la collaboration avec les communautés locales est que le programme a conclu un protocole d'entente avec le Service National des Semences, SENASEM. Leurs inspecteurs de semence ont effectué huit visites d'inspection à Birambizo et Butembo à la fois et certifiés un total de 24 multiplicateurs de producteurs de semences (PM) -14 à Butembo et 10 en Birambizo. En partenariat avec SENASEM, Mercy Corps a formé les agriculteurs aux techniques de récolte, de séchage, de conservation et de stockage des produits agricoles, y compris les oignons rouges, les pommes de terre et les haricots (voir le rapport narratif de RISE FY2014). Toutefois, selon le Président de CARG à Butare, les initiateurs de Mercy Corps ont été les principaux acteurs de ces formations. Le Programme d'appui et de collaboration avec les structures locales visait à renforcer les capacités afin que ces institutions locales puissent fournir un appui durable aux producteurs après la conclusion du programme, sans avoir à compter sur le personnel du Ministère de l'Agriculture. L'efficacité et la durabilité de cette approche restent à determiner.

### 3. Changements dans les revenus des ménages et dans les moyens de subsistance

Le programme RISE a introduit des CIG fonctionnels et des écoles d'agriculture de terrain (FFS), amélioré les techniques de production, unifié les services agricoles, amélioré les variétés de semences, s'est engagé dans la multiplication des semences, a mis en place des Associations d'Epargne et de crédit dans les Villages (VSLA), et a augmenté des routes de desserte agricole pour l'amélioration des revenus, tout dans le but d'accroître durablement la sécurité alimentaire et les revenus de la population cible. Les données révèlent que le consortium RISE avait une augmentation des revenus à succès modéré. L'appui apporté par le programme a permis aux participants de subvenir à leurs familles, et le programme a amélioré la solidarité financière dans les communautés participantes.

Les bénéficiaires ont estimé que le programme a directement profité à leurs moyens de subsistance. Les commentaires des participants de Groupe de discussion I (hommes) à Lukanga, Nord-Kivu sont les suivants:
- «Nous aimons SIMAMA parce qu'il nous a donné beaucoup d'enseignements sur l'agriculture et l'élevage du bétail, mais nous avons encore besoin d'en savoir plus ..."

- "MERCY CORPS a permis de nous regrouper... Le projet SIMAMA nous a permis de payer les frais de scolarité de nos enfants, et l'argent du programme VSLA nous rend plus à l'aise."

- "MERCY CORPS nous a donné lessemences de haricot, et après la récolte, nous allons donner ces semences à d'autres agriculteurs afin que l'activité puisse continuer ..."

Tels que revelés par les données, les intrants agricoles et groupes de producteurs semi-formels ont constitué des éléments clés pour l'augmentation des revenus et des ressources. Le volet agricole du programme RISE a été l'aspect le plus réussi du programme malgré le fait que quelques améliorations ont été apportées à la chaîne de valeur. Tel que indiqué, le programme a augmenté l'accès aux marchés grâce à la construction de routes d'extension, qui ont fourni aux populations de producteursautrefois isolées un accès plus facile aux marchés dans leurs communautés et environnants.

Outre l'assistance agricole, les routes et les CIG, les Associations villageoises d'épargne et de crédit(VSLA) qui ont servi en tant que groupes d'épargne ayant rendules microcrédits accessibles aux membres, ont également été mis en évidence comme une source essentielle de capital pour les besoins ménagers courants et la génération de revenus. Les membres du Groupe de discussion (Femmes) à Lukanga et Rutshuru ayant accédé au crédit ont déclaré ce qui suit:

*« Grace à la VSLA mes enfants ne sont plus refoulés... Maintenant, je peux payer les frais médicaux que je ne pouvais pas me permettre avant ... »*

*"Dans le groupe VSLA Je me débrouille à gérer une petite entreprise ... J'aiemprunté 15.000 FC pour payer les frais de scolarité ... et 50.000 FC pour le petit commerce et pour les frais de scolarité, sachant qu'il devait être remboursé dans un certain délai à un taux d'intérêt fixé... «J'ai pris 20.000 FC à payer les frais de scolarité ... J'ai emprunté 60.000 FC et donné un peu à mon mari pour les frais de scolarité, un peu pour les dépenses des ménages et le reste pour les remboursements ... ».*

Lorsque les VSLA ont été implémentées, les participants ont utilisé les ressources à la fois pour la génération de revenus et les besoins des ménages. Globalement 90% des bénéficiaires de Mercy Corps enquêtés estiment que le programme a permis d'améliorer leurs conditions de vie, en termes d'augmentation des revenus des ménages ou en leur permettant de réaliser des objectifs spécifiques tels que le paiement des frais de scolarité et les soins médicaux. Notez que l'utilisation des prêts à payer pour les frais médicaux est une pratique mal avisée car elle ne comporte aucun bénéfice pour aider à rembourser le prêt. Toutefois, assurer la santé des membres de la famille peut être considéré comme un investissement financier propre. L'utilisation des prêts pour les frais de scolarité constitue un gain similaire retardé, mais il est souvent une réalité si un enfant est en mesure d'atteindre les exigences de formation minimales pour l'emploi stable.

Cependant, le contexte est si volatile et précaire au Nord-Kivu que bon nombre des efforts déployés par le programme ont été compromis par l'insécurité persistante et cyclique. Cela a été particulièrement le cas en 2013.

D'autres changements relatifs aux moyens de subsistance observés par l'équipe d'évaluation comprennent les programmes de distribution de nourriture et de travaux de reboisement. Le programme food-for-work a fourni un avantage direct aux familles et a également porté des résultats productifs pour le programme. Autres activités de distribution alimentaire, telles que la distribution de la bouillie, a bénéficié à un petit nombre de ménages, mais n'a eu aucun impact au-delà des bénéficiaires directs des programmes EYA. Les activités de reboisement ont fait des améliorations démonstrables dans les zones où les plantations ont eu lieu; cela n'a pas été quantifié, mais a été observé par l'équipe d'évaluation. Il y a aussi les avantages liés à la durabilité en ce sens que les participants ont pratiqué l'action collective et les mesures ont été prises pour lutter contre les catastrophes naturelles.

### 4. Evolution des pratiques de nutrition

Le programme RISE a mis en œuvre la santé maternelleet la nutrition dans les zones ciblées sur les territoires de Rutshuru et de Lubero. Les activités comprenaient des formations de sensibilisation, la détection de la malnutrition, les programmes d'EYA et IYCF, la promotion des légumes et l'utilisation des aliments disponibles au niveau local, et d'autres mentionnés ci-dessus. Les bénéficiaires répondant à certains critères de santé et de nutrition ont reçu la farine enrichie et de l'huile à Rutshuru.[3]

Les mères qui avaient pris part à des programmes de formation nutritionnels et qui ont participé à des groupes de discussion à Kivumu, Rushege et Lukanga ont exprimé les connaissances acquises et les changements de comportement dans les domaines suivants:

- La participation à des consultations prénatales ;
- L'allaitement maternel exclusif pour les enfants de moins de 6 mois ;
- La compréhension de l'importance des groupes alimentaires pour faire face à la construction, à la protection et aux catégories d'énergie dans la santé des enfants ;
- La consommation des légumes ;
- L'insistance sur l'utilisation des latrines par les membres de la famille (pour éviter la maladie, la déshydratation subséquente et la malnutrition).

Les participants au groupe de discussion qui étaient les bénéficiaires directs des activités de sensibilisation pour la santé ont mentionné l'importance de la vaccination, des moustiquaires imprégnées (ITNs), du lavage des mains avant les repas, et del'offre des repas équilibrés aux enfants. Certaines mères ont noté que leur connaissance s'améliore et qu'elles essaient de l'appliquer, mais elles ne disposent pas toujours de l'argent pour donner à leurs enfants le genre de nourriture qu'elles ont appris lors du (Focus Group 2, Rushege; Mère Leader, Lukanga). Toutefois, en ce qui concerne la connaissance, l'équipe d'évaluation a été informée des tendances générales suivantesà la fin de la période de l'exposition au programme, par rapport à la situation au début de cette période sur la base des conversations avec les dirigeants et les mères, lors du focus group, qui ont bénéficié des formations de sensibilisation sur la santé maternelle:

[3] Le programme RISE n'a pas fourni le programme PM2A à Lubero. Une explication claire pour cela n'a jamais été fournie.

| Evolution des Connaissances Nutritionnelles (et la Pratique Signalée) | |
|---|---|
| **Avant** | **Après** |
| Les femmes visitaient des cliniques de santé moins fréquemment | Des femmes ont largement expliqué la connaissance et l'utilité des consultations prénatales dans les cliniques de santé |
| Beaucoup de femmes donnaient naissance à la maison | Plusieurs femmes ont indiqué qu'elles ont eu des enfants suivis à la clinique de santé |
| Certaines femmes ne sont pas habituées à donner le colostrum (premier lait, de couleur jaunâtre) à leurs nouveau-nés | Des femmes qui ont participé à la formation des mères ont indiqué qu'elles allaitent leurs nouveaux-nés dès la naissance afin de tirer profit du lait jaune |
| Certaines femmes ont dit qu'elles pensaient qu'il était bien de se passer du lait maternel après trois mois | Les femmes ont largement compris que l'allaitement exclusif est recommandé jusqu'à six mois |
| Beaucoup de femmes ont peu de connaissances sur l'importance des groupes alimentaires multiples | Des femmes ont exprimé la familiarité avec les groupes alimentaires de construction, protection, et d'énergie, et l'importance des légumes |

Les Focus groups et mini-enquêtes ont révélé que les centres de santé fréquentés par les bénéficiaires du projet ont également été utilisés par les bénéficiaires indirects et les non-bénéficiaires. Un certain degré de cascade a probablement contribué, bien que les non-bénéficiaires aient également obtenu des connaissances similaires par le biais d'autres programmes externes.

### 5. Changements dans les Normes de Genre

Les activités concrètes réalisées dans le cadre du programme RISE visant à modifier les comportements en rapport avec les normes de genre comprennent:

- Une formation sur la violence sexuelle ;
- Des ateliers de sensibilisation sur l'éducation des filles et la prévention du mariage précoce;
- Des discussions des rôles des hommes et des femmes dans les ménages, et les possibilités pour les femmes de contribuer à la prise de décision sur les ménages ;
- Des séances mixtes d'information concernant les hommes et femmes sur les sujets ci-dessus

Les bénéficiaires masculins et féminins du projet ont reconnu que l'égalité des sexes peut leur permettre de vivre paisiblement dans leurs foyers et communautés. En conséquence, les participantes aux groupes de discussion des femmes ont dit qu'elles veulent que leurs filles ne se marient pas avant 18 ans et soient en mesure d'accepter des emplois responsables (FG à Katendere, Kivumu, Rushege et Magheria). Elles considèrent le fait de travailler ensemble dans les champscomme un exemple culturellement approprié en termes d'égalité entre les sexes; le changement est prometteur, mais probablement lent entre autres tâches telles que la préparation des repas, les corvées domestiques, et la recherche de l'eau.

Les hommes, en général, ont affirmé que l'égalité des sexes peut avoir des résultats positifs. Dans un un groupe de discussion exclusivement composé d'hommes,à Munoli, les participants ont partagé l'opinion que lorsque les femmes travaillent, elles peuvent enrichir le ménage et offrir une vie meilleure pour leurs enfants. Cependant, la préoccupation soulevée au départ concernant les réponses socialement désirables de bénéficiaires masculins semblaient à l'équipe d'évaluation d'influer sur les réponses de nombreux hommes dans les focus groupes: ils nous ont proposé des opinions par rapport à la croyance en l'égalité des sexes, mais souvent il y a pas peu de preuves ou d'exemples qu'on peut tirer de leur propre contexte pour appuyer ces declarations. En outre, les participants n'attribuent pas facilement ces attitudes aux activités de Mercy Corps: Les informateurs clés ont noté que de nombreux autres acteurs effectuaient la formation et le travail sur cette question, et Mercy Corps n'a pas eu une stratégie de genre dès le début du programme.

Les mini-enquêtes ont corroborée les conclusions des résultats qui ont montré que les bénéficiaires directs et les non-bénéficiaires qui ne sont pas en contact avec le programme ont des perceptions similaires de l'égalité des sexes et ont exprimé des opinions similaires concernant divers rôles de genre. Plus de 90% des répondants des deux groupes ont affirmé qu'il était injuste que seuls les garçons soient éduqués au détriment des filles. 78,3% des bénéficiaires et 68% des non-bénéficiaires pensent que les tâches domestiques doivent être effectuées par les femmes; tandis que 90% des bénéficiaires et plus de 85% des non-bénéficiaires reconnaissent qu'il est inaccaptable de battre les femmes pour une raison quelconque. Les participants aux groupes de discussion ont dit qu'ils ont reçu les mêmes informations sur les questions de genre auprès de leur église et d'autres organismes communautaires (voir femmes - seulement - FG1 à Munoli et FG2 à Kivumu).

En outre, les activités liées au genre dans la région de Lubero n'ont pas démarré jusqu'en Janvier 2015, et à la fin officielle du projet elles étaient encore au stade de la formation.[4] Dans les conditions actuelles, il est difficile d'évaluer les progrès qui ont été faits dans ce domaine. Pendant ce temps, deux ONG locales - LIFEPACO (Ligue des Femmes Congolaises en milieu rural) et SYDIP (Union pour la défense des intérêts des agriculteurs) - ont travaillé avec les communautés locales et surtout avec les églises pour une sensibilisation aux questions de genre.

### 6. Résultats des interventions de Réduction des Risques de Catastrophes

Les Systèmes d'Alerte Précoce dans la communauté (CEWS) sont une pièce maîtresse de l'effort de RISE pour aborder la prévention des catastrophes. Ils utilisent une approche participative pour engager les parties prenantes dans l'identification des risques de catastrophes naturelles et de la mise en œuvre des actions pour les éviter ou les atténuer (tels que les programmes de reboisement pour lutter contre l'érosion des sols). Un informateur clé a exprimé les avantages de l'activité en ces termes:

- «Quand nous avons des problèmes, nous alertons les services spécialisés tels que *CSPA*, qui travaille sur ce genre de situation. S'il y a de problème avec une maladie, il est facile de repérer ... Il y a des problèmes de produit alimentaire, et de l'eau qui coule à travers le village; nous avons donné aux résidents des arbres pour y faire face » (Pères leaders, Katandere).

Les résultats de la mini-enquête montrent que la compréhension du travail du comité est très répandue: 95% des personnes interrogées savaient que ces comités ont été initiés

[4]Une rencontre avec le partenaire Mercy Corps, Catholic Relief Services, le 9 mars, 2016 a confirmé qu'un conseiller en genre n'est pas arrivé jusqu'à Août 2014, période au cours de laquelle une évaluation de genre a eu lieu avant le demarrage des activités.

par le projet, et 80% ont déclaré que la communauté a été en mesure d'identifier les situations de risque et les gérer par le dialogue et la sensibilisation.

Les membres de comités de développement communautaire (CDC) ont mis l'accent sur les travaux qu'ils mènent dans la planification des interventions, par exemple en termes de prévention du paludisme, de réduction de l'eau stagnante, et de plantation de haies de lutte contre l'érosion. Les systèmes d'alerte précoce et les initiatives de planification de réponse ne sont pas fréquemment mentionnés par les participants agricoles aux groupes de discussion, mais il y a des moments où les initiatives sont efficaces mais pas largement observées. Par exemple, on a montré à l'équipe d'évaluation une zone à Bamboo Village Centre où les inondations ont été largement évitées grâce à la construction de barrières d'eau par les participants RISE. Une grande partie du travail réel concernant les systèmes d'alerte précoce semble être basée sur la participation de bénévoles associés au programme.

Les informateurs clés indiquent que les actions CEWS sont entravées par le fait que les membres du comité ne sont pas très représentatifs et ne sont pas formés à la planification et à la gestion. Plus précisément, ils ont indiqué à l'équipe d'évaluation que les chefs traditionnels ont tendance à exercer trop d'influence sur la composition du comité, et peu de renseignements ont été fournis aux membres de la communauté à l'avance en ce qui concerne les rôles, les responsabilités, ou le processus de sélection. Les comités ont aussi des difficultés pour mobiliser les ressources afin de neutraliser ou anticiper les catastrophes, car les interventions de reboisement sont très cheres (FBA membres, Katandere, membre CEWS, Magheria). Compte tenu de ces difficultés, il n'est pas surprenant que dans les mini-enquêtes, 61% des personnes enquêtées ne savaient pas si les comités avaient des projetssur place, et 40% de ceux qui étaient au courant de ces projets étaient incertains s'ils étaient liés aux priorités et plans nationaux.

### 7. Resultats de la gouvernance et des initiatives de résolution des conflits

Le projet RISE a considérablement investi dans la création des instruments et mécanismes destinés à améliorer la gouvernance et la gestion des conflits au niveau communautaire. Le projet cherchait à appuyer la gouvernance en:

- Assistant et renforcant les associations locales qui existaient avant l'intervention du projet;
- Mettant en place des comités pour planifier et mobiliser les initiatives de développement locales (IDL); atténuer les catastrophes naturelles (CEWS); favoriser le développement agricole local (CARG, Ecoles d'Agriculture de Terrain); et servir de médiateur dans les conflits fonciers (CDL, LC, CIG);

- Créant des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) qui permettent aux populations d'avoir accès à la terre en l'achetant, en la louant (métayage), ou par tout autre moyen permettant d'augmenter la superficie des terres qu'elles cultivent.

L'équipe d'évaluation a constaté un engagement actif pour constituer des groupes communautaires, en particulier des CIG. Ces groupes comprennent des agriculteurs qui travaillent ensemble afin d'améliorer les techniques agricoles, les rendementrs, le transport et la commercialisation et ils servent de structure intermédiaire entre l'agriculteur isolé et le gouvernement.

Les informations recueillies auprès de certains acteurs indiquent que, bien que le concept soit généralement bien accueilli, des défis existent par rapport à la légitimité de ces structures, en raison de questions relatives à la manière dont les membres sont choisis et au pouvoir qu'ont les chefs de village à coopter ou à rejeter les membres des Comités Locaux de Développement (représentant villageois à Magheria). Il en résulte que ces membres ne sont pas toujours représentatifs et qu'il y a souvent un manque de transparence dans leurs choix et dans la repartition des avantages. Beaucoup parmi les membres des comités sont bénéficiaires directs du programme. (Pasteur et représentant villageois à Munoli).

En ce qui concerne l'accès à la terre, les entretiens avec les Groupes Témoins ont indiqué que cette question est l'une des questions les plus cruciales au niveau local (voir goupes Témoins à Katendere, Bambo Centre, et à Kivumu). Dans la citation suivante, un bénéficiaire souligne comment le CARG à aider à aborder les tensions locales relatives au foncier, en créant des canaux pour les autorités locales qui ont en charge la gestion des terres:

- *"A travers le projet, le chef du CARG du village travaille avec les propriétaires des plantations pour voir comment ils peuvent aider d'autres personnes à avoir accès à la terre. (Il est vrai que) les producteurs doivent se connaitre. Le CARG a mis en place des comités, afin d'établir de bons rapports avec les autorités locales. Auparavent (quand les conflits fonciers existaient) les gens dépensaient leur argent en recourant au tribunal mais c'était avant que nous ayons le CARG"* (un fermier bénéficaire à Bambo Centre).

Les participants du Groupe témoin ont fournit beaucoup d'exemples de CIG, qui mettent en commun leurs ressources, pour achéter la terre avec l'aide du programme, ce qui les aidait ensuite à poursuivre leurs activités économiques. Ils ont cependant constaté que le groupement dépendait d'une relation claire avec le Gouvernement de RDC, et les leaders des CARG et des Comités Locaux de Développement ont compris que leur existence serait

examinée, s'ils devaient fonctionner sans l'assistance technique du programme (Groupe Témoin2 à Rwabangi; Groupe Témoin3 à Kivumu).

### 8. Durablité des Interventions du Programme

Mercy Corps a travaillé dans les provinces de Lubero et de Rutshuru au Nord Kivu. Dans la province de Lubero, presque toutes les personnes avec lesquelles les équipes d'évaluation se sont entretenus à Musienene ont indiqué que le projet SIMAMA n'a opéré là-bas que pendant une année et que toutes ses composantes étaient encore à la phase d'essai (agriculture, élevage de bétail, micro-crédits, hygiène et salubrité).[5] A cause de cela, ils estimaient que le projet n'avait pas fait assez de réalisations solides qui puissent indiquer la capacité de sa durabilité réelle, en particulier, en termes d'atteinte d'une masse critique de gens par les volets formation.

L'équipe d'évaluation a aussi constaté qu'à Lubero, de nombreuses sessions de formation étaient toujours en cours, au moment où elle effectuait l'évaluation. Certains participants des Groupes Témoins, à Lukanga, par exemple, ont même dû quitter la séance pour pouvoir prendre part aux cours de formation. Les bénéficiaries directs et indirects que l'équipe d'évaluation a rencontrés étaient pessimistes quant à la durabilité des activités entreprises par le projet Simama dans sa phase opérationnelle. Dans le village de Musienene, par exemple, des participants du Groupe Témoin2 ont fait les commentaires suivants sur la durabilité des activités de Mercy Corps:

- *"…le projet était à sa phase d'essai, maintenant il doit être pérennisé …Nous sommes dans la phase test parce qu'il n'y a toujours pas beacoup de ménages et certaines semences n'ont pas encore atteint le bout de leur cycle… ce projet pourrait nous aider car il nous forme. Il doit continuer; ainsi il poura aider d'autres gens qui n'ont pas pu prendre part à cette formation. Nous ne savons pas si le projet va continuer ou pas, parce que les gens qui ont participé aux différentes séances de formation n'étaient pas nombreux."*

Certains sondés ont exprimé de l'inquiétude au sujet de la capacité des projets à continuer à opérer à l'avenir. Au cours d'un entretien avec un groupe témoin, un agriculteur, bénéficiare de l'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit, a soutenu *"ce projet a changé beaucoup d'aspects de nos vies quotidiennes, mais ce n'est toujours pas suffisant. Vous devez nous trouver une autre ONG qui puisse nous sauvegarder les résultats acquis…"* (participant GTI à Musienene). Mercy Corps veut que les CARG jouent ce rôle, mais, malheureusement, le CARG de Lubero n'est pas opérationnel. Au cours d'un entretien à Lukanga, un cadre du Conseil Agricole Rural (RAC) a dit à l'équipe d'évaluation, " *les*

5 Les représentants de RISE ont constaté que le programme s'est retiré des zones de conflits de Rushuru en 2013 et ont réouvert au début de l'année 2014 à Butembo. Comme conséquence de ces défis sécuritaires, la durée de temps prévue pour les activités de DFAP à Beni et à Lubero fut ramenée à deux ans. Cela peut avoir affecté l'efficacité de RISE.

*bénéficiaires ont du mal à avoir confiance au RAC. Nous avons même dit celà au No.1 de Simama et à Mercy Corps. C'est inscrit dans le Protocole d'entente."*

Malgré les bonnes performances réalisées par le programme dans la région de Rutshuru, des doutes persistent quant à sa durabilité. Au cours des entretiens avec les groupes Témoins, des hommes de même que des femmes du village de Katendere—bénéficaires à la fois des activités ICYF (Allaitement du Nourrisson et du Jeune Enfant-ANJE) et des activités de formation agricole— ont tenu les propos suivants sur les interventions du projet Simama:
*"…oui nous croyons que ses activités devaient continuer et nous prions pour qu'ils reviennent … Et nous avons beaucoup appris sur comment éviter la malnutrition chez nos enfants… Maintenant que nous avons des magasins pour l'entreposage de nos produits agricoles, nous avons juste besoin d'aide pour avoir un débouché, afin de pouvoir les écouler."*

Les participants du Groupe témoin de Rutshuru ont tout de même affirmé qu'ils soutiendront le comité en charge du volet routier après la fermeture du projet, parce qu'il a donné un nouvel essor à la communauté. Et un leader communautaire de Bambo a manifesté beaucoup plus de confiance vis-à-vis de la durabilité du projet, en insistant sur le fait que *"…les activités continueront car elles sont utiles. Nos leaders continueront à éduquer les gens, pour que nous ne fassions pas de retour en arrière."*

Concernant les interventions agricoles, les observations faites et les entretiens avec les informateurs-clés indiquent que les activités de culture du manioc et des haricots peuvent être durables. Il est facile de trouver les boutures et les semences de ces cultures respectives et les bénéficiaires du projet ont déjà vu les avantages des semis en ligne; donc ils seront disposés à poursuivre la pratique. D'autres bénéficiaires suivront, sans doute, progressivement. La durabilité des cultures de condiments et des cultures de légumes est, cependant, moins prometteuse. Un manque de semences pourrait advenir comme problème et les bénéficiaires qui ont déjà eu l'occasion de cultiver les produits dans leurs champs ou dans les écoles d'expérimentation n'avaient pas mis de côté assez de semences pour la saison suivante. En plus, les semences qu'ils avaient reçues à travers le programme RISE n'étaient pas en quantité suffisante.

### C. Conclusions and Enseignements Tirés (Voir Tableau A3 dans les Annexes)

Les résultats obtenus par le programme d'évaluation Mercy Corps RISE/SIMAMA attirent l'attention, tant sur les aspects positifs, que sur les aspects négatifs du programme. Ces forces et faiblesses sont décrites ci-dessous.

**Les Forces**

1) Les sessions de formation en SBCC furent efficaces, particulièrement en termes d'atteinte des bénéficiaires directs, avec à la clé des séances de démonstrations pratiques et de renforcement des capacités. Des domaines où l'impact positif fut constaté comprennent, entre autres, les programmes nutritionnels AEN et ANJE, les techniques cuturales et les fermes collectives. Elles ont également contribué à l'effort déclaré pour l'égalité des genres. Cette conclusion découle de la preuve que les bénéficiaires directs ont pris part aux sessions de formation (p. 13), qu'ils ont incorporé les connaissances sur la nutrition et la santé dans leurs vécus (p. 17), et qu'ils ont exploité les opportunités qu'offre le crédit pour accroître leurs revenus agricoles (p. 14).

2) Les Groupes d'Intérêt Communautaires ont aidé à augmenter la production et les participants ont particulièrement tiré profit des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) auxquelles ils ont pu accéder à travers les GIC. Les participants ont fait savoir qu'ils ont bénéficié de prêts et qu'ils les ont utilisés pour améliorer la production (voir p. 16).

3) Les programmes agricoles ont amélioré les revenus des ménages, en particulier, par l'amélioration des options de stockage, favorisant ainsi les ventes. Les participants ont signalé que les ventes d'oignon et de manioc se sont considérablement améliorées, suite à l'amélioration des conditions de stockage (see p. 13). Ils ont également constaté l'accroissement de leurs productions à la faveur de leur adhésion et de leur collaboration avec les associations agricoles (p. 16).

4) Les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) représentent un réseau crucial pour les bénéficiaires, améliorant l'accès aux soins de santé et amortissant le coût des problèmes (funérailles et frais scolaires, par exemple). Les sondés ont fait remarquer que, n'ayant pas d'accès au système bancaire formel, la possibilité d'avoir des prêts les aidait dans les moments difficiles (pp. 15-16).

5) Les routes du service agricole, améliorées dans le cadre des initiatives « nourriture contre travail », ont joué un rôle crucial en faveur de la productivité et de l'accès au marché. Bien que la construction de routes ne soit pas elle-même une activité durable, le volet nourriture contre travail a produit beaucoup d'avantages: ressources, acquisition de nouvelles compétences et accès aux marchés. Il en résulta de meilleures ventes (see p. 14).

Les systèmes d'alerte précoce et les partenariats avec le gouvernement local ont eu quelques impacts positifs sur la réduction des risques de catastrophes et ont amélioré la gouvernance, à condition que les différents partenaires travaillent ensemble et de manière transparente. Les acteurs ont indiqué que des plans pour le développement de ces relations existent, bien qu'ils ne soient pas encore connus de tous et qu'ils n'aient pas encore fait l'objet de large diffusion (pp. 19-20).

**Les Faiblesses**

Les sessions de formation à l'endroit des bénéficiaires indirects n'ont pas pas été une réussite; une véritable diminition de fréquentation a eu lieu après la la formation des premiers concernés, les bénéficiaires directs. Par ailleurs, le fait que les gens ne croyaient pas que les programmes allaient, en réalité, continuer, lorsque le projet arrivera à terme, fragilisait les programmes de formation. Des participants ont assuré ne pas savoir comment la transmission du projet se fera, et beaucoup de bénéficiaires indirects potentiels ont signalé que les formations ne n'étendaient pas au-delà des premiers concernés (voir pp. 13, 21)

1) Dans bien des cas, les programmes locaux de santé et de nutrition font le même travail. Il en est de même pour les activités liées au genre (voir pp. 13, 19). Cela n'est pas une faiblesse en soi au niveau du programme Mercy Corps; les bénéficiaires constatent, en fait, que cette répétition produit un impact positif. Cependant, Mercy Corps semble ne pas se donner trop de mal, afin de déterminer quelles activités les autres acteurs menaient déjà dans la zone, avant son arrivée ou pour différencier ses programmes de santé et de nutrition de ceux des autres.

2) L'accès au marché et les activités de la chaîne de valeur n'ont donné qu'un succès limité. Les participants se plaignaient des différents ajustements et retards pris dans la mise en oeuvre des activités de la chaîne de valeur (p. 13), ce qui entrave leur capacité à allier la transformation et les ventes avec la production.

3) Les programmes ont souffert du retard accusé dans leur démarrage; et comme indiqué dans les notes du rapport et confirmé par le personnel de Mercy, certaines sessions de formations n'ont pas commencé avant Janvier 2015 (p. 13). Cela est en partie imputable aux problèmes d'insécurité dans la région, mais l'efficacité des activités—et la capacité de la suivre—a souffert, dû au fait que les participants ne se sont entièrement organisés pour leur participation que récemment.

4) Les communités perçoivent les dons matériels comme étant une composante essentielle des programmes Mercy Corps. Cela est vrai, tant pour les documents de formations que pour les programmes agricoles, qui distribuent des semences ; les programmes portant sur l'élevage, qui distribuent des cochons et les programmes de nutrition, qui distribuent de la farine et de l'huile (voir pp. 13, 16). Il y a des manières pour supprimer progressivement ces subventions et cette documentation et aucun informateur, aucun participant n'ont suggérer que la distribution de biens matériels n'était pas une contribution précieuse à court terme. Cependant, la capacité d'effectuer une formation en cascade fut entravée par les attentes et les frustrations consécutives de la part des bénéficiaires de seconde ligne.

**3. Efficacité du Programme à Atteindre ses Objectifs Fondamentaux**

La présente section s'inspire des données recueillies, des forces et des faiblesses présentées ci-dessus pour évaluer la réactivité de la mise en œuvre des DFAP Mercy Corps aux objectifs centraux de l'initiative Food For Peace. Se référer aux sous-sections ci-dessus pour les preuves soutenant ces commentaires sommaires sur les DFAP Mercy Corps.

1. **Efficacité des Modèles de Formation en SBCC**

- Comment les modèles "de formation des formateurs" et de "formation en cascade" et d'autres modes de communication pour le changement de comportement ont-ils contribué efficacement à la diffusion de l'information et à la dissémination des compétences et des connaissances? Avec quel degré de précision?
    - Les bénéficiaires directs dont la formation a été assurée comme partie intégrante du modèle de Communication pour le Changement de Comportement étaient, dans la plupart des cas, débordé de responsalités consistant, alors, à former les bénéficiaires indirects. Ils étaient aussi handicapés par l'insuffisance des avantages matériels disponibles pour être distribués aux bénéficiaires indirects (et les attentes que ces avantages continueront à leur parvenir).

- Quelles preuves existent et qui laissent supposer que l'information, les compétences et/ou les connaissances "ont débordé" des participants directs du programme pour atteindre les non-participants?
    - Des témoignages anecdotiques signalés ci-dessus indiquent que les bénéficiaires indirects ont observé les nouvelles pratiques des bénéficiaires directs, en particulier, les techniques agricoles. Globalement, cependant, l'équipe d'évaluation n'a pas obtenu la preuve qu'il y a eu un tranfert solide et systématique de compétences et de connaissances des bénéficiaires directs vers les bénéficiaires indirects.

- Comment le rythme/la précison dans la mise en application des connaissances et des compétences a-t-il changé aux différents niveaux?
    - Une forte diminution du nombre de participants a été constatée en passant des bénéficiaires directs aux bénéficiaires indirects. Les non-participants, qui n'ont pas eu de contact avec le programme, n'ont pas bénéficié de débordement des connaissances et des compétences, mais beaucoup d'objectifs centraux (particulièrement ceux relatifs à la nutrition et au genre) sont couverts par d'autres projets dans la région. Ainsi, de nouvelles connaissances et compétences sont largement partagées.

**2. Forces des Liens avec les Marchés et les Services Publics**

- Quelle est la nature actuelle et la force des liens entre les les bénéficiaires-cibles et les acteurs du marché local (par exemple, un meilleur accès aux intrants et au crédit, de meilleures ventes, etc.)?
    - L'équipe d'évaluation qualifie les liens entre les bénéficiaires-cibles et les acteurs du marché local de satisfaisants. Les ventes pour beaucoup de producteurs ont augmenté, du fait qu'ils ont eu accès au crédit et aux magasins de sctokage. Des insuffisances persistent toujours en termes de valeur ajoutée au stade de la transformation.

- Comment ces choses ont-elles changé depuis le démarrage des projets?
    - Un important changement survenu depuis le démarrage du projet fut la construction des routes qui permettent aux producteurs d'amener plus facilement leurs marchandises au marché. En outre, les agriculteurs ont amélioré les conditions de stockage de leurs produits et obtiennent de meilleurs prix pour leurs marchandises, en raison du fait qu'ils négocient les prix en tant que coopérative. Ces changements constituent des changements réels depuis le démarrage du projet.

- De même, quelle est la nature et la force des liens entre les communautés-cibles et la vulgarisation agricole gouvernementale et non gouvernementale, les services de santé et de nutrition et comment ont-ils changé au cours de la durée des projets?
    - Les relations entre les communautés cibles et les acteurs gouvernementaux furent utiles aux deux parties, particulièrement en termes de partenariats avec le Ministère de l'Agriculture. Les communautés locales ont été formées par des experts et le Ministère a bénéficié, au niveau villageois, de la mise en oeuvre d'importants programmes agricoles. Des inquiétudes existent au sujet de la durabilité des programmes, puisqu'on ne s'attend pas à ce que les experts gouvernementaux restent avec le programme.

**3. Changements dans les Revenus des Ménages et dans les Moyens de Subsistance**

- Comment les bénéficiaires sentent-ils que les interventions du projet ont eu un impact sur les revenus des ménages et sur leurs moyens de subsistance?
    - Les femmes qui ont bénéficié des fonds de l'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC) ont pu mettre à profit les avantages qu'offre ce système en termes de petits investissements qu'elles ont pu réaliser et en termes d'investissement à long terme dans l'éducation de leurs enfants. Les agriculteurs bénéficiaires ont constaté que le projet a positivement contribué à accroître les revenus de leurs ménages de plusieurs façons: les AVEC leur ont permis d'augmenter leur production, les affaires qu'ils ont pu faire, en s'organisant en associations paysanes, leur ont permis de faire le stockage des produits agricoles, afin de pouvoir les vendre plus tard, en fixant de meilleurs prix.

- Quels types d'interventions ont eu le plus ou le moins d'impact sur les revenus des ménages et sur les moyens de subsistance? Pourquoi?
    - Les AVEC ont eu un impact important sur les moyens de subsistance, tant en créant des opportunités pour de nouveaux et meilleurs flux de revenus, qu'en aidant les familles à prévenir les impacts financiers des dépenses non prévues dans le budget. Les compléments nutritifs et la dissémination des lapins et des cochons ont eu moins d'impacts car les bénéfices tirés furent de courte durée (l'équipe d'évaluation n'a pas vu de preuves que des affaires ont été effectivement entreprises, suite à la distribution de ces espèces de bétail). La lutte contre la maladie des plantes a permis d'améliorer les revenus des agriculteurs par une meilleure protection de leurs produits agricoles et en favorisant l'accès de ces produits au marché. La construction des routes d'accès a eu un impact positif évident sur le marché des ventes.

## 4. Evolution des Pratiques de Nutrition

- Les trois DFAP ont adopté différents modèles pour améliorer le statut nutritionnel des bénéficiaires. Que peut-on retenir des défis et de l'efficacité de ces différentes méthodes?
    - Les DFA Mercy Corps ont beaucoup compté sur les formations en sensibilisation, afin de faire découvrir les meilleurs comportements nutritionnels par les femmes. Ils ont également insisté sur les compléments nutritionnels comme étant des gages pour satisfaire aux normes de santé et de nutrition. Cette stratégie s'est révélée efficace en termes d'amélioration des connaissances. Un autre défi qu'il reste à relever est d'associer ces connaissances aux stratégies d'accès à une alimentation saine dont ces femmes savent maintenant qu'elles ont besoin. Les compléments nutritionnels sont d'une grande valeur pour les bénéficiaries directs des programmes, et bien qu'ils puissent suffire pour entraîner des changements de comportement, ils occasionnent également la prise en conscience d'un besoin (en compléments nutritionnels) qu'elles ne pouront peut-être pas satisfaire après la clôture des DFAP.

- Comment les attitudes et les pratiques des parents ont-elles changé en matière d'alimentation et de soins aux enfants au cours de ces récentes années?
    - Il y a des preuves évidentes que les parents (les mères, en particulier) aient adopté de nouvelles attitudes vis-à-vis des soins prénataux, de l'allaitement au sein et de la diversité nutritionnelle correspondant à la période indiquée par le programme. Il est difficile de déterminer le degré de débordement des formations DFAP: la formation en cascade des bénéficiaires indirects fut restreinte, et beaucoup de personnes non-bénéficaires ont affirmé qu'elles ont reçu la même formation et les mêmes informations venant d'autres sources. Par rapport aux pratiques, l'attention accordée aux questions d'accouchement et de protection de l'enfant semble s'être améliorée pendant la vie du programme; les pratiques qui nécessitent des ressources telles que la fourniture de nourriture équilibrée se sont avérées plus difficiles à mettre en application par les familles.

- Comment des parents ayant eu un nouvel enfant, après leur participation à la formation et bénéficié de l'intervention du secteur nutrition de DFAP, assurent-ils l'alimentation et prennent-ils soin de cet enfant, par rapport aux enfants nés plus tôt?
    - Les enfants nés après que leurs parents aient participé à l'intervention du secteur nutrition de DFAP ont plus de chance de naître dans une Clinique de santé, d'avoir reçu des soins prenataux, et d'être rapidement alimentés

au sein, afin de pouvoir tirer profit du liquide initial ou colostrum. Ils ont également un peu plus de chance d'avoir été vaccinés contre la tuberculose et la fièvre jaune, quoique les normes de vaccination contre la polio demeurent renforcées, dû à de nouvelles initiatives.

- Comment ces mères s'alimentaient-elles, tout en suivant les visites pre et postnatales, pendant et après leurs dernières grossesses?
  - Les soins prénataux, en particulier, ont connu une amélioration, grâce aux DFAP; il y avait plus de chance que les femmes qui ont participé aux programmes profitent des avantages qu'offrent les opportunités postnatales. L'équipe d'évaluation n'a pas constaté des différences significatives au niveau des soins postnatals, sauf au niveau des femmes ayant acquises de meilleures connaissances sur l'alimentation au sein. La consummation de nourriture variée et saine semble n'avoir pas changé de façon significative, depuis leurs dernières grossesses, en raison du manques de ressources, bien que leurs connaissances de ce qui constitue un repas équilibré aient changé.

## 5. Changements dans les Normes de Genre

- Depuis leur participation aux interventions des DFAP, comment les perceptions des hommes et des femmes bénéficiaires ont-elles évolué en ce qui concerne le rôle de l'homme et celui de la femme, leurs responsabilités et opportunités en matière de: prise de décision au niveau du menage et au niveau de la communauté, les tâches ménagères et la génération des ressources au sein du ménage, la participation aux activités de la communauté et dans les institutions sociales, l'accès aux et le contrôle des ressources du ménage et de la communauté et la liberté d'expression et de mouvement?
  - Il est difficile de déterminer à quel point les perceptions sur les normes de genre ont changé, suite aux DFAP Mercy Corps. Les attitudes manifestées, tant par les hommes, que par les femmes, indiquent qu'il y a un large soutien en faveur de l'égalité des genres, mais l'équipe d'évaluation a des inquiétudes par rapport au biais de désirabilité social potentiel dans les réponses des hommes. D'autres programmes opérant dans ces zones font également la promotion de tels changements; ainsi, certaines personnes n'ayant aucun contact avec les DFAP ont souvent montré des attitudes qui concordent avec les objectifs du programme. Les femmes, pour leur part, ont répondu affirmativement aux messages d'autonomisation et de partage des responsabilités au sein du ménage.

- Quelles sont les données qui montrent que certaines interventions ont été plus efficaces ou moins efficaces que d'autres, dans leur impact sur les attitudes des hommes ou des femmes?
    - Généralement, les hommes qui ont participé aux groupes Témoins ont manifesté des attitudes mais ont fourni peu d'exemples concrets de leur engagement en faveur de l'égalité des sexes. Cette preuve laisse supposer que les interventions faites avec les hommes ont été moins efficaces. Les femmes ont généré et soutenu des idées impliquant le partage des charges de travail; leur avis suggère que les activités de DFAP destinées à l'autonomisation des femmes soient plus efficaces. Enfin, les données recuillies à partir des minis-enquêtes indiquent que les attitudes sont, en général, des attitudes de soutien à l'équité des genres, mais que cela est tout aussi vrai chez les non-bénéficiaires que chez les bénéficiaires. L'équipe d'évaluation interprète cette preuve comme indiquant que les activités portant sur les normes de genre, bien qu'elles jouent un rôle important en termes de contribution à l'amélioration des perceptions, leurs différences ne sont pas assez significatives pour permettre de mésurer leurs contributions discrètes aux attitudes des hommes et des femmes.

- Quelle preuve il y a t-il que ces attitudes se répandront ou ne se répandront pas davantage au sein de la communauté, après la clôture des projets?
    - Les témoignages attestant qu'il existe un chevauchement entre les différents programmes opérant sur le genre dans la région indiquent que, puisque des messages similaires ont été diffusés et par les DFAP Mercy Corps et par d'autres acteurs, ces messages constants sont susceptibles de se répandre largement, après la fin du projet. Par ailleurs, des perspectives même peu sincères mais socialement souhaitables, dans la mesure où elles ont influencé les réponses des hommes, peuvent finalement aider à affaiblir les discriminations sexuelles manifestes et peuvent améliorer les normes parmi les jeunes gens.

## 6. Résultats des Interventions sur la Réduction des Risques de Catastrophes

- Quelle est la qualité des mesures et des plans appuyés par les interventions du projet en matière de réduction des risques de catastrophes au niveau communautaire et au niveau des ménages?
    - L'équipe d'évaluation a constaté des plantations d'arbres, des barrières d'eau érigées et des fosses de drainage creusés, le tout réalisé dans le cadre des activités DFAP Mercy Corps visant à réduire les catastrophes et les risques. Les séances de planification communautaires et les systèmes d'alerte précoce ont également abordé la nécessité d'être préparé à

d'éventuelles catastrophes, bien que leurs activités ne fussent pas souvent observables ou clairement attribuables aux DFAP. L'équipe d'évaluation n'a pas constaté l'existence de mesures RRC systématiques au niveau des ménages.

- Quels facteurs ont encouragé ou entravé le développement, la mise en œuvre ou la qualité de ces plans et pratiques?
  - Le système d'alerte précoce promeut la qualité de la planification de la RRC, en collectant des données sur les zones à risque. Le processus de sélection des membres des comités CEWS et CDC est un facteur qui met en cause la mise en œuvre effective des plans et pratiques de RRC. Estimant que les leaders traditionnels ont trop d'influence sur les membres des comités, les répondants ont indiqué que le processus n'a pas permis de choisir les membres ou représentants les plus compétents.

**7. Résultats de la gouvernance et des Initiatives de Résolution des Conflits**

- Quelle preuve existe, qui indique que les initiatives de gouvernance de DFAP ont eu un effet sur la propriété foncière, sur l'accès à la terre et/ou sur les conflits communautaires?
  - Il y a peu d'éléments qui suggéreraient que les DFAP Mercy Corps ont eu un impact systématique sur la propriété foncière et sur l'accès à la terre. Les informateurs ont estimé que trop de terres sont encore entre les mains de l'état, donc, il y a peu de possibilités pour un véritable changement. Une bonne connaissance de l'existence des CEWS peut être la preuve qu'il existe une fondation pour apaiser les conflits, quoiqu'il ne soit pas évident que l'attention que les comités accordent aux zones à risque suffise pour contrebalancer d'éventuelles incitations aux conflits.

- Quelles initiatives ont eu le plus ou le moins de réussite et pourquoi?
  - Les opportunités qui existent pour les membres de la communauté de mettre en commun leurs ressources, afin de pouvoir accéder à la terre, se sont avérées efficaces et recherchées, en dépit de leur dépendance des rapports clairs avec le gouvernement de la RDC. Cela a bien fonctionné dans les zones où les habitants pouvaient obtenir la terre, parce que ceux qui travaillaient la terre ont pu garder la plus grande partie des bénéfices réalisés, et les partenaires ont pu partager les risques, de même que la récompense. Les AVEC ont connu une réussite pour des raisons similaires. L'organinisation des CIG et des CARG, en vue de renforcer la gouvernance locale et de réduire les conflits, a connu moins de succès, parce que les membres de la communauté ont vu du favoritisme et un manque de

transparence dans la maniière dont les membres des comités et les leaders furent choisis.

**8. Durabilité des Interventions du Programme:**

- Quelles preuves existent qui indiquent que les capacités, les pratiques, les comportements, les systèmes et les liens indispensables à la préservation des acquis en termes de sécurité alimentaire continueront d'exister, après la fin du projet?
  - Les membres du groupe témoin ont indiqué avoir développé des compétences en actions collectives, en travaillant sur les programmes de reboisement et dans les coopératives agricoles. Les bénéficiaires du volet travail-contre-nourriture ont appris des compétences en entretien des routes qui les aideront à entretenir les routes d'accès. De nombreuses familles ont indiqué que les possibilités offertes par le système de crédit leur ont permis, soit d'initier leurs propres commerces, soit d'investir dans l'éducation de leurs enfants. Les bénéficiaires qui ont travaillé en partenariat avec l'équipe de distribution des semences du Ministère de l'Agriculture ont appris des compétences qu'ils pensent pouvoir mettre en pratique seuls.

- Si c'est le cas, lesquelles ? Quels facteurs ont entravé la durabilité des interventions du programme?
  - Les activités les plus prometteuses en termes de durabilité comprennent le programme de reboisement, qui réduit les risques lors de la mise en place des actions collectives; le programme de construction des routes, pourvu que les membres de la communauté prennent part à leur entretien; et les opportunités de crédit qu'offrent les AVEC, pourvu que les prêts soient utilisés pour faire des investissements. Les facteurs qui entravent la durabilité des programmes comprennent la nécessité de continuer à payer pour l'expertise extérieure (c-à-d les agronomes du Ministère de l'Agriculture), les dépenses des ménages qui prennent des prêts sans rendements véritables (telles que les funérailles et les urgences médicales), et la distribution d'avantages matériels (nourriture, animaux, semences, et outils de formations) qui créent des attentes mais qui ne peuvent pas survivre au projet.

**9. Enseignements Tirés**

- Quels sont les enseignements tirés de la conception, de la mise en œuvre et du Suivi-Evaluation du portefeuille de Food for Peace ?
  - Un important enseignement tiré est que les interventions du programme sont sujettes à des interruptions dans un contexte d'insécurité et que ces

interruptions peuvent fragiliser l'impact potentiel des activités. Reporter entièrement les activités peut, dans certains cas, être la meilleure ligne de conduite dans un contexte d'insécurité. Une autre importante leçon apprise est que les bénéficiaires se rendent vite compte que des avantages matériels ont été accordés aux bénéficiaires directs. Ces attentes doivent être prises en compte par les méthodes de formation en cascade.

- Qu'est-ce qui pouvait être mieux fait pour assurer que de meilleurs résultats fussent atteints et maintenus?
  - Les activités menées à Lubero sur les normes en matière de genre, en particulier, ont commencé trop tardivement pour pouvoir contribuer à un changement systématique. Cela était, en grande partie, imputable aux défis sécuritaires, mais le Partenaire de Mise en œuvre aurait pu rendre ces efforts plus efficaces, en mettant sur place un spécialiste des questions genre plus tôt. Les méthodes de formation en cascade auraient pu amener les bénéficiaires directs, progressivement, avec les sessions de formation et les réactions, à parfaire leurs capacités de former les bénéficiaires indirects.

- Il y a t-il des innovations et des méthodologies qui méritent d'être reproduites et élargies?
  - Les CIG et les AVEC ont apporté beaucoup de bénéfices à de nombreux bénéficiaires et à des communatés, en termes d'amélioration de leurs moyens de subsistance, de tranfert des connaissances et de renforcement des actions collectives, afin que les membres de la communauté puissent maintenir leurs activités, sans assistance extérieure. Ces mesures méritent d'être reproduites.

- Quelle mesure les programmes futurs peuvent-ils prendre, afin de renforcer la sécurité alimentaire et assurer un développement durable dans l'Est de la RDC ?
  - En s'inpirant du programme Mercy Corps, l'équipe d'évaluation recommande des méthodes de formation en cascade qui donnent la priorité à la formation des Formateurs, l'élargissement des programmes CIG et AVEC, les programmes de nutrition et de genre qui collaborent, soit directement avec d'autres acteurs, soit qui différencient leurs activités avec des éléments et une conception des programmes pour des raisons de Suivi-Evaluation plus participatifs, les programmes de reboisement et de construction de routes qui intègrent des initiatives de Nourriture contre Travail et de formation en entretien des routes et des procédures transparentes pour le choix des comités travaillant dans le cadre des RRD et

de la gouvernance locale. La sous-section suivante a été développée sur la base de ces recommandations.

### D. Recommandations (voir, encore, Tableau A3 dans les Annexes)

Les forces, les faiblesses et l'efficacité du programme Mercy Corps résumées ci-dessus indiquent un certain nombre de recommandations, dont le bureau de FFP devrait tenir compte, dans la conception et la mise en œuvre de ses nouveaux programmes. Nous les développons ici.

- **Les formations en SBCC** se sont avérées efficaces et devraient être utilisées dans les programmes à venir, mais avec un processus clair et amélioré de transmission du leadership de la formation et de la formation en cascade. Ces formations furent une réussite pour les bénéficiaires directs sur un certain nombre de fronts. Cependant, l'enseignement individualisé systématique, qui aurait pu permettre à la formation en cascade faite par les bénéficiaires directs au profit des autres bénéficiaires indirects de produire des effets, n'a pas eu lieu comme prévu. Pour améliorer le programme tel qu'il fut mis en oeuvre en la circonstance, la formation des enseigants et un soutien continu doivent être un aspect central de la formation des bénéficiaires. **Comment:** assurer la formation systématique des enseignants pour les bénéficiaires directs; consacrer du temps, de la formation, des réactions, des encouragements pour renforcer leurs compétences en termes de transfert des connaissances; évaluer et réagir par rapport aux précédentes sessions de formation en cascade ménées par les bénéficaires directs (avec les bénéficiaires indirects comme public cible); fournir des matériels de formation similaires aux premiers bénéficiaires indirects et mettre progressivement à l'écart les matériels fournis par le programme. **Avec qui:** Les bénéficaires directs des formations, avec des bénéficaires indirects clairement identifiés, comme destinataires et le personnel du programme comme soutien. **Pourquoi:** l'amélioration du processus de formation en cascade assurera une dissémination plus large des bénéfices du programme.

- **Les groupes d'intérêts locaux et les associations** devraient constituer la pièce centrale des efforts déployés par les programmes FFP suivants, pour générer une résilience partagée. Ils doivent être bien organisés et pouvoir tirer profit de l'enthousiame initial. Les participants ont indiqué avoir tiré des profits évidents de la collaboration et et les associations peuvent être totalement durables. On doit fournir de l'assistance administrative aux CIG, aux AVEC et aux Associations Agricoles pour assurer leur indépendance à long terme. **Comment:** En organisant des groupes d'intérêts communs et en crééant des parténariats clairs (et tenant des séances d'information et des rencontres régulièrement) entre ces groupes et les AVEC. **Avec qui:** les agriculteurs et producteurs en particulier, mais aussi avec les groupements de

femmes; les institutions financières formelles peuvent être invitées à apporter leur assistance et à collaborer avec les AVEC. **Pourquoi:** La collaboration proposée par les CIG et les associations paysanes fut positive; Si les techniques et les opportunités que les individus apprennent là-bas peuvent être liées aux opportunités d'accès au crédit, les bénéfices en termes de moyens d'existence et de sécurité alimentaire devraient être plus faciles à observer.

- **Les programmes de Nutrition** devraient se concentrer sur des zones de différenciation claire ou alors travailler en coordination avec d'autres entités extérieures. Cela nécessitera des analyses en profondeur, avant la mise en oeuvre de nouveaux programmes. Cela demandera aussi de la volonté et de la souplesse à modifier des plans préconçus, pour éviter de répéter ce que d'autres ont déjà fait. Les programmes qui se chévauchent avec le travail d'autres acteurs externes pourraient être ordonnés et mis à profit de façon précieuse à travers la collaboration. Les programmes de nutrition peuvent constituer un impact important et positif, en particulier, s'ils permettent de transformer les attitudes en comportements, avec des leçons particulières et le suivi. **Comment:** collaborer avec d'autres entités, telles que les églises et les donateurs opérant dans le domaine de la nutrition. En identifiant les domaines de chévauchement ou de spécialisation, pour que les activités de FFP puissent être surveillées et évaluées, tout en contribuant à l'amélioration des compétences à grande échelle. **Avec qui:** Le personnel du programme peut jouer un rôle central dans les phases de planification, pour identifier quels autres programmes de nutrition existent. Les Mères Leaders et les infirmières peuvent travailler avec le personnel du programme et servir d'agents de liaison entre le personnel du programme et les bénéficiaires directs. **Pourquoi:** Les programmes de nutrition ont produit des résultats nets et positifs, en termes de changements d'attitudes, mais d'autres entités sont en train de faire la même chose. Pour savoir à quel point les ressources des FFP ont un impact sur les communautés locales, des efforts doivent être entrepris pour identifier les contributions spécifiques des programmes FFP.

- **Les projets routiers et autres projets de la chaîne de valeur** devraient dépendre des initiatives de nourriture contre travail. Cette stratégie permettra aux participants de tirer des profits directs à court terme et, à long terme, d'avoir des avantages en termes d'accès au marché. Un calendrier clair est également indispensable pour la réussite des activités de la chaîne de valeur, ainsi, les participants pourront associer leur travail de production avec celui de transformation et de ventes. **Comment:** amener les experts en infrastructures routières à former les bénéficiaires en entretien des routes, durant la phase opérationnelle du projet. Fournir de la nourriture contre travail, comme salaire aux participants. Etablir des lignes directrices de compétences en entretien des routes de façon à ce que les bénéficiaires formés par les experts soient

préparés pour continuer le travail et incorporer d'autres bénéficiaires avec le temps. **Avec qui:** les bénéficiaires directs qui sont pleins de promesses et qui manifestent de l'intérêt pour le travail; en partenariat et en collaboration avec des ingénieurs et d'autres fonctionnaires du Gouvernement de la DRC. **Pourquoi:** une route peut sembler ne pas être une activité durable, mais l'accès aux marchés, que les routes rendent possible et le transfert de compétences, qui a lieu en termes de travaux d'entretien, peut rapporter des dividendes au-délà de la vie du projet. Lie l'activité aux éléments de motivation dans le cadre de nourriture-contre-travail et procure du profit, à court terme, qui n'est pas juste un don.

- Les stratégies en matière de **Gouvernance locale, de Réduction des Risques de Catastrophes et de Résolution des Conflits** doivent incorporer un équilibre de contributions de la part des parties prenantes et avoir un plan clair de soutien continu. Le choix des leaders doit revenir, à la fin, aux institutions communautaires et les mesures incitatives distinctes du gouvernement, les membres de la communauté et les acteurs externes doivent être des pièces maîtresses dans la conception des stratégies de coopération, afin d'atténuer les risques. **Comment**: mettre en place un système public et transparent pour le choix des membres des comités responsables des RRD, de la gouvernance locale, et de la résolution des conflits; sélectionner des membres issus de différents villages (si les comités concernent plusieurs villages), et fixer des quotas pour les groupes d'identité importants (c-à-d. les femmes, les ethnies minoritaires, etc.). A la création de tels comités, développer un plan d'action pouvant être partagé avec la communauté; inclure des activités telles que le creusement de fossés d'écoulement et l'érection de lignes de démarcation entre les parcelles qui donnent une idée claire du travail que font les comités aux membres de la communauté. **Avec qui:** un mélange constitué de membres de la communauté, de fonctionnaires, de leaders de la communauté et—fait important—d'autres candidats nommés en raison de leur sérieux. **Pourquoi:** l'image de manque de représentativité dont les gens perçoivent les comités a ébranlé la confiance à l'égard des comités travaillant dans les domaines de la gouvernance locale et de résolution des conflits. Mener tôt des activités observables par la communauté sur ces aspects pourra renforcer la confiance et mobiliser les membres de la communauté à soutenir les initiatives.

- **Les programmes doivent commencer à temps** et mettre l'accent sur la formation plutôt que sur les dons en matériels. Dans les cas où la remise de dons est indispensable pour la réussite du programme, nous recommandons des subventions par étapes, de petits paquets de semences, et du matériel produit par les participants pour les sessions de formation. Ces stratégies peuvent aider à combattre les attentes exagérées, la frustration et les fausses idées que les populations se font des objectifs

du programme. **Comment:** dans les zones de conflit, commencer le programme avec un nombre limité de spécialiste(s) et chercher à développer le programme autour de quelques activités spécifiques. Si aucun progrès n'est possible, annuler ou reporter le programme en entier dans ces zonnes, afin de rapidement éviter de créer des attentes non réalisables. S'assurer que les sessions de formation et d'autres programmes, qui distribuent du matériel, envisagent de faire une tournée de distribution au profit des bénéficiaires indirects (assurée par les bénéficiaires directs, qui les forment ensuite, en utilisant le modèle de cascadel); au tour suivant auprès des bénéficiaires indirects, ils recevront une petité quantité de matériels mais pourront également tirer profit de l'investissement fait dans les premiers bénéficiaires (c-à-d.que les plantes de ces derniers et leurs animaux se développent/se multiplient). **Avec qui**: en commençant avec les bénéficaires directs et le personnel du programme, en incorporant ensuite les bénéficiaires indirects à tour de rôle, sous la supervision du personnel du programme, jusqu'à ce que les bénéficaires directs soient à l'aise dans leur métier de formateurs. **Pourquoi:** la distribution d'avantages matériels est délicate—les bénéfices sont importants à court terme, mais dès que les participants commencent à espérer les recevoir, leurs attentes peuvent fragiliser la durabilité du programme.

## III. SUD KIVU: ADRA DFAP

### A. Résumé des Objectifs du Programme

L'objectif du programme Jenga Jamaa II était de réduire à long terme l'insécurité alimentaire des familles vulnérables dans les zones de Fizi, Uvira et Kalehe du Sud Kivu. Le programme fut structuré autour de quatre objectifs stratégiques principaux:

**Améliorer les revenus des producteurs vulnérables** en favorisant l'augmentation, la diversification et la vente de leurs productions. L'amélioration et la diversification de la production demandaient l'adoption de nouvelles pratiques, l'accès au crédit, à l'irrigation et au drainage. Cinq activités spécifiques ont été menées dans le cadre de ces objectifs: la formation dans les écoles d'agriculture de terrain (farmer field schools), la distribution d'intrants tels que les semences et les plantes, la promotion des technologies, la multiplication des semences et le développement des infrastructures d'irrigation et de drainage. En plus, les ventes de produits agricoles dépendent de l'accès aux marchés et de la bonne qualité des produits, qui furent facilités par les activités suivantes: la formation en agriculture commerciale, le renforcement des chaînes de valeur par l'amélioration de la transformation, l'amélioration des techniques de moissonnage et post-moissonnage et le développement des infrastructures de stockage.

**Améliorer l'état de santé et l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans** en améliorant la santé de la mère, la nutrition de l'enfant et la gestion des maladies de l'enfance. Les quatre activités principales liées à la santé maternelle sont: la distribution de rations pour les femmes enceintes et allaitantes, la promotion de groupes de soutien formés en techniques agricoles, la formation des comités et la distribution de compléments en substances micronutritivesT(le fer). Les quatre activités destinées à améliorer la nutrition de l'enfant comprennent des groupes de soutien pour les mères, des démonstrations culinaires, la distribution de rations pour les enfants de moins de 2 ans et la formation des agents de santé. Pour améliorer la gestion des maladies de l'enfance, les activités clés du programme sont la formation des groupes de soutien, les démonstrations de bonnes pratiques d'hygiène (le lavage des mains), la réhabilitation des infrastructures telles que les routes et les sources d'eau et la construction des latrines.

**Renforcer le statut socioéconomique des femmes** en améliorant leur contrôle des ressources du ménage, en réduisant la violence faite aux femmes et en développant leur participation à la vie communautaire. Pour améliorer leur contrôle des ressources, le projet a entrepris les activités suivantes: la formation des responsables de la caisse d'épargne et le renforcement des capacités, la distribution des intrants et l'amélioration de l'accès aux services vétérinaires. Dans le cadre de la réduction de la vilolence faite aux femmes, les activités menées ont porté sur : la formation des groupes d'écoute, la formation des comités de développement communautaire (CDC), l'établissement de la cartographie des structures de protection et la planification des activités de prévention et de protection. La participation de la femme à la vie communautaire a été abordée à travers des séances d'informations et leur formation en alphabétisation, la réduction des charges de travail par la collaboration et l'allègément des travaux domestiques et des sessions de formation destinées à promouvoir différents types de produits agricoles.

**Renforcer la résilience de la communauté aux** chocs en améliorant la riposte locale aux catastrophes naturelles. Cet objectif a été abordé à travers: 1) une meilleure gestion des ressources naturelles, la formation, la mise en place de pépinières et la distribution de plantes; 2) l'amélioration de la gouvernance locale par la formation des CDC, des groupements de producteurs et la planification agricole. La mise en place de structures de gouvernance (CDC, groupements de producteurs et groupes de soutien) facilite la planification intersectorielle, la coordination entre les acteurs du programme et une vision à long terme pour réduire l'insécurité alimentaire des familles vulnérables.

## B. Résultats

### 1. Efficacité des modèles de formation

ADRA a organisé une série complexe d'activités de renforcement des capacités en SBCC pour les bébéficiaires et des membres ciblés des différents comités mis en place par le programme. Plusieurs thèmes ont été couverts: la santé (nutrition, hygiène et planning familial), le leadership, l'agriculture, le commerce, le crédit, les chaînes de valeur, la formation en questions du genre et en alphabétisation. Les sessions de formation ont spécifiquement porté sur:

- La formation des agriculteurs et des producteurs sur comment faire parvenir leurs produits au marché
- La formation des agents de santé en assainissement et en allaitement du nourrisson et du jeune enfant
- La formation des groupes de soutien pour les mères, afin qu'elles puissent faire face aux problèmes d'alimentation de l'enfant et aux maladies infantines
- La formation dans les écoles d'agriculture de terrain (farmer field schools) pour favoriser l'exposition aux différentes variétés de semences, la prise de conscience des maladies des plantes et l'utilisation des techniques agricoles
- La formation des agents chargés d'enseigner l'alphabétisation et le calcul par la méthode d'apprentissage fondé sur le contenu

Les sessions de formation en alphabétisation dans les villages se sont tenues pendant plusieurs années (de 2011 à 2015). La majorité des 25 participants pouvaient lire, écrire et faire du calcul à la fin de la formation. Les participants ont manifesté beaucoup de satistfaction *"Je n'ai jamais pensé que je pourrai avoir la chance d'apprendre à lire et à écrire à mon âge, mais ADRA a ouvert mes yeux..."*(participant du Groupe Témoin de Hongero, âgé de 65 ans). L'équipe d'évaluation a constaté, à travers les discussions à Hongoro avec les groupes Témoins, que le niveau des bénéficiaires s'est amélioré dans plusieurs domaines, en particulier, dans les domaines de la gouvernance, de l'agriculture et de la santé maternal/infantile; ils parlaient facilement des meilleures pratiques, au cours des discussions dans les groupes témoin. Ces connaissances acquises étaient le résultat de l'apprentissage fondé sur le contenu, par lequel les formateurs enseignaient les compétences en alphabétisation, en utilant les contenus applicables aux objectifs stratégiques du DFAP. Les formations en alphabétisation et la dissémination des connaissances pratiques étaient stimulées par l'usage de matériels éducatifs (livrets avec des illustrations accompagnant le texte) portant sur ces sujets.

Cependant, les non bénéficiaires ont été déçus par le fait que seule une cohorte fut formée pendant la période de cinq ans. Dans un groupe témoin, à Kasheke, qui comprenait des non bénéficiaires potentiels, les participants ont fait part de leur frustration de n'avoir pas été inclus dans la formation.

En ce qui concerne les formations en santé et nutrition, les mères ayant participées aux groupes Témoins à Munene, Kahama, Nundu, et Rutemba ont affirmé avoir appris à prioriser un certain nombre de comportements: accoucher systématiquement dans un centre de santé, aillaiter exclusivement leurs bébés jusqu'à l'âge de 6 mois, laver leurs mains aux moments critiques, amener leurs enfants au centre de santé, dès qu'ils ont de la fièvre et donner des suppléments de nourriture à leurs enfants à partir de 7 mois. Les bénéficiaires directs, qui ont pris part aux formations en Allaitement du Nourrisson et du Jeune Enfant, ont pu faciliment citer ces comportements dans les entretiens de groupes Témoins.

Les informations et reactions se rapportant aux formations en techniques agricoles (FFS et transformation des produits agricoles) furent extrêmement positives. Les participants des entrevues de groupes à (xx) furent, en général, d'avis qu'ils se sentaient plus à l'aise, en consacrant leurs efforts à la production des condiments et de divers produits de jardinage, en plus des produits de base. Cependant, les participants n'ont pas donné leurs impressions (positives ou négatives) quant à la réussite des nouvelles techniques et méthodes agricoles.

En ce qui concerne la méthode de formation en cascade des bénéficiaires directs, les résultats de la mini-enquête indiquent que 94.4% ont eu accès à la formation, contre seulement 22.9% des bénéficiaires indirects, dans l'ensemble des types de formation ADRA.

### 2. Liens avec les Marchés et les Services Publics

Comme ci-dessus indiqué, les activités spécifiques visant à renforcer les liens avec les marchés et les services publics comprenaient la formation des agriculteurs dans les écoles d'agriculture de terrain (Farmer Field Schools) et dans les ateliers avec les producteurs, afin de développer des stratégies pour faire parvenir les produits au marché. Les Mutuelles de Solidarité et les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit visaient également à augmenter les opportunités pour les bénéficiaires directs, en particulier les femmes, pour qu'elles puissent faire parvenir leurs produits au marché.

Les bénéficiaires qui ont participé aux entretiens des groupes Témoins dans toutes les zones couvertes par le projet santé dans la région ADRA/Sud Kivu ont exprimé leur satisfaction du programme, y compris de la formation, des nouvelles plantes/variétés de semences, des opportunités de stockage, des activités de reboisement, des activités de marketing et des efforts de collaboration au niveau local, en particulier, en termes de génération de nouvelles sources de revenus, grâce à un meilleur accès aux marchés. Par exemple, les propos suivants ont été tenus par des participants du Groupe Témoin 2 à Munene:

*- "… J'ai pris 60 $ US en 2015 pour investir avec ma femme dans le commerce et j'ai déjà remboursé la somme"*

*- …En 2013 j'ai emprunté de l'argent pour acheter un champs dans lequel j'ai planté des arbres, et maintenant je suis en train de les utiliser pour construire ma maison "*

*… nous avons commence notre projet en 2012 avec 100 $ US et nous avons actuellement 450 $. Nous empruntons de l'argent et nous le remboursons avec un bénéfice de 2 000 FC "*

*… J'ai pris 20 $ et j'ai lancé une affaire de vente de poissons séchés. Au moment où je remboursais le prêt, j'avais assez d'argent pour continuer mon commerce et pour payer les frais de scolarité de mes enfants…"*

Les interviews des bénéficiaires montrent que ce sont des participants actifs de la chaîne de valeur, de la transformation des produits agricoles et de la fabrication des produits finis tels que le pain et le savon, que les femmes fabriquent et vendent sur le marché local et régional. Les Mutuelles de Solidarité des Femmes et les Associations Villageoises d' Epargne et de Crédit (AVEC) ont également été citées comme ayant apporté une contribution positive dans l'augmentation de la production, dans sa transformation et dans l'accès au marché. Une femme nous a affirmé *"…J'utilise l'argent que je gagne dans la vente de mes produits agricoles pour acheter de la farine et de l'huile de palme, afin de fabriquer du pain. Je fais également du savon et des beignets pour les vendre."* (GT1 à Kahama).

En Janvier 2015, ADRA a lancé une campagne de collecte de produits agricoles cultivés par les bénéficiaires de Jenga Jamaa II dans plusieurs villages. Le projet leur avait auparavant montré comment stocker, transformer et vendre leurs produits finis. Le projet avait installé deux unités de transformation avec une décotiqueuse de riz et un moulin pour moudre le manioc en poudre ou en semoule. Ces deux machines sont toujours en cours d'expérimentation.

Les activités du projet Jenga Jamaa II ont également consolidé les relations avec certaines structures étatiques et privées. Des bénéficiaires du projet ont indiqué avoir recouru plus souvent aux services des centres de santé (GT2 à Munene; GT2 à Katongo), et, au niveau communautaire, un certain nombre d'associations pour le développement ont été créées (FFS, CIG, AVEC, MUSO, CDC, AVA). Les informateurs clés ont indiqué que ces associations contribuent de façon positive à la dynamique de développement de la communauté (Leader de groupe à Muhongoza; Président du CDC à Kagando). Le projet a collaboré avec le départment provincial du Ministère de l'Agriculture, qui a mis ses agronomes à la disposition du projet et a accepté que les services provinciaux soutiennent les capacités de l'AVEC, pour qu'elle puisse se transformer en coopérative agricole d'épargne et de crédit.

Le défi qui se présente, cependant, est que les agronomes du Gouvernement de la RDC ayant ont travaillé étroitement avec ADRA ont été payés pour ce travail. Il est difficile d'imaginer que ce genre de collaboration puisse se poursuivre après la fin du projet Jenga Jamaa II, si les associations de crédits ne sont pas à mesure de rémunérer les agronomes par leurs propres moyens.

### 3. Changements dans les revenus des ménages et dans les moyens de subsistance

Les activités spécifiques de Jenga Jamaa II visant à améliorer les revenus des ménages et les moyens de subsistance incluaient les écoles d'agriculture de terrain (Farmer Field Schools), qui ont encouragé la diversification des produits agricoles et la prévention des maladies des récoltes, pour qu'une quantité plus importante puisse parvenir au marché; les groupements d'épargne et de crédits, qui ont fait la promotion de l'accès des femmes, en particulier, au crédit; les activités d'irrigation et de drainage, qui visaient aussi à protéger les récoltes, pour qu'une partie plus importante des produits agricoles puissent arriver au marché; et le développement des structures de stockage, dont le but visait à étendre la vente des produits agricoles sur une période plus longue, pour éviter une surabondance sur le marché qui fairait baisser les prix.

Dans l'ensemble, 77% des bénéficiaires du projet et environ 26% des non-bénéficiaires, qui ont pris part aux mini-enquêtes, ont affirmé que leurs conditions de vie ont connu une amélioration. D'une manière concrete, cela a été possible grâce aux programmes de crédits, aux activités de lutte et de prévention contre les maladies des plantes et aux innovations en termes de stockage des récoltes, en particulier. Ces résultats sont confirmés par les données qualitatives; un bénéficiaire du projet à Kagando a partagé son expérience dont le groupe s'est fait l'écho:

*- "… Nous avions très peu d'argent, avant l'arrivée du projet; nous cultivions des produits agricoles, mais les récoltes étaient mauvauses, et certainement pas assez pour couvrir les besoins de la famille…. Avant l'arrivée du projet, j'utilisais les plantes pour les soins de santé de ma famille, et j'ai perdu toute ma récolte de manioc à maintes reprises, parce que des insectes attaquaient le manioc. Ma production a augmenté depuis que ADRA est arrivé, parce que j'utilise des produits pour protéger mes récoltes des insectes, et je gagne beaucoup d'argent dans la vente de mes produits agricoles pour satisfaire les besoins de ma famille."*

Les entretiens avec les Groupes Témoins ont fourni des informations similaires dans le village de Muhongoza, où plusieurs bénéficiaires ont signalé que leurs conditions de vie avaient changé. Les temoignages suivants sont ceux de différents groupes Témoins bénéficiaires du projet à Muhongoza:

*- "…Je peux facilement payer pour mes soins de santé et, des fois, acheter d'autres semences, et mes enfants vont à l'école maintenant."*
*-"Je peux couvrir les soins de santé de ma famille et acheter de la bonne nourriture, grâce à ADRA …"*
*- "… je peux maintenant acheter des habits et je gère également ma petite entreprise. Le projet Jenga nous a appris à être autonome… "*
*- "Nous avons appris à faire des économies et, grâce à cela, j'ai pu construire une maison en métal."*

Pour l'équipe d'évaluation, des insuffisances dans l'amélioration des moyens de subsistance parurent évidentes. D'abord, les données des observations des ménages ont montré que, tandis que les moyens de subsistences s'étaient améliorés pour certaines des personnes interrogées, d'autres, vivant juste à proximité, n'avaient pas constaté des améliorations similaires au niveau de leurs conditions de vie. Ceci est apparu être le résultat de la nature ciblée des programmes d'amélioration des moyens de subsistence; Ils servent ceux qui sont invités à y prendre part, mais c'est beaucoup plus difficile qu'ils engendrent des retombées, lorsque l'essentiel des bénéfices provient de l'accès aux prêts et du stockage des récoltes. En outre, d'autres agences sont engagées dans des programmes similaires à Fizi, Uvira et Kalehe, les entretiens de groupes témoins avec les bénéficiaires et les non-bénéficiaires ont indiqué que, souvent, ils ne savaient rien des acteurs qui étaient derrière les activités spécifiques du programme (voir GT1 à Kahama; GT2 à Kahama). Enfin, l'impact des programmes de crédit était tangible et presque immédiat, tandis que l'impact de la protection et du stockage des récoltes ne se sentait qu'après une saison ou plus. C'est pour cette raison que beaucoup de participants des

Groupes Témoins ont manifesté une plus grande satisfaction du programme de crédit, même si les bénéfices économiques du programme de protection et de stockage à long terme sont tout aussi attrayants.

### 4. Evolution des pratiques de nutrition

Pendant la période d'activité de Jenga Jamaa II, ADRA a mis en œuvre les activités et formations suivantes relatives à la nutrition et à la santé:

- Les vaccinations pour les Jeunes enfants
- Le planning familial (la contraception et l'espacement des naissances)
- Les consultations pre- et post-natales
- La formation en allaitement exclusif au sein pour les enfants de moins de 6 mois et en exploitation du lait du colostrum à la naissance
- Des recommandations nutritionnelles pour les enfants de moins de 5 ans et pour les femmes enceintes
- La promotion et le soutien aux accouchements dans les centres de santé
- Le lavage des mains, l'utilisation des latrines et les pratiques de ramassage des ordures

Dans l'ensemble, les parents reconnaissent qu'il y a une différence au niveau de la santé de leurs enfants nés avant et ceux nés après le démarrage du projet et que les raisons qui expliquent cette différence sont nombreuses. Beaucoup de mères (bénéficiaires et quelques non-bénéficiaires, se sont inspirées des commentaires donnés par les Groupes Témoins) ont suivi les échanges éducationnels sur la nutrition des femmes enceintes et allaitantes délivrés par les prestataires de soins de santé au centre de santé et par les Relais Communautaires ou par les mères leaders de la communauté (G1 à Kasheke; GT2 à Kagunga; GT2 à Munene). Certains des messages clés que de nombreux bénéficiaires directs ont mentionnés dans les Groupes Témoins comprennent les soins pour les cas de fièvre dans les centres médico-sociaux, l'espacement des naissances, les accouchements dans des centres de santé, l'utilisation des moustiquaires et l'allaitement exclusif au sein pour les nouveaux-nés.

A Kagunga et à Munene, des mères ont signalé que leurs enfants nés durant la période du projet avaient tendance à peser plus lourds que leurs enfants nés avant le début projet. Des parents ont également affirmé que leurs enfants tombent malades moins souvent, avec la présence du projet, que par le passé, parce qu'ils ont une bonne alimentation et que la plupart d'entre eux ont été vaccinés et ont été également suivis pendant les PSC. Avant le projet, la plupart des femmes accouchaient à la maison, n'entendaient parler de vaccinations que pendant les campagnes de vaccinations de masse (les journées

nationales ou locales de vaccination) et n'avaient guère conscience de l'importance des catégories de nourriture essentielles pour la santé des enfants, c-à-d. les produits laitiers, les protéines et les légumes (voir GT1 à Kasheke). Ces résultats signalés n'ont pas pu faire l'objet de vérification par l'équipe d'évaluation. Il y a donc un risque que le biais de désirabilité sociale affecte les réponses. Cependant, l'existence du changement de comportement a été confirmée par une Mère Leader à Kahama et par une infirmière et informatrice-clé à Muhongoza; elles ont observé que les mères de nouveaux-nés cherchaient consciemment à appliquer les nouveaux comportements relatives à l'allaitement et aux soins pré et post-nataux.

Les informateurs-clés ont constaté que l'utilisation des Moustiquaires Imprégnées d'Insecticides (ITNs) a connu une augmentation dans les communautés bénéficiaires (voir infirmière-informatrice-clé à Muhongoza; Mère Leader à Nundu). Elles ont également affirmé qu'il y a eu une réduction sensible des cas de malnutrition dans leurs villages. Les nouveaux cas qui se présentent sont immédiatement priss en charge au niveau du centre de santé.

### 5. Changements dans les normes de genres

L'équipe d'évaluation à observé les preuves de l'existence (à travers les rapports ADRA, les informateurs-clés et les Groupes Témoins) des activités concrètes suivantes, avec la participation du programme Jenga Jamaa II:

- Des programmes d'alphabétisation pour les femmes
- Des groupes de discussion sur le rôle de l'homme et de la femme dans le ménage
- Des programmes de sensibilisation sur l'éducation des Jeunes filles et la prévention du mariage précoce
- Des ateliers sur les possibilités d'héritage pour les femmes
- Des ateliers sur la participation des femmes en matière des prises de décision au niveau du ménage
- Formation de sensibilisation sur les violences sexuelles et familiales
- Des Mères leaders ont tenu des rencontres de sensibilisation avec des couples, des leaders religieux et des leaders villageois sur l'amélioration des normes en matière de genre

Au cours des entretiens avec les Groupes Témoins, les hommes et les femmes ont tous indiqué qu'une prise de conscience de la question du genre peut favoriser un environnement sain à la maison et améliorer les relations sociales entre les hommes et les femmes (voir les GTà Rutemba, Kasheke, et Biriba). Plusieurs hommes ont affirmé que leur rôle devrait être un rôle complémentaire et non dominant. Corroborant ces idées

exprimées sur l'égalité des genres dans les données qualitatives, les résultats des mini-enquêtes montrent que plus de 95% des personnes interrogées sont favorables à l'éducation des filles, et plus de 80% sont disposées à discuter à propos du nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir avec leurs époux/(es). Au cours des entretiens avec les Groupes Témoins composés uniquement de femmes à Rutemba, les participantes ont lié cela aux résultats du programme Jenga II: **"le programme nous aide à reconnaitre l'importance de l'éducation de nos filles."** (voir GT1 à Rutemba).

Cependant, l'enquête a également montré que juste plus de la moitié seulement des personnes interrogées (52%) pensent que les travaux ménagers peuvent être accomplis et par les hommes et par les femmes, et 38% pensent que les travaux ménagers relèvent du domaine exclusif des femmes et des filles. Ces avis sont partagés par les hommes et par les femmes; mais les femmes soutenaient l'idée plus que les hommes. Il n'y a pas eu de différence significative entre les réponses des bénéficiaires et celles des bénéficiaires indirects potentiels ou ceux qui n'avaient aucun contact direct avec le programme.

Les femmes contribuent aux revenus du ménage en faisant des activités génératrices de revenus (fabrication de pain, du savon et des beignets, séchage du poisson) et participent également à la prise de décision au niveau de la communauté. La femme leader du village de Kagunga a lié ces activités génératrices de revenus à certaines femmes particulières dans la communauté. Elle a également signalé que, lorsqu'il y a un problème au niveau du village, le chef du village réunit tout le monde; et certaines femmes ont été élues chefs de leur secteur (street). Ce constat fut confirmé lors des entrevues de groupe: *"Je suis la (femme) chef du secteur. J'ai été élue par les membres du village, le jour du vote, il y avait des hommes et des femmes. On commence à nommer des femmes à des postes de responsabilité"* (bénéficiaire WEG, village de Rutemba). Cependant, l'équipe d'évaluation a relevé que les points de vue de ces femmes pouvaient diverger de ceux des autres membres non-leaders de la communauté. Les participantes de Groupes Témoins sur plusieurs sites du projet ont, cependant, affirmé qu'elles prenaient part aux prises de décisions sur la gestion des ressources locales et communautaires (voir GT1 à Kagunga; GT1à Rutemba; GT2 à Munene).

Les femmes ont fait part de leur grande satisfaction des programmes d'alphabétisation (données des GT à Kagunga, Nundu, Kahama, Munene, Biriba). Certains hommes ont manifesté une certaine tension, en raison de l'emphase placée sur les femmes bénéficiaires du programme (voir GT2 à Kasheke), mais cela ne réduit en rien le succès du programme à atteindre ses objectifs pour les femmes. Par ailleurs, les interventions du projet ADRA atteindront une audience plus large avec le temps, comme le résultat des

multiples canaux utilisés pour faire de la sensibilisation aux normes en matière de genre (mères leaders, églises, prestataires de soins et intervenants communautaires). Les programmes d'alphabétisation devront être élargis pour avoir le même type de grande influence, comme les programmes sur le genre; les programmes en alphabétisation semblent être des outils d'apprentissage en profondeur, tandis que les programmes sur le genre, qui exploitent des canaux multiples, semblent être des outils d'apprentissage étendu.

### 6. Résultats des Interventions sur la Réduction des Risques de Catastrophes

Le projet Jenga Jamaa II a commencé ses interventions en matière de réduction des risques de catastrophes par la formation de la population locale sur le sujet. Les activités spécifiques comprennaient:

- La mise en place des des pépinières et la distribution des plantes qui aident à protéger contre l'érosion
- La création des comités de gestion des ressources naturelles
- La formation des membres de la communauté en techniques de prévention contre l'érosion
- La formation des membres de la communauté à reconnaitre les premiers signes de la maladie des récoltes
- La création des canaux de drainage

Environ 65% des personnes interrogées ont affirmé que les membres de leur communauté avaient identifié et discuté de catastrophes potentiels qui pourraient affecter la communauté durant la période du projet—dont la sècheresse, l'innondation et l'érosion—et qu'ils ont discuté ou instauré des mesures pour faire face à ces menaces (par exemple, l'érection de barrières autour des zones de plaines proches des zones d'habitation et la création de canaux de drainage). Cependant, les populations ne savaient pas exactement si le projet Jenga II ou un autre acteur soutiendraient ces initiatives proposées.

Les entretiens avec la population locale dans les Groupes Témoins ont confirmé que le projet Jenga Jamaa II faisait face activement à la réduction des risques de catastrophes dans les villages où il intervient, s'attaquant à une gamme de risques relatifs à l'agriculture (les maladies qui affectent la banane, le manioc et d'autres cultures) et à l'environnement (voir entrevues de GT à à Kagando, Kasheke, Katudu, et Munene). Le projet a également collaboré avec l'Institut National de Recherche Agronomique (INERA), qui a fourni des semences améliorées et de l'assistance en termes de recherche scientifique sur les maladies des plantes et sur les cultures qui résistent aux maladies (leader de comité à Biriba).

Un informateur-clé, qui est pasteur dans le village de Muhongoza (Région de Kalehe) a indiqué que le projet avait aidé à réduire les maladies d'origine hydrique, en creusant un puits pour l'eau potable (grâce à World Vision) et mis à disposition des informations sur la défense de l'environnement. *"Ils nous ont enseigné pourquoi nous devons planter des arbres…Ils nous ont donné des arbres à planter le long des routes et sur les versants pour aider à empêcher l'érosion … Les comités ont également entrepris différentes activités, avec le soutien des associations, pour identifier les risques et la déforestation …"* JENGA II a aussi créé des Systèmes Communautaires d'Alerte Précoce, pour coordonner l'énergie et les efforts des membres de la communauté autour de la réduction des risques de catastrophes.

Cependant, des informateurs-clés se sont plaints de leur manque de formation et de leur faible capacité à mobiliser des ressources, qui pourraient leur assurer une plus grande protection contre l'érosion et l'innondation (Président de Comité à Kasheke; membre de CDC à Muhongoza). Ce même informateur a fait remarquer que, pour que les efforts de prévention de l'érosion réussissent, beaucoup d'arbres doivent être plantés, systématiquement; son impression était que les ressources du programmes n'étaient pas suffisantes pour fournir une quantité suffisante d'arbres. La couverture de reboisement, pour l'équipe d'évaluation, semblait varier assez considérablement d'un village à l'autre; en effet, Muhongoza n'avait pas une couverture importante, tandis que Kagunga avait de grandes superficies de plantations d'arbres. Cette observation n'a pas été quantifiée et de nombreux facteurs caractéristiques pourraient expliquer ces différences.

### 7. Résultats de la gouvernance et des initiatives de résolution des conflits

Au Sud Kivu, le programme ADRA n'a pas explicement porté ses activités sur la gouvernance et la résolution des conflits, comme l'ont fait les autres Partenaires de Mise en Œuvre dans leurs régions respectives. Par exemple, la collaboration avec la gouvernance locale fut principalement centrée sur le développement de la résilience contre les catastrophes naturelles. ADRA a néanmoins entrepris des activités spécifiques, pour renforcer la gouvernance locale et la résolution des conflits. Les informateurs ont signalé la mise en oeuvre des activités suivantes:

- La formation des Comités pour le Développement Communautaire (CDC) pour collaborer avec le gouvernement local et faciliter la planification au niveau villageois
- La formation des leaders des activités SBCC destinées à développer les compétences en communication et en prise de décision et à transmettre ces compétences aux bénéficiaires indirects

- Des groupes d'écoute et des CDC pour sensibiliser sur et réduire la violence faite aux femmes
- Des comités pour organiser et formaliser les droits d'utilisation des terres

Les discussions avec les bénéficiaires locaux ont indiqué qu'il existe de nombreuses structures de gouvernance locale et des CDC. Certaines de ces structures étaient en place avant l'arrivée du projet Jenga Jamaa II, tandis que d'autres furent créées ou renforcées pour s'occuper de la planification villageoise (GT1à Kasheke; FG1 à Biriba). Dans les mini-enquêtes, lorsqu'on a demandé aux sondés ce qu'ils pensaient de la qualité de la gouvernance exercée par leurs structures respectives, environ 61% des sondés ont répondu que, selon eux, leurs villes étaient bien dirigées. Des informations de personnes interrogées dans l'ensemble du projet Jenga Jamaa II suggèrent que presque la moitié des villages situés dans la zone d'intervention du projet ont des comités de développement qui s'occupent des questions administratives et environ un quart d'entre eux ont des comités qui s'occupent des questions de terres. Cependant, beaucoup parmi les répondants ont affirmé que les villages disposant de plus de terres et ayant le plus de conflits agricoles avaient le moins de comités pour les gérer, parce que la population locale est dispersée (GT2 à Nundu; GT2 à Runingu; GT1à Munene).

Les personnes interviewées ont affirmé que le fait que les superficies pour les activités agricoles soient limitées constitue un problème dans ces zones, même dans les endroits où la population est dispersée (voir GT1 à Munene; Président de coopérative à Biriba). La plupart des terres sont entre les mains des classes moyennes et des politiciens, qui les louent temporairement à des producteurs locaux, mais souvent pour une période limitée et à des taux dont la rentabilité constitue un défi pour les agriculteurs à petite échelle. Des intervenants d'un Groupe Témoin à Muhongoza ont également fait remarquer que de nombreux conflits entre les populations locales tournent autour des disputes interfamiliales à propos de l'héritage ou à propos des violations des droits sur des propriétés héritées. On fait souvent appel au chef du village pour résoudre de telles disputes, et si cela s'avère impossible, l'affaire est portée devant la justice. Cela a été confirmé au cours d'une interview de groupe avec des femmes de Muhongoza (GT1), qui nous ont dit *"… lorsqu'il y a un conflit social, nous consultons le chef, qui renvoie l'affaire aux associations ou à l'église… si l'affaire ne peut toujours pas être résolue, les protagonistes font appel à la justice."* Cela semble suggérer que l'efficacité des CDC en matière de gestion des droits à la terre et des conflits fonciers connait des limites.

Bien que la médiation échoue souvent, d'autres organisations de la société civile travaillent avec ADRA dans la région pour promouvoir les droits à la terre. Certaines des ces organizations se concentrent explicitement sur la résolution des conflits et la

médiation pacifique à travers les comités. En se fondant sur les données des mini-enquêtes, l'équipe d'évaluation a découvert que 74% des enquêtés ont signalé l'existence des comités de gestion des conflits dans leur village. Par ailleurs, les informateurs-clés ont annoncé l'existence d'une proche collaboration entre le projet ADRA, les ONG locales et les autorités locales, particulièrement les organismes coutumiers et les associations communautaires de base, en ce qui concerne la planification villageoise et l'utilisation des droits à la terre. Ils ont, cependant, déclaré que les associations communautaires ne sélectionnent pas souvent ses membres, selon les intérêts des villages (GT2 à Kahama; GT2 à Rutemba).

### 8. Durabilité des Interventions du Programme

Les principaux domaines dans lesquels les interventions des programmes ADRA visent à produire des résultats durables comprennent l'assistance technique aux activités de la chaîne de valeur, les associations d'épargne et de crédit qui pourraient favoriser la création de nouvelles entreprises, le développement de codes et d'arrêtés relatifs à l'agriculture et à l'entretien des animaux, une collaboration officielle avec les structures étatiques au niveau local, et des formations en nutrition et en hygiène (à condition que les bénéficiaires transmettent les connaissances apprises aux membres des familles et aux bénéficiaires indirects.

Le projet à fournit des financements et beaucoup d'assistance technique en faveur des unités de transformation et des Activités Génératrices de Revenus, afin de créer et de renforcer les chaînes de valeur dans sa zone d'intervention. Au moment de l'évaluation, ces unités et AGR n'étaient toujours pas autonomes sur les plans financier et technique. Un bénéficiaire et informateur-clé à Kasheke a fait remarquer que la viabilité des AGR est limitée du fait des taux d'intérêt élevés que prelèvent les associations d'épargne et de crédit, des difficultés d'accès aux crédits et de remboursements, et de l'absence de contrats écrits. Des participants de Groupe Témoins à Kahama et Rutemba ont confirmé que les taux d'intérêt peuvent, dans certains cas, avoisiner les 20% (GT2 à Kahama; GT2 à Rutemba). Dans les mini-enquêtes, 63% des personnes interrogées ont dit qu'ils pensaient que l'accès au crédit s'était amélioré, mais seulement 21% de ces personnes avaient bénéficié de crédits. Les informateurs-clés ayant participé aux CSPA ont indiqué qu'ils n'avaient pas d'organisation institutionnelle. Ces différentes insuffisances peuvent affecter la durabilité de la chaîne de valeur et des activités génératrices de revenu.

En dépit de ces défis, les participants des Groupes Témoins ont émis l'espoir que ces activités leur permettront d'avoir des revenus durables, parce que le projet a renforcé leurs compétences dans les secteurs agricole, de la chaîne de valeur, de la santé, de la

nutrition et du genre (GTà Rutemba, Katudu et Kasheke). Citons d'autres exemples concrets:

1-Dans la ville de Hongero: Trois textes portant sur la maladie de la banane, Wiltz, sur les animaux errants et sur la mosaïque du manioc ont été rédigés par le CDC et ratifiés par l'administration du territoire. Ces textes spécifient les pratiques à observer et les sanctions, en cas de leurs violations, laissant l'espoir que ces lignes directrices écrites favoriseront la durabilité.

2- Dans la ville de Hongero: Le Comité Agricole a bénéficié de la formation de World Vision (un partenaire d'ADRA) et est ensuite devenue une association immatriculée; cette association d'agriculteurs a de bonnes chances de pouvoir mener des actions collectives durables, en vertu du statut officiel dont elle bénéficie.

3- Dans le village de Biriba: les Groupes d'intérêts Communautaires travaillaient sur les conflits fonciers avec le gouvernement, les chefs traditionnels, le procureur et les juges sur la résolution des conflits. Les possibilities d'investissements durables dans le foncier sont limiées pour les membres des CIG, parce que la majeure partie des terres environnantes sont entre les mains de l'Etat, mais la coopération que les CIG ont établie avec leurs partenaires étatiques laisse supposer que le groupement fera entendre sa voix de façon active.

4- dans le village de Biriba: Les AVEC ont accordé des prêts à ses membres et, actuellement, il n'y a pas de défaut de paiement (selon un participant de groupe témoin, membre de l'AVEC). La supervison que l'association exerce auprès des emprunteurs augmente les chances de remboursements, qui, à leur tour, génèrent des intérêts sur les revenus et permettent au programme d'être durable.

Dans l'ensemble, les activités de Jenga Jamaa II sur la santé et la nutrition, les AVEC et le travail des CDC donnent des promesses de durabilité, parce que, dans chaque cas, il existe une procédure claire pour faire les comptes-rendus et les rapports financiers et il existe une institutionnalisation. Les activités de transformation et de chaîne de valeur, ne sont pas, pour l'instant, durables, à cause des problèmes techniques qui ont fragilisé la rentabilité.

## C. Conclusions et Enseignements Tirés (voir Tableau A4 dans les Annexes)

Les données résumées plus haut et obtenues grâce aux Groupes Témoins, des informateurs-clés et des mini-enquêtes aboutissent à un certain nombre de conclusions, tant positives que négatives, par rapport aux activités du projet Jenga Jamaa II:

**Les Forces**

1) Les formations en alphabétisation ont été efficaces en atteignant les bénéficiaires directs. Les participants ont montré leur satisfaction d'avoir été obtenu de nouvelles connaissances en alphabétisation et en calcul. Ils ont parlé avec aisance des meilleures pratiques en nutrition, en santé et sur d'autres sujets, suite au contenu de la formation qu'ils ont réçue en alphabétisation (voir p. 34 ci-dessus).

2) Les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit ont été utiles en soutenant de nouvelles initiaves de création de commerces, tels que le séchage du poisson, la fabrication de pain et de savon (pp. 36-37). Les femmes sont des bénéficiaires privilégiées des programmes d'épargne et de crédit, ainsi que des programmes d'alphabétisation (p. 40).

3) Les Associations Commerciales Paysanes et les Ecoles d'Agriculture de Terrain, avec les matériels de transformation agricoles, ont joué un rôle important, en aidant les producteurs à améliorer leurs productions, les conditions de stockage, la fixation des prix et l'accès aux marchés (p. 36). Les Petits producteurs ont annoncé avoir tiré profit de l'aide fournie par les ACP en contrôlant les prix et en encourageant la collaboration (p. 36)

4) Les programmes d'alphabétisation, les groupements d'autonomisation des femmes, et les campagnes de formation en santé et nutrition ont favorisé l'autonomisation des femmes. La communication sur les questions du genre a eu comme résultat la reconnaissance de l'importance de l'équité des genres, particulièrement, en termes de planning familial et de l'importance de l'éducation des filles (p. 40).

5) Les Ecoles d'Agriculture de Terrain ont été efficaces, en disséminant l'information sur les maladies des plantes, particulièrement la maladie de flétrissement de la banane et la mosaïque. Les agriculteurs ont indiqué avoir adopté des changements et que ces changements ont favorisé des améliorations immédiats au niveau de la vitalité de leurs cultures et en termes de bénéfices qu'ils ont pu gagner en vandant leurs produits au marché (p. 37).

**Les Faiblesses**

1) Les formations en alphabétisations furent limitées et non pas eu d'effets d'entrainement sur les non-bénéficiaires. Certains villageois ont manifesté leur frustration pour n'avoir pas bénéficié des sessions de formation (voir p. 35 ci-dessus)

2) Bien que les initiatives en matières de genre ont apporté une contribution importante dans la création de nouvelles opportunités de revenus pour les femmes et dans l'amélioration de l'acceptation de l'éducation des femmes, le programme eu moins de réussite dans la transformation des normes relatives aux responsabilités des hommes et des femmes et en termes d'opportunités de prise de décision pour les femmes (p. 40).

3) Les Comités de Développement Communautaires eurent une efficacité limitée, du fait qu'ils n'étaient pas toujours représentés à l'échelle communautaire. Les participants ont exprimé des doutes quant à la manière dont les membres furent choisis, particulièrement les membres des CDC multi-villages, et les efforts tendant à formaliser les droits de terre et à atténuer les conflits fonciers furent fragiliser par le fait que les populations locales n'étaient pas propriétaires de ces terres (p. 42-43).

4) Les taux d'intérêt étaient trop élevés, ce qui ne permettait pas une exploitation maximum des AVEC par les bénéficiaires du projet. Les défis de remboursement sapaient la valeur de certains investissements, et un nombre inattendu de bénéficiaires potentiels ont renoncé aux opportunités de prêts pour les investir, en raison des taux d'intérêt élevés, de même qu'en raison d'une certaine absence d'organisation au niveau institutionnel (p. 43).

**3. Efficacité du Programme à Atteindre ses Objectifs Fondamentaux**

La présente section examine l'efficacité du programme ADRA, en ce qui concerne les sous-sections se rapportant à chaque composante principale du Cadre du Travail d'évaluation. Elles s'inspirent des données recuillies, des forces, et des faiblesses présentées plus haut. Se référer aux sous-sections ci-dessous pour les preuves soutenant ces commentaires sommaires sur les DEFAP de ADRA.

**1. Efficacité des Modèles de Formation et des BCC**

- Comment les modèles de "formation des formateur" et de "formation en cascade" et d'autres modes de BCC ont-ils contribué positivement à la diffusion de l'information et à la dissémination des compétences et des connaissances, et avec quel degré de précision?

- Les modèles de formation des formateurs et en cascade n'ont pas été suffisamment efficaces. Les matériels pédagogiques ont favorisé la dissemination des connaissances au niveau de certains programmes de formation, mais le fait que la formation s'est limitée à une seule cohorte pendant les cinq années a interrompu la chaîne de transmission des compétences et des connaissances par les premiers bénéficiaires aux bénéficiaires indirects. L'équipe d'évaluation a entendu et observé peu de choses par rapport au transfert de compétences aux bénéficiaires indirects, et peu d'efforts ont été entrepris, pour que voit le jour une communauté de membres de la communauté informés et formés.

- Quelle preuve existe et qui suggérerait qu'il y a eu « débordement » d'informations, de compétences et/ou de connaissances des participants directs du programme au profit des non-participants?
  - Le débordement au profit des non-bénéficiaires s'est réalisé, en grande partie, à travers certains membres des familles qui ont bénéficié des retombées des prêts contractés par un bénéficiaire direct, membre de la famille. C'est particulièrement le cas, en ce qui concerne les opportunités éducatives et l'amélioration des ressources qui s'opère avec la création de nouveaux petits. En dehors du cercle familial, l'équipe d'évaluation n'a pas vu des preuves de retombées au profit des non-participants. Le fait que le programme n'a formé qu'un nombre limité de bénéficiaires directs a eu comme conséquence qu'un nombre limité de non-participants aient été exposés aux avantages indirects du programme, dont ils auraient pu bénéficier indirectement.

- Comment le rythme/la précison dans l'application des connaissances et des compétences a-t-il varié à différents niveaux?
  - Tout comme au niveau des DFAP Mercy Corps DFAP, il y a eu une baisse importante dans l'acquisition des connaissances et compétences du programme des bénéficiaires directs aux bénéficiaires indirects potentiels. En évaluant la question par sous-groupes des populations bénéficiaires, l'équipe a constaté que l'application des nouvelles compétences et connaissances fut particulièrement forte au niveau des femmes bénéficiaires du programme ADRA. Elles ont tiré le maximum de profit des programmes de micro-crédit pour faire du petit commerce, et elles se sont illustrées par leurs progrès faits dans les programmes d'alphabétisation, par rapport aux hommes. Les Jeunes femmes, avec des nouveaux-nés, ont fait des progrès remarquables dans les domaines de la nutrition et de la santé.

**2. Forces des Liens avec les Marchés et les Services Publics**

- Quelle est la nature et la force des liens entre les bénéficiaires-cibles et les acteurs des marchés locaux (par exemple, un meilleur accès aux intrants et aux crédits, de meilleures ventes, etc.)?
    - La nature des liens entre les bénéficiaires et les acteurs des marchés locaux s'est axée sur l'amélioration de la capacité des agriculteurs à organiser et à tirer profit des opportunités qu'offrent les marchés. Les activités des programmes ADRA ont mis l'accent sur l'amélioration des capacités de stockage, la collaboration entre les agriculteurs et les producteurs et la création de l'accès aux prêts d'investissement dans le secteur agricole, qui produiraient de meilleurs rendements au marché. Le programme a moins mis l'accent sur l'accès physique aux marchés (en termes de routes et de réseaux). Des efforts ont été faits pour stimuler la production de nouveaux produits destinés à être vendus sur les marchés, y compris le savon et le pain, qui eurent beaucoup de succès auprès des femmes, essentiellement grâce aux associations villageoises d'épargne et de crédits.

- Comment cela a-t-il changé depuis le démarrage des projets?
    - Le commentaire des bénéficiaires directs, qui ont utilise les prêts pour commencer de nouveaux commerces et produire des matériels destinés à la vente au marché, cité plus haut, a été fait à la fermeture du projet; toutes ces activités ont pris du temps à être mises en place. La même chose est vraie en matière de collaboration concernant les Ecoles d'Agriculture de Terrain et les associations paysannes. L'équipe d'évaluation a compris qu'on devrait utiliser le terme "finalement" pour désigner le progrès de leurs activités de chaîne de valeur et de marché. A la fin de la période de cinq ans, cependant, de nombreux bénéficiaires directs ne sont partis de rien, en termes d'activités économiques, pour créer des entreprises rentables, ou de petites entreprises agricoles, à des rendements d'échelle constants.

- De même, quelle est la nature et la force des liens entre les communautés ciblées et le service d'extension agricole gouvernementale et non gouvernementale, les services de santé et de nutrition; et comment changent-ils au cours de la durée du projet?
    - Les liens avec le Gouvernement de DRC furent essentiels dans la réussite de l'amélioration des programmes agricoles, en particulier, en termes de collaboration entre les agronomes du Ministère de l'Agriculture et les associations paysannes cherchant à améliorer leurs produits. Ces relations furent fortes et productives, même si personne ne savait comment cette collaboration devra se poursuivre à la fin du projet. Les informateurs ont

également rélevé que les comités lies aux DFAP ont collaboré avec succès avec les autres partenaires locaux et les ONG, en ce qui concerne les droits d'usage de la terre. Ces liens peuvent être bénéfiques au service d'extension agricole à long terme. Les infirmières travaillant avec les Mères Leaders ont contribué de façon efficace à la vulgarisation de l'information sur la santé et la nutrition.

**3. Changements dans les Revenus des Ménages et dans les Moyens de Subsistance**

- Comment les bénéficiaires sentent-ils que les interventions du projet ont un impact sur les revenus des ménages et sur les moyens de subsistance?
  - Les bénéficiaires ont fait cas des retours sur investissement tangibles pour les revenus des ménages, suite à certaines activités ADRA. Les opportunités qu'offrent les crédits ont particulièrement été citées, comme produisant des rendements réels, en des périodes de temps relativement courtes. Les agriculteurs ont également parlé de leurs efforts pour lutter contre les maladies des plantes. Ces efforts ont eu un impact important sur leur capacité de réaliser des profits sur le manioc et les cultures, en gardant une grande partie de leurs produits en bonne santé, et les nouvelles opportunités ont, à leur tour, produits de meilleurs rendements, bien que ces avantages agricoles ne fussent visibles qu'après une année ou plus. En général, l'impact positif des interventions du programme sur la génération des revenus semblait venir enlever une partie des incertitudes auxquelles certaines personnes font face dans des environnements vulnérables. Il est à noter que les interventions positives en termes de génération de revenus avaient tendance à viser des individus (c-à-d. les femmes, les agriculteurs), avec peu d'effets de contagion. A cause de cela, les bénéficiaires indirects vivant à côté de ces ménages ont constaté un impact, mais ils ne pouvaient pas eux-mêmes profiter de ces interventions.

- Quelles sont les interventions qui ont eu le plus ou le moins d'impact sur les revenus des ménages et sur les moyens de subsistance? Pourquoi?
  - The VSLAs and the interventions that allowed farmers to keep their crops healthy and stored safely had stronger impacts on household incomes, because the benefits were clearly targeted to individuals and typically materialized within a year. Beneficiaries did not describe notable impacts from the drainage activities, irrigation, or diversifying of crops, all of which should generate improved returns to agriculture. Those interventions may have appeared less successful to participants because the process from intervention to household income improvement takes longer to materialize.

## 4. Evolution des Pratiques de Nutrition

- Les trois DFAP ont adopté différents modèles pour améliorer l'état nutritionnel des bénéficiaires. Quels enseignements peut-on tirer des défis et de l'efficacité de ces différentes méthodes?
    - Les DFAP ADRA ont mis un accent particulier sur les pratiques relatives aux non-aliments, afin d'améliorer la santé des bénéficiaires. Ces stratégies se sont avérées efficaces, peut-être, parce que les avantages sont facilement visibles et les coûts de mise en œuvre sont à la portée des familles (en particulier si le coût des latrines et des moustiquaires sont à la charge du programme). Ceux-ci englobaient la promotion des moustiquaires, le lavage des mains et l'utilisation des latrines. Les formations portant sur les questions alimentaires et nutritionnelles furent également une initiative de Jenga Jamaa II. Enfin, le programme ADRA comportait une composante sur le planning familial, qui ne faisait pas partie du projet Mercy Corps. Les leçons portant sur l'espacement des naissances furent particulièrement efficaces.

- Comment les attitudes et les pratiques des parents, par rapport à l'alimentation et aux soins de l'enfant, ont-elles évolué au cours de ces quelques années?
    - Les données ont confirmé que les parents se sont investis à donner des repas multiples à leurs enfants au cours de ces dernières années, et que, de plus en plus, les mères font tout pour donner le colostrum à leurs nouveaux-nés. En effet, ces messages semblent être largement compris dans la région, grâce, en partie, aux effets de contagion des DFAP et, en partie, grâce aux autres programmes opérant dans la zone.

- Comment les parents ayant eu un autre enfant, après avoir bénéficié de l'intervention du programme DFAP sur la nutrition, alimentent-ils et prennent-ils soin de ce nouveau, par rapport aux enfants nés avant cette intervention?
    - La taille de l'échantillon des mères, qui ont eu un enfant à des stades advances du programme (de sorte qu'elles ont profité du programme entier), qui avaient eu des enfants auparavant, et qui ont fait partie du groupe témoins de l'évaluation était petite, mais ces femmes ont tout de même affirmé avec certitude qu'elles utisent les centres de santé pour les soins pre et postnatals. Il n'était pas rare de voir une femme faire remarquer qu'elle avait donné naissance à son premier enfant à la maison, mais que pour les autres enfants, elle s'était rendue au centre de santé pour accoucher.

- Comment ces mères mangeaient-elles bien, tout en poursuivant les soins pre et postnatals, pendant et après leurs dernières grossesses?
    - L'équipe d'évaluation n'a pas vu beaucoup de cas de mères qui changent par elles-mêmes leur alimentation, de façon significative, suite aux formations DFAP en nutrition. Dans les groups témoins, les conversations avec les Mères Leaders,et les entretiens avec les leaders communautaires, l'accent est davantage mis sur la nutrition des enfants, par opposition à l'alimentation des mères, pendant la grossesse. D'autre part, les femmes enceintes ont plus eu recours aux centres de santé, avant et après leur accouchement.

**5. Changements dans les Normes de Genre**

- Depuis leur participation aux interventions des DFAP, comment les perceptions des hommes et des femmes bénéficiaires ont-elles évolué en ce qui concerne le rôle de la femme et celui de l'homme, leurs responsabilités et opportunités en matière de: prise de décision au niveau du ménage et au niveau communautaire, les tâches ménagères et la génération de ressources au sein du ménage, la participation aux activités de la commaunauté et dans les institutions sociales, l'accès à et le contrôle des ressources familiales et communautaires et la liberté d'expression et de mouvement?
    - Les perceptions des rôles au niveau du ménage n'ont pas tellement changé, suite à l'intervention du programme des DFAP. Bien que les données fassent états de changements importants opérés en termes d'opportunités éducatives offertes aux filles et la prévention du mariage précoce, la dynamique au niveau des couples mariés est apparue beaucoup plus rigide et difficile à changer.

- Quelles sont les données qui montrent que certaines interventions ont été plus efficaces ou moins efficaces que d'autres, dans leur impact sur les attitudes des hommes ou des femmes?
    - Les entretiens avec les membres des groupes témoins ont fait ressortir que les opportunités d'accès aux crédits furent particulièrement efficaces en termes d'autonomisation des femmes. Dans tous les villages que l'équipe d'évaluation a visités au Sud Kivu, les femmes ayant participé aux discussions de groupes ont personnellement bénéficié des opportunités qu'offre le micro-crédit, non seulement pour satisfaire leurs besoins, mais pour investir dans des activités (la production du pain et la fabrication du savon) pouvant produire des rendements. Les interventions portant sur les opportunités pour les filles, dont l'éducation et l'opposition au mariage précoce, furent particulièrement efficaces également. Les formations en

alphabétisation n'ont pas été largement effectuées mais ells ont eu des impacts importants sur les femmes qui y ont pris part. Les interventions visant à parvenir à plus de flexibilité quant à la division des tâches et des responsabilités au niveau du ménage. Les bénéficiaires du programme, les hommes en particulier, montrèrent plus d'opposition vis-à-vis de ces interventions.

- Quelle preuve il y a t-il que ces attitudes se répandront ou ne se répandront pas davantage au sein de la communauté, après la clôture des projets?
    - Le fait que dans chaque village les femmes, qui ont obtenu des prêts, faisaient des investissements et produisaient des rendements indique que, dès lors que les AVEC peuvent continuer les activités sans une supervision du programme, les bénéfices de l'accès au crédit devront continuer à se développer, après la fin du projet. Il y a de fortes chances que les messages relatives aux opportunités qui se présentent pour les filles se répandent davantage au sein de la communauté, après la fin du projet, parce qu'il semble que les normes soient en train d'évoluer et même les hommes, qui veulent que leurs femmes continuent à jouer leurs rôle et responsabilités conventionnels, peuvent néanmoins voir les avantages de l'autonomisation de leurs filles.

## 6. Résultats des Interventions sur la Réduction des Risques de Catastrophes

Quelle est la qualité des mesures prises en matière de réduction des risques de catastrophes au niveau communautaire et au niveau des ménages et des projets appuyés par les interventions du projet?

- Quelle est la qualité des mesures et des plans appuyés par les interventions du projet en matière de réduction des risques de catastrophes au niveau communautaire et au niveau des ménages?
    - L'équipe d'évaluation a constaté que les actions éducatives menées auprès de la communauté par le programme Jenga Jamaa II ont eu de bons résultats en termes de dissémination de l'information sur les catastrophes et la réduction des risques. La plupart des gens avaient connaissance des plans et des activités entrepris pour prévenir l'érosion et les innondations, et des activités comme la plantation d'arbres se faisait avec beaucoup de sérieux. Il y avait peu de données concernant les initiatives de RRD mises en oeuvre au niveau des ménages; l'équipe d'évaluation a remarqué que les populations semlaient soutenir l'importance de telles initiatives au sein de la communauté mais a eu plus de mal a constaté leurs résultats au au niveau

des ménages (dans la mesure où le temps et les ressources à consacrer à de telles activités devraient être déduits d'autres activités du ménage).

- Quels facteurs ont encouragé ou entravé le développement, la mise en œuvre ou la qualité de ces plans et pratiques?
  - Deux choses on favorisé l'efficacité des interventions de RRD de Jenga Jamaa II. Premièrement, la collaboration avec les agronomes de l'Etat a donné un grand élan aux initiatives du programme, en particulier, en ce qui concerne la lutte contre les maladies des plantes. Deuxièmement, l'information sur les stratégies à adopter afin d'éviter les maladies des cultures et les problèmes de drainage a été efficacement disséminée. Ce qui favorise et la mise en œuvre de ces stratégies et leur durabilité. Inversement, les members de la communauté n'avaient pas clairement compris que les initiatives de RRD faisaient partie du programme Food For Peace. Ce qui ne change pas nécessairement l'efficacité des programmes, mais le soutien aux futures activités de FFP pourrait être plus grand si les activités précédentes avaient été clairement liées aux activités de ADRA, FFP, et de USAID.

## 7. Réultats de la Gouvernance et des Initiatives de Résolution des Conflits

- Quelle preuve existe, qui indique que les initiatives de gouvernance de DFAP ont eu un effet sur la propriété foncière, sur l'accès à la terre et/ou sur les conflits communautaires?
  - Les discussions avec les informateurs-clés et les entretiens de groupes, de même que les données des mini-enquêtes, laissent tous comprendre que les initiatives des DFAP pour améliorer la gouvernance locale et réduire les conflits ont été assez connues du public cible. Leur impact réel sur les droits d'usage des terres et sur les conflits semble plutôt limité, en grande partie, parce que, elles ont fini par être supplantées par les décisions des chefs ou par les structures traditionnelles. Par ailleurs, dans bien des cas, les communautés ont également estimé que leurs villages étaient bien dirigés, ce qui a pu amoindrir, à certains égards, la nécessité pour les CDC et d'autres activités du programme de trop s'impliquer dans les questions et les litiges fonciers.

- Quelles initiatives ont eu le plus ou le moins de réussite et pourquoi?
  - Les comités mis en place en vue d'améliorer le régime foncier et les questions de conflits fanciers n'ont pas été extrêmement efficaces; ils avaient été chargés de gérer les questions relatives à l'usage des terres parmi des populations dispersées, dans un contexte où la majeure partie des terres est, soit entre les mains du gouvernement, soit entre les mains des plus nantis. Les comités mis en place pour la résolution des conflits ont

été moins efficacies également, parce que les chefs traditionnels ont tendance à jouer un rôle clé dans ces questions et les communautés semblent ne pas vouloir se démarquer de ce statut quo. La collaboration avec les ONG locales s'est révélée être une bonne stratégie pour les CDC, car ils sont arrivés à partager les connaissances locales, sans que cela soit perçu par les leaders traditionnels comme un affront.

**8. Durabilité des Interventions du Programme:**

- Quelles preuves existent qui indiquent que les capacités, les pratiques, les comportements, les systèmes et les liens indispensables à la préservation des acquis en termes de sécurité alimentaire continueront d'exister, après la fin du projet?
  - Deux facteurs indiquent que les communautés exposées aux interventions de Jenga Jamaa II seront à mesure de maintenir plusieurs des résultats acquis dans le domaine de la sécurité alimentaire. Un de ces facteurs est le fait que les informateurs ont partagé des informations sur un ensemble assez bien développé d'arrêtés, de codes et de procédures formalisées, surtout, en ce qui concerne le bétail et l'exploitation agricole. Le fait que les concepts aient été formalizes en règlements et en lignes directrices sert de base pour les agriculteurs de disséminer les enseignements, de suivre un certain nombre de normes similaires et de donner des conseils clairs aux autres agriculteurs sur les meilleures pratiques. L'équipe d'évaluation a aussi observé qu'il y avait beaucoup de compétences dans les domains de la nutrition et de la santé de l'enfant; si les familles et les communautés avaient les ressources nécessaires pour mettre en pratiques les comportements coûteux (tels que construire leurs propres latrines et consommer des repas multiples et équilibrés), les compétences en nutrition seraient transmises à d'autres familles, ainsi qu'à leur progéniture.

- Si c'est le cas, lesquelles? Quels facteurs ont entravé la durabilité des interventions du programme?
  - Les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit ont constitué des sources importantes de soutien pour les femmes et les agriculteurs. Cependant, les taux d'intérêt élevés entraver l'efficacité de ces activités. Un soutien technique aux activités de la chaîne de valeur et de protection des plantes fut également une initiative efficace, mais qui nécessitera de nouveaux moyens pour permettre l'implication des experts, afin d'assurer la durabilité, si les communautés elles-mêmes ne développent pas des stratégies pour la rémunération de ces experts.

**9. Enseignements tirés:**

- Quels sont les enseignements tirés du modèle de portefeuille, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation de Food for Peace
    - En ce qui concerne la conception et la mise en œuvre par ADRA du programme Jenga Jamaa II, un enseignement clé tiré est que la collaboration avec d' autres acteurs, dont les experts techniques de l'Etat, les infirmiers et les responsables des services médicaux, les ONG locales, et les autorités traditionnelles, est essentielle pour la réussite des programmes de sécurité alimentaire. Là où la collaboration a été forte, les activités du programme ont été efficaces et démontraient des perspectives de durabilité. Et là où la collaboration a été faible et/ou les motivations pour la collaboration n'existaient pas, les activités du programme ont échoué. Concernant le suivi-évaluation, l'équipe d'évaluation a reconnu que les activités peuvent être mieux suivies - et leur impact mieux évalué - si les activités du programme sont cataloguées publiquement de manière à ce que les bénéficiaires et les populations aient une idée claire des contributions du programme. Un avantage supplémentaire serait une amélioration dans la reconnaissance des initiatives de FFP (Food for Peace).
- Ce qu'on aurait pu faire pour garantir de meilleurs résultats a-t-il été fait et soutenu?
    - La mise au point d'ordonnances et de directives concernant les activités agricoles et d'élevage pourrait être adoptée dans d'autres domaines : tels que la nutrition et la santé ainsi que la gouvernance locale. En agissant de la sorte, on crée des attentes claires et une base pour la mise en œuvre constante, et même par des gens qui n'ont aucun rôle dans le programme ADRA. Comme indiqué ci - dessus, certaines activités pourraient contribuer à mieux connaître les contributions du partenaire en charge de la mise en œuvre.
- Y a t-il des innovations et des méthodologies qui méritent d'être reproduites et intensifiées?
    - Les Sociétés Villageoises de Crédit Immobilier (SVCI) méritent d'être impliquées dans les futurs programmes tels que celui mis en œuvre par ADRA. Une des solutions pour l'intensification des activités d'épargne et de crédit est d'établir des taux d'intérêt assez bas pour attirer les nouveaux emprunteurs, ce qui va progressivement protéger le programme contre les conséquences de défaut de payement. La collaboration avec les experts agricoles est également

une innovation qui mérite d'être reproduite dans les futurs programmes FFP. La création de mesures incitatives à l'endroit des experts pour les garder pendant longtemps dans le programme, ou pour donner des possibilités de formation continue périodique aux agriculteurs, garantirait que leurs contributions deviennent une pratique courante dans la protection des plantes et des animaux et dans d' autres activités. Des contributions similaires d'experts pourraient être adaptées dans le cadre de la santé et de la nutrition, et particulièrement le cadre du genre. La plupart des messages sur la santé et la nutrition ont été bien accueillis, et la formation continue de la part des experts consoliderait ces avantages. Dans le cadre du genre, la formation continue de la part des experts extérieurs aiderait à briser la persistante configuration de l'inégalité des rôles dans le foyer.

- Quelles sont les mesures que peuvent prendre les futurs programmes pour accroître la sécurité alimentaire et le développement durable à l'est de la RDC?

    - Sur la base de l'évaluation du programme ADRA, l'équipe d'évaluation a établi que l'intégration d'experts de l'État ou d'autres organes pour renforcer et formaliser les avantages peut améliorer la sécurité alimentaire et le développement durable en RDC. Cela permettrait de donner un rôle de leadership aux Associations Professionnelles des Producteurs en les dotant de techniques fiables. Les contributions des experts comparables aux travaux effectués par les agronomes du Ministère de l'agriculture pourraient être adaptées au cadre de la santé et de la nutrition, et particulièrement au cadre du genre. La plupart des messages sur santé et la nutrition ont été bien accueillis, et la formation continue de la part des experts consoliderait ces avantages. Dans le cadre du genre, la formation continue de la part des experts extérieurs pourrait aider à briser la persistante configuration de l'inégalité des rôles dans le foyer. Aussi, Nous souhaiterions recommander la consolidation de la formation des bénéficiaires directs des programmes d'alphabétisation, de nutrition et de santé de sorte que le transfert des connaissances aux bénéficiaires indirects soit plus fort. Enfin, une meilleure collaboration avec les autorités traditionnelles et une meilleure sélection des membres des comités amélioreraient l'impact des CDC travaillant sur les questions de gouvernance, de terre, et de conflits au niveau local.

### D. Recommandations (une fois de plus, voir Tableau A4 dans les Annexes)

Un certain nombre de recommandations qui pourraient servir les futurs programmes FFP émergent des forces, des faiblesses et des enseignements tirés lors de l'évaluation du programme ADRA Jenga Jamaa II.

- **Des cours particuliers d'alphabétisation** doivent avoir lieu pour permettre aux bénéficiaires directs de former les bénéficiaires de seconde ligne. Les modèles de formation considérés comme tels étaient efficaces pour atteindre les bénéficiaires directs, mais des dégradations sont apparues dans la propagation de la formation aux autres bénéficiaires. Une partie active des sessions d'alphabétisation telles que celles mises en œuvre par ADRA devrait donc consister à l'encadrement des participants les plus performants et d'autres villageois alphabétisés afin mettre en place une équipe de formateurs des formateurs pouvant favoriser la durabilité et la propagation des programmes d'alphabétisation. **Comment:** Former une première équipe de bénéficiaires directs; puis former ces bénéficiaires à l'enseignement et au transfert de connaissances de sorte qu'ils soient préparés pour disséminer ces compétences et connaissances aux bénéficiaires indirects. Ensuite, observer et réagir par rapport à la formation des bénéficiaires indirects. Enfin, mener des séances de réactions et d'évaluation avec les bénéficiaires indirects afin de déterminer dans quelle mesure ils ont tiré profit des formations. Le contenu de ces formations pourrait toujours être concentré sur les thèmes substantiels promus par FFP, car les formations ADRA en alphabétisation ont prouvé que bâtir une formation en alphabétisation autour d'un contenu pratique sert plusieurs objectifs à la fois. **Avec qui:** Le personnel du programme a eu de très bons rapports avec les bénéficiaires directs mais pour les prochaines formations en alphabétisation FFP nous recommandons davantage contacts entre le personnel du programme et les bénéficiaires indirects afin d'observer et de vérifier le processus de formation en cascade. **Pourquoi:** Le renforcement du processus de formation en cascade et la dissémination des compétences et connaissances aux bénéficiaires indirects permettront aux programmes FFP d'atteindre un public beaucoup plus large.

- **Les Associations Professionnelles des Producteurs (APP)** devraient occuper un rôle de premier plan dans les initiatives agricoles communautaires. Un plan d'action des APP peut être mis au point pour la durabilité afin de garantir le fonctionnement des associations en tant que entités autonomes et bien connues au niveau du village. Nous recommandons qu'elles travaillent en étroite collaboration avec les experts et les collaborateurs, et que ces collaborateurs reviennent périodiquement pour assurer la formation continue et les mises à niveau. Nous recommandons également à ce que les plans d'action des APP, les

directives qu'elles mettent au point et les ordonnances qu'elles imposent pour garantir une exploitation judicieuse des ressources soient formalisés et institutionnalisés (C'est-à-dire partagés dans un format cohérent dans les APP, avec des sanctions pour non-conformité). Les APP devraient également organiser régulièrement des séances de sensibilisation à l'endroit des populations. L'approvisionnement en matériel agricole peut être difficile à soutenir, mais le matériel peut être fourni en échange de travail, ce qui devrait contribuer à atténuer les effets néfastes des dons de semences et de plantes qui pourraient créer une dépendance ou des exigences. **Comment:** Travailler avec les APP pour mettre au point une documentation écrite; Mettre en contact les APP des différents villages pour comparer les directives et déterminer celles pouvant être normalisées. **Avec qui:** Le personnel du programme doit travailler en étroite collaboration avec les agriculteurs et les responsables des APP et devrait également servir de ponts entre les APP, les collaborateurs et les experts du Ministère de l'agriculture ou d'ailleurs. les APP pourraient également travailler avec des formateurs en alphabétisation pour les aider dans l'élaboration des plans et de la documentation officialisés; cela contribuerait à renforcer davantage les capacités des bénéficiaires à travers les objectifs stratégiques. **Pourquoi:** Les Associations d'Agronomes et Associations Professionnelles des Producteurs ont démontré qu'elles étaient particulièrement efficaces dans la mise en place d'actions collectives et dans l'amélioration des revenus. Les meilleures performances étaient également accompagnées d'une mesure d'institutionnalisation, toute chose qui renforce les capacités des membres du groupe et facilite également le transfert des meilleures pratiques à d'autres.

- **Les groupements pour l'autonomisation et l'alphabétisation des femmes** ont démontré leur efficacité et doivent être impliqués dans les futurs programmes; et les leaders locaux de ces initiatives doivent être cultivés. Les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) destinées aux femmes constituent un moyen particulièrement efficace de création de nouvelles opportunités génératrices de revenus pour les femmes ; et ces réseaux peuvent être reliés aux programmes d'alphabétisation en vu de promouvoir la comptabilité et les compétences de base dans l'expertise comptable. Des stratégies doivent être développées pour passer les informations des femmes aux hommes sur la santé, la nutrition, et le genre; ce qui devrait contribuer à renforcer les capacités des femmes en tant que pourvoyeuses d'informations ainsi qu'à fortifier les normes d'équité entre sexes chez les hommes. Les partenaires pour la mise en œuvre de DFAP doivent reconnaître que les normes concernant les rôles et les responsabilités dans le ménage ne changent pas aussi facilement, mais que les responsables communautaires travaillant de concert avec les hommes et les

femmes peuvent contribuer à illustrer les divergences et les domaines dans lesquels les membres du ménage pourraient mutuellement profiter des évolutions dans le statu quo. Mettre l'accent sur les générations futures (c'est-à-dire donner des opportunités aux filles plutôt que changer les rôles et responsabilités des couples) pourrait être la voie la plus acceptable pour l'amélioration des normes entre sexes. **Comment:** Reproduire les formations en alphabétisation et les AVEC au profit des femmes. Organiser des ateliers avec les hommes et les femmes dans lesquelles les leaders communautaires, les Mères Leaders, et les femmes qui ont réussi démontreront une autre organisation du ménage; donner l'occasion aux femmes bénéficiaires directs lors ces ateliers de démontrer à l'auditoire masculine les compétences et connaissances acquises; et créer des forums dans lesquels les hommes et les femmes peuvent déterminer des stratégies pour permettre à leurs enfants du sexe féminin de réussir. **Avec qui:** Les femmes et hommes qui sont les bénéficiaires directs, avec l'appui des femmes célèbres dans la communauté, **Pourquoi:** Les avantages des formations en alphabétisation et les possibilités de crédit pour les femmes représentaient un succès remarquable du programme ADRA, mais des difficultés persistaient autour des efforts visant à mettre en question les rôles traditionnels des sexes dans les ménages. Les séances qui regroupent les hommes et les femmes et qui font connaitre et mettent l'accent sur les compétences acquises des femmes devraient progressivement briser les restrictions imposées par les normes traditionnelles aux femmes.

- **Les Comités de Développement et de Planification Communautaires** doivent être fondés sur des protocoles de représentation et de leadership clairs. Ils doivent user de processus transparents pour le choix des membres, et ils doivent élaborer des plans d'action clairs pour faire face aux crises et, aussi, pour garantir leur autonomie et leur réussite en tant que organisations locales. Une fois qu'un comité représentatif est mis en place, les partenaires pour la mise œuvre de FFP doivent contribuer à créer de solides liens de collaboration entre le programme CDC, les représentants locaux du gouvernement, et les autorités traditionnelles. Les CDC doivent donner la priorité à la codification et à la dissémination des directives concernant l'utilisation des terres de façon formelle et traditionnelle. **Comment:** Ouvrir les opportunités de représentation des comité à un large public et publier les réunions et les modes de sélection; désigner des membres des CDC pour une collaboration régulière avec les représentants gouvernementaux et traditionnels afin de créer des directives sur la possession et l'utilisation des terres, ainsi que les processus d'acquisition des terres. **Avec qui:** Une sélection générale des membres potentiels des CDC, avec un personnel du programme ayant de très bons rapports avec les représentants gouvernementaux et traditionnels pour garantir (et motiver)

leur collaboration avec les comités liés au programme. **Pourquoi?** Les comités beaucoup plus transparents et représentatifs avec des directives claires pour soulever et traiter les problèmes fonciers permettront d'améliorer la représentation (en créant ainsi beaucoup plus de confiance et de crédibilité chez les bénéficiaires indirects) et permettront aussi aux villages de faire des progrès dans l'amélioration du processus d'acquisition des terres et dans le suivi de leur utilisation afin d'éviter les conflits fonciers.

## IV. TANGANYIKA & LE SUD KIVU: le DFAP FOOD FOR THE HUNGRY

### A. Résumé des objectifs du programme

L'objectif du programme Tuendelee Pamoja était d'améliorer la sécurité alimentaire des familles vulnérables de deux façons: en améliorant les conditions socio-économiques et en améliorant la santé et la nutrition des individus, des femmes, et des jeunes enfants.

**L'objectif stratégique pour l'amélioration des conditions socio-économiques** était structuré autour 1) de l'agriculture et des groupements des producteurs 2) des ressources naturelles et des comités de gestion des terres 3) de l'accès au crédit et de l'accès aux Associations d'épargne et de crédit et 4) de la formation et du fonctionnement des syndicats des producteurs. En ce qui concerne les activités concrètes liées au programme, les activités agricoles ont été divisés en quatre domaines d'intervention: la formation, la multiplication et la distribution des semences, l'élevage des animaux pour améliorer la fertilité des sols, et les efforts intégrés pour lutter contre les parasites des cultures. La gestion des ressources naturelles impliquait la planification de l'usage des terres ainsi que leur réhabilitation et gestion; le reboisement et une étude sur les droits fonciers. L'amélioration de l'accès au crédit impliquait la mise au point des caisses d'épargne et de crédit et leur lien avec les institutions financières. Enfin, le renforcement des producteurs a eu lieu à travers des études sur les liens des producteurs avec les marchés, la mise au point des structures d'entreposage, et la formation.

**L'objectif stratégique de l'amélioration de la santé et de la nutrition des personnes** était fondée sur quatre initiatives principales: 1) le perfectionnement des comportements par le biais des groupes de soutien 2) la diversification du régime alimentaire des personnes 3) la gestion communautaire des causes de la malnutrition et des maladies connexes et 4) l'amélioration de l'hygiène quotidienne à travers le développement des infrastructures, la mise en place des comités, et le changement des comportements. Concernant les activités concrètes, le changement de comportement par le biais des groupes de soutien impliquaient des formations par le personnel du projet et la fortification des réseaux de communication chez les bénéficiaires. La diversification du régime alimentaire reposait sur les jardins potagers et la plantation d'arbres fruitiers, et la

promotion des bonnes pratiques de cuisson. La sensibilisation à la nutrition impliquait le partage d'information, le suivi communautaire, et la participation dans les activités des groupes. Les bonnes pratiques d'hygiène exigeaient des activités pour propager l'information et pour mettre en place et gérer les structures sanitaires.
Le programme comprenait également des activités transversales pour 1) améliorer l'équilibre entre sexes dans la prise de décision au niveau local et dans la répartition du travail, 2) promouvoir l'engagement communautaire dans les processus de développement, 3) soutenir plus de 200 associations et groupements, et 4) aménager plus de 200 hectares de terres.

La touche spéciale est que, à la différence des DFAP administrés par Mercy Corps et ADRA, le programme Food for the Hungry Tuendelee Pamoja était administré dans deux provinces différentes, le Tanganyika et le Sud-Kivu. Dans cette section, nous présentons un résumé général de l'efficacité du programme Tuendelee Pamoja dans les deux provinces, mais nous notons également dans la partie finale de la section dans quelle mesure la mise en œuvre différait dans le Tanganyika et au Sud-Kivu.

## B. Résultats

### 1. Efficacité des modèles de formation

La formation était un élément central du programme Tuendelee Pamoja. FH a organisé une approche de formation en cascade pour les différentes activités de formation susmentionnées afin de renforcer les capacités des acteurs locaux dans la communication de changement social et de comportement (SBCC). La mise au point et la diffusion du matériel pédagogique constituaient également des éléments clés.

Le programme a mis au point et se reposait sur divers supports éducatifs. Ils comprenaient les brochures d'éducation avec plusieurs images et de messages d'accompagnement sur chaque page. Les participants aux formations - en particulier les formations sur la santé et la nutrition – ont par ensuite été demandé d'exécuter ou de faire des jeux de rôles dans les comportements ciblés; l'objectif était la compréhension des leçons par leurs propres routines et de les partager avec les bénéficiaires indirects. Ces supports ont également appuyé d'autres techniques de communication participative telle que le théâtre.

Les participants ont exprimé une certaine frustration envers la forme et les supports des formations. Les observations suivantes ont été faites par les participants des groupes de discussion à Moketo:

- Il y avait beaucoup d'informations sur chaque page.

- C'était difficile de les utiliser efficacement.
- Il n'y avait pas de guide d'utilisateur pour s'assurer que tous les facilitateurs suivront la même procédure lors des groupes de discussion et des visites à domicile.
- Les bénéficiaires n'avaient pas de supports éducatifs à amener à la maison pour être distribués (par exemple des guides sur la santé familiale ou l'agriculture familiale/l'élevage). Plusieurs projets/programmes produisent des supports éducatifs spécifiques pour les animateurs quand les bénéficiaires en ont réellement besoin. Les ménages pourraient utiliser ces supports après la fin du projet.
- Il n'y avait pas de matériel d'appui (affiches, cartes de renseignements, aide-mémoires) au matériel essentiel (boîte à images) pour varier les canaux de communication.
- TEMBEA NA WAKATI (01- 48) support audio: la pièce de théâtre traitait plusieurs thèmes, de ce fait il était difficile pour le public de saisir les messages clés et de les relier aux informations des brochures.

Concerne le contenu des formations, l'équipe d'évaluation a, toutefois, entendu des impressions générales comme quoi les informations données lors des formations ont contribué au changement de comportement. Les participants aux groupes de discussion ont indiqué que les sessions de formation ont été particulièrement efficaces pour inciter les populations locales à utiliser les services de santé (tels que les consultations prénatales et la demande de contraception) et d'adopter et préserver les habitudes essentielles de nutrition, telles que l'allaitement maternel et le lavage des mains. Une femme a dit: « *les formations données par FH ont changé nos façons de penser »* (voir FG2 à Kabulo). Une autre participante a dit à l'équipe d'évaluation: *«J'avais l' habitude d'avoir un bébé par an, ils venaient l'un après l'autre comme* des *escaliers; maintenant FH m'a apprise à espacer mes enfants»(voir* FG2 à Lyapenda) .Une troisième a dit : « *à cause des informations offertes par FH J'amenait mon bébé au centre de santé » (V*oir FG2 à Katudu dans le Sud-Kivu).

Dans les mini-enquêtes, nous avons constaté que 94% des bénéficiaires du projet avaient participé à une forme de formation, et que 40,6% des bénéficiaires indirects dans les mêmes localités avaient, par la suite, participé à une formation en cascade conduite par un bénéficiaire local. Nous ne sommes pas à mesure de déterminer la part qui a participé aux formations conduites par les bénéficiaires DFAP par opposition aux formations conduites par d'autres organisations, parce que, dans beaucoup de cas, les participants étaient dans l'incapacité de discerner qui était derrière les programmes auxquels ils participaient.

Trois défis demeurent en ce qui concerne l'efficacité des modèles de formation et la dissémination aux non-bénéficiaires. Premièrement, le matériel pédagogique a été beaucoup plus utilisé pour l'éveil de conscience plutôt que pour le changement de

comportements à court terme; les bénéficiaires n'ont pas indiqué avoir reçu de supports qu'ils pourraient utiliser pour leur formation continue ou pour former d'autres bénéficiaires de seconde ligne. Deuxièmement, les temps de formation variaient, certains duraient quelques heures et d'autres plusieurs jours. Dans les localités de Moke, Kabulo, Kataki et Lukalanga les groupes de discussion se sont plaints de la mauvaise organisation du calendrier. Troisièmement, les participants ont indiqué l'absence d'un mécanisme clair de supervision et de suivi concernant la formation en SBCC (voir les Discussions des Groupes de Discussion de Mulenda, Miketo; de l'informateur clé-chef de village de Kabuyu). Les participants ont suivi des sessions théoriques et des démonstrations pratiques, en particulier sur l'agriculture et la nutrition (par exemple, la préparation de la bouillie pour les enfants), mais aucun système clair n'existait pour la sélection et la communication avec les participants et, par la suite, le suivi. En conséquence, les non-bénéficiaires dans la FG3 de Kabulo ont exprimé ce qui suit:

- *« Nous gardons toujours nos bébés à* la *maison. »*
- *« Nous ne voulons pas dépenser notre argent dans les consultations prénatales. »*
- *« Quand un enfant est malade, il suffit d'utiliser ce que nous trouvons comme purge dans la forêt. »*

Il est également intéressant de noter que les participants aux groupes de discussion de l'appartenance ethnique pygmée à Kabuyu voyaient peu d'effort de la part du programme FH pour accéder directement à leur communauté. La stratégie de mise en œuvre n'a pas fait de distinction entre les constitutions ethniques des différentes localités, mais dans la mesure où les pygmées représentent une population vulnérable, cibler explicitement les zones à forte concentration pygmées aurait servi les objectifs du programme.

### 2. Liens avec les Marchés et les Services Publics

Les activités spécifiques que Food for the Hungry a mises en œuvre pour renforcer les liens avec les marchés et les services publics sont les suivantes:

- L'amélioration de l'accès au crédit par l'expansion des AVEC
- L'établissement de liens entre les AVEC et les institutions financières
- L'organisation des syndicats de producteurs
- L'organisation de formations au profit des agriculteurs sur l'accès aux marchés et le développement de possibilités collectives d'entreposage des cultures
- L'établissement d'un partenariat avec le gouvernement pour améliorer la production de semences.

Certains participants aux groupes de discussion ont indiqué qu'ils profitaient de nouvelles opportunités au marché grâce à la disponibilité du crédit et à l'organisation de l'entreposage. Par exemple, trois membres de l'association des agriculteurs à Kataki ne cultivaient pas d'oignons auparavant, mais ils ont indiqué qu'ils ont commencé à cultiver suite à ces changements (voir FG1 à Kataki). L'équipe d'évaluation a également rencontré des cultivateurs à Kabuyu qui ont déclaré avoir accru la culture d''ail, de haricots et d'oignons. Une fermière qui a servi d'informatrice clé à Moket a décrit la procédure par laquelle les bénéficiaires dépendaient du programme pour l'amélioration leurs liens avec les marchés: *«les participants ont d'abord travaillé avec les associations des producteurs. De là, ils ont eu des informations sur l'accès au crédit et ils ont commencé à prendre* des *prêts. Une fois qu'ils obtiennent un prêt, ils sont disposés à essayer de nouvelles cultures. Ensuite, ils pourraient continuer à travailler avec les associations pour garder une partie de leurs cultures dans l'entreposage. C'est ainsi que* les *cultivateurs profitent du programme. »*

Il y avait moins de preuves concernant un meilleur accès aux services publics. L'infrastructure routière reste un défi dans de la plupart des sites d'évaluation, et les participants aux groupes de discussion ont exprimé des difficultés pour accéder aux services de santé et aux marchés.

La nature et la force du programme Tuendelee Pamoja en termes de liens entre les bénéficiaires cibles et les acteurs du marché local proviennent principalement d'un meilleur accès au crédit, lequel a permis à beaucoup d'accroître leur rôle sur le marché. Les changements concrets comprennent l'augmentation de la quantité des marchandises sur le marché grâce à la capacité d'accroître la culture de l'oignon et du haricot et à la possibilité d'emmagasiner beaucoup plus de cultures. Par contre, l'accès proprement dit aux marchés ainsi qu'à d'autres services demeure un défi pour beaucoup de gens dans les zones cibles de Food for the Hungry. Les bénéficiaires ont exprimé leur satisfaction totale à l'égard des associations non-gouvernementales de cultivateurs et de producteurs, quoique la majeure partie des informateurs et des personnes interviewées aient indiqué que les rapports avec les acteurs et les services gouvernementaux demeurent fragiles. Les leaders des agriculteurs ont apprécié le partenariat avec le gouvernement à travers INERA (un organisme gouvernemental en charge de la recherche agricole), mais ils ont noté que les avantages arrivent à long terme parce que les cultivateurs doivent essayer différentes semences.

### 3. Changements dans les revenus des ménages et dans les moyens de subsistance

Le programme Tuendelee Pamoja comprenait un certain nombre d'activités conçues pour améliorer directement les revenus des ménages. Il s'agit entre autres des programmes de crédit, des activités de vivres-contre-travail dans le reboisement, et les techniques de transformation (les décortiqueuses et les moulins, en particulier). Les activités de reboisement visaient à influencer à long terme, les revenus à l'échelle communautaire en empêchant l'érosion.

Selon les données des mini-enquête, 77% des personnes interrogées ont déclaré avoir participé à des séances de formation se rapportant à un ou plusieurs programmes; 74% de ces personnes pensent que la formation sur la vente des produits agricoles leurs avait aidé à améliorer leurs pratiques agricoles, et 51% ont déclaré qu'elle avait permis d'accroître leurs ventes. Une optique partagée par un groupe de discussion à Kataki faisait ressortir les avantages de l'accès au crédit:

– *« Le groupe d'épargne et de crédit possède un fonds de solidarité. Chacun doit payer dans la caisse une petite somme en guise d'action. Le montant est fixé dans les règles, et les suscriptions peuvent servir à couvrir les soins de santé ou les dépenses funéraires. » (FG1 à* Kataki)

D'autres ont également souligné les avantages du programme Tuendelee Pamoja en ce qui concerne les moyens de subsistance, quoique le suivi soit manifestement important:

- *«La formation sur l'hygiène a fait disparaître les maladies. Il y a aussi les microcrédits, les vaccinations, les CPN et la formation. Les choses se passent bien. Les revenus ont augmenté, et j'utiliser ce que je gagne pour payer les frais de scolarité et les vêtements» (*Leader des Mères CDC, Moket).

- *«Nous apprenons sur l'alimentation et nous nous améliorons grâce au projet Pamoja Tuendelee »* (FG2 à Kabuyu).

– *« Oui, il y avait des groupes d'épargne, mais ils ne fonctionnent plus parce que ces gens étaient des escrocs. Des fois, quand nous voulions faire des retraits ils nous disaenit qu'il n'y avait pas d'argent, nous avons donc quitté ce groupe » (FG2 à* Lyapenda).

Le rapport de référence de Food for the Hungry indiquait un objectif spécifique de 100 hectares de reboisement par an en vue de soutenir les moyens de subsistance. Le reboisement a été une réussite mais les acteurs agricoles à Kikango et à Miketo ont exprimé leur inquiétude sur le fait que les CDC en charge de la gestion des programmes de reboisement n'étaient pas choisis de manière transparente ou n'étaient pas représentatifs de la communauté (leader agricole, Kikango; pasteur-bénéficiaire à Miketo).

Dans la mini-enquête, seulement 54% des personnes interrogées étaient au courant de l'existence des plans.

Selon les informateurs clés à Kikango, Miketo et Lyapenda, les activités de transformation ont moins réussi par rapport aux activités de crédit et de reboisement. Les problèmes techniques survenaient fréquemment au niveau du mécanisme de transformation, toute chose qui a sapé le potentiel de profits et d'efficacité.

Les programmes de crédit et les possibilités de vivres-contre-travail ont été aperçus positivement par les participants au programme Tuendelee Pamoja. Les bénéficiaires du programme ont indiqué qu'ils prenaient les prêts à un rythme plus élevé que les non-bénéficiaires (23% contre 14,5%), et de nombreux participants aux groupes de discussion assimilaient les opportunités vivres-contre-travail au fait d'avoir un emploi (FG2 à Lyapenda).

### 4. Evolutions dans les pratiques nutritionnelles et sanitaires

Concernant le **régime alimentaire,** les participants au programme indiquent avoir compris la nécessité de diversifier les repas, et ils déclarent consommer des repas très souvent: dans la mini-enquête 96,8% des bénéficiaires contre 81,3% des non-bénéficiaires déclarent consommer au moins deux repas par jour.

Les rapports narratifs et la confirmation de la part des informateurs clés indiquent l'application des modules suivants concernant les pratiques nutritionnelles et sanitaires:

- Le régime alimentation de la mère
- La planification familiale (espacement des naissances, la contraception)
- Le VIH/SIDA
- Le paludisme et les vers intestinaux (identification et prévention)
- L'hygiène et l'assainissement (lavage des mains, latrines, etc.)
- Les soins des nouveau-nés

Concernant **les soins des enfants,** l'allaitement maternelle est citée comme étant importante à la fois chez les bénéficiaires et non-bénéficiaires; et concernant les vaccinations, les enfants des bénéficiaires sont susceptibles d'être vaccinés plus que leurs homologues (Voir Annexe, Tableau 1.1).

Concernant l'**assainissement,** les bénéficiaires des groupes de discussion (FG2 à Katudu, Sud-Kivu; FG2 à Kabulo) ont exprimé une plus grande prise de conscience de l'importance de la propreté. Toutefois, dans les mini-enquêtes, il n'y avait pas de grande différence entre ces résultats et ceux des non-bénéficiaires: ils sont un peu susceptibles de déclarer avoir des postes de lavage des mains à côté des toilettes plus que leurs homologues (39%

contre 34%) et de laver les mains avant de préparer les repas (95% contre 83%). Cette dernière différence est statistiquement importante 95% de niveau de confiance; la première ne l'est pas. Les bénéficiaires déclarent également être susceptibles d'utiliser l'eau de puits plus que les eaux de source (39,6% contre 15,7%, p <.05).

L'un des aspects majeurs des activités sanitaires et nutritionnelles de Tuendelee Pamoja était l'exposition des bénéficiaires aux messages sanitaires à travers différents canaux de communication, y compris les infirmières des centres de santé locaux, les relais communautaires et les mères leaders dans la communauté; et les programmes des radios communautaires gérés par la Fondation Lokolé (une initiative participative de théâtre de Search for Common Ground, l'un des partenaires pour la mise en œuvre de Food for the Hungry). Une fois de plus, cela n'a pas nécessairement fait de distinction entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires.

Les informateurs clés et les participants aux groupes de discussion ont informé l'équipe d'évaluation des changements concrets suivants dans le cadre de la conduite alimentaire et de la connaissance (cueillie de la collection des groupes de discussion):

| Les Evolutions des Connaissances et des Pratiques Nutritionnelles | |
|---|---|
| **Avant** | **Après** |
| Les femmes se rendaient rarement aux centres de santé | Les femmes ont largement exprimés une connaissance et la pratique des consultations prénatales dans les centres de santé |
| Certaines femmes n'avaient pas l'habitude de donner du colostrum à leurs nouveau-nés | Les femmes qui ont participé à la formation des mères ont indiqué qu'elles allaitent leurs nouveau-nés dans l'heure suivant l'accouchement pour qu'ils profitent du colostrum |
| Souvent les femmes arrêtaient précocement l'allaitement, en particulier celles qui travaillent aux champs | Les femmes ont largement souligné l'importance de continuer à allaiter jusqu'à deux ans |
| Beaucoup de femmes ont dit qu'elles n'avaient pas assez de considération pour la variation des groupes d'aliments pendant la préparation des repas | Les femmes ont largement exprimées une connaissance accrue de (sinon pratiquent toujours) l'inclusion de différents groupes d'aliments |

Enfin, concernant la prévention du paludisme, l'enquête montre que 60% des ménages bénéficiaires et 43,8% des ménages non-bénéficiaires déclaraient utiliser des moustiquaires traitées; tandis que 60,5% des bénéficiaires et 78,6% des non-bénéficiaires

déclaraient avoir dormi sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide la veille de l'enquête. L'enquête a également révélé que 57,9% des bénéficiaires en état de grossesse et 50% des non-bénéficiaires en état de grossesse indiquaient avaoir passé la nuit précédente sous une moustiquaire traitée. Le fait révélateur est que dans un groupe de discussion avec les non-bénéficiaires à Katanga, les participants ont déclaré que les stratégies de prévention du paludisme se propagent, et qu'elles ont bénéficié des formations sur la prévention du paludisme à partir d'autres sources.

### 5. Changements dans les normes de genre

Le programme Tuendelee Pamoja a abordé les normes de genre en grande partie par la transmission d'informations et la sensibilisation à travers les canaux acceptés socialement:

- Les Mères leaders ont fait des séances de sensibilisation et de la communication interpersonnelle avec les couples et leurs enfants âgés
- La Fondation Lokolé (à travers Search for Common Ground) à diffuser des informations sur l'égalité des sexes à travers le théâtre participatif.
- Les leaders religieux ont partagé les messages deTuendelee Pamoja sur le genre avec leurs communautés.
- Les groupes d'écoute sur le genre (également mis en œuvre par SFCG) a fait la promotion du partage d'expériences, et les champions du genre ont été récompensés en leur qualité de contributeurs exceptionnels.

Nous résumons certaines tendances dans les attitudes, mais nous soulignons que les résultats doivent être traités avec prudence: parce que les normes sur l'égalité des sexes sont en grande partie compris comme étant acceptables socialement, les personnes interrogées peuvent déclarer soutenir ces normes, même si, dans la pratique, elles ne le font pas.

Les hommes participants au programme ont indiqué qu'ils doivent compléter les femmes plutôt que les dominer dans le foyer. Presque tous les participants aux groupes de discussion ont dit que les filles ont exactement autant de droits à l'éducation que les garçons. Par exemple: *«La formation de SFCG nous a permis* de *comprendre que* les *filles doivent recevoir une éducation avant* de se *marier. Elles peuvent se marier à l'âge de 20 ou même 25 ans, après avoir terminé leurs études» (FG1,* village de Kataki). Toutefois, quant à la violence familiale, certains hommes pensent encore qu'ils peuvent frapper leurs femmes de n'avoir pas fait ce qu'ils disent: "*Si la femme n'obéit pas à son mari, alors tu as souvent besoin de la frapper. Comme le dit le proverbe 'BIKONI, NKONZI' – il faut battre le fer quand il est chaud "(P1,* FG1, Kataki). Les femmes des groupes de discussion étaient réticentes à parler de leur traitement dans leurs foyers.

La mini-enquête demandait aux répondants une série de questions sur les normes de genre. Dans la plupart des cas, concernant les sujets tels que l'éducation, la prise de décision, et la taille de la famille, les bénéficiaires ont exprimé une adhésion totale à l'égalité des sexes. Par exemple, 12,7% des bénéficiaires contre 21,9% des non-bénéficiaires disaient que les hommes ont tort de discuter de la taille de leur famille avec leurs femmes, et seulement 2% des bénéficiaires contre 21% des non-bénéficiaires disaient que l'instruction devrait être réservée aux garçons. Toutefois, concernant les passages à tabac et la participation aux activités à l'extérieur, les bénéficiaires étaient en réalité peu favorables aux droits des femmes. Cela peut paraître une conclusion singulière, mais de près, elle ne reflète aucune avancée de la part du projet à cet égard précis.

Dans l'ensemble, l'équipe d'évaluation a constaté que certaines activités de sensibilisation ont bien fonctionné; en particulier, la dissuasion du mariage des enfants et la valorisation de l'instruction des filles. Toutefois, les changements en faveur de la prise de décision des femmes et des relations plus équitables entre hommes et femmes restent à la traîne.

### 6. Résultats des interventions de réduction des risques de catastrophes

Les activités spécifiques de réduction des risques de catastrophes mises en place dans le cadre du programme Tuendelee Pamoja comprenaient:

- La formation des comités de gestion des ressources naturelles
- Les initiatives de reboisement qui comprenaient la plantation d'arbres et d'autres techniques de prévention de l'érosion
- Les comités d'étude des droits fonciers

L'équipe d'évaluation a observé les zones de reboisement et a discuté des initiatives de gestion et des droits fonciers avec les informateurs clés et les groupes de discussion. Ces sources insinuent que des mesures concrètes ont été prises, quoique les avantages ne soient pas toujours visibles sauf en cas d'éventuelle catastrophe naturelle dans la région. Par exemple, à Lyapenda, le vice-président du CDC a expliqué que certains membres du comité travaillant sur la RRC considéraient les sessions de préparation trop «théoriques». Les membres d'un groupe de discussion à Kataki partageaient l'idée comme quoi «*Tuendelee Pamoja a fait des choses pour que nous soyons prêts. Nous ne savons pas ce qui se passera quand une grave sécheresse ou une inondation surviendra, mais au moins nous avons quelque chose maintenant (en faisant allusion aux zones reboisées et aux fossés de drainage)* » (FG1 à Kataki). Les données de la mini-enquête indiquent que 55% des personnes interrogées sont au courant des initiatives locales de lutte contre les catastrophes naturelles. En plus, 50% ont indiqué que quelqu'un dans la communauté leurs a parlé des mesures de Réduction des Risques de Catastrophes.

L'équipe d'évaluation a estimé que la qualité de ces initiatives de RRC était bonne, mais dans certains cas, elle était encore trop abstraite. Les initiatives que les populations

peuvent observer et dans lesquelles ils peuvent prendre part (tels que la plantation d'arbres, creusement des fossés et la construction de barrières) procurent des avantages directs et servent également d'outils de prise de conscience de la RRC en attendant la survenue de catastrophes réelles. Les plans de gestion des ressources naturelles sont également importants, mais jusqu'à ce que la planification produise des résultats, les populations ont beaucoup de mal à apercevoir les avantages. C'est pareille en ce qui concerne les discussions sur les droits fonciers; un des participants aux groupes de discussion a déclaré que «*nous sommes à la merci du gouvernement en matière de droits fonciers, donc nous devons juste attendre et voir ce qui va changer*» (FG1 à Moket).

### 7. Résultats de la gouvernance et des initiatives de résolution des conflits

Le programme Tuendelee Pamoja a fait la promotion de la gouvernance et de la résolution des conflits à travers les CDC, qui facilitent l'organisation sociale et la mobilisation, et qui aident à résoudre les conflits et à négocier les formes innovantes d'occupation des terres. Toutefois, les CDC ne semblent pas avoir beaucoup d'autonomie de traction - plus de 80% des personnes interrogées ont dit que les comités existent seulement à cause du projet – et beaucoup de participants aux groupes de discussion à Mulenda, Kabulo, et à Mwergerera (Sud-Kivu) ont fait remarqué que les CDC devraient encore résoudre de sérieux problèmes concernant la représentativité de leurs membres. D'autres ont fait remarquer que les CDC fonctionnent bien seulement lorsque les dirigeants engagés sont déterminés, un sentiment soutenu par des interviews en profondeur:

*«J'étais impliqué dans la résolution d'un conflit entre les voisins et [nom expurgé]. Il y a des comités de gestion des terres qui fonctionnent. La terre est distribuée par le chef du village et il n'y a pas de conflit. La technique de résolution des conflits est le pardon; acceptes que tu as perdu pour ne provoquer pas de conflit* » (Pasteur à Kataki).

*« Le CDC fonctionne bien. Il plante des arbres, et en tant que président, je résous personnellement les conflits entre agriculteurs, bergers et propriétaires de bétail »* (Cultivateur et président de CDC, Moket; NB: l'équipe d'évaluation n'était pas à mesure de confirmer cela auprès des agriculteurs).

« *Après l'élection des dirigeants, le CDC était composé de leaders et des membres du groupe dont le souci était la formation des autres. Mais le CDC a été mis en place après la distribution, donc ces dirigeants n'étaient à mesure de superviser les choses. Ça aurait dû se passer dans le sens contraire»* (Leader paysan à Mwegerera, Sud-Kivu).

### 8. Durabilité des interventions du programme

Les informateurs clés ont exprimé des possibilités de durabilité, particulièrement dans les domaines de la nutrition, des techniques agricoles et de l'accès au crédit:

*«Le régime alimentaire des enfants est en train de changer. Je n'avais pas l'habitude de consommer les légumes, et mes enfants non plus, mais avec FH nous avons augmenté notre consommation de légumes et d'autres aliments et nous sommes en bonne santé... Nous avons adhéré à une Caisse d'épargne et de crédit et nous avons obtenu un prêt pour créer une petite entreprise. Le revenu de cette entreprise couvre les frais de scolarité des enfants. Je peux emprunter jusqu'à hauteur de 50.000 FC pour la nourriture et les frais de scolarité »* (producteur-bénéficiaire à Katudu, Sud-Kivu).

*« Ils nous ont enseigné les différentes techniques agricoles et des jardins potagers. J'utilise ces techniques dans mon champs et elles marchent bien »* (Leader des femmes, Mwegerera, Sud-Kivu. NB: elle a parlé de ses activités courantes, sous-entendant qu'elle va les poursuivre à cause de leur fonctionnalité).

*«Les enfants dorment sous des moustiquaires et boivent de l'eau potable. Ils ont un bon régime alimentaire et ils sont propres. S'ils tombent malades, nous les amenons au centre de santé (...) Les femmes enceintes mangent la même nourriture comme d'habitude et le docteur a dit lors des CPN qu'il n'y a rien qu'elles ne peuvent consommée»* (Agriculteur et président de CDC, Moket, parlant des changements de comportements qui sont devenus la norme maintenant).

Cependant, des efforts sont déployés dans beaucoup de villages sur une vaste zone géographique, et le même modèle d'intervention est utilisé sans tenir compte du contexte local ou de la situation géographique. Cela peut être un problème dans la mesure où les programmes priorisent certains comportements qui ne représentent pas un problème majeur pour les populations et tout en négligeant les préoccupations les plus pressantes. Considérons ce qui suit:

«*Je suis impliqué dans la résolution des conflits à travers le théâtre participatif. Cela couvre différents thèmes, tels que les hommes courageux, les hommes paresseux, les problèmes d'héritage et les conflits fonciers. Mais ici, ce sont surtout les problèmes fonciers qui dominent, en particulier les litiges concernant les limites des champs parce que les gens sont très attachés à leurs champs»* (leader des femmes, Mwegerera, Sud-Kivu).

*« Les porcs qui ont été distribués (1 pour 2 familles) sont morts au bout de quelques mois (d'une maladie non identifiée qui n'a pas été suivi). Pendant ce temps, en 5 ans, il y a eu 2 jours de formation sur l'agriculture. Voilà ce dont nous avions besoin ici»* (notes de terrain, Mwegerera, Sud-Kivu).

Concernant les CDC, les participants aux groupes de discussion de Kikango, Miketo, Moket et Lyapenda ont largement fait remarquer que les CDC ne remplissent pas leurs rôles et que leurs capacités financières et techniques sont limitées (appuyé par un vice-

président d'un CDC à Lyapenda). Les sessions de formation sont généralement de courte durée et les apprentissages ne sont pas évalués.

Aussi, les stations de multiplication des semences ne semblent pas être durables. Elles ont été fortement subventionnées par le projet et n'ont aucunes autres sources de financement claires. Selon les représentants FH, plus de 100 000 $ de financement annuel est nécessaire pour le fonctionnement des stations, donc sans le soutien constant de FFP elles moins de chance de continuer sous leur forme actuelle.

### C. Conclusions et enseignements tirés (voir Tableau A5 en annexe)

Les résultats exposés brièvement ci-dessus suggèrent les points forts et les points faibles du programme Tuendelee Pamoja de la façon suivante:

**Les Forces**

1) Le contenu des formations a été efficace en termes de changement de comportements (voir p. 57-58). Les participants ont fait état de réactions positives concernant les démonstrations pratiques lors des formations, et les formations en cascade à l'endroit des bénéficiaires indirects semblaient fonctionner un peu mieux par rapport aux autres DFAP, mais, toujours avec des lacunes (p. 58).

2) Les activités agricoles et de reboisement ont été d'un grand succès dans le programme Tuendelee Pamoja. Les associations professionnelles et foncières ont émergé, et les participants ont annoncé avoir remarqué les avantages du reboisement (p. 60), qui leurs offrent des avantages économiques en aval. Les participants ont indiqué que les aspects vivres-contre-travail des activités de reboisement ont été particulièrement utiles (p. 60).

3) Les programmes de crédit ont efficacement appuyé les associations de crédit et ont amélioré l'accès au crédit. Comme indiqué ci-dessus, les bénéficiaires ont déclaré obtenir de petits prêts qui leurs ont permis de générer des revenus (p. 60, et ils ont été soutenus par la collaboration existante au sein des organisations. Les bénéficiaires agricoles étaient également à mesure de mieux exploiter les possibilités de crédit en raison des collaborations et des contributions des experts externes (p .59).

4) Les soins de l'enfance, l'assainissement, la nutrition, et l'accès à l'eau potable semblent s'être améliorés, au moins en termes de prise de conscience. Les données de la mini-enquête suggèrent que des tendances positives en faveur du lavage des mains et la

consommation de l'eau potable sont évidentes, et les femmes des groupes de discussion indiquent avoir appris de nouvelles méthodes de protection de l'enfance et des normes de nutrition (p. 61-62). Il est difficile de savoir si les avantages des activités FH dépassent les progrès des non-bénéficiaires; des chevauchements existent dans les interventions.

5) La prise de conscience sur l'égalité des sexes s'est améliorée. Les hommes et les femmes reconnaissent tous l'importance du rôle des femmes. Les défis comportementaux persistent et les avantages sociaux exprimés dans les réponses ne peuvent pas être rejetés par certains participants du sexe masculin, mais l'équipe d'évaluation a noté que les conversations sur le rôle du genre et l'égalité des sexes commençaient à se dégager (p. 63).

**Les Faiblesses**

1) Souvent l'organisation des formations en SBCC n'était pas claire et ordonnée; les formations n'étaient pas non plus adaptées de façon appropriée aux besoins locaux (à savoir les centres d'intérêt agricole et pastoral) (p. 58). Come également noté ci-dessus, les participants ont exprimé leur frustration par rapport au calendrier et à la durée des formations et ils ont souvent constaté une disparité entre leurs priorités et le centre d'intérêt des formations (p. 57).

2) La formation en cascade ne s'est pas suffisamment propagée aux bénéficiaires de deuxième ligne, et le matériel d'appui n'était approprié (voir p. 57). Les bénéficiaires n'ont pas relayé la formation aux non-bénéficiaires. Les participants voulaient également plus de matériel d'apprentissage de qualité avec lequel ils allaient poursuivre leur formation. De nombreux bénéficiaires indirects potentiels semblaient être à l'attente de documents-matériels tels que le matériel de lecture et les brochures de formation.

3) Les efforts de collaboration visant à améliorer les liens avec les marchés par la création de possibilités d'entreposage et l'accroissement de la production agricole ont été efficaces, mais les liens avec les marchés ont par ailleurs été sapés par la mauvaise qualité des routes d'accès (p. 59) et les défis techniques concernant l'utilisation des moulins et des décortiqueuses. Les liens avec les services publics n'ont jamais été bien établis pendant le programme Tuendelee Pamoja (p. 59).

4) Le fait de subventionner les centres de multiplication de semences est prometteur de durabilité. Les participants veulent des semences à très bas prix, il est donc possible qu'ils soient retissant à payer des prix plus élevés, une fois les subventions arrêtées (voir p. 65).

5) L'efficacité des CDC a été limitée par des questions de représentativité et de défaut de suivi (p. 64). Plusieurs participants se sont plaints du processus de sélection, et les informateurs clés ont indiqué que les CDC ont été uniquement efficaces lorsqu'un leader local bien engagé était concerné. Ils ont également manqué d'autonomie qui serait nécessaire pour une efficacité durable au-delà de la durée de vie du projet.

**Efficacité du programme à atteindre ses objectifs fondamentaux**

Cette section expose les grandes lignes de l'efficacité du programme Tuendelee Pamoja II de Food for the Hungry, parce qu'elle se rapporte aux objectifs fondamentaux du programme. Elle se fonde sur les preuves, les forces et les faiblesses présentées ci-dessus. Veuillez vous référer aux sous-sections susmentionnées pour les preuves étayant ces observations sommaires du DFAP Food for the Hungry.

**1) Efficacité des Modèles de Formation et de BCC**

- Dans quelle mesure les modèles de «formation des formateurs» et de «formation en cascade » et d'autres modes de BCC contribuent à la dissémination de l'information, des compétences et des connaissances, et avec quelle précision?
    - Il existe des preuves concernant la formation des bénéficiaires indirects par les bénéficiaires directs du programme. Toutefois, la dissémination des compétences et des connaissances demeurait assez limitée, et la frustration concernant le matériel et la conception de la formation a sapé les possibilités de propagation des changements de comportements.
- Quelles sont les preuves pour insinuer que des informations, compétences et/ou connaissances « se sont propagées » des participants directs du programme aux non-participants?
    - Les preuves issues des mini-enquêtes révèlent que les bénéficiaires indirects ont bénéficié de formations à un certain degré. Concernant les retombées aux non-participants n'étant pas en contact avec le programme, il est difficile d'évaluer le degré auquel les activités de Food for the Hungry se sont propagées parce que d'autres projets

dans la région travaillent également sur l'agriculture, l'alphabétisation, la nutrition et les besoins sanitaires et les non-participants que nous avons interrogés étaient généralement incapables d'attribuer la responsabilité aux programmes ou aux leçons qu'ils ont apprises.

- Par quelle manière le rythme/la précision de l'application des connaissances et des compétences changeait aux différents niveaux?
    - Le rythme et l'efficacité des formations pour les bénéficiaires directs étaient sapés par une organisation et un calendrier désordonnés de la formation; cela a rendu difficile pour les bénéficiaires de se retrouver dans un rythme de la formation et de préserver les avantages qu'ils avaient acquis d'une période à une autre. La frustration concernant le matériel de formation et les leçons n'étant pas adaptés aux besoins locaux a, en outre, freiné la propagation des compétences et des connaissances aux bénéficiaires indirects.

**2. Force des Liens avec les Marchés et Services Publics**

- Quelles sont la nature et la force des rapports entre les bénéficiaires cibles et les acteurs du marché local (par exemple l'amélioration de l'accès aux intrants et au crédit, l'amélioration des ventes, etc.)?
    - La nature des liens avec les marchés dépend en grande partie de l'amélioration des possibilités de crédit chez des agriculteurs. Ils se servaient des crédits pour développer les variétés de produits agricoles et la production et, ensuite, pour améliorer leur présence sur le marché. Toutefois, la force des liens des bénéficiaires avec les marchés est limitée par l'état des routes; l'amélioration de l'état des routes n'était pas une priorité dans les zones concernées par l'évaluation. En outre, tandis que l'amélioration de l'accès au crédit a aidé les agriculteurs, les défis techniques limitaient l'efficacité du programme dans l'amélioration des activités de transformation.
- Comment ceux-ci ont-ils changé depuis le début du projet?
    - Les participants ont indiqué que, suite à leur participation aux associations et programmes agricoles, ils ont d'abord bénéficié de la collaboration à une échelle plus grande qu'ils ne l'étaient avant le projet. Ensuite, ils ont appris des possibilités et ils ont profité du nouvel accès au crédit. Enfin, les bénéficiaires semblaient disposés à

poursuivre la culture des produits agricoles d'une manière qu'ils ne l'étaient probablement avant le projet.

- De même, quelles sont la nature et la force des liens entre les communautés ciblées et les services gouvernementaux et non-gouvernementaux chargés du développement agricole, sanitaire et nutritionnel et de quelle façon ont-ils changé pendant la durée des projets?
    - Les bénéficiaires du projet n'ont pas indiqué avoir de rapports étroits avec les services publics suite au programme Tuendelee Pamoja. Ils étaient limités en partie par la mauvaise qualité des routes d'accès. Un point positif a été la collaboration avec les représentants de l'INERA.

**3. Changements dans les Revenus des ménages et dans les Moyens de Subsistance**

- De quelle manière les bénéficiaires estiment que les interventions du projet ont influencé les revenus et les moyens de subsistance des ménages?
    - Les bénéficiaires ont indiqué que le programme Food for the Hungry a contribué aux revenus des ménages à la fois de façon directe et indirecte. L'accès des femmes au crédit semblait avoir l'impact le plus direct sur les moyens de subsistance des ménages. Les programmes vivres-contre-travail ont également eu des avantages tangibles sur les moyens de subsistance des ménages en fournissant de la nourriture supplémentaire, en plus de donner aux travailleurs des avantages moins tangibles sur le plan de la confiance en soi. De façon indirecte, les participants ont indiqué que les activités de Food for the Hungry ont amélioré les comportements nutritionnels et le régime alimentaire des mères et des enfants. L'impact sur les moyens de subsistance des ménages n'est pas encore visible mais les participants ont reconnu le potentiel. En outre, les activités de plantation d'arbres et de drainage peuvent rapporter des dividendes à long terme sur le plan de la productivité.
- Lesquelles des interventions ont eu plus ou moins d'influence sur les revenus et les moyens de subsistance des ménages? Pourquoi?
    - L'accès des femmes et des agriculteurs au crédit a eu le plus grand impact sur les revenus des ménages. Les bénéficiaires ont décrit l'investiture directe de ces ressources dans les besoins cruciaux des ménages ou dans les activités génératrices de revenus. La

collaboration entre les participants au sein des associations agricoles a également rapporté des dividendes, parce que les participants ont appris de nouvelles stratégies et ont eu accès à l'entreposage leur permettant de vendre les cultures à des moments plus opportuns et, donc, à de meilleurs prix. Les activités destinées à la phase de la transformation ont été moins efficace: les participants ont exprimé leur frustration à envers les défis techniques se rapportant aux activités de moulage et de décorticage qui, par contre, pourraient apporter de la valeur ajoutée avant le marché.

**4. Evolutions dans les Pratiques Nutritionnelles**

- Les trois DFAP ont adopté des modèles différents pour améliorer la situation nutritionnelle des bénéficiaires. Que peut-on comprendre des défis et de l'efficacité des différentes méthodes?
    - Le DFAP Food for the Hungry s'est focalisé sur les groupes de soutien pour le partage de compétences et de connaissances et pour le renforcement des changements de comportements. Il a également mis l'accent sur le changement des régimes alimentaires, qui s'est révélé être un point fort du programme: les mères ont exprimé des améliorations dans leur propre régime alimentaire d'une certaine façon que les bénéficiaires d'autres programmes ne l'ont fait. L'un des défis de la dépendance d'un modèle de groupes de soutien est le risque de perdre des avantages en termes de connaissances, étant donné que les réunions et les groupes de soutien n'ont pas lieu à intervalles réguliers. Un modèle qui se repose sur les formations et les groupes de soutien est également sujet de lacunes dans le suivi pouvant sapées les avantages.
- Dans quelles mesures les attitudes et les pratiques des parents à l'égard de l'alimentation et des soins de l'enfance ont-elles changé au cours des dernières années?
    - Les participants ont indiqué des changements de comportement suite au contact avec le programme au cours des dernières années. Les mères ont indiqué avoir pris conscience et appliquer des techniques améliorées d'allaitement (donner du colostrum et allaiter exclusivement les nouveau-nés). Elles ont également exprimé une plus grande familiarité avec les comportements d'hygiène (tels que

le lavage des mains) pouvant améliorer les soins qu'elles donnent aux nouveau-nés.

- Comment est-ce que les parents qui ont eu un autre enfant après avoir été gradués par l'intervention nutritionnelle de DFAP nourrissent et prennent soins de ce nouvel enfant comparé aux enfants nés précédemment?
    - L'équipe d'évaluation n'était à mesure d'identifier clairement les changements d'une naissance à l'autre chez les mères qui avaient participé au programme. Toutefois, les mères impliquées dans les activités nutritionnelles et sanitaires espaçaient beaucoup plus leurs naissances ou au moins disaient avoir compris l'importance de l'espacement des naissances. Cela insinue que les enfants nés après que leurs mères aient participé aux activités du programme ont beaucoup plus de chances d'avoir accès à une nutrition et des soins meilleurs.
- Est-ce que ces mères mangent bien et suivent des soins pré et post-nataux pendant et après leurs dernières grossesses?
    - Les changements diététiques semblaient être un avantage important du programme Tuendelee Pamoja: les mères ont indique qu'elles mangeaient des repas plus équilibrés et allaitaient leurs enfants plus souvent. Les avantages des soins pré et post-nataux n'étaient pas aussi visibles dans le cadre du programme, bien que les mères ont indiqué qu'elles fréquentaient les centres de santé plus fréquemment et faisaient des consultations prénatales dans les centres de santé.

**5. Changements dans les Normes de Genre**

- Après avoir pris part aux interventions DFAP, dans quelle mesure les perceptions des bénéficiaires masculins et féminins ont changé à l'égard des rôles, des responsabilités et des opportunités des hommes et des femmes concernant: la prise de décisions au niveau du ménage, de la communauté; les travaux domestiques et la génération de revenus; la participation dans les institutions communautaires et sociales; l'accès aux et le contrôle sur les ressources ménagères et communautaires ; et la liberté d'expression et de mouvement?
    - Les hommes et les femmes qui ont participé au programme ont exprimé une plus grande compréhension des possibilités de prise de décisions des femmes, quoiqu'il ait toujours des progrès à faire en termes de prise de décisions et d'équilibre des rôles entre sexes. La

génération de revenus par les femmes s'est améliorée dans de nombreux foyers, et il n'y avait pas de preuves évidentes indiquant que cela a créé des tensions au niveau des ménages. Toutefois, des preuves indiquant la violence familiale persisterait dans les ménages insinuent que les femmes manquent encore d'importantes libertés.

- Quelles sont les preuves démontrant que certaines interventions étaient plus ou moins efficaces que d'autres en termes d'influences sur les attitudes des hommes ou des femmes?
    - Les preuves issues des groupes de discussion et des mini-enquêtes indiquaient que les efforts visant à améliorer les opportunités des filles ont été particulièrement efficaces; les femmes et les hommes soutiennent tous l'éducation des filles et la baisse de la pratique du mariage des enfants. Les participants n'ont pas exprimé une grande préférence en faveur des concertations avec les leaders à travers, par exemple, le théâtre participatif; ils ont plutôt insisté sur le contenu des diverses formes de communication.
- Quelles sont les preuves démontrant que ces attitudes seront ou ne seront pas propagées plus largement dans la localité après la fin des projets?
    - Le soutien aux opportunités des filles à la fois chez les femmes et les hommes a amené l'équipe d'évaluation à croire que ces changements pourraient perdurer et seraient propagés plus largement après la durée de vie du projet. Voilà un domaine dans lequel les ménages peuvent communiquer plus librement et peuvent observer les comportements des autres ménages (par exemple, qui envoient leurs filles à l'école). par contre, cette preuve n'a pas convaincu l'équipe d'évaluation comme quoi les changements des rôles des sexes dans le foyer se propageront à cause du programme: les questions relatives aux préjugés sur les avantages sociaux persistent, et les hommes qui ont participé au programme n'ont pas démontré un plus grand respect des droits de leurs épouses (c'est-à-dire, en termes de violence familiale).

## 6. Les Rendements des Interventions RRC

- Quelle est la qualité des mesures communautaires et familiales concernant la réduction des risques de catastrophes et des plans pris en charge par les interventions du projet?

- Les activités de réduction de risques et de catastrophes ont été mises en œuvre de bonne foi par le personnel et les collaborateurs du programme, mais à certains égards, les participants ont perçu les formations et le transfert de connaissances comme étant trop abstraits. Par contre, lorsque les activités concrètes ont été mises œuvre, les participants ont reconnu les avantages pour la communauté; c'était le cas pour plusieurs projets de plantation d'arbres et la construction de fossés de drainage. Tout comme les interventions ADRA, la qualité des mesures de RRC entreprises au niveau familial était plus faible ou plus difficile à observer. Par exemple, les ménages bénéficiaires n'avaient pas planté beaucoup d'arbres dans leurs concessions.

- Quels sont les facteurs favorisant ou remettant en cause le développement, la mise en œuvre, ou la qualité de ces plans et pratiques?
  - Le manque de clarté concernant le contrôle des terres reste un défi pour les efforts locaux de réduction des risques de catastrophes; tant que les populations perçoivent la terre comme étant sous le contrôle du gouvernement, elles sont susceptibles de continuer à croire que c'est le gouvernement qui doit faire face aux potentielles menaces à la terre en termes de catastrophes naturelles ou autres. En outre, la nature théorique du transfert de l'information peut entraver le transfert des compétences et des connaissances. Engager les participants dans les activités concrètes telles que la plantation a favorisé la réussite des efforts de RRC.

## 7. Les Résultats de la Gouvernance et des Initiatives de Résolution des Conflits

- Quelles sont les preuves laissant entendre que les initiatives de la gouvernance des DFAP ont affecté le régime foncier, l'accès à la terre, et/ou les conflits au sein des communautés?
  - Les preuves ne laissent pas entendre que les initiatives Tuendelee Pamoja ont eu un impact concret sur les questions foncières et les conflits dans la zone d'étude. Les initiatives de la gouvernance et de résolution des conflits fonctionnaient en grande partie à travers les CDC, mais les participants ont indiqué qu'en général ces comités dépendaient beaucoup des contributions des membres influents de la communauté et qu'ils ont été mis en place uniquement en réponse aux activités planifiées.

- Quelles sont les initiatives qui ont eu le plus ou le moins de réussite et pourquoi?

Les efforts visant à engager des actions collectives au niveau local à travers des activités comme la plantation d'arbres ont efficacement contribué à atténuer les effets des conflits. Ces efforts pouvaient servir de moyen pour faire tomber les barrières sociales séparant les familles ou les groupes d'identité. Les projets portant sur la propriété et les droits fonciers ont connu moins de succès en raison, peut-être, du fait que les CDC n'ont pas bénéficié de la confiance entière de la communauté. Les CDC peuvent être un moyen efficace d'aider à apporter des améliorations dans la gouvernance au niveau local et dans la résolution des conflits, mais pour atteindre ce but, ils auront besoin d'une meilleure organisation et d'une plus grande autonomie.

**8. La Durabilité des Interventions du Projet:**

- Quelles sont les indications qui permettent de s'assurer de la survie des compétences, des pratiques, des comportements, des systèmes de données et des liens déterminants pour le maintien des résultats du programme de sécurité alimentaire après le retrait du projet ?
- L'une de ces indications permettant de s'assurer de la pérennité de certains aspects du projet Tuendelee Pamoja s'appuie sur le fait que les participants aux groupes de discussions et les principales personnes de ressources ont commencé à mettre en œuvre dans le contexte des ménages les techniques et les compétences apprises. Cela concerne notamment les techniques de stockage des produits agricoles, les informations nutritionnelles et sanitaires liées aux soins des nouveau-nés et aux régimes alimentaires des ménages ainsi que la gestion des microcrédits destinés à faire générer des revenus.
- Etant donné cela, quels en ces aspects ? quels sont les facteurs qui affectent la durabilité des interventions du projet ?
    - Les Associations de Microcrédit et d'Epargne du Village semblent constamment prêtes à continuer à œuvrer pour le bien-être des ménages au-delà du projet. La durabilité des formations sur la nutrition dépendra uniquement de l'engagement constant des infirmières, des mères leaders et d'autres principales sources d'informations agissant aux cotés des groupes de soutien aux femmes. Le transfert des compétences et connaissances par les bénéficiaires directs à l'endroit des bénéficiaires indirects n'était pas assez soutenu pour se reposer uniquement sur les formations en cascade afin de maintenir les bénéfices du projet. Les défis technologiques liés à

l'utilisation et à l'entretien des équipements agricoles ont affecté certaines possibilités de durabilité et les centres pour la multiplication des semences sont apparemment trop gourmands en ressources. Ceci ne permet pas d'assurer à travers les subventions la durabilité des initiatives.

**9. Enseignements Tirés**

- Quelles sont les leçons tirées de la conception, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation du projet Des Vivres pour la Paix (FFP) ?
    - La première grande leçon tirée de la conception et de la mise en œuvre du projet Tuendelee Pamoja est que la présentation, la constance et la pertinence des formations sont extrêmement importantes pour l'acquisition et l'appropriation par les participants des nouvelles compétences. Les formations et les activités des groupes de soutien qui ont lieu de façon hasardeuse et à des moments irréguliers découragent une participation régulière. Et malgré l'existence d'un ensemble de défis communs dans le domaine, il est important de prendre le pouls de la communauté dès les premières phases de la mise en œuvre du projet afin de déterminer de façon exacte les questions qui menacent la sécurité alimentaire. Dans certains village, les maladies touchant les récoltes peuvent être des soucis majeurs tandis que dans d'autres, les conditions d'accès aux terres peuvent constituent des sources de tensions persistantes. L'appréhension de ces points de friction pourrait contribuer à l'efficacité des futures activités du projet.
- Qu'est-ce qui aurait pu être fait pour mieux assurer l'atteinte et la durabilité des résultats ?
    - Les équipes en charge de la gestion des comités auraient pu être nommées tôt et à travers des procédures transparentes. Avant la mise en œuvre du projet, les agents chargés de son exécution et les membres des comités auraient pu organiser des sessions d'apprentissage afin d'obtenir des informations de la part des agriculteurs, des femmes ainsi que d'autres acteurs clé sur ce qu'ils considèrent être les plus grands défis liés à la sécurité alimentaire au niveau local.
- Y a-t-il des innovations et des méthodes qui méritent d'être reconduites et améliorées ?
    - Les activités du projet Nourriture contre le Travail méritent d'être poursuivies. Elles renforcent le sentiment de confiance des travailleurs tout en leur permettant de gagner quelque chose et apportent aux ménages des

bénéfices réels dans les domaines de la nutrition et de l'épargne. Ces activités peuvent être combinées aux activités de reforestation qui doivent bénéficier d'une plus large prise en compte dans les futurs programmes du projet. Tout comme les activités portant sur la composante Nourriture contre Travail, les activités de reforestation apportent également de nombreux bénéfices parmi lesquels la protection contre l'érosion et des opportunités d'emploi. En fin, les associations de crédit se sont révélées très utiles pour les groupements agricoles et féminins.

- Quelles sont les mesures que l'on peut prendre dans le cadre des futurs projets afin d'accroitre la sécurité alimentaire et le développement durable dans l'est de la RDC ?
    - Se basant sur l'évaluation du projet Nourriture contre la Faim de Tuendelee Pamoja, les équipes d'évaluation considèrent que des programmes de formation constants et concertés, accompagnés d'un accès au crédit sont préférables aux activités subventionnées et aux donations. La mise à la disposition des bénéficiaires d'informations appropriées et l'octroi d'opportunités pour d'abord mettre en pratique les compétences apprises et les transmettre ensuite aux autres membres de la communauté peuvent renforcer la durabilité du projet. Les bénéficiaires ont en plus démontré qu'un meilleur accès aux ressources entraine une amélioration des moyens de subsistance au niveau des ménages. La distribution de semences et d'animaux peut apporter d'importantes dividendes aux ménages bénéficiaires, mais des stratégies novatrices doivent être développées afin de réduire les barrières liées au financement, et ceci pour assurer la survie des initiatives au-delà de la vie du projet.

## D. Les Recommandations (voir de nouveau le tableau A5 dans l'annexe)

Les conclusions que l'équipe d'évaluation a tirées du projet Tuendelee Pamoja permettent de faire un certain nombre de recommandations qui peuvent s'avérer utiles pour les futures programmations. Elles sont les suivantes :

- Les modèles de formation doivent être utilisés dans les nouvelles initiatives du projet Food For Peace (FFP) avec constance et adaptés au contexte local et avec une supervision et un suivi constants de l'approche cascade. Les projets peuvent inclure un volet d'élaboration d'outils pédagogiques qui seront utilisés plus tard et faire en sorte que ces outils ne soient pas les seules motivations pour la participation aux activités de formation. Les démonstrations pratiques qui ont lieu au cours des formations sur notamment la nutrition, les techniques agricoles et les

collaborations dans le cadre de la gestion des crédits doivent servir de modèles pour les futures activités étant donné qu'elles permettent de générer des bénéfices durables. Il est cependant important d'établir des programmes constants de formation et de s'assurer que les contenus sont adaptés au contexte local. **Comment**: créer un modèle de formation formel prévoyant des sanctions à l'égard des formateurs au cas où les calendriers ne sont pas respectés. Utiliser des mesures d'incitations pour à la fois les participants et les formateurs afin d'encourager une participation régulière et étendre ces stratégies aux formations en cascade. Comme un moyen d'expression créatrice, organiser des sessions dans lesquelles les participants aux programmes d'alphabétisation élaborent des outils (affiches, zones de texte, messages audio et vidéo) qui peuvent être plastifiés ou photocopiés pour être utilisés plus tard. **Avec qui**: l'accent doit être mis sur le rôle joué par les formateurs parce qu'il a été constaté que l'irrégularité des formations est due non pas aux participants mais aux organisateurs. **Pourquoi** : la constance dans les formations permettent aux bénéficiaires de consolider les connaissances précédentes et les activités ont plus de chance de rester des priorités.

- **Les programmes de crédits agricoles et les activités de reboisement** devraient avoir plus de place dans les prochaines initiatives du projet Des Vivres pour la Paix (FFP). Ces programmes ont été des points positifs dans le projet Tuendelee Pamoja et ont permis d'apporter des bénéfices à la fois pour les agriculteurs et les bénéficiaires du projet Nourriture contre Travail. Ils ont aussi été bénéfiques pour la durabilité économique des autres activités communautaires. Les taux d'intérêt doivent être mis à un niveau assez bas et au cas où les subventions agricoles seront utilisées dans les futures initiatives, des mesures devront être prises afin de réduire de façon progressive ces subventions au cours de la mise en œuvre du projet. Une suppression progressive aidera à la fois les acteurs du projet et les bénéficiaires à identifier un prix d'équilibre permettant d'assurer la durabilité des différentes variétés de semences. **Comment**: reconduire les activités de reforestation et les coupler aux activités de la composante Nourriture contre Travail en faisant en sorte que les bénéficiaires qui s'engagent dans les activités de plantation en soient récompensés de manière appropriée et tangible. Classer les crédits en fonction du type d'activités du projet Nourriture contre Travail afin de déterminer si de la valeur ajoutée peut être créée à partir du fait d'associer ces opportunités dans le contexte des ménages. Travailler avec les associations de crédit dans le but d'accroitre les prêts afin de compenser les risques de défaut de payement, ce qui permettra de maintenir les taux d'intérêt à un niveau bas. **Avec qui**: programmer les bénéficiaires

en consultation avec le partenaire d'exécution et les associations de crédit. **Pourquoi**: ces activités ont été couronnées de succès. Le renforcement des activités du projet Nourriture contre Travail, de l'accès au crédit, et de la reforestation constitue un moyen efficace d'offrir des perspectives avec des possibilités de croissance durable (à travers la prévention contre l'érosion, l'amélioration du sentiment de confiance des travailleurs, les nouvelles opportunités d'affaires reposant sur les crédits, etc.)

- **Les programmes de santé, de nutrition et de genre** devraient rester des priorités pour le projet Nourriture pour la Paix et encourager les efforts visant à atteindre les hommes aussi bien que les femmes. Nous notons avec inquiétude le fait que les hommes aient exprimé leur reconnaissance vis-à-vis de l'autonomisation des femmes et de l'égalité entre hommes et femmes tandis que les comportements changent avec beaucoup de lenteur. L'extension des programmes de santé, de nutrition et du genre pour atteindre les hommes avec l'implication des femmes dans ce processus permettra aux femmes bénéficiaires de renforcer leurs capacités et de démontrer des gains en termes de connaissances acquises, ce qui, au bout de compte, apportera des dividendes en termes de moyens de subsistance et de résilience. **Comment** : créer des possibilités pour les femmes participantes afin qu'elles puissent mettre en valeur lors des activités et ateliers réunissant hommes et femmes les connaissances acquises ainsi que leur savoir-faire. Créer des compétions saines et consolider le concept de défenseurs du genre afin de mettre en exergue les difficultés liées aux activités au niveau des ménages et celles sur la nutrition ; créer de l'enthousiasme chez les hommes aussi bien que chez les femmes. Confier aux femmes leaders non seulement le rôle de suivi des progrès au niveau des formations sur la nutrition et la santé et mais aussi celui de la supervision des formations en cascade portant sur ces questions. **Avec qui**: les hommes, les femmes bénéficiaires, les femmes leaders des communautés jouent également un rôle important. Susciter l'adhésion et le soutien des principaux leaders hommes va également aider à améliorer de façon progressive les normes liées au genre. **Pourquoi**: les bénéfices issus des activités sur le genre, la santé et la nutrition risquent de se limiter à la population féminine si l'on n'entreprend pas des efforts visant à impliquer les hommes de façon proactive. les bénéfices seront toujours importants, mais des avantages additionnels concernant l'équité du genre peuvent encore être réalisés en laissant les femmes partager avec leurs conjoints les compétences et connaissances apprises.
- **La gouvernance locale et la gestion des conflits** doivent être revues pour les futurs projets. Une procédure de sélection transparente s'avère nécessaire à ce

niveau et devrait aboutir à l'amélioration du taux de participation. Les autorités locales doivent gérer de façon transparente la distribution des terres et reconnaitre l'insuffisance des ressources locales dans ce domaine et l'existence de tensions concernant le choix des personnes ayant le droit d'accéder aux terres. Les structures des CDC devraient être mises en place avant le début des activités et leur adhésion ainsi que leur leadership devraient être inclusifs. **Comment**: faire connaitre les CDC au début des activités du projet afin de susciter un intérêt général ; faire également connaitre les procédures qui doivent être transparentes en ce qui concerne l'adhésion et le leadership. Créer ces comités en établissant des règles fondamentales dans les domaines de la communication et de la collaboration et cela doit être fait avant le début des activités de mise en œuvre des politiques de gouvernance locale et de gestion des conflits. **Avec qui**: la collaboration avec les élites locales et traditionnelles devrait aider les CDC à se rendre crédible. **Pourquoi**: les comités considérés comme représentatifs ont plus de chance de gagner la confiance des communautés et des orientations claires concernant leur rôle et la collaboration qu'ils entretiennent avec les structures administratives et traditionnelles devraient les aider à dissiper certaines zones d'ombres concernant les droits fonciers qui sont souvent à la base des conflits locaux.

## V. RESUME DE L'EVALUATION ET RECOMMANDATIONS

### 1. Perceptions comparées à travers les trois DFAP

Les trois Projets pour le Développement de l'Aide alimentaire ont relativement adopté des approches similaires au BCC en ce qui concerne les activités sur la nutrition et la santé. Cela peut s'expliquer par le fait que leurs messages et approches devaient permettre de compléter le travail effectué par les structures sanitaires publiques et refléter les meilleures pratiques utilisées dans le secteur. Dans de nombreux cas, les outils utilisés pour le renforcement des formations comportaient des contenus très similaires à travers les trois projets et étaient en conformité avec les outils utilisés par les acteurs gouvernementaux. Cette continuité ainsi que la complémentarité peuvent signifient que les bénéficiaires du projet (directs ou indirects) ont reçu de la part des diverses sources des messages qui se complètent de façon réciproque. Cela permet de comprendre pourquoi ceux qui n'étaient pas impliqués au niveau du volet Nourriture pour la Paix (FFP) des Projets DFAPont souvent démontré leur connaissance des mêmes compétences et savoir-faire.

L'ensemble DFAP ont formé un groupe restreint de leaders communautaires, parmi lesquels ceux des comités de développement communautaire ou local et les mères chefs de file comme formateurs afin qu'ils puissent engager le processus des formations en cascade. Pendant que les formations à l'endroit des bénéficiaires directs étaient assez directes, les trois DFAP avaient du mal à étendre les avantages aux bénéficiaires indirects. Aucun des trois projets n'a pu mettre en place des systèmes d'encadrement et de suivi rigoureux pour le deuxième volet des formations des participants, bien qu'il faut noter que le champ d'application était assez vaste and exigeait par conséquent plus de moyens humains et matériels. Les outils utilisés au cours des formations (affiches, zones d'images et annonces radio) étaient similaires à travers les trois Projets d'Aide Alimentaire pour le Développement.

L'une des différences majeures entre les trois DFAP se trouve dans le fait que l'ADRA a mené, à l'intention des femmes et dans le cadre de son programme Groupes d'Autonomisation des Femmes, des sessions de formation en alphabétisation qui se sont révélées plus dynamiques. Le WEG a permis de s'attaquer à d'autres questions et de renforcer les connaissances et les capacités des membres sur leurs droits et rôles dans le développement des différentes communautés. Cette façon d'aborder les questions sur les normes liées au genre était plus proactive que les activités de formation et de sensibilisation menées par les projets Mercy Corps et Food for the Hungry, même si les

groupes d'écoute mis en place par le projet FH Tuendelee Pamoja ont aussi été novateurs. En ce qui concerne les activités relatives au genre, tous les futurs projets doivent doubler d'efforts afin de travailler avec des intermédiaires tels que les hommes, les leaders religieux, les leaders ou anciens de la communauté, ceci dans le but d'obtenir leur accompagnement dans les efforts visant à améliorer les relations hommes-femmes.

### 2. L'ensemble des meilleures pratiques et leurs forces

L'équipe d'évaluation a identifié plusieurs domaines où la mise en œuvre des DFAP a été couronnée de succès. Il y a des domaines où les progrès ont été constants tout au long des trois DFAP et d'autres se sont distingués à travers la plénitude de leur succès en ce qui concerne les autres initiatives. Dans cette section, nous soulignons les meilleures pratiques identifiées au cours de l'évaluation. Nous établissons un lien entre ces pratiques et les recommandations particulières.

*Les engagements constants ayant permis un transfert efficace des connaissances et des compétences*

Dans chaque province, l'équipe d'évaluation a constaté un engagement soutenu de la part des IP (Partenaires en charge de la mise œuvre). Les défis sécuritaires et infrastructurels ont existé de façon presque continuelle, mais les participants et les bénéficiaires que nous avons interrogés ont exprimé leur satisfaction en indiquant que les activités étaient d'un rythme assez soutenu pour assurer le transfert des connaissances et des compétences, ne serait-ce qu'aux bénéficiaires directes. Les leaders d'opinion ont, en plus de cela, indiqué que les partenaires d'exécution sont restés engagés pour des communications régulières tout en organisant des séances de supervision actives visant à éliminer les complications chaque fois que cela a été possible.

*Les formations en alphabétisation ont un effet positif sur la promotion des activités génératrices de revenus et sur le contenu des apprentissages en ce qui concerne les messages phare du projet*

Les formations en alphabétisation à l'intention des femmes ont particulièrement été l'une des forces des projets DFAP. Cela a été particulièrement le cas pour le projet Jenga Jamaa II exécuté par l'ADRA. Les bénéfices tirées des formations en alphabétisation étaient de deux ordres : non seulement les participants se sont engagés dans un processus d'apprentissage qui à la longue va contribuer à améliorer les moyens de subsistance à travers l'alphabétisation, mais aussi le projet a servi de point de départ pour la présentation d'informations sur d'autres sujets importants tels que la nutrition, l'autonomie, etc.

*La Réhabilitation des Routes et le Reboisement*

La réhabilitation des routes n'entre pas dans le cadre du transfert durable des compétences, mais l'équipe d'évaluation a trouvé que la réhabilitation des routes entreprises dans le cadre du projet RISE exécuté par Mercy Corps constitue l'un des bénéfices importants pour les communautés locales et permet d'atteindre les autres objectifs durables. L'amélioration de l'état des routes s'est révélée déterminante dans la facilitation de l'accès aux marchés et à la circulation des biens, permettant du coup la réalisation de l'un des principaux objectifs visés par les activités du projet FFP. Couplés aux activités du projet Nourriture contre Travail et à d'autres stratégies visant à accompagner l'entretien de ces routes, les travaux routiers contribuent à la mise au point de techniques d'entretien durables. De la même manière, les initiatives de reforestation ont permis de renforcer, au niveau local, la résilience face aux défis climatiques. Ils ont aussi permis le transfert des compétences et aidé à améliorer la productivité en protégeant les sols.

*Les Associations Professionnelles d'Agriculteurs*

Les Association Professionnelles d'Agriculteurs (APA) ont été les forces de chaque DFAP. L'un de leurs bénéfices est qu'elles facilitent l'accès aux marchés. Elles ont permis d'accomplir cela à travers l'officialisation des rôles et au renforcement des moyens des agriculteurs à, entre autres, obtenir les crédits, stocker les récoltes. Un autre avantage des APA est qu'elles ont permis de créer des conditions favorables à la sécurité alimentaire durable à travers la promotion des techniques de stockage et la collaboration entre producteurs. La gestion des APA se fait facilement par les leaders à la base et les participants. Ainsi, si les APA actuelles sont renforcées, elles pourront permettre de réaliser des résultats durables au niveau des DFAP.

*Les Informations sur la Nutrition*

Tous les trois DFAP ont réussi à renforcer les connaissances sur la nutrition des enfants de moins de cinq ans, la santé maternelle et l'hygiène. Les progrès en matière de nutrition et d'information sur les pratiques sanitaires ont été réalisés en grande partie à travers les démonstrations pratiques qui sont les meilleures méthodes en la matière. Dans certains cas, les exemples de connaissances améliorées sont en train de faire accroitre les demandes de services, des demandes qui vont au-delà des capacités des structures nationales de santé, donnant du coup plus d'importance aux solutions apportées au niveau local.

### 3. L'ensemble des contraintes, faiblesses, et échecs

Trois faiblesses ont, dans l'ensemble, limité l'efficacité des projets DFAP : faible collaboration avec les structures étatiques, absence de crédibilité au sein des CDC, insuffisances de moyens pour étendre les avantages aux bénéficiaires indirects.

*La collaboration avec les structures étatiques n'était pas assez suffisante pour assurer la réalisation de résultats durables*

Pour atteindre la durabilité, les associations locales devront établir des relations solides avec les structures publiques telles que les Ministères de la santé et de l'agriculture. L'implication au niveau local des bénéficiaires indirectes pourrait être aussi amélioré si les partenaires d'exécution (IP) et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo renforçaient leur collaboration et conjuguaient leurs efforts afin d'étendre les initiatives du projet FFP. A l'exception de la collaboration entre le projet RISE du Mercy Corps et le GoDRC qui a connu des améliorations, l'équipe d'évaluation n'a pas constaté une forte collaboration ou de tentatives d'amélioration de la collaboration entre ces parties.

*Les CDC n'ont pas été sélectionnés ou soutenus sur la base de leur capacité à se donner une crédibilité au sein des communautés qu'ils servent*

Des inquiétudes ont été fréquemment exprimées par rapport aux CDC qui ne seraient pas sélectionnés sur de bases transparentes et ne seraient pas représentatifs de la communauté. Les gens ont, en effet, le sentiment que les comités existent uniquement pour les besoins du projet, et il est, par conséquent, difficile d'obtenir l'adhésion de l'ensemble du village aux initiatives du CDC. L'équipe d'évaluation a, en plus, reçu des plaintes de la part des bénéficiaires du projet Tuendele Pamoja de Nourriture contre la Faim indiquant que les CDC avaient été mis en place après la distribution des ressources, ce qui a limité la capacité des comités à superviser les opérations de distribution des ressources. Si les comités avaient été mis en place en premier lieu, l'ensemble des opérations auraient eu plus de légitimité. Cependant, même avec une meilleure supervision des opérations de distribution, les CDC auraient manqué de crédibilité en raison des méthodes de sélection de leurs membres. Les bénéficiaires du projet ont indiqué que les membres des CDC ont été sélectionnés dans des conditions opaques qui auraient profité à certaines personnes au détriment de l'intérêt général.

*La mise en œuvre des systèmes de formations en cascade n'a pas permis une extension efficace des connaissances et des formations à l'endroit des bénéficiaires indirects*

Les formations sur l'alphabétisation, la nutrition et les pratiques agricoles font partie des bénéfices les plus importants des initiatives du projet FFP. Les bénéficiaires directs ont manifesté des améliorations claires à la suite de ces initiatives. Les initiatives n'ont, cependant, pas été très efficaces en ce qui concerne l'extension des avantages aux non-bénéficiaires et aux bénéficiaires indirects.

Les systèmes de formations en cascade ont justement été mis en place par les DFAP pour cette raison, c'est à-dire la restitution des compétences et connaissances par ceux qui ont directement bénéficié à l'endroit des bénéficiaires indirectes. Les formations ont, en elles-mêmes, connu des succès et il y a des transferts de connaissance dans certains cas, mais l'absence de suivi systématique et d'encadrement a limité la durabilité des transferts de ces compétences. En plus de cela, des entretiens avec les non bénéficiaires ont permis de savoir que ceux n'ayant pas directement bénéficié ont besoin d'être motivés afin qu'ils puissent prendre part aux formations en cascade avec les membres de leur communauté. Finalement, d'après l'équipe de l'évaluation, même là où il y a eu des bénéfices indirects, ils ont été moins visibles et moins mesurables en raison du fait que les bénéficiaires indirects n'ont pas pris part à des activités ayant le même niveau d'organisation que celles des bénéficiaires directs.

### 4. Efficacité globale des DFAP dans l'atteinte des objectifs

***Les modèles de formation* : Résultats Mitigés (pour les bénéficiaires directs)**

L'ensemble des trois DFAP ont clairement profité aux participants. Des avantages notables ont été enregistrés dans les domaines suivants : l'alphabétisation, la nutrition, les pratiques agricoles, l'épargne et le planning familial. Il y a, cependant, moins de réussite en ce qui concerne l'extension aux bénéficiaires indirectes.

*Liens avec les Marchés et les Services publics* : **Résultats Faibles**

Les projets ont connu quelque succès en termes d'amélioration des conditions d'accès aux marchés et services. Les Associations professionnelles d'Agriculteurs (APA) ont, notamment, permis de développer les compétences et de mettre de l'ordre, ce qui a permis d'améliorer les conditions d'accès aux marchés. De nombreuses défaillances ont, cependant, été constatées. Les projets ont souvent démarré avec beaucoup de retard, ce qui a affecté leur efficacité. Un accès plus important aux marchés exige qu'il y ait une entière collaboration avec les structures publiques. Et il faudrait, dans les formations supplémentaires, mettre l'accent sur les compétences entrepreneuriales nécessaires pour avoir accès aux marchés.

*Changement dans les Revenus et Moyens de Subsistance des Ménages* : **Résultats Mitigés**

Les données collectées au cours de l'évaluation indiquent que les bénéficiaires ont constaté des améliorations dans leurs revenus et dans leurs moyens de subsistance en comparaison aux non bénéficiaires : approximativement 80% des ménages bénéficiaires ont indiqué une légère amélioration contre 40% des ménages non bénéficiaires. Nous avons, cependant, noté plusieurs domaines où il y a eu des améliorations. Les activités sur la microfinance ont été un succès même si les taux d'intérêt liés aux emprunts doivent être revus à la baisse. Les programmes d'alphabétisation ont connu un succès énorme, mais les profits liés aux revenus ne seront générés que quelque temps après, avec un encadrement continu et des formations complémentaires. Les Groupes d'autonomisation des Femmes ont aussi positivement impacté les activités génératrices de revenus des femmes bien qu'il ne soit pas clair à quel point ces bénéfices vont indirectement s'étendre à d'autres femmes.

*Changements dans la Nutrition et la Santé* : **Résultats Mitigés**

L'ensemble des trois DFAP ont permis d'apporter des améliorations dans la nutrition des enfants et des mères, à travers notamment les séances de démonstrations pratiques. L'équipe d'évaluation n'a pas collecté de données sur la consommation de calories ou sur des habitudes alimentaires spécifiques, mais les infirmiers, les principaux informateurs et les participants aux focus groups ont manifesté d'énormes progrès en matière de bons comportements sanitaires et nutritionnels. Les femmes ont indiqué qu'elles visitaient les cliniques, faisaient vacciner leurs enfants et mangeaient de façon plus fréquente. Les effets sur les mesures sanitaires destinées aux enfants ne seront visibles que jusqu'à un certain temps, ce qui est contraire aux objectif déclaré des projets Mercy Corps, ADRA et Food for the Hungry qui est d'améliorer la santé enfantine avant la fin des projets. En plus de cela, les activités des DFAP ont souvent chevauché avec le travail d'autres acteurs de la santé et de la nutrition, notamment dans le cas du DFAP du projet Mercy Corps. Une meilleure analyse avant la mise en œuvre permettrait d'identifier des stratégies d'intervention plus claires.

*Les Changements dans les Normes liées au Genre* : **Résultats Mitigés**

Les entretiens et les discussions de Focus Groups menés au cours de l'évaluation indiquent que les activités des DFAP ont permis d'améliorer l'acceptation des normes liées au genre. Les femmes semblent avoir pris davantage conscience non seulement des rôles importants qu'elles jouent et mais aussi de l'importance de ces rôles. Elles souhaitent être considérées et reconnues comme des personnes qui contribuent au bien-être du ménage et de la communauté. Les hommes ont, cependant, trop fréquemment exprimé leur opposition de voir les femmes jouer d'autres rôles au-delà de ceux qui leur sont assignés

de façon conventionnelle. En ce qui concerne les comportements, les violences domestiques ne semblent pas être en recul ; les rôles domestiques traditionnels persistent et il y a peu de possibilités de transformer les leaders des regroupements féminins en leaders d'autres activités. Un point positif est qu'on est en train d'accorder plus d'importance à l'éducation des filles.

*Réduction des Risques de Catastrophe* : **Résultats Mitigés**

Les activités de plantation et de reforestation, notamment celles entreprises à travers les projets Jenga II et Tuendelee Pamoja, ont particulièrement porté fruit. Ces actions permettront au bout de compte d'écarter les dangers liés au changement climatique en préservant la qualité des sols et en prévenant l'érosion. Pour plus d'efficacité, les nouveaux projets locaux associés aux projets DFAP auront besoin de plus de collaboration avec les structures étatiques, et les systèmes d'alerte précoce des communautés nécessitent à la fois des ressources et de l'autorité afin qu'ils puissent connaitre un succès durable. Pour finir, les problèmes de crédibilité des responsables des CDC ont entamé ce qui aurait pu réussir à réduire davantage les risques de catastrophe.

*Gouvernance et Résolution des Conflits* **: Résultats Faibles**

Les initiatives DFAP ont été d'une certaine manière moins efficaces en raison de la nécessite de travailler avec les leaders à la base afin engager l'amélioration des questions de gouvernance. Le projet RISE a travaillé de façon efficace avec les agriculteurs et les éleveurs sur les questions de la propriété foncière, mais la durabilité de ces efforts reste moins sure sans l'implication totale des deux parties. Les procédures de nomination aux postes de leaders communautaires ont aussi posé un problème de crédibilité en ce qui concerne l'adoption des mesures de résolution des conflits.

*La Durabilité des Interventions* : **Résultats Mitigés**

Des formations telles que celles organisées dans le cadre du projet RISE ont permis de créer une base de connaissances qui pourraient connaitre une durabilité. Les activités de plantation et de construction seront durables tant que les travaux d'entretien resteront des priorités à la fois pour les communautés et les structures gouvernementales. Les activités de microfinance pourraient aussi connaitre de la durabilité, mais là encore un suivi rigoureux sera nécessaire et les taux d'intérêts devront être réduits. Les solutions pour atteindre la durabilité sont, d'une manière générale, les suivantes : une franche collaboration avec le gouvernement, de bonnes formations en cascade pour les bénéficiaires indirects et des mesures incitatives pour faire adhérer les non bénéficiaires.

A ce stade, on note des progrès significatifs, mais cela risque de ne pas rester comme tel vu que l'engagement des DFAP connait des changements.

### 5. Recommandations pour les Activités de Suivi

Les forces et les faiblesses de chaque DFAP ont permis de faire une série de recommandations qui ont été soulignées plus haut. Ici, nous regroupons ces recommandations afin de suggérer des plans pour les activités de suivi.

**1) Les formations en alphabétisation doivent continuer**. Pour améliorer les activités DFAP du projet Food for Peace, les prochaines formations des programmes du projet FFP doivent mettre plus d'accent sur l'encadrement et la formation des formateurs. Ces derniers doivent être issus de la population location. En plus de cela, les formations en alphabétisation doivent inclure un volet supervision des différentes séries de formations en cascade, accompagné d'évaluations internes et de séances d'encadrement en rapport avec ces formations. Cela permettra de s'assurer que les avantages iront au-delà des bénéficiaires en première ligne. D'autres recommandations concernant les formations en langue incluent :

- L'élaboration des documents par les participants, ce qui va renforcer les compétences et réduire l'intérêt pour les documents qui sont distribués.
- L'apprentissage continue des contenus dans le cadre de la formation en langue. Les thématiques de la santé, la nutrition, l'agriculture ainsi que d'autres apportent un double avantage en termes d'amélioration des compétences linguistiques et de meilleure prise de conscience de l'importance des pratiques d'élaboration des documents.

Les programmes de formation en langue doivent éviter d'accorder beaucoup d'importance au volet distribution des documents de formation. A moins que les participants aux formations participent eux-mêmes à l'élaboration des documents de formations en faisant des esquisses, les esquisses fournis par le DFAP ne seront pas viables à long terme et pourront être de nature à décourager la participation des bénéficiaires indirects (s'ils trouvent qu'on ne leur donne pas les mêmes documents que ceux reçus par leurs prédécesseurs).

**2) Les activités de sensibilisation à la nutrition, à l'hygiène publique et à la santé devraient être des priorités dans les futurs programmes.** Ces activités doivent mettre l'accent sur les démonstrations pratiques pour les femmes, notamment les femmes enceintes et celles qui ont des petits enfants. Une manière sûre d'améliorer les formations sur la nutrition pour les femmes est de créer des activités bien planifiées à l'intention des

femmes bénéficiaires afin qu'elles puissent restituer les connaissances et les compétences à leurs conjoints. En faisant cela, les connaissances déjà apprises seront renforcées et d'importants objectifs en matière d'égalité du genre pourront être atteints. Deux mises en garde doivent être faites en ce qui concerne les campagnes de sensibilisation à la nutrition, à l'hygiène publique et à la santé :

- les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent éviter des chevauchements fréquents avec les activités des partenaires externes, des églises an niveau local, etc. ils doivent plutôt mettre l'accent sur les études menées avant les interventions afin de déterminer des domaines clés d'intervention. Et vu l'attrait de ces activités qui chevauchent, ils doivent collaborer avec d'autres acteurs afin d'ordonner les interventions et de bien mesurer les contributions de chacune d'elles.

- les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent éviter de trop se focaliser sur la distribution des suppléments nutritionnels ou d'autres dons. Tout comme les documents sur l'alphabétisation, ces dons peuvent décourager de futures participations.

**3) Les Comités de Développement Communautaire ainsi que d'autres comités locaux qui s'occupent de la Gestion des Conflits et de la Réduction des Risques de Catastrophe doivent être réévalués**. La formule est pratique et importante, mais les futures versions doivent faire mieux en mettant en place des procédures opérationnelles transparentes. L'adhésion doit être faite sur des bases de représentativité, notamment quand les comités représentent de nombreux village. Les leaders doivent être choisis avant d'entreprendre les activités du projet, et des initiatives proactives peuvent aider à donner de la crédibilité aux CDC. En plus de cela, les DFAP à venir peuvent :

- inclure dans les activités DFAP une procédure collaborative et qui s'étend à toute la communauté en ce qui concerne la sélection des leaders et des membres.

- mener une collaboration avec les principales structures publiques avant le début des activités des DFAP et clairement définir les rôles des comités locaux afin de s'assurer qu'ils travaillent de concert, et non le contraire, avec les acteurs gouvernementaux au niveau local.

- les DFAP peuvent expérimenter un certain nombre de techniques afin d'améliorer la transparence et la représentativité :

- Des quotas pour les femmes
- Des postes tournants
- Des fiches de score pour les performances de leadership
- Des décomptes de voix ouverts à tous.

**4) Les Associations professionnelles d'Agriculteurs devraient avoir une place centrale dans futurs programmes du projet FFP**. Les APA (Associations professionnelles d'Agriculteurs) doivent prendre le devant dans l'initiation des activités agricoles au niveau local et des campagnes régulières de sensibilisation devraient être menées par les APA afin de servir les intérêts des petits producteurs. Les activités axées sur les variétés semencières et la reforestation peuvent être considérées comme des avantages matériels non-viables, mais si elles sont accompagnées des efforts de transfert des compétences à travers des activités professionnelles et d'entretien, elles peuvent permettre de renforcer les capacités de façon durable. Les mêmes stratégies peuvent être utilisées pour transformer les activités de construction de routes en des exercices de renforcement de capacité durables. En plus :

- les prochains DFAP devraient renforcer les liens entre les APA et les associations de crédit afin d'améliorer la productivité et l'accès aux marchés. Une collaboration régulière et des liens rationalisés que peuvent exploiter les petits agriculteurs et les producteurs permettront d'améliorer les résultats.

- les taux d'intérêts trop élevés doivent cependant être revus à la baisse. Cela doit être le cas pour les associations de crédit servant de nombreux regroupements d'intérêts qui vont des agriculteurs aux regroupements de femmes et aux producteurs.

**5) les activités basées sur le genre devraient être plus participatives**. La prise de conscience de l'importance de l'égalité entre les sexes semble avoir connu une amélioration à la fois auprès des femmes et des hommes suite aux activités des DFAP. Cependant, pour transformer cette prise de conscience en un changement de comportements, les hommes doivent activement bénéficier des avantages que les femme obtiennent et doivent pouvoir voir ces avantages traduits en action. En ce qui concerne la manière dont les activités basées sur le genre pourraient être plus participatives, nous recommandons :

- le transfert des compétences des femmes aux hommes (comme mentionné plus haut)

- d'impliquer davantage « les gardiens », tels que les leaders d'associations féminines et les hommes ayant une certaine position sociale dans la communauté afin de minimiser les réticences et avoir des personnes servant de références en matière de pratiques liées à l'équité du genre.

- mener des activités qui impliquent à la fois les hommes et les femmes en commençant par des domaines qui ne sont pas considérés comme liés au genre (les travaux champêtres

par exemple) et passer ensuite à d'autres activités liées aux ménages et à l'accès aux marchés.

- les prochains DFAP devraient continuer à promouvoir les activités portant sur l'épargne et destinées aux femmes mais adopter des mesures incitatives et contraignantes pour éviter que les hommes ne tirent les avantages à la place de leurs femmes ou sapent les efforts de changement qui profitent au ménage en termes de bien-être.

Ces recommandations seront utiles dans la mesure où l'on peut s'attendre à ce qu'elles permettent d'étendre aux hommes de façon plus constante les bénéfices des initiatives basés sur le genre. Les données issues des projets Mercy Corps et FH nous ont convaincus du fait que les hommes restent d'une certaine manière sceptique quant aux impacts du projet sur l'autonomisation des femmes. Il est attendu qu'il y ait, si les hommes apprennent de l'autonomisation des femmes, un double bénéfice: les femmes renforceront leurs capacités en partageant les compétences avec les hommes et les hommes seront témoins de l'impact de la valeur ajoutée apportée par l'autonomisation des femmes.

## VI. CONCLUSION

La République démocratique du Congo (RDC), bien qu'étant un pays riche en ressources naturelles et ayant une forte population, connait sans cesse des instabilités. Cela est notamment le cas dans la partie orientale du pays où les forces rebelles n'ont depuis 1998 cessé de causer des troubles partout et provoquer des déplacements de citoyens malgré les différentes tentatives de restaurer la paix. Les risques liés au changement augmentent également. Dans ce contexte, il est plus que nécessaire qu'il y ait des projets pour accroitre les opportunités mais aussi les moyens de subsistance des ménages. Les Activités Food for Peace exécutées conjointement par les projets Mercy Corps, ADRA et Food for the Hungry visaient à résoudre ces grandes questions en mettant l'accent sur l'agriculture, la santé et la nutrition et la résilience. Comme objectifs secondaires, les projets visaient à améliorer l'égalité entre les sexes et le système de gouvernance.

L'évaluation a permis de déceler un certain nombre de succès soulignés plus haut et parmi lesquels, il y a les programmes d'alphabétisation, les actions de reforestation, les programmes de microfinance et la mise en place des Associations professionnelles d'Agriculteurs. Deux constats ressortent de façon implicite de ces succès : premièrement, les transferts d'informations et de connaissances font certainement partie des interventions qui sont, le plus souvent, les plus faciles et efficaces. Les comportements changent quand les bénéficiaires, notamment les femmes, prennent part aux sessions d'informations. Renforcer les projets de ce genre est non seulement rentable mais aussi durable tant que les bénéficiaires eux-mêmes en deviennent les leaders et les fournisseurs d'informations. Deuxièmement, les résultats soulignent l'importance des mesures incitatives destinées aux principaux acteurs. Les structures publiques doivent pouvoir tirer parti de leur soutien aux activités, les participants doivent être incités à continuer à participer aux activités, les non bénéficiaires doivent être amenés à tirer parti des bénéfices qu'ont leurs homologues et les leaders à la base doivent être incités à travailler dans l'intérêt des membres de leur communauté. Le succès des activités du projet Nourriture pour la Paix (FFP) laisse entendre que tout cela est faisable et peut contribuer à améliorer davantage les résultats du projet.

Il y a aussi eu des défaillances dans la mise en œuvre des activités des DFAP. La collaboration avec les différents secteurs et entités ainsi que le maintien des relations avec les institutions politiques nationales s'avèrent importants mais ont souvent été négligés car les partenaires chargés de la mise en œuvre, les acteurs locaux et les représentants de l'Etat n'ont fait que poursuivre des intérêts particuliers. Les questions de transparences ont souvent handicapé certaines activités des DFAP. Il a été indiqué que des avantages indus sont accordés à certains aux dépens d'autres. Cela indique la nécessité d'instaurer

des procédures transparentes. Même si les leaders et acteurs locaux ont à cœur de servir les intérêts de la communauté, les sentiments des gens doivent être pris en compte. Le troisième défi vient du fait d'inciter et d'observer ensuite le transfert des compétences et connaissances des bénéficiaires directs aux bénéficiaires indirects et aux nouveaux arrivants dans les activités prioritaires du projet FFP. Des efforts ont parfois été constatés dans ce sens mais le suivi n'a pas été assuré comme cela se devait.

L'évaluation des activités du projet FFP dans l'est de la RDC a abouti à trois conclusions finales. Premièrement, les programmes incluant des activités concrètes menées au niveau local telles que les activités sur l'alphabétisation, les activités de plantation et les activités des associations d'agriculteurs et auxquels les individus et les ménages peuvent participer sans avoir recours aux autorités gouvernementales, aux acteurs extérieurs ou aux dons, sont la plupart du temps plus efficaces et plus durables. Deuxièmement, pour atteindre un résultat durable, les activités doivent inclure un système de suivi dynamique, de l'encadrement et un plan de supervision. Cela ne doit pas forcement venir des acteurs extérieurs ou des partenaires chargés de la mise ne œuvre. Les acteurs locaux peuvent exécuter ce travail de façon effective et efficace, mais il est important de tenir compte de ces éléments dans les activités de formation. L'évaluation indique finalement que la plupart des activités du projet FFP peuvent et devraient être renforcées même si l'USAID devrait tenir compte des problèmes de chevauchement et faire en sorte de ne pas instaurer une culture de dépendance sur l'aide extérieure. Les résultats des activités du projet FFP indique que les objectifs de l'amélioration durable de la sécurité alimentaire ne sont atteints que quand les acteurs locaux tirent des activités des bénéfices et s'engagent ensuite à étendre de façon systématique ces bénéfices aux autres membres de la communauté.

# ANNEXES

**A1. Les villages visités au cours de l'évaluation du projet FFP.**

| Nord Kivu (MC) | Sud Kivu (ADRA; FH) | Tanganyika (FH) |
|---|---|---|
| BUTARE | KAGUNGA | LYAPENDA |
| BAMBO CENTRE | MUHONGOZA | KABUYU |
| KATENDERE | MUSUSU3 (FH) | KATAKI |
| KIVUMU | HONGERO | LUKALANGA |
| MAGHERIA | KASHEKE | MULENDA KAZADI |
| RUSHEGE | KATUDU (FH) | KABULO |
| RWABANGI | NUNDU | KIKANGO |
| MUHANGA | KAHAMA | MIKETO |
| MUNOLI | MUNENE | MOKE |
| MUSIENENE | BIRIBA | |
| LUKANGA | KAGANDO | |
| NGELEZA | KATONGO | |
| | MWEGERERA (FH) | |
| | RUNINGU | |
| | RUTEMBA | |

## A2. Les documents examinés par l'Equipe d'Evaluation TMG

| Mercy Corps |
|---|
| ▪ Proposition<br>▪ Cahier des charges<br>▪ Les Indicateurs proposés<br>▪ Cadre des Résultats<br>▪ Rapport de Base<br>▪ Rapport annuel et les Années IPTT(1,2,3,4,5)<br>▪ Présentation avant le milieu du Trimestre<br>▪ Rapport d'Evaluation en Milieu de Trimestre<br>▪ Rapport descriptif MYAP FY12<br>▪ Exemples de Reussite FY16<br>▪ Carte de status<br>▪ Carte de l'Objectif stratégique et la Liste du Site Projet<br>▪ Rapports trimestriels<br>▪ Analyse des Chaines de Valeur agricoles et le Plan stratégique pour le Développement |
| ADRA |
| ▪ Proposition<br>▪ Rapport de Base et Rapport annuel et les Années IPTT (1,2,3,4,5)<br>▪ Texte préparatoire de 2012<br>▪ Description des Sites du Projet<br>▪ Aperçu des Etudes diagnostiques<br>▪ Rapport annuel des Etudes opérationnelles<br>▪ Rapport annuel FY2011<br>▪ Rapport d'Evaluation en Milieu de Trimestre<br>▪ Les Rapports de l'Enquête annuelle<br>▪ Rapports sur la Situation des Produits de Base<br>▪ Liste du Site du Projet<br>▪ Evaluation des Services de Santé<br>▪ Rapport des Etudes diagnostiques<br>▪ Présentation de Marchés<br>▪ Rapport des Etudes socioculturelles du WEG |
| Food for the Hungry |
| ▪ Rapports annuels et les Années IPTT (1,2,3,4,5)<br>▪ Proposition NEFAP, Revue<br>▪ Cadre des Resultats<br>▪ Rapport des Etudes de Base NEFAP<br>▪ Rapport final |

- Etude des Barrières liées au Genre
- Rapport d'Evaluation du Milieu du Trimestre
- Cadre des Résultats
- Organigramme
- Liste des Sites du Projet
- Comptes Rendus des Réunions de l'Equipe de Gestion du Projet

**A3. Tableau Récapitulatif du Projet Mercy Corps**

| Résultats | Conclusions | Recommandations |
|---|---|---|
| Les répondants ont indiqué la réussite du transfert des connaissances sur la nutrition, l'agriculture, l'épargne, les chaines de valeur | Les formations en SBCC ont connu du succès et ont permis la transmission des connaissances aux bénéficiaires. | **Les formations en SBCC** doivent être poursuivies, mais avec une procédure claire et améliorée dans l'extension des bénéfices du leadership, des formations et de la méthode des cascades. Encadrer les bénéficiaires se trouvant en première ligne |
| Les non bénéficiaires n'ont pas été atteints, les répondants ont indiqué qu'il n'y a pas eu de suivi après la formation des bénéficiaires directs | Les formations complémentaires étaient plus faibles et les avantages pour les non bénéficiaires n'étaient pas importants | |
| Les femmes et les femmes ont indiqué qu'ils jouent les mêmes rôles traditionnels malgré un changement dans la mentalité. | Les activités SBCC ont permis de changer les attitudes par rapport aux rôles des hommes et des femmes | |
| Les répondants ne savent pas encore comment les activités vont se poursuivre et comment va se passer le transfert des responsabilités | Doutes sur la poursuite effective des activités après à la fin du projet FFP | |
| Les enquêtés ont indiqué avoir reçu de l'aide de la part des Groupements d'Intérêts Communs (GIC) dans la production et la commercialisation des produits et dans l'obtention des crédits. | Les GIC ont contribué à l'amélioration de la productivité et ont été renforcés par les programmes de microfinances | **Les groupes d'intérêt et les associations** locales doivent être renforcés et leurs activités doivent être poursuivies afin de permettre à tous de jouer un rôle dans le renforcement de la résilience. Ils doivent être bien organisés et doivent capitaliser sur |
| Plus de stocks d'oignon et de manioc ; cela a été favorisé par les | Les programmes agricoles ont permis d'augmenter les revenus des ménages | |

| | | |
|---|---|---|
| participations aux Associations d'agriculteurs | | l'engouement des premiers jours |
| Les répondants ont indiqué l'absence de systèmes bancaires formels et leur dépendance de l'Association de Microcrédits et d'Epargne du Village (AMEV) pour avoir de l'aide dans les moments difficiles | L'AMEV a servi de véritable filet de sécurité ; elle a permis d'améliorer l'accès aux soins de santé et à compenser les coûts de la crise | |
| Les membres des associations ont exprimé leur satisfaction vis-à-vis de la disponibilité des crédits et de l'amélioration de l'accès aux vivres | Les associations mises en place par le projet (CDL,AMEV, GIC, AAV) ont permis d'améliorer l'accès aux crédits et aux vivres | |
| Les participants ont indiqué avoir eu des échanges avec les infirmières et les mères chefs de file | Il y a eu une prise de conscience accrue des questions liées à la santé et à la nutrition (vaccins, régime alimentaire, soins destinés aux enfants) | **Les programmes de nutrition** doivent se concentrer sur des domaines de différentiation clairs ou travailler en coordination avec d'autres entités extérieures |
| Les participants ne savent pas lequel des programmes fournit les informations; cela ne concerne pas le projet FFP seulement | Il y a beaucoup de chevauchements dans les domaines de la santé et de la nutrition | |
| Les ventes ont accru au niveau des marchés suite à l'amélioration de l'état des routes | L'amélioration de l'état des routes agricoles à travers les activités du projet Nourriture contre Travail a été déterminante | Les initiatives concernant les routes et les chaines de valeur doivent s'appuyer sur les activités du projet Nourriture contre Travail. Il doit y avoir un calendrier détaillé afin de réaliser des succès. |
| Des plaintes ont été formulées à l'égard des modifications et des retards constatés dans les | Les activités des chaines de valeur et l'accès aux marches n'ont connu qu'un succès limité. | |

| | | |
|---|---|---|
| activités des chaines de valeur | | |
| Les parties prenantes ont exposé des plans visant à s'attaquer à la question des catastrophes naturelles dont la lutte n'est pas encore à grande échelle. | Les Systèmes d'Alerte précoce des Communautés ont servi de bases pour le programme de Réduction Des Risques (RDR) de Catastrophes. Un accompagnement soutenu est nécessaire à ce niveau. | **La poursuite du travail des autorités locales,** du programme de Réduction Des Risques dépendra d'une contribution raisonnable des parties prenantes et de plans clairs pour la poursuite des efforts d'accompagnement.<br>L'USAID doit transférer le leadership de façon progressive. |
| Le gouvernement, les communautés et les organisations d'intérêts privés ont indiqué qu'ils travaillent ensemble tout en poursuivant des intérêts divers | Les Comités Agricoles et Ruraux de Gestion (CARG) jouent un rôle primordial dans la gouvernance locale ; l'importance de ce rôle dépend de la collaboration des trois entités. | |
| Du retard dans le démarrage du projet Simama et des RAC ; les gens sont d'accord avec ses initiatives mais un travail de suivi est nécessaire à ce niveau | Les activités du projet Simama ont connu du succès mais des plans de suivi bien élaborés sont nécessaires à ce niveau; il y a eu du retard dans le démarrage des activités | Les projets doivent démarrer à temps et mettre l'accent sur la formation. Les subventions attribuées de façon progressive, les petits paquets de semences, les documents élaborés par les participants eux-mêmes seront d'un grand apport. |
| Les bénéficiaires indirects ont exprimé leur frustration face au manque de documents, de semences, etc. | Les communautés perçoivent la distribution des documents comme un élément central des projets. | |

**A4. Tableau Récapitulatif du Projet ADRA**

| Resultats | Conclusions | Recommandations |
|---|---|---|
| Les participants à la formation en alphabétisation ont exprimé leur reconnaissance pour les connaissances reçues (lecture, nutrition, etc.) | Les formations en alphabétisation ont eu des effets tangibles sur les bénéficiaires. | Un coaching est nécessaire au niveau des programmes d'alphabétisation afin que les bénéficiaires puissent former et instruire les bénéficiaires secondaires |
| Il y a des frustrations chez ceux qui n'ont pas pu bénéficier des formations en alphabétisation | Les formations en alphabétisation étaient limitées et n'ont pas été étendues aux non bénéficiaires. | |
| Les activités de reforestation ont été bénéfiques dans la lutte contre l'érosion; des bénéfices ont été notés dans le programme sur l'accès à l'eau. | Les programmes sur la protection des sols et sur l'accès à l'eau ont été bénéfiques à toute la communauté en termes de la productivité et de l'accès aux marchés. | **Les Associations professionnelles d'Agriculteurs** doivent prendre le devant dans les activités agricoles initiées au niveau local. Un plan d'action doit être développé pour ces associations afin d'atteindre les objectifs de durabilité. Elles doivent régulièrement organiser des sessions de sensibilisation. Les outils agricoles peuvent être fournis en échange du travail. |
| Des bénéfices ont été tirés des activités de reforestation et celles concernant les variétés semencières mais il y en a eu peu pour ceux qui n'ont pas été atteints par le projet ; | Les bénéfices de l'amélioration de l'accès aux marches ont été sentis uniquement par les bénéficiaires directs. | |
| Les APA ont surveillé les prix, cherché et fourni des points de stockage. Les petits producteurs ont bénéficié de cela. | Les APA ont partagé des informations qui ont été utiles pour les producteurs en ce qui concerne le stockage et la fixation des prix. | |
| Les coopératives pour la distribution des décortiqueuses et des moulins ont permis de | Les outils pour la transformation des produits agricoles ont aidé les | |

| | | |
|---|---|---|
| réaliser des bénéfices importants | producteurs à améliorer leur potentiel commercial | |
| Les femmes ayant participé aux formations en alphabétisation ont indiqué avoir eu plus de confiance en elles et bénéficié de plus de collaboration et de succès commercial | Les femmes ont eu plus d'autonomie grâce aux programmes d'alphabétisation et de renforcement des capacités | **Les groupements pour l'autonomisation** et l'alphabétisation des femmes doivent continuer à exister en s'occupant du leadership au niveau local. Des stratégies doivent être développées afin que les femmes puissent transférer aux hommes les infos sur la santé, la nutrition et le genre. S'appuyer sur les femmes pour renforcer les capacités des hommes sur les normes liées au genre. |
| Les femmes ont exprimé une grande satisfaction à l'égard du WEG. Il y a de nouvelles collaborations | Les groupements pour l'autonomisation des femmes ont aidé les femmes à collaborer entre elles et à générer des revenus. | |
| Les femmes ont indiqué avoir compris les protocoles de l'ANC. Il y a du changement dans les habitudes sanitaires | Les relais communautaires et les formations sur la santé ont réussi à atteindre les femmes bénéficiaires | |
| Les hommes ont indiqué que les relations hommes femmes sont bonnes et que les formations ont eu un impact positif à cet égard. | Les hommes considèrent que les relations hommes femmes sont au beau fixe. Ils voient peu de nécessité pour le changement. | |
| Les hommes et les femmes reconnaissent l'importance du rôle des femmes. | Les communications sur les questions liées au genre ont aidé à améliorer les attitudes par rapport au rôle des hommes et des femmes | |
| Les participants ont exprimé des incertitudes sur leur représentativité dans les Comités de Développement Communautaire (CDC) réunissant différents villages. | Les CDC jouent un rôle central dans la gouvernance locale mais la représentativité au niveau de ces comités constitue un véritable défi. | Les **comités de développement** et de planification communautaires doivent débuter leurs activités en mettant en place des protocoles clairs en ce qui |

| | | |
|---|---|---|
| Les membres des CDC ont indiqué l'absence de plans pouvant permettre de poursuivre les activités de façon autonome. | Il n'y a pas de stratégies durables pour l'autonomisation et l'institutionnalisation des CDC. | concerne la représentativité et le leadership. |
| Les comités des Système Communautaire pour les Actions Prioritaires (SCAP)) ont un problème d'organisation et leurs membres ont des difficultés à expliquer leurs rôles | les SCAP n'ont pas été très efficaces ; des plans d'actions clairs sont nécessaires à ce niveau | |

**A5. Tableau récapitulatif du projet Food for the Hungry (Nourriture pour les Pauvres)**

| Resultats | Conclusions | Recommandations |
|---|---|---|
| Il y eu des frustrations concernant les horaires, les lieux et la durée des formations qui ont subi des modifications fréquentes | Des problèmes d'organisation et de suivi ont réduit l'efficacité des formations en SBCC | Les modèles de formation devraient être maintenus de façon constate et adaptés au contexte local avec plus de dévouement dans le suivi et le contrôle de l'approche cascade. Les programmes peuvent intégrer l'aspect élaboration des outils pédagogiques pour les futures utilisations tout en évitant de mettre l'accent sur la distribution de documents. |
| Certains participants ont indiqué avoir eu recours aux anciennes normes et pratiques après les formations. | L'extension des avantages des formations aux bénéficiaires dépend des activités de suivi | |
| Les démonstrations pratiques ont été favorablement accueillies ; après il n'y a pas eu de suivi dans la communication. | Les formations en cascade continueront à avoir des résultats positifs si l'on maintient leur rythme; les gens ont cherché à obtenir des documents de formation | |
| Des enquêtés ont indiqué avoir fait une meilleure utilisation des vaccins, et avoir pris plus conscience des questions liées à la nutrition et à l'usage clinique | Les formations sur les questions de santé ont permis de changer les comportements, notamment chez les femmes | |
| Des discordances ont été constatées dans les besoins en formation sur l'agriculture et l'élevage pour certains répondants | L'incapacité d'adapter les formations au contexte local a joué sur leur durabilité. | |
| Les répondants souhaitent obtenir de la documentation afin de continuer à participer aux formations | Manque de documents et d'accompagnement pour les formations professionnelles. | |

| | | |
|---|---|---|
| Des associations professionnelles et de gestion foncière ont vu le jour; les participants ont indiqué qu'ils utilisent plus de variétés semencières. | Les activités agricoles ont permis la création de nouvelles associations et ont permis d'apporter plus d'innovations | Les programmes de crédits agricoles et les initiatives de reforestation devraient être poursuivis. Les taux d'interet des prêts doivent être revus à la baisse et les subventions agricoles devraient être progressivement supprimées. |
| Des répondants ont indiqué avoir eu accès à de petits crédits et cela a été possible grâce à la bonne organisation des associations | Les programmes de prêts ont favorisé l'efficacité des associations de crédit et permis un accès accru aux prêts. | |
| Beaucoup de plaintes ont été formulées concernant les difficultés liées au payement des taux d'intérêt qui sont élevés ; utilisation des prêts pour acheter des provisions alimentaires. | Les taux d'interet des emprunts sont élevés et certaines familles utilisent ces prêts pour acheter des vivres. | |
| Certains ménages ont indiqué avoir bénéficié du projet Nourriture contre Travail ; ils ont apprécié le fait d'avoir plus de bois et de meilleures terres | La reforestation permet de protéger les terres, de fournir du bois et constitue une opportunité d'avoir des vivres en contre partie du travail accompli. | |
| Les participants souhaitent voir les prix des semences revus à la baisse mais ne veulent pas avoir à payer plus | Les subventions accordées aux usines de multiplication des semences compromettent la durabilité. | |
| Les enquêtes ont révélé une prise de conscience des dispositions visant à améliorer l'hygiène et la santé chez les répondants. | Les soins aux enfants, l'hygiène et l'accès à l'eau améliorés mais mais ne le sont pas autant chez les non bénéficiaires. | Les programmes de santé, de nutrition et de genre devraient etre poursuivis et devraient faire plus afin d'atteindre et les hommes et les femmes. |
| Les hommes et les femmes notent l'importance des rôles des femmes ; les hommes continuent à | Meilleure prise de conscience de l'équité du genre malgré des défis persistants en ce qui les | |

| | | |
|---|---|---|
| cautionner les violences physiques sur les femmes. | comportements qui restent à être surmontés. | |
| Les participants ont dénoncé les procédures de sélection et indiqué avoir peu de confiance aux membres. | Les CDC ont connu peu de succès à cause des procédures de sélection et des problèmes de suivi. | La gouvernance locale et les questions liées à la gestion des conflits doivent être revues : des procédures de sélection transparentes sont nécessaires et devraient permettre d'améliorer la participation. Les autorités locales doivent mener dans la transparente la distribution des terres. |
| Les répondants ont senti l'implication d'influents leaders dans les zones où les efforts de résolution des conflits ont fonctionné. | Implication de leaders locaux influents dans les zones où il y a eu des améliorations dans les questions liées à la gestion des conflits. | |
| Des mécontentements exprimés quant à l'attitude d'autres membres de la communauté qui ont extorqué des terres. | Les prêts peuvent être sources de litiges par le fait qu'ils permettent à des gens d'obtenir plus de terres à cultiver. | |

**A6. Liste des Entretiens avec les Informateurs Clés**

| ENTRETIENS INDIVIDUELS: YVES RENAUD (Specialiste Technique) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | KATANGA | | |
| **DATE** | **AIRE DE SANTE** | **COMMUNAUTE** | **PROVINCE** | **TITRE/TRAVAIL** | **SUJET** |
| 11-Feb | Kabulo | Kabulo (FH) | Katanga | ***Infirmier Titulaire Adjoint*** | *Guide des entretiens* |
| 11-Feb | Kabulo | Kabulo (FH) | Katanga | ***Femme Chef de Village*** | *Guide des entretiens + Gouvernance* |
| 12-Feb | Miketo | Kabuyu (FH) | Katanga | ***Chef de Village*** | *Guide des entretiens + Gouvernance* |
| 12-Feb | Miketo | Kabuyu (FH) | Katanga | ***Mère Leader*** | *Guide des entretiens + Finances* |
| 12-Feb | Miketo | Kabuyu (FH) | Katanga | ***Pasteur*** | *Guide des entretiens* |
| 12-Feb | Miketo | Kabuyu (FH) | Katanga | ***Cultivateur et commercant*** | *Guide des entretiens + AGR* |
| 12-Feb | Miketo | Kabuyu (FH) | Katanga | ***Pasteur*** | *Guide des entretiens* |
| 13-Feb | Miketo | Katuki (FH) | Katanga | ***Femme Leader*** | *Guide des entretiens* |
| 13-Feb | Miketo | Katuki (FH) | Katanga | ***Pasteur*** | *Guide des entretiens* |
| 16-Feb | Lyapenda | Lyapenda (FH) | Katanga | ***Femme Secretaire CDC*** | *Guide des entretiens + CDC* |
| 16-Feb | Lyapenda | Lyapenda (FH) | Katanga | ***Cultivateur non beneficiaire*** | *Guide des entretiens + Agriculture* |
| 16-Feb | Lyapenda | Lyapenda (FH) | Katanga | ***Ancienne Femme Leader*** | *Guide des entretiens* |
| 17-Feb | Maseba | Moket (FH) | Katanga | ***Chef de Groupement*** | *Guide des entretiens* |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 17-Feb | Maseba | Moket (FH) | Katanga | ***Pasteur*** | *Guide des entretiens* |
| 17-Feb | Maseba | Moket (FH) | Katanga | ***Femme Leader CDC*** | *Guide des entretiens + CDC* |
| 17-Feb | Maseba | Moket (FH) | Katanga | ***Fermier President CDC*** | *Guide des entretiens + CDC* |
| 17-Feb | Maseba | Moket (FH) | Katanga | ***Femme Fermier Leader*** | *Guide des entretiens + Agriculture* |
| | | | | | |
| | | | ***Sud Kivu*** | | |
| **DATE** | **AIRE DE SANTE** | **COMMUNAUTE** | **PROVINCE** | **TITRE/TRAVAIL** | **SUJET** |
| 24-Feb | Kalehe | Kasheke (WV) | Sud Kivu | ***Chef de village*** | *Guide des entretiens + Gouvernance* |
| 24-Feb | Kalehe | Kasheke (WV) | Sud Kivu | ***Beneficiaire homme*** | *Guide des entretiens* |
| 24-Feb | Kalehe | Kasheke (WV) | Sud Kivu | ***Beneficiaire homme et femme*** | *Guide des entretiens* |
| 25-Feb | Kasheke | Kasheke (WV) | Sud Kivu | ***Chef de Centre*** | *Guide des entretiens* |
| 25-Feb | Kasheke | Kasheke (WV) | Sud Kivu | ***Chef de CEP*** | *Guide des entretiens + Agriculture* |
| 25-Feb | Kasheke | Kasheke (WV) | Sud Kivu | ***Fermiere non beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |
| 25-Feb | Kasheke | Kasheke (WV) | Sud Kivu | ***Femme non beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |
| 26-Feb | Kakono | Katudu (FH) | Sud Kivu | ***Chef de localite*** | *Guide des entretiens* |
| 26-Feb | Kakono | Katudu (FH) | Sud Kivu | ***Fermier Leader*** | *Guide des entretiens + Agriculture* |
| 26-Feb | Kakono | Katudu (FH) | Sud Kivu | ***Femme Leader*** | *Guide des entretiens* |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 26-Feb | Kakono | Katudu (FH) | Sud Kivu | ***Cultivateur beneficiaire*** | *Guide des entretiens + Agriculture* |
| 26-Feb | Kakono | Katudu (FH) | Sud Kivu | ***Cultivateur beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |
| 27-Feb | Kokono | Mwegerera (FH) | Sud Kivu | ***Femme Leader*** | *Guide des entretiens* |
| 27-Feb | Kokono | Mwegerera (FH) | Sud Kivu | ***Fermier Leader*** | *Guide des entretiens* |
| 27-Feb | Kokono | Mwegerera (FH) | Sud Kivu | ***Fermier*** | *Guide des entretiens* |
| 29/02 and 05/03 | Sange | Biriba (ADRA) | Sud Kivu | ***Fermiere*** | *Guide des entretiens + Agriculture* |
| 29/02 and 05/03 | Sange | Biriba (ADRA) | Sud Kivu | ***President cooperative*** | *Guide des entretiens + Cooperative* |
| 1-Mar | Nundu | Khahama (ADRA) | Sud Kivu | ***Chef de village*** | *Guide des entretiens + Gouvernance* |
| 1-Mar | Nundu | Khahama (ADRA) | Sud Kivu | ***Femme du Chef de Village*** | *Guide des entretiens + Gouvernance* |
| 1-Mar | Nundu | Khahama (ADRA) | Sud Kivu | ***Femme beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |
| 1-Mar | Nundu | Khahama (ADRA) | Sud Kivu | ***Femme beneficiaire*** | *Guide des entretiens + Finances* |
| 1-Mar | Nundu | Khahama (ADRA) | Sud Kivu | ***Pecheur*** | *Guide des entretiens* |
| 2-Mar | Nundu | Munene (ADRA) | Sud Kivu | ***Chef de Village*** | *Guide des entretiens* |
| 2-Mar | Nundu | Munene (ADRA) | Sud Kivu | ***Membre du CDC*** | *Guide des entretiens + CDC* |
| 2-Mar | Nundu | Munene (ADRA) | Sud Kivu | ***President du CDC*** | *Guide des entretiens + CDC* |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2-Mar | Nundu | Munene (ADRA) | Sud Kivu | ***Secretaire du CDC*** | *Guide des entretiens + CDC* |
| 2-Mar | Nundu | Munene (ADRA) | Sud Kivu | ***Femme beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |
| 2-Mar | Nundu | Munene (ADRA) | Sud Kivu | ***Infirmier d'Etat*** | *Guide des entretiens* |
| 3-Mar | Ruzizi | Kagunga (ADRA) | Sud Kivu | ***President du CDC*** | *Guide des entretiens + CDC* |
| 3-Mar | Ruzizi | Kagunga (ADRA) | Sud Kivu | ***Femme President du CEP*** | *Guide des entretiens + CEP* |
| 3-Mar | Ruzizi | Kagunga (ADRA) | Sud Kivu | ***Membre du SCAP*** | *Guide des entretiens + SCAP* |
| 3-Mar | Ruzizi | Kagunga (ADRA) | Sud Kivu | ***Chef d'Avenue*** | *Guide des entretiens* |
| 3-Mar | Ruzizi | Kagunga (ADRA) | Sud Kivu | ***Chef de Quartier*** | *Guide des entretiens* |
| 3-Mar | Ruzizi | Kagunga (ADRA) | Sud Kivu | ***Tresoriere AGR*** | *Guide des entretiens + AGR* |
| 4-Mar | Kaliba | Rutemba (ADRA) | Sud Kivu | ***Chef d'Avenue*** | *Guide des entretiens* |
| 4-Mar | Kaliba | Rutemba (ADRA) | Sud Kivu | ***Chef d'Avenue*** | *Guide des entretiens* |
| 4-Mar | Kaliba | Rutemba (ADRA) | Sud Kivu | ***Femme Leader AGR*** | *Guide des entretiens + AGR* |
| 4-Mar | Kaliba | Rutemba (ADRA) | Sud Kivu | ***Femme Leder Agricole*** | *Guide des entretiens + Agriculture* |
| 4-Mar | Kaliba | Rutemba (ADRA) | Sud Kivu | ***Fermier non beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |
| | | | | | |
| | | | ***Nord Kivu*** | | |
| **DATE** | **AIRE DE SANTE** | **COMMUNAUTE** | **PROVINCE** | **TITRE/TRAVAIL** | **SUJET** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 10-Mar | Bambo | Katendere | Nord Kivu | ***Chef de village*** | *Guide des entretiens + Gouvernance* |
| 10-Mar | Bambo | Katendere | Nord Kivu | ***Papa Leader (CLD)*** | *Guide des entretiens + CLD* |
| 10-Mar | Bambo | Katendere | Nord Kivu | ***Fermier*** | *Guide des entretiens* |
| 10-Mar | Bambo | Katendere | Nord Kivu | ***Femme non beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |
| 11-Mar | Bambo | Bambo Centre | Nord Kivu | ***President du CLD*** | *Guide des entretiens + CLD* |
| 11-Mar | Bambo | Bambo Centre | Nord Kivu | ***Fermier beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |
| 11-Mar | Bambo | Bambo Centre | Nord Kivu | ***Femme non beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |
| 11-Mar | Bambo | Bambo Centre | Nord Kivu | ***Chef de village*** | *Guide des entretiens + Gouvernance* |
| 12-Mar | Bambo | Butare | Nord Kivu | ***Chef de village*** | *Guide des entretiens + Gouvernance* |
| 12-Mar | Bambo | Butare | Nord Kivu | ***President du CARG*** | *Guide des entretiens + Agriculture* |
| 12-Mar | Bambo | Butare | Nord Kivu | ***Fermier beneficiaire*** | *Guide des entretiens + Agriculture* |
| 12-Mar | Bambo | Butare | Nord Kivu | ***Femme non beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |
| 13-Mar | Tongo-Rushege | Rwabangi | Nord Kivu | ***Infirmier titulaire*** | *Guide des entretiens* |
| 13-Mar | Tongo-Rushege | Rwabangi | Nord Kivu | ***Secretaire du CLD*** | *Guide des entretiens + CLD* |
| 13-Mar | Tongo-Rushege | Rwabangi | Nord Kivu | ***Femme non beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 13-Mar | Tongo-Rushege | Rwabangi | Nord Kivu | ***Fermme beneficiaire*** | *Guide des entretiens + AGR* |
| 14-Mar | Tongo-Rushege | Kivumu | Nord Kivu | ***Pasteur*** | *Guide des entretiens* |
| 14-Mar | Tongo-Rushege | Kivumu | Nord Kivu | ***Maman Leader*** | *Guide des entretiens* |
| 14-Mar | Tongo-Rushege | Kivumu | Nord Kivu | ***Fermier beneficiaire*** | *Guide des entretiens + Agriculture* |
| 14-Mar | Tongo-Rushege | Kivumu | Nord Kivu | ***Fermier non beneficiaire*** | *Guide des entretiens* |
| 15-Mar | Tongo Rushege | Rushege | Nord Kivu | ***Infirmier laborantin*** | *Guide des entretiens* |
| 15-Mar | Tongo Rushege | Rushege | Nord Kivu | ***Maman Leader*** | *Guide des entretiens* |
| 15-Mar | Tongo Rushege | Rushege | Nord Kivu | ***Maman Leader*** | *Guide des entretiens* |
| 15-Mar | Tongo Rushege | Rushege | Nord Kivu | ***Fermiere non beneficiaire*** | *Guide des entretiens + Agriculture* |

ENTRETIENS INDIVIDUELS: BARTHELEMY KALAMBAYI (Technical Specialist)

TANGANYIKA

| **Date** | **Communauté** | **Sexe** | **Activité principale** |
|---|---|---|---|
| 2/11/2016 | Village Mulenda Kazadi | Masculin | Entretiens sur les activités de FH sur lesthématiques de l'évaluation |
| 2/12/2016 | Village Mulenda Kazadi | Masculin/Féminin | Entretien avec le Chef Miketo, sa femme et l'Intérimaire du Chef Miketo sur les activités de FH sur lesthématiques de l'évaluation |
| 12/02/2016 | Village Mulenda Kazadi | Féminin | **Entretien avec 4 avec les femmes leaders** |
| 12/02/2016 | Village Mulenda Kazadi | Masculin | Entretien avec l'Infirmier Titulaire Adjoint Centre de sante |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 12/02/2016 | Village Mulenda Kazadi | Féminin | Entretien avec une Femme Leader |
| 12/02/2016 | Village Mulenda Kazadi | Masculin | Entretien avec un Pasteur |
| 12/02/2016 | Village Mulenda Kazadi | Masculin/Féminin | Femme leader et 1 Fermier leader/Enseignant |
| 2/13/2016 | VILLAGE DE KATAKI | Féminin | Entretien avec 1 femme leader |
| 2/13/2016 | VILLAGE DE KATAKI | Féminin | Entretien 1 Femme Leader |
| 2/13/2016 | VILLAGE DE MUSHABA | Féminin | Entretien sur le Projet Tuendelee pamoja/Food for the Hungry |
| 2/13/2016 | VILLAGE DE MUSHABA | Masculin | Entretien superviseur de la station semence |
| 2/16/2016 | VILLAGE LUKALANGA | Masculin | Entretien le pasteur KAFINDO KALOMBE |
| 2/16/2016 | VILLAGE LUKALANGA | Masculin | Entretien Avec le CHEF MUKULI |
| 2/16/2016 | VILLAGE LUKALANGA | Masculin | 1. Entretien avec Fermier Leader MUKULI ZOMBE Marcel |
| 2/16/2016 | VILLAGE LUKALANGA | Féminin | 1. Entretien avec une maman leader |
| 2/17/2016 | VILLAGE LYAPENDA | Masculin | Entretien avec LE VICE PRESIDENT CDC KIPOKA NDAILE |
| 2/17/2016 | Village : KIKANGO | Masculin | Entretien avec un fermier leader KABANDA CESAR |
| 2/17/2016 | Village : KIKANGO | Masculin | Entretien avec le fermier leader BIENVENU MUSEBA |
| 2/17/2016 | Village : KIKANGO | Masculin | Entretien avec l'enseignant WAGU AUGUSTIN |
| 2/17/2016 | Village : KIKANGO | Masculin | Entretien avec NGADWE KATANDE, KULIMA KABULO , KAMBAYI KYABU |
| | | | |

SUD KIVU

| | | | |
|---|---|---|---|
| 2/24/2016 | VILLAGE MUHONGOZA | Masculin | Entretien avec PASTEUR 8è CEPAC : BAHATI |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | VILLAGE MUHONGOZA | Masculin | Entretien avec l'Infirmier Titulaire du Centre de Santé de MUHONGOZA |
| | VILLAGE MUHONGOZA | Masculin | Entretien avec le Président de la société civile Mr. MWANGILA INGUZI |
| | VILLAGE MUHONGOZA | Masculin | Entretien avec BASILWANGO WABENGA : Président CDC MUHONGOZA et Directeur de l'EP MUHONGOZA |
| | VILLAGE MUHONGOZA | Féminin | Entretien avec GODELIVE INGUZI : membre CDC (multiplication des rejets) |
| 2/25/2016 | GROUPEMENT MBINGA/VILLAGE LWENGE/KASHEKE | Masculin | Entretien avec Alphonse KALINDI |
| | GROUPEMENT MBINGA/VILLAGE LWENGE/KASHEKE | Féminin | Entretien avec la MERE CHEF DE GROUPEMENT |
| | GROUPEMENT MBINGA/VILLAGE LWENGE/KASHEKE | Masculin | Entretien Avec le PRESIDENT DU COMITE DES PARENTS : Gomer NYAKEZI |
| 2/26/2016 | GROUPEMENT : LUBONA/VILLAGE : MUSUSU 3 | | Entretien avec le CHEF DU VILLAGE MUSUSU 3, JUSTIN MUGARA ET HORUCIRI JACK |
| 2/26/2016 | GROUPEMENT : LUBONA/VILLAGE : MUSUSU 3 | Féminin | Mère Leader MWENZE NZIGURE |
| 2/26/2016 | GROUPEMENT : LUBONA/VILLAGE : MUSUSU 3 | Masculin | SALVATOR MUKANISA : SECRETAIRE CDC |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 2/26/2016 | GROUPEMENT : LUBONA/VILLAGE : MUSUSU 3 | Féminin | NABWAMA MAREGEKO : femme paysanne |
| | | | |
| 2/27/2016 | Village : MWEGERERAII | Masculin | Entretien avec Mr. BIHIZIRE KAHIRA |
| 2/27/2016 | Village : MWEGERERAII | Masculin | Entretien avec Mr. INA : |
| 2/27/2016 | Village : MWEGERERAII | Masculin | Entretien avec Mr. IREZETE M'NAMUGADA : Fermier leader |
| 6/29/2016 | VILLAGE : BIRIBA | Masculin | Entretien avec MUTOTO RUBONEZA : Président de la jeunesse BIRIBA |
| 6/29/2016 | VILLAGE : BIRIBA | Masculin | Entretien avec Mr. BALEKE LUMU : Notable du quartier |
| 6/29/2016 | VILLAGE : BIRIBA | Masculin | Entretien avec Mr. ZIHINDULA Réné: leader |
| 3/1/2016 | VILLAGE : NUNDU | Masculin | Entretien avec 3 leaders |
| 3/1/2016 | VILLAGE : NUNDU | Masculin | Entretien avec IDI JAQUES SUMAILI : Relais communautaire |
| 3/1/2016 | VILLAGE : NUNDU | Féminin | Entretien avec: MULEBI SAFI Mère leader |
| 3/1/2016 | VILLAGE : NUNDU | Féminin | Entretien avec SALIMA AMISI : agricultrice |
| 3/1/2016 | VILLAGE : NUNDU | Féminin | MAKJAMBE LUSHIKANA Jeune leader |
| 3/2/2016 | VILLAGE : KATONGO | Masculin | ENTRETIEN Avec RAMAZANI BILONDA Chef du village |
| 3/2/2016 | VILLAGE : KATONGO | Masculin | SAIDO SENAHURUGU Chef adjoint du village |
| 3/2/2016 | VILLAGE : KATONGO | Féminin | Entretien avec NEEMA FATUMA Maman leader |
| 3/2/2016 | VILLAGE : KATONGO | Féminin | Entretien avec TOBO NGEMBELECHI, femme allaitante |
| 3/2/2016 | VILLAGE : KATONGO | Féminin | Entretien avec PASSY NGOYERA Agricultrice |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3/3/2016 | VILLAGE : RUNINGU | Masculin | SHEKUBWA jacques, directeur de l'E.P. |
| 3/3/2016 | VILLAGE : RUNINGU | Masculin | 1. Entretien avec Mr WENDO KITABU WILONDA PROSPER/ PREFET D'ECOLE (INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE NYAMUZIBA/RUNINHU |
| 3/3/2016 | VILLAGE : RUNINGU | Masculin | Entretien avec Mr. KIPEO SHEFARANGA Agriculteur |
| 3/3/2016 | VILLAGE : RUNINGU | Masculin | 1. Entretien avec URAHA NABIGANE/Agricultrice |
| 3/3/2016 | VILLAGE : RUNINGU | Masculin | Entretien avec une femme Agricultrice |
| 3/4/2016 | VILLAGE : KAGANDO | Masculin | Entretien avec 3 pedrsonnes: IMANAN KALENGA ASUMANI/Secrétaire notable; KASHIDI KAPANGANA José /Secrétaire notable; TOTO RUNAGINA/CONSEIL AGRICOLE |
| 3/4/2016 | VILLAGE : KAGANDO | Féminin | Entretien avec :FEZA MARIE / non bénéficiaire. |
| 3/4/2016 | VILLAGE : KAGANDO | Féminin | 1. Entretien avec LALIA LAHERI Maman leader. |
| 3/4/2016 | VILLAGE : KAGANDO | Masculin | Entretien avec KAZEYA RUKUKUYE Président CDC Kagando |
| 3/5/2016 | VILLAGE : RUNINGU | Masculin | BIROZA: Président comité de dévelpmt(CD) |
| | | | |

NORD KIVU

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3/16/2016 | VILLAGE MUSIENENE | Féminin | MASIKA Odette ; Secrétaire du Groupement |
| 3/16/2016 | VILLAGE MUSIENENE | Masculin | KAYINKOMERE: Vice-président CARG |
| 3/16/2016 | Village Munoli | | KATUNGU ESPERANCE (genre) |
| 3/16/2016 | VILLAGE MUSIENENE | Féminin | Entretien avec KAVIRA FELICIANO |
| 6/17/2016 | VILLAGE DE MAGERIA | Masculin | Entretien avec le chef KATEMBO |
| 6/17/2016 | VILLAGE DE MAGERIA | Masculin | KATEMBO (Administrateur Gestionnaire) |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 6/17/2016 | VILLAGE DE MAGERIA | Féminin | Le Médecin du centre de santé |
| 6/17/2016 | VILLAGE DE MAGERIA | Masculin | KAMBALE KAMUTHE Agents villageois |
| 3/18/2016 | VILLAGE LUKANGA | Masculin | ABBE KIZITO ' (0994054244 ; 0825470091) |
| 3/18/2016 | VILLAGE LUKANGA | Masculin | LE DIRECTEUR DE L'EP BILENA |
| 3/18/2016 | VILLAGE LUKANGA | Féminin | MASIKA (Maîtresse à l'Ecole primaire) |
| 3/18/2016 | VILLAGE LUKANGA | Masculin | KAMBALE MUKOSA Lambert |
| 3/18/2016 | VILLAGE LUKANGA | Masculin | 3 MAMANS LEADERS |
| 3/19/2016 | VILLAGE MUHANGI | Masculin | KASEREKA , Chef de groupement |
| 3/19/2016 | VILLAGE MUHANGI | Masculin | le chef du groupement |
| 3/19/2016 | VILLAGE MUHANGI | Masculin/Féminin | NZIVAKE (femme leader) |
| 3/20/2016 | VILLAGE DE MUNOLI | Masculin | LE CHEF KAMBALE André |
| 3/20/2016 | VILLAGE DE MUNOLI | Masculin | le paysan multiplicateur |
| 3/20/2016 | VILLAGE DE MUNOLI | Masculin | PALUKU KINEULI t villageois (AV). |
| 3/20/2016 | VILLAGE DE MUNOLI | Masculin | le Pasteur MUHINDO |
| 3/21/2016 | VILLAGE NGELEZA : LOCALITE ISANGO | Masculin | LE CHIEF DE PALUKU MATEMBELA |
| 3/21/2016 | VILLAGE NGELEZA : LOCALITE ISANGO | Masculin | KAMBALE OMER (Bénéficiaire) |
| 3/21/2016 | VILLAGE NGELEZA : LOCALITE ISANGO | Masculin | KAMBALA BIBALYA et P2 |

**A7. Liste des Discussions des Groupes Témoins (Focus Groups)**

TABLEAU DE FOCUS GROUPS: MADELEINE KASAY (Technical Specialist)

| Date | Village | Communauté Cible | sexe | | | Groupe d'age | Activité principale/Programme |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Homme | Femme | TOTAL | | |
| 15.03.016 | Katendere | Avec les membres du CDC | 9 | 2 | 11 | 30 à 45 ans | Coordination des activités plus les champs<br>Prog agriculture |
| | | Avec des femmes leaders et papas leaders | 10 | 1 | 11 | 25 à 40 ans | Conduire les activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>pProg agriculture |
| | | Avec les non bénéficiaires | 5 | 4 | 9 | 35 à 50 ans | Travaux des champs (non bénéficiaires) |
| 16.03.016 | Bambo | Avec les bénéficiaires en général : femmes leaders, papas leaders, membres du CLD | 1 | 8 | 9 | 24 à 45 ans | - onduire les activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>- Prog agriculture<br>- |
| | | Avec les bénéficiaires en général : fermiers leaders, | 7 | 3 | 10 | 30 à 45 ans | Elevage, travaux des champs<br>Ménages<br>Prog santé nutrition |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | femmes enceintes, allaitantes et celles ayant des enfants de – 5 ans | | | | | |
| | | Avec les non bénéficiaires | 6 | 4 | 10 | 25 à 49 ans | Travaux des champs (non bénéficiaires) |
| 17.03.016 | Butare | Avec les bénéficiaires en général : femmes leaders, papas leaders, membres du CLD | 3 | 9 | 12 | | - Conduire les activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>- mProg agriculture |
| | | Avec les bénéficiaires en général : fermiers leaders, femmes enceintes, allaitantes et celles ayant des enfants de – 5 ans, membres du CLD | 7 | 5 | 12 | 28 à 49 ans | Elevage, travaux des champs<br>pProg santé nutrition |
| | | Avec les non bénéficiaires | 9 | 3 | 12 | 20 à 40 ans | Travaux des champs (non bénéficiaires) |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 18.03.016 | Rwabangi | Avec les bénéficiaires en général : femmes leaders, papas leaders, membres du CLD | 3 | 9 | 12 | 25 à 45 ans | - Conduire les activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>pProg agriculture |
| | | Avec les bénéficiaires en général : les femmes enceintes, allaitantes et ayant des enfants – 5ans, les papas | 6 | 6 | 12 | 20 à 40 ans | Travaux des champs<br>PProg santé nutrition |
| | | Avec les non bénéficiaires | 7 | 2 | 9 | 25 à 35 ans | Travaux des champs (non bénéficiaires) |
| 19.03.016 | Village Kavumu | avec les bénéficiaires en général : membres du CDC, femmes et papas leaders | 9 | 3 | 12 | 30 à 45 ans | - Conduire les activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>- CProg agriculture |
| | | Avec les femmes enceintes, | 2 | 10 | 12 | 25 à 45 ans | - Travaux des champs<br>aProg santé nutrition<br>- |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | allaitantes et ayant des enfants – 5ans, femmes leaders et fermiers leaders | | | | | |
| | | Avec les non bénéficiaires | 5 | 2 | 7 | 20 à 40 ans | Travaux des champs (non bénéficiaires) |
| | | | | | | | |
| 20.03.016 | Rushege | avec les bénéficiaires en général : membres du CDC, femmes et papas leaders | 9 | 3 | 12 | 25 à 50 ans | - Coordination des activités<br>- activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>Prog agriculture |
| | | avec les femmes leaders, femmes enceintes, allaitantes et celles ayant des enfants – 5ans | 2 | 7 | 9 | 18 à 30 ans | - activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>Prog santé nutrition |
| | | | | | | | - |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.02 | **Villge Mulenda Kazadi** | Avec les bénéficiaires en général | 5 | 7 | 12 | 20 à 45 ans | Travaux des champs<br>Prog agriculture |
| | | avec les femmes leaders, femmes enceintes, allaitantes et celles ayant des enfants – 5ans | | 12 | 12 | 19 à 35 ans | Travaux des champs avec semences ordinaires<br>Prog santé nutrition |
| 12 .02 | Village Miketo | Avec les bénéficiaires en général | 4 | 5 | 9 | 25 à 37ans | Travaux des champs avec semences ordinaires<br>Prog agriculture |
| | | avec les femmes leaders, femmes enceintes, allaitantes et celles ayant des enfants – 5ans | | 12 | 12 | 25 à 40 ans | ravaux des champs T<br>Prog santé et nutrition |
| | | Avec les non bénéficiaires | | 6 | 6 | 25 à 35 ans | Travaux des champs (non bénéficiaires) |
| 13.02 | Village Kataki | Avec les non bénéficiaires | | 8 | 8 | 20 à 38 ans | Travaux des champs (non bénéficiaires) |
| | | I | | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Avec les bénéficiaires en général | 6 | 2 | 8 | 24 à 45 ans | Travaux des champs<br>Prog agriculture |
| 15.02 | Village Lukalanga | Avec les bénéficiaires en général | 6 | 6 | 12 | 25 à 45 ans | Travaux des champs<br>Prog agriculture |
| | | Avec les bénéficiaires en général : femmes leaders et fermiers leaders | 3 | 3 | 6 | 28 à 45 ans | - activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>- Prog agriculture |
| 16.02 | Village Kikango | avec les femmes leaders, femmes enceintes, allaitantes et celles ayant des enfants – 5ans | | 8 | 8 | 24 à 35 ans | - activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>- Travaux des champs<br>- Prog santé et nutrition |
| | | Avec les bénéficiaires en général | 7 | 1 | 8 | 30 à 45 ans | Travaux des champs<br>Prog agriculture |
| | | | | | | | |
| 24.02 | Village Kahama | avec les bénéficiaires en général | | | | | Travaux de champs avec semences ordinaires<br>Prog agriculture |
| | | avec les femmes leaders, femmes | | | | | Travaux des champs<br>Prog santé et nutrition |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | enceintes, allaitantes et celles ayant des enfants – 5ans | | | | | |
| 25.02 | Village Kasheke | Avec les femmes Ecole /Champs paysans | | 12 | 12 | 25 à 40 ans | Travaux des champs communautaires<br>Prog agriculture |
| | | Avec les non bénéficiaires | 5 | 6 | 11 | 24 à 45 ans | Travaux de champs,<br>Prog agriculture (non bénéficiaires) |
| 26.02 | Village Katongo | Avec les femmes cultivatrices et femmes leaders | | 12 | 12 | 24 à 45 ans | - ravaux des champs activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>- Prog agriculture |
| | | Avec les femmes leaders, femmes enceintes, allaitantes et celles ayant des enfants – 5ans | | | | 20 à 35 ans | - Travaux des champs<br>- rog santé et nutrition |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Avec les femmes alphabétisées | | | | 19 à 40 ans | Fabrication des pains, du savon et des beignets Prog transversal/genre |
| 3.03 | Village Runingu | Avec les non bénéficiaires | 4 | 4 | 8 | 24 à 45 ans | Travaux des champs (non bénéficiaires) |
| | | Avec les femmes alphabétisées | | 12 | 12 | | Fabrication des pains, du savon et des beignets PPro transversal/genre |
| | | Avec les femmes leaders | | 7 | 7 | 30 à 40 ans | - activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>- rog agriculture |
| | | | | | | | - |
| 04.03 | Village kagando | Avec les femmes alphabétisées | | 6 | 6 | | Fabrication des pains, du savon et des beignets Prog transversale/genre r |
| | | Avec les bénéficiaires en général : femmes enceintes, allaitantes et celles ayant des enfants de – 5 ans | | 11 | 11 | 24 à 35 ans | - Travaux des champs Prog santé et nutrition |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Avec les membres du comité de développement communautaire | 8 | 2 | 10 | 28 à 45 ans | - Coordination des activités<br>- Travaux des champs Prog agriculture |
| | | | | | | | - |
| 01.03 | Village Mususu3 | **Avec les femmes leaders** | | 8 | 8 | 25 à 45 ans | - activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>- Travaux des champs rog agriculture |
| | | Avec les membres du comité de développement communautaire | 5 | 3 | 8 | 30 à 45 ans | - Coordination des activités<br>- Travaux des champs Prog agriculture |
| 27.02 | Village Mwegerera **II** | **Avec les femmes leaders** | | 12 | 12 | 25 à 35 ans | - activités de communication interpersonnelles dans les ménages<br>- Prog agriculture |
| | | Avec les membres du comité de | 5 | 3 | 8 | 30 à 45 ans | - Coordination des activités TProg agriculture |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | développement communautaire | | | | | |
| 29.02 | Village Biriba | Avec les femmes alphabétisées | | 12 | 12 | 25 à 35 ans | Fabrication des pains, du savon et des beignets<br>Prog transversal/genre |
| 24.02 | Village Muhongeza | Avec les femmes enceintes, allaitantes et celles ayant des enfants de – 5 ans | | 12 | 12 | 24 à35 ans | Travaux des champs<br>Prog santé et nutrition |
| | | Avec les femmes alphabétisées | | 12 | 12 | 19 à 35 ans | Fabrication des pains, du savon et des beignets<br>Progr transversal/genre |
| | | Avec les membres du comité de développement communautaire | 7 | 5 | 12 | 30 à 45 ans | Coordination des activités<br>Travaux des champs<br>Prog agriculture |
| 25.02 | Village Nyabasha | Avec les femmes Ecole/Champs paysans | | 12 | 12 | 28 à 45 ans | Travaux des champs Communautaires<br>Prog agriculture |

TABLEAU DES FOCUS GROUPS: CHRISTOPHE ALiMASI (Technical Specialist)

| **DATE** | **VILLAGE** | COMMUNAUTE CIBLE | **SEXE** | | | **GROUPE D'AGE** | **ACTIVITE PRINCIPALE** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | HOMME | FEMME | TOTAL | Tranche | |
| NORD KIVU | NORD KIVU | NORD KIVU | NORD KIVU | NORD KIVU | NORD KIVU | NORD KIVU | NORD KIVU |
| 16/03/2016 | VILLAGE MUSIENENE | Membre du groupe d'agricole | | 13 | 13 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 16/03/2016 | VILLAGE MUSIENENE | Avec petits commercants | 2 | 10 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 16/03/2016 | VILLAGE MUSIENENE | Membres COOPERATIVE | | 10 | 10 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé nutrition |
| 17/03/2016 | VILLAGE MAGHERIA | Femmes enceintes, allaitantes et femmes ayant enfants de moins de 5 ans | 4 | 8 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 17/03/2016 | VILLAGE MAGHERIA | Membre du AVEC et GIC | 4 | 8 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 17/03/2016 | VILLAGE MAGHERIA | BENEFICIARES EN GENERAL | 1 | 11 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 18/03/2016 | VILLAGE LUKANGA | NON BENEFICIAIRES | 4 | 8 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture (non ben.) |
| 18/03/2016 | VILLAGE LUKANGA | BENEFICIARES EN GENERAL | | 10 | 10 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| 18/03/2016 | VILLAGE LUKANGA | Femme enceinte, Allaitante et ayant un enfant de moins de 5ans | 6 | 6 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 19/03/2016 | VILLAGE MUHAGI | Membres AVA/AVEC | | 12 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| z19/03/2016 | VILLAGE MUHAGI | Femme enceinte, femme allaitante et ayant enfant de – 5 ans | 5 | 5 | 10 | 25 – 65 ans | Activités de communication interpersonnelle dans le ménage<br>Prog agriculture |
| 19/03/2016 | VILLAGE MUHAGI | PAPA ET MAMANS LEADERS | 4 | 7 | 11 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 20/03/2016 | VILLAGE MUNOLI | BENEFICIAIRES EN GENERAL | | 9 | 9 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| 20/03/2016 | VILLAGE MUNOLI | FEMME ENCEINTE, ALLAITANTE, | | 7 | 7 | 25-65 | Nutrition, Sante, et Alimenation des enfants |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | AYANT ENFANT DE -5 ANS | | | | | |
| 20/03/2016 | VILLAGE MUNOLI | NON BENEFICIAIRE | 6 | | 6 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture (non ben.) |
| 21/03/2016 | VILLAGE NGELEZA | BENEFICIAIRE EN GENERAL | 1 | 6 | 7 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 21/03/2016 | VILLAGE NGELEZA | BENEFICIAIRE EN GENERAL | | 8 | 8 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| 21/03/2016 | VILLAGE NGELEZA | FEMME ALLAITANTE, FEMME ENCEINTE, AYANT ENFANT DE – 5ANS | | 6 | 6 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce |
| SUD KIVU | SUD KIVU | NON BENEFICIAIRE | SUD KIVU | SUD KIVU | SUD KIVU | SUD KIVU | SUD KIVU |
| 24/02/2016 | VILLAGE IHUSI/ KASHEKE | SUD KIVU | | 7 | 7 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| 24/02/2016 | VILLAGE IHUSI/ KASHEKE | Femme enceinte, allaitante et ayant des enfants de moins de 5 ans | 9 | 2 | 11 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 24/02/2016 | VILLAGE IHUSI/ KASHEKE | NON BENEFICIAIRE | | 9 | 9 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce (non ben.) |
| 25/02/2016 | VILLAGE KASHEKE | BENEFICIAIRES EN GENERAL | | 12 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce |
| 25/02/2016 | VILLAGE KASHEKE | NON BENEFICIAIRES FEMMES | | 12 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture (non ben.) |
| 26/02/2016 | VILLAGE KATUDU | NON BENEFICIAIRES | 7 | | 7 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture (non ben.) |
| 26/02/2016 | VILLAGE KATUDU | BENEFICIAIRES EN GENERAL | | 7 | 7 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| 26/02/2016 | VILLAGE KATUDU | BENEFICIAIRES EN GENERAL | | 7 | 7 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce |
| 27/02/2016 | VILLAGE MWENEGERA | FEMMES ALLAITANTE, FEMME ENCEINTE ET AYANT DES ENFANTS DE -5 ANS | 7 | | 7 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 29/02/2016 | VILLAGE BIRIBA | NON BENEFICIARES | 9 | | 9 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture (non ben.) |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 29/02/2016 | VILLAGE BIRIBA | BENEFICIAIRES EN GENERAL | 8 | | | 25 – 65 ans | Prog agriculture |
| 05/03/2016 | VILLAGE BIRIBA | BENEFICIAIRES EN GENERAL | 7 | | 7 | 25 – 65 ans | Travaux de champs |
| 01/02/2016 | VILLAGE KAHAMA | NON BENEFICIAIRE | 8 | | 8 | 25 – 65 ans | Travaux de champs<br>Prog agriculture (non ben.) |
| 01/03/2016 | VILLAGE KAHAMA | NON BENEFICIARE | 2 | 5 | 7 | 25 – 65 ans | Travaux de champs<br>Prog agriculture (non ben.) |
| 01/03/2016 | VILLAGE KAHAMA | BENEFICIAIRES EN GENERAL | 12 | | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs |
| 02/03/2016 | VILLAGE MUNENE | BENEFICIAIRES EN GENERAL | 11 | | 11 | 25 – 65 ans | Travaux de champs |
| 02/03/2016 | VILLAGE MUNENE | NON BENEFICIAIRES | | 9 | 9 | 25 – 65 ans | Activités de communication interpersonnelle dans le ménage<br>Prog agriculture (non ben.) |
| 02/03/2016 | VILLAGE MUNENE | NON BENEFICIAIRES | 8 | 2 | 10 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture (non ben.) |
| 03/03/2016 | VILLAGE KAGUNGA/ONGERO | FEMMES LEADERS | 2 | 10 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog transversal/genre |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 03/03/2016 | VILLAGE KAGUNDA/ONGERO | BENEFICIAIRES EN GENERAL | | 9 | 9 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| 03/03/2016 | VILLAGE KAGUNDA/ONGERO | BENEFICIAIRES WEG | 5 | 4 | 9 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 04/03/2016 | VILLAGE RUTEMBA | FEMMES COMMERCANT | | 11 | 11 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog transversal/genre |
| 04/03/2016 | VILLAGE RUTEMBA | ENCEINTE, ALLAITANTE ET AYANT ENFANT DE MOINS DE 5 ANS | | 12 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| 04/03/2016 | VILLAGE RUTEMBA | BENEFICIAIRES MEMBRES DE LA COPERATIVE | 9 | | 9 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 04/03/2016 | VILLAGE RUTEMBA | BENEFICIAIRES (WEG) | | 7 | 7 | 20-65 | Petits commerce de femmes ; travaux domicile |
| TANGANYIKA | TANGANYIKA | | | | | TANGANYIKA | |
| 11/02/2016 | VILLAGE KABULO | FEMME ENCEINTE, ALLAITANTE ET AYANT DES ENFANTS DE –5ANS | | 12 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11/02/2016 | VILLAGE KABULO | FEMMES MAMANS | | 12 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| 11/02/2016 | VILLAGE KABULO | NON BENEFICIAIRES | 5 | 7 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce (non ben.) |
| 12/02/2016 | VILLAGE KABUYU | BENEFICIAIRES EN GENERAL | | 12 | 12 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 12/02/2016 | VILLAGE KABUYU | NON BENEFICIAIRE | 11 | | 11 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce |
| 12/02/2016 | VILLAGE KABUYU | TANGANYIKA | | 8 | 8 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| 13/02/2016 | VILLAGE KATAKI | BENEFICIARE EN GENERAL | 8 | 1 | 9 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |
| 15/02/2016 | VILLAGE LYAPENDA | FEMMES ENCEINTES, ALLAITANTAS ET AYANT ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS | 9 | | 9 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce |
| 15/02/2016 | VILLAGE LYAPENDA | NON BENEFICIARE | | 9 | 9 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| 16/02/2016 | VILLAGE MOKE | BENEFICIARES EN GENERAL | 13 | | 13 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog agriculture |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16/02/2016 | VILLAGE MOKE | NON BENEFICIAIRES | 18 | 9 | 9 | 25 – 65 ans | Travaux de champs et petit commerce<br>Prog santé et nutrition |
| 16/02/2016 | VILLAGE MOKE | FEMME ENCENITE, ALLAITANTE ET AYANT ENFANT DE -5 ANS | | 6 | 6 | 25 – 65 ans | Activités de communication interpersonnelle dans le ménage<br>Prog agriculture |

**A8. Guides des Entretiens et des Discussions**

**Catégorie : Femmes avec enfant de moins de 5 ans**

| | |
|---|---|
| Date : _____ | Province : _____ |
| Zone de Santé : _____ | |
| Aire de Santé: _____ | Village : _____ |
| Nom et prénoms de l'Animateur : _____ et Preneur de note : _____ | |
| Heure début de l'entretien : _____ | Heure fin de l'entretien : _____ |

**INTRODUCTION**

Bienvenu et merci de prendre votre temps pour participer à cette discussion ce jour. Mon nom est ..... (modérateur) et c'est ..... (Preneur des notes). Nous travaillons pour le compte de The Mitchell Group (TMG) et de Centre de Renforcement des capacités et d'Etudes sur la Santé, Population et Développement (CRESPOD).

Nous sommes là pour évaluer les activités du projet**RISE/JENGA JAMAA II/TUENDELEE PAMOJA** relatives à la sécurité alimentaire dans votre communauté.La contribution de chacun de vous va nous donner une idée sur la sécurité alimentaire dans votre.

REGLES DE CONDUITE :

Nous nous intéressons à chacune de vos opinions et vos sentiments. Il n'y a ni des bonnes ni des fausses réponses. Nous avons besoins de vos idées. Ainsi, aucune

critique ne vous sera adressée. Nous vous encourageons à donner des commentaires francs qui peuvent améliorer notre étude.

Certaines d'entre vous peuvent approuver ou pas les réponses des autres ; Ce qui est normal. Je vais vous donner la parole à tour de rôle. S'il vous plaît, n'interrompez pas l'autre pendant qu'il parle. Chacune aura le temps de s'exprimer. Cette session va durer approximativement ….. à…..heures

CONFIDENTIALITÉ ET UTILISATION DES DICTAPHONES :

Tout ce qui se dit dans cette salle est confidentiel et nous ne dirons à personne que vous avez participé à cette discussion. Un enregistreur va enregistrer ce qui est dit pour que nous puissions prendre correctement note de vos points de vue afin de nous aider à améliorer les programmes. Mon collègue va également prendre des notes pour nous aider à ce sujet. Est-ce que vous acceptez que nous puissions enregistrer la discussion ?

PRESENTATION DES PARTICIPANTS :

Nous voulons que chacun de vous puisse se présenter pour mieux se connaître, en vue de faciliter l'entretien.

**O. Question introductive**

01. Que savez-vous du projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?

**1. Efficacité des modèles de formation en SBCC**:

1.1. Au cours de ce projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA, aviez-vous suivi une formation ? Si oui, dans quel domaine ?
- Qu'aviez-vous retenu de cette formation ?
- Aviez-vous partagé les informations reçues de cette formation par exemple sur la nutrition de la femme enceinte ou allaitante et de l'enfantde moins de 5 ans avec d'autres femmes qui n'avaient pas participé à cette formation ?
- Si oui, pourriez-vous nous donner quelques exemples?
- Si non, pourquoi ne l'aviez-vous pas fait?

1.2. Au cours du projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA, aviez- vous participé à des causeries éducatives organisées par ce projet en matière de la nutrition de la femme enceinte ou allaitante et de l'enfantde moins de 5 ans?

- Si oui, pouvez-vous nous citer quelques messages que vous avezretenus et qui vous ont aidé à changer certaines pratiques quotidiennes dans votre ménage ?
- Si non, pourquoi n'aviez-vous pas participé à ces causeries ?

**2. Force des liens avec les marchés et les services publics**

2.1. Existe-t-il des associations des femmes dans votre village ?

- Si oui, sont-elles fonctionnelles ?
- Etes-vous membre de ces associations ? Si non, pourquoi?
- Que font ces associations ?

2.2. Quels sont les changements que le projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA a apporté en terme de l'alimentation de la femme enceinte, de la femme allaitante et des enfants de moins de 5 ans dans votre ménage?

**3. Changements dans les revenus et moyens de substance des ménages**

3.1. Existe-t-il des associations des microcrédits et d'épargne dans votre village?

- Si oui, lesquelles ? Sont-elles fonctionnelles ?
- En tant que femme, aviez-vous eu accès aux microcrédits ?
- Si oui, Qu'est ce que vous aviez fait de ce crédit ?
- Si non, pourquoi pas ?

**4. Evolution des pratiques de nutrition**

**4.1. Concernant la femme enceinte et allaitante**

4.1.1. Pouvez-vous nous dire ce que vous aviez mangé hier ? Est-ce que vous aviez également mangé la même chose avant-hier ? Combien des fois mangiez- vous par jour?

4.1.2. Lorsque vous étiez enceinte, qu'est-ce que vous faisiez ?

- Quels types d'aliments mangiez-vous ? Combien de fois par jour ?
- Et après accouchement qu'est-ce que vous faisiez ?
- Quels types d'aliments mangiez-vous ? Combien de fois par jour ?

4.1.3. Lorsque vous étiez enceinte, aviez-vous reçu des messages sur l'alimentation de la femme enceinte, de la femme allaitante et de l'enfant de moins de 5 ans ?

- Si oui pouvez-vous donner quelques messages que vous avez reçus ?
- Aviez-vous partagé ces messages avec d'autres mères qui ne les avaient pas reçus¸

- Si oui donnez quelques exemples
- Si non pourquoi ne les aviez vous pas partagés avec d'autres femmes ?

4.1.3. Quels sont les aliments qui sont interdits à une femme lorsqu'elle est enceintes dans votre communauté ? Que pensez-vous de cette pratique ?

- Quelle est la situation actuelle dans votre communauté par rapport à ces aliments interdits ?

4.1.5. Après l'accouchement, que faisiez-vous ?

- Quels types d'aliments mangiez-vous ? Combien de fois par jour ?

**4.2. Concernant la survie de l'enfant de moins de 5 ans**

4.2.1. Pouvez-vous nous dire ce que vos enfants de moins de 5 ans avaient mangé hier ? Est-ce que qu'ils avaient également mangé la même chose avant-hier ? Combien des fois mangeaient-ils par jour?

4.2.2. Vous qui avez des enfants:
- De moins de 6 mois, comment les nourrissiez-vous ?
- De plus de 6 mois, comment les nourrissiez-vous ?

4.2.3. Que faites vous pour éviter que vos enfants de moins de 5 ans tombent malade ?
- Et quand ils sont malades, que faites-vous ?

4.2.4. En matière de nutrition, quand vous comparez des enfants de moins de 5ansnés avant le projet et ceux qui sont nés au cours du projet, qu'est-ce que vous en dites ?

4.2.5. Dans votre village, aviez vous eu des enfants mal nourris ?
- Si oui, le projet les avait- il pris en charge? Si oui, Comment ?
- Quels types d'aliments que le projet donnait à ces enfants ? Et combien de fois par jour ?
- D'où provenaient ces aliments ?
- Les enfants malnourris ayant récupéré la santé, une fois retournés à la maison étaient-ils suivis âpres?
- Le projet avait-t-il renforcé lescapacités des mères ayant des enfants de moins de 5 ans mal nourris sur leur alimentation ?

4.2.6. Existait-il une association/organisation communautaire de soutien aux mères ayant des enfants ou ont eu des enfants mal nourris dans votre village ?
- Si oui que faisait cette association/organisation ?
- Les membres de cette association/organisation avaient-ils suivi une formation sur les méthodes nutritionnelles des enfants de moins de 5ans ?

**5. Changements dans les normes de genre**

5.1. Quel est le rôle de l'homme dans le ménage relatif

- au partage des travaux ménagers,
- aux soins des enfants,
- à la prise des décisions et
- à l'affectation des revenus?

Donnez quelques exemples

5.2. Est-ce cette participation a toujours existé dans votre village ou bien elle est arrivée suite aux activités du projet ?

5.3. Pensez vous que cette participation de l'homme va continuer ou pas après le retrait du projet de votre village ?

5.4. Quel est le rôle de la femme dans le ménage relatif

- au partage des travaux ménagers,
- aux soins des enfants,
- à la prise des décisions et
- à l'affectation des revenus?

Donnez quelques exemples

5.5. Est-ce cette participation de la femme a toujours existé dans votre village ou bien elle est arrivée suite aux activités du projet ?

5.6. Pensez vous que cette participation de la femme va continuer ou pas après le retrait du projet de votre village ?

5.7. Est-ce que les femmes participent-elles dans la prise des décisions concernant la gestion des ressources communautaires et des institutions locales? Donnez quelques exemples

5.8. Est-ce cette participation a toujours existée dans votre communauté ou bien elle arrivée suite aux activités du projet ?

6**. Résultats des interventions sur la Réduction des Risques des Catastrophes (RRC)**

6.1. Durant les 5 dernières années, aviez-vous connu des catastrophes alimentaires dues à la sécheresse, aux maladies des plantes, des animaux, des volailles dans des inondations dans votre village ?

- Si oui que ce que vous aviez fait ?
- Que ce que le projet avait fait ?
- Que ce que l'état avait fait ?

**7. Résultats de la gouvernance et des initiatives de résolution des conflits**

7.1. En cas des conflits communautaire dans votre village, pouvez-vous nous dire si les femmes participent à la résolution de ces conflits ?

- Si oui font –elles parti du comité local de développement ?

8. **durabilité des interventions du programme**

8.1. Pourriez-vous donner quelques exemples qui montrent que les activités mise en œuvre par le projet vont continuer ou s'arrêter après le retrait du projet de votre village ?

## GUIDE DE DISCUSSION DE GROUPE

Catégorie : NON BENEFICIAIRES DU PROJET

| | |
|---|---|
| Date : _____ | Province : _____ |
| Zone de Santé : _____ | |
| Aire de Santé: _____ | Village : _____ |
| Nom et prénoms de l'Animateur : _____ et Preneur de note : _____ | |
| Heure début de l'entretien : _____ | Heure fin de l'entretien : _____ |

**INTRODUCTION**

Bienvenu et merci de prendre votre temps pour participer à cette discussion ce jour. Mon nom est …… (Modérateur) et c'est ……. (Preneur des notes). Nous travaillons pour le compte de The Mitchell Group (TMG) et de Centre de Renforcement des capacités et d'Etudes sur la Santé, Population et Développement (CRESPOD).

Nous sommes là pour évaluer les activités du projet**RISE/JENGA JAMAA II/TUENDELEE PAMOJA** relatives à la sécurité alimentaire dans votre communauté.La contribution de chacun de vous va nous donner une idée sur la sécurité alimentaire dans votre.

REGLES DE CONDUITE :

Nous nous intéressons à chacune de vos opinions et vos sentiments. Il n'y a ni des bonnes ni des fausses réponses. Nous avons besoins de vos idées. Ainsi, aucune critique ne vous sera adressée. Nous vous encourageons à donner des commentaires francs qui peuvent améliorer notre étude.

Certaines d'entre vous peuvent approuver ou pas les réponses des autres ; Ce qui est normal. Je vais vous donner la parole à tour de rôle. S'il vous plaît, n'interrompez pas l'autre pendant qu'il parle. Chacune aura le temps de s'exprimer. Cette session va durer approximativement ….. à…..heures

CONFIDENTIALITÉ ET UTILISATION DES DICTAPHONES :

Tout ce qui se dit dans cette salle est confidentiel et nous ne dirons à personne que vous avez participé à cette discussion. Un enregistreur va enregistrer ce qui est dit pour que nous puissions prendre correctement note de vos points de vue afin de nous aider à améliorer les programmes. Mon collègue va également prendre des notes pour nous aider à ce sujet. Est-ce que vous acceptez que nous puissions enregistrer la discussion ?

PRESENTATION DES PARTICIPANTS :

Nous voulons que chacun de vous puisse se présenter pour mieux se connaître, en vue de faciliter l'entretien.

***0.*** **Question introductive pour les bénéficiaires du projet**

***0.1.*** *Avez-vous entendu parler du projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?*

- *Si oui, qui vous avait parlé de ce projet ?*
- *Qu'est ce que vous connaissez de ce projet ?*
- *Pourquoi vous ne bénéficiez pas de ce projet ?*

**1. Efficacité des modèles de formation en SBCC:**

*1.1. Vous n'avez pas bénéficié du projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA mais certains de vos voisins y ont bénéficié. Ceux qui en ont bénéficié ont-ils partagé avec vous certaines informations apprises ?*

*- Si oui donnez quelques exemples des informations partagées*
*1.2. Le projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA? a organisé des séances de causeries éducatives dans le village. Aviez-vous entendu parler des messages sur l'agriculture- élevage, la santé et nutrition, eau et assainissement, le genre et la gouvernance, ou autres domaines ?*
*- Si oui donnez quelques exemples*
*- Si non pourquoi ?*

**2. Force des liens avec les marchés et les services publics**

*2.1. Parlant de la production (agricole et animale), aviez vous eu accès aux semences, aux bêtes, volailles ?*
*- Si oui, qui vous les aviez donnés ?*
*- Si non que faites-vous pour augmenter votre production ?*
*2.2. Existe-t-il des associations des microcrédits et d'épargne dans votre village ?*
- *Si oui, lesquelles ?*
- *Sont-elles fonctionnelles ?*
- *Aviez-vous eu accès à ce crédit ?*
- *Si oui, Qu'est ce que vous aviez fait de ce crédit ?*
- *Si non, pourquoi pas ?*

**3. Changements dans les revenus et moyens de substance des ménages**

3.1. Selon vous, pensez vous que vos revenus ont augmenté ou pas durant ces 5 dernières années ?
3.2. *D'une manière générale, à quoi affectez vous le revenu provenant de la vente des produits agricole, animale et des volailles (sondez en matière de soins de santé, de la scolarisation des enfants filles et garçons et de l'épargne, l'achat des intrants, nourriture,)*

4. **Evolution des pratiques de nutrition**

4.1. *Pouvez-vous nous dire ce que vous aviez mangé hier ? Est-ce que vous aviez également mangé la même chose avant-hier ? Combien des fois mangez- vous par jour?*
- *Et vos enfants, qu'est ce qu'ils ont mangé hier ? Combien des fois ?*

4.2. *Vous qui avez des enfants :*
- *De moins de 6 mois, comment les nourrissiez-vous?*
- *De plus de 6 mois, comment les nourrissiez-vous ?*

4.3. *Que faites vous pour éviter que vos enfants de moins de 5 ans tombent malade ?*
- *Et quand ils sont malades, que faites-vous ?*

4.4. *Dans votre communauté, aviez vous eu des enfants mal nourris ?*

- *Si oui qui vous avait informé que votre enfant avait la mal nutrition ?*
- *Qu'aviez-vous fait ?*

4.5. *Lorsque vous êtes enceintes ou votre épouse est enceinte, qu'est-ce que vous faisiez ?*

- *Quels types d'aliments mangeais-tu ou mangeait – t- elle ? Combien de fois par jour ?*

4.6. *Quels sont,les aliments qui sont interdits à une femme lorsqu'elle est enceintes dans votre village?*

4.7. *Quelles sont les raisons avancées de ces interdits ?*

4.8. *Après votre accouchement ou celui de votre de votre épouse que faisiez-vous ? Quels types d'aliments mangeais-tu ou mangeait-t-elle ? Combien de fois par jour ?*

5. *Quelles sont les méthodes nutritionnelles que vous connaissez pour améliorer l'état nutritionnel de la femme enceinte, allaitante et des enfants de moins de 5 ans ?*

5**. Les changements dans les normes de genre**

5.1. *Selon vous quel est le rôle de l'homme dans le ménage relatif*

- *au partage des travaux ménagers,*
- *aux soins des enfants,*
- *à la prise des décisions et*
- *à l'affectation des revenus?*

*Donnez quelques exemples*

5.2. *Quel est le rôle de la femme dans le ménage relatif*

- *au partage des travaux ménagers,*
- *aux soins des enfants,*
- *à la prise des décisions et*
- *à l'affectation des revenus?*

*Donnez quelques exemples*

5.3. *Est-ce cette participation de la femme a – t- elle toujours existée dans votre village ou bien elle est arrivée suite aux activités du projet ?*

*- Pensez vous que cette participation de la femme va continuer ou pas après le retrait du projet de votre village ?*

5.4. *Est-ce que les femmes participent-elles dans la prise des décisions concernant la gestion des ressources communautaires et des institutions locales? Donnez quelques exemples*

6. **Résultats des interventions sur la Réduction des Risques des Catastrophes (RRC)**

6.1. Est-ce que il ya- t-il dans votre village :

- Des comités locaux de développement communautaire dans votre village?
- Des comités agricoles de gestion rurale ?
- Ces comités ont-ils existé avant le projet ou ont été mis en place par le projet ?

Si oui, Qui vous a informé ?

6.2. Quel est le rôle des ces comités ? Qu'est ce que ces comités ont fait ?

6.3. Etes-vous membres de l'un ou plusieurs de ces comités ?

6.4. Pensez vous que ces comités vont continuer ou pas après l'arrêt du projet dans votrevillage ?

6.5. Y a- t il des comités mis en place dans votre communauté pour suivre l'exécution des mesures communautaires de préventions de catastrophes?

- Si oui qui vous a informé de l'existence de ces comités ?
- Quelles sont ces mesures communautaires ?

6.6. Quels sont les facteurs qui ont favorisé ou défavorisé l'exécution de ces mesures communautaires de préventions de catastrophes?

7. **Résultats de la gouvernance et des initiatives de résolution des conflits**

***7.1.*** Avez-vous des comités de gestion foncière dans votre village ?
Si oui comment le saviez-vous?

- Ces comités sont ils fonctionnels ?

***7.2.*** Avez-vous eu accès aux terres ?

- Si oui comment aviez-vous accédé à ces terres ?
- Si non pourquoi ?

**CES TROIS DER NIERES QUESTIONS SERONT ADRESSEES UNIQUEMENT POUR LE PROJET JENGA JAMMA II**

*7.4. D'habitude, y a- t-il dans votre communauté des filles qui se marient avant 18 ans ?*
*Si oui, que pensez-vous de cette situation?*

*7.5. Dans votre communauté, quelles sont, selon vous les causes pour lesquelles certains hommes violentent leurs femmes?*

*7.6. En cas de viol d'une femme/fille, que fait la famille de la survivante et la communauté (attitudes et réactions)?*

**8. durabilité des interventions du programme**

8.1. Pourriez-vous donner quelques exemples qui montrent que bien que vous n'ayez pas bénéficié de ce projet, les activités mise en œuvre par le projet vont continuer ou s'arrêter après le retrait du projet de votre village ?

## GUIDE DE L'ENTRETIEN INDIVIDUEL

Date : _____ Province : _____

Zone de Santé : _____

Aire de Santé: _____ Village : _____

Nom et prénoms de l'Animateur : _____ et Preneur de note : _____

Heure début de l'entretien : _____ Heure fin de l'entretien : _____

Qualité de la personne interviewée : _____

**INTRODUCTION**

Merci de prendre votre temps pour participer à cet entretien ce jour. Mon nom est .....). Nous travaillons pour le compte de The Mitchell Group (TMG) et de Centre de Renforcement des capacités et d'Etudes sur la Santé, Population et Développement (CRESPOD).

Nous sommes là pour évaluer les activités du projet**RISE/JENGA JAMAA II/TUENDELEE PAMOJA** relatives à la sécurité alimentaire dans votre communauté.Votre contribution va nous donner une idée sur la sécurité alimentaire dans votre village/communauté.

REGLES DE CONDUITE :

Nous nous intéressons à chacune de vos opinions et vos sentiments. Il n'y a ni des bonnes ni des fausses réponses. Nous avons besoins de vos idées. Ainsi, aucune critique ne vous sera adressée. Nous vous encourageons à donner des commentaires francs qui peuvent améliorer notre évaluation.

. Cette session va durer approximativement ….. à…..heures

CONFIDENTIALITÉ ET UTILISATION DES DICTAPHONES :

Tout ce qui se dit, lors de notre entretien est confidentiel et nous ne dirons à personne que vous avez participé à cet entretien. Un enregistreur va enregistrer ce qui est dit pour que nous puissions prendre correctement note de vos points de vue afin de nous aider à améliorer les programmes. Je prendrai également des notes pour nous aider à ce sujet. Est-ce que vous acceptez que nous puissions enregistrer cet entretien ?

**PRESENTATION**

Nous voulons que chacun de nous puisse se présenter pour mieux se connaître, en vue de faciliter l'entretien.

**0. Question introductive**

0.1. Que savez-vous du projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?

0.2. Quel est votre rôle dans village en tant que ……

**1. Efficacité des modèles de formation en BCC**

1.1. En tant que……au cours de ce projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA, aviez-vous suivi une formation ? Si oui, dans quel domaine ?

- Qu'aviez-vous retenu de cette formation ?
- Aviez-vous partagé les informations reçues au cours de cette formation avec d'autres personnes qui n'avaient pas participée à la formation ?
- Si oui, pourriez-vous nous donner quelques exemples?
- Si non, pourquoi ne l'aviez-vous pas fait?

1.2. En tant que.....au cours du projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA, aviez- vous participé à des causeries éducatives organisées par ce projet ?

- Si oui, pouvez-vous nous citer quelques messages que vous avez retenus et qui vous ont aidé à changer certaines pratiques quotidiennes dans votre ménage ?
- Si non, pourquoi n'aviez vous pas participé à ces causeries éducatives ?

**2. Force des liens avec les marchés et les services publics**

2.3. Parlant de la production (agricole et animale), aviez vous eu accès aux semences ? aux bêtes ? aux volailles ?

- Si oui, qui vous les aviez donné ?
- Si non, pourquoi n'aviez-vous pas à ces intrants ?

2.4. Existe-t-il des associations des microcrédits et d'épargne dans votre communauté ?

- Si oui, lesquelles ? Sont-elles fonctionnelles ?
- Aviez-vous eu accès aux microcrédit ?
- Si oui, Qu'est ce que vous aviez fait de ce crédit ?
- Si non, pourquoi pas ?
- En tant que..... Faisiez-vous parti de ces associations

2.5. L'accès aux intrants et au microcrédit a-t- il augmenté vos ventes ?

- Si oui, donnez quelques exemples
- Si non pourquoi ? donnez quelques exemples
- En tant que..... Pensez- vous que les ventes dans votre village dans l'ensemble ont-t-ils augmenté ou pas ?

2.6. En dehors des messages vulgarisés par le projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA, quels sont les autres acteurs qui ont vulgarisé des messages surl'agriculture/élevage, la santé, la nutrition, l'eau et assainissement, la gestion des revenus, la gouvernance, le genre, la gestion des catastrophes?

2.7. En tant que..... Quels sont les changements que le projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA a apporté dans votre ménage et dans votre communauté?

**5. Changements dans les revenus et moyens de substance des ménages**

***5.1.*** Selon vous, pensez vous que vos revenus ont augmentés ou pas durant ces 5 dernières années ?

5.2. D'une manière générale, à quoi affectez vous le revenu provenant de la vente des produits agricole, animale et des volailles (sondez en matière de soins de santé, de la scolarisation des enfants filles et garçons de l'épargne et l'achat des intrants,)

**6. Evolution des pratiques de nutrition**

6.1. Pouvez-vous nous dire ce que vous aviez mangé hier ? Est-ce que vous aviez également mangé la même chose avant-hier ? Combien des fois mangez- vous par jour?

- Et vos enfants de moins de 5 ans, qu'est ce qu'ils ont mangé hier ? Combien des fois ?

6.2. Que faites vous pour éviter que vos enfants de moins de 5 ans tombent malade ?

- Et quand ils sont malades, que faites-vous ?

6.3. Lorsque vous êtes enceintes ou votre épouse est enceinte, par rapport au suivi de votre/sa grossesse, qu'est-ce que vous faites ? Quels types d'aliments mangeait – t- elle ? Combien de fois par jour ?

6.4. Quel est votre opinion sur les interdits de certains aliments à une femme lorsqu'elle est enceintes ?

6.5. Quelle est la situation actuelle dans votre communauté par rapport à ces aliments interdits ?

4.6. Avez-vous partagé quelques nméthodes que vous avez ou votre épouse a apprises pour améliorer l'état nutritionnel enceinte, de la femme allaitante et des enfants de moins 5 ans ?

5. **Changement dans les normes de genre**

5.1. En tant que..... Quel est votre opinion concernant le rôle attribué à l'homme et à la femme dans le ménage relatif

- au partage des travaux ménagers,
- aux soins des enfants,
- à la prise des décisions et
- à l'affectation des revenus?

Donnez quelques exemples

5.2. Est-ce cette participation de l'homme a – t- elle toujours existé dans votre communauté ou bien elle est arrivée suite aux activités du projet ?

5.3. Pensez vous que cette participation de l'homme et de la femme va continuer ou pas après le retrait du projet de votre village ?

5.4. Est-ce cette participation de la femme a – t- elle toujours existé dans votre communauté ou bien elle est arrivée suite aux activités du projet ?

5.5. Est-ce que les femmes participent-elles dans la prise des décisions concernant la gestion des ressources communautaires et des institutions locales? Donnez quelques exemples

5.6. En tant que.....Est-ce cette participation à la prise des décisions concernant la gestion des ressources communautaires et des institutions locales a toujours existée dans votre communauté ou bien elle arrivée suite aux activités du projet ?

5.7. Pensez vous que cette participation de la femme va continuer ou pas après le retrait du projet de votre village ?

6**. Résultats des interventions sur la Réduction des Risques des Catastrophes (RRC)**

6.7. En tant que..... Avez-vous un rôle à jouer dans la réduction des risques des catastrophes dans votre communauté ?

6.8. Est-ce qu'il y a :

- Des comités locaux de développement communautaire dans votre village?
- Des comités agricoles de gestion rurale ?
- Si oui ces comités ont-ils existés avant le projet ou ont été mis en place par le projet ?
- Ces comités sont –ils fonctionnels ?
- Quel est le rôle des ces comités ? Qu'est ce que ces comités ont fait ?
- Les membres des ces comités ont – ils été formés ?
- Y-a-t-il des femmes dans ces comité ? Qu'en pensez-vous ?

Si oui, dans quels domaines ?

6.9. Pensez- vous que ces comités vont continuer ou pas après l'arrêt du projet dans votrevillage ?

- Quelles sont les mesures communautaires de réduction des risques liés aux catastrophes alimentaires sur la sécheresse, les maladies des plantes, des animaux, des volailles , les inondations

Au niveau des ménages et de la communauté qui ont été prise en charge par les interventions du projet?

6.10. Y a- t il des comités mis en place dans votre communauté pour suivre l'exécution de ces les mesures communautaires de préventions de catastrophes?

6.7. Quels sont les facteurs qui ont favorisé ou défavorisé l'exécution de ces mesures communautaires de préventions de catastrophes?

**7. Résultats de la gouvernance et des initiatives de résolution des conflits**

**La question 7.1 sera adressée aux bénéficiaires des projets *Mercy Corps et Food for the Hungry***

**7 .1.** En tant que..... Avez-vous un rôle à jouer dans les initiatives de résolution des conflits ?

- Si oui lequel ?
- Si non pourquoi ?

7.1. Avez-vous des comités de gestion foncière dans votre village ?

- Ces comités sont ils fonctionnels ?
- Les membres de ces comités ont-ils été formés ? Dans quel domaine ?

7.2. En tant que..... Quel est votre opinion concernant la distribution des terres dans votre communauté ?

7.3. Et vous-même aviez-vous eu accès aux terres distribuées par le projet?

7.4. Donnez quelques exemples qui montrent que les initiatives mises en place par le projet ont permises aux membres de la communauté :

- d'accéder aux terres ?
- de résoudre les conflits au sein de la communauté

7.5. Pouvez-vous citer quelques initiatives qui ont plus au moins bien marché dans la résolution des conflits fonciers?

***7.6.*** Après le retrait du projet de votre village, à qui reviendront ces terres ?

***N.B Les questions 7.6, 7.7 et 7.8 seront adressées aux bénéficiaires et aux non bénéficiaire du projet JENGA JAMAA II.***

7.7. D'habitude, y a- t-il dans votre communauté des filles qui se marient avant 18 ans ?

- Si oui, que pensez-vous de cette situation?

7.8. Dans votre communauté, quelles sont, selon vous les causes pour lesquelles certains hommes violentent leurs femmes?

7.9. En cas de viol d'une femme/fille, que fait la famille de la survivante et la communauté (attitudes et réactions)?

8. **Durabilité des interventions du programme**

8.2. Pourriez-vous donner quelques exemples qui montrent que les activités mise en œuvre par le projet vont continuer ou s'arrêter après le retrait du projet de votre village ?

**GUIDE DE DISCUSSION DES GROUPES**

**Catégorie : BENEFICIAIRES EN GENERAL**

| | |
|---|---|
| Date : _____ | Province : _____ |
| Zone de Santé : _____ | |
| Aire de Santé: _____ | Village : _____ |
| Nom et prénoms de l'Animateur : _____ et Preneur de note : _____ | |
| Heure début de l'entretien : _____ | Heure fin de l'entretien : _____ |

**INTRODUCTION**

Bienvenu et merci de prendre votre temps pour participer à cette discussion ce jour. Mon nom est ..... (Modérateur) et c'est ..... (Preneur des notes). Nous travaillons pour le compte de The Mitchell Group (TMG) et de Centre de Renforcement des capacités et d'Etudes sur la Santé, Population et Développement (CRESPOD).

Nous sommes là pour évaluer les activités du projet**RISE/JENGA JAMAA II/TUENDELEE PAMOJA** relatives à la sécurité alimentaire dans votre communauté.La contribution de chacun de vous va nous donner une idée sur la sécurité alimentaire dans votre.

REGLES DE CONDUITE :

Nous nous intéressons à chacune de vos opinions et vos sentiments. Il n'y a ni des bonnes ni des fausses réponses. Nous avons besoins de vos idées. Ainsi, aucune critique ne vous sera adressée. Nous vous encourageons à donner des commentaires francs qui peuvent améliorer notre étude.

Certaines d'entre vous peuvent approuver ou pas les réponses des autres ; Ce qui est normal. Je vais vous donner la parole à tour de rôle. S'il vous plaît, n'interrompez pas l'autre pendant qu'il parle. Chacune aura le temps de s'exprimer. Cette session va durer approximativement ….. à…..heures

CONFIDENTIALITÉ ET UTILISATION DES DICTAPHONES :

Tout ce qui se dit dans cette salle est confidentiel et nous ne dirons à personne que vous avez participé à cette discussion. Un enregistreur va enregistrer ce qui est dit pour que nous puissions prendre correctement note de vos points de vue afin de nous aider à améliorer les programmes. Mon collègue va également prendre des notes pour nous aider à ce sujet. Est-ce que vous acceptez que nous puissions enregistrer la discussion ?

PRESENTATION DES PARTICIPANTS :

Nous voulons que chacun de vous puisse se présenter pour mieux se connaître, en vue de faciliter l'entretien.

**0. Question introductive**
***0I. Que savez-vous du projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?***

**1. Efficacité des modèles de formation en SBCC**:

1.3. Au cours de ce projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA, aviez-vous suivi une formation ? Si oui, dans quel domaine ?
- Qu'aviez-vous retenu de cette formation ?
- Aviez-vous partagé les informations reçues de cette formation avec d'autres personnes qui n'avaient pas participé à cette formation ?
- Si oui, pourriez-vous nous donner quelques exemples des informations partagées?
- Si non, pourquoi ne l'aviez-vous pas fait?

1.4. Au cours du projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA, aviez- vous participé à des causeries éducatives organisées par ce projet ?
- Si oui, pouvez-vous nous citer quelques messages que vous avez retenus et qui vous ont aidé à changer certaines pratiques quotidiennes dans votre ménage ?
- Si non pourquoi n'aviez-vous participé à ces causeries ?

2. **Force des liens avec les marchés et les services publics**

2.8. Parlant de la production (agricole et animale), aviez vous eu accès aux semences ? aux bêtes ? aux volailles ?
- Si oui, qui vous les aviez donné ?
- Si non, pourquoi n'aviez-vous pas à ces intrants ?

2.9. Existe-t-il des associations des microcrédits et d'épargne dans votre communauté ?
- Si oui, lesquelles ? Sont-elles fonctionnelles ?
- Aviez-vous eu accès aux microcrédit ?
- Si oui, Qu'est ce que vous aviez fait de ce crédit ?
- Si non, pourquoi pas ?

2.10. L'accès aux intrants et au microcrédit a-t- il augmenté vos ventes ?
- Si oui, donnez quelques exemples
- Si non pourquoi ? donnez quelques exemples

2.11. En dehors des messages vulgarisés par le projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA, quels sont les autres acteurs qui ont vulgarisé des messages surl'agriculture/élevage, la santé, la nutrition, l'eau et assainissement, la gestion des revenus, la gouvernance, le genre, la gestion des catastrophes?

2.12. Quels sont les changements que le projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA a apporté dans votre ménage et dans votre communauté?

**3. Changements dans les revenus et moyens de substance des ménages**

***6.6.*** Selon vous, pensez vous que vos revenus ont augmenté ou pas durant ces 5 dernières années ?

Si non pourquoi?

6.7. D'une manière générale, à quoi affectez vous le revenu provenant de la vente des produits agricole, animale et des volailles (sondez en matière de soins de santé, de la scolarisation des enfants filles et garçons de l'épargne et l'achat des intrants, nourriture)

**7. Evolution des pratiques de nutrition**

7.1. Pouvez-vous nous dire ce que vous aviez mangé hier ? Est-ce que vous aviez également mangé la même chose avant-hier ? Combien des fois mangez- vous par jour?
- Et vos enfants de moins de 5 ans, qu'est ce qu'ils ont mangé hier ? Combien des fois ?

7.2. Que faites vous pour éviter que vos enfants de moins de 5 ans tombent malade ?
- Et quand ils sont malades, que faites-vous ?

7.3. Lorsque vous êtes enceintes ou votre épouse est enceinte, qu'est-ce que vous faisiez ? Quels types d'aliments mangeais-tu ou mangeait – t- elle ? Combien de fois par jour ?

7.4. Quel est votre opinion sur les interdits de certains aliments à une femme lorsqu'elle est enceintes ?

7.5. Quelle est la situation actuelle dans votre village par rapport à ces aliments interdits ?

4.6. Avez-vous partagé quelques nméthodes que vous avez ou votre épouse a apprises pour améliorer l'état nutritionnel de la femme enceinte, de la femme allaitante et des enfants de moins 5 ans ?

5. **Changement dans les normes de genre**

7.6. Quel est le rôle de l'homme dans le ménage relatif

- au partage des travaux ménagers,
- aux soins des enfants,
- à la prise des décisions et
- à l'affectation des revenus?

Donnez quelques exemples

7.7. Est-ce cette participation de l'homme a – t- elle toujours existé dans votre village ou bien elle est arrivée suite aux activités du projet ?

7.8. Pensez vous que cette participation de l'homme va continuer ou pas après le retrait du projet de votre village ?

7.9. Quel est le rôle de la femme dans le ménage relatif

- au partage des travaux ménagers,
- aux soins des enfants,
- à la prise des décisions et
- à l'affectation des revenus?

Donnez quelques exemples

7.10. Est-ce cette participation de la femme a – t- elle toujours existé dans votre village ou bien elle est arrivée suite aux activités du projet ?

7.11. Pensez vous que cette participation de la femme va continuer ou pas après le retrait du projet de votre village ?

7.12. Est-ce que les femmes participent-elles dans la prise des décisions concernant la gestion des ressources communautaires et des institutions locales? Donnez quelques exemples

7.13. Est-ce cette participation à la prise des décisions concernant la gestion des ressources communautaires et des institutions locales a toujours existée dans votre village ou bien elle arrivée suite aux activités du projet ?

7.14. Pensez vous que cette participation de la femme va continuer ou pas après le retrait du projet de votre village ?

6**. Résultats des interventions sur la Réduction des Risques des Catastrophes (RRC)**

6.11. Est-ce que vous avez :

- Des comités locaux de développement communautaire dans votre village?
- Des comités agricoles de gestion rurale ?
- Si oui ces comités ont-ils existé avant le projet ou ont été mis en place par le projet ?
- Ces comités sont –ils fonctionnels ?
- Quel est le rôle des ces comités ? Qu'est ce que ces comités ont fait ?
- Les membres des ces comités ont – ils été formés ?

Si oui, dans quels domaines ?

6.12. Pensez- vous que ces comités vont continuer ou pas après l'arrêt du projet dans votrevillage ?

6.13. Quelles sont les mesures communautaires de réduction des risques liés aux catastrophes alimentaires:

- sécheresse,
- maladies des plantes, des animaux, des volailles,
- inondations

Au niveau de la communauté qui ont été prises en charge par les interventions du projet?

6.14. Y a- t il des comités mis en place dans votre communauté pour suivre l'exécution de ces les mesures communautaires de préventions de catastrophes?

7.7. Quels sont les facteurs qui ont favorisé ou défavorisé l'exécution de ces mesures communautaires de préventions de catastrophes?

**7. Résultats de la gouvernance et des initiatives de résolution des conflits**

**La question 7.1 sera adressée aux bénéficiaires des projets *Mercy Corps et Food for the Hungry***

7.10. Avez-vous des comités de gestion foncière dans votre village ?

- Ces comités sont ils fonctionnels ?
- Les membres de ces comités ont-ils été formés ? Dans quel domaine ?

7.11. Avez-vous eu accès aux terres ?

7.12. Donnez quelques exemples qui montrent que les initiatives mises en place par le projet ont permises aux membres de la communauté :

- d'accéder aux terres ?
- de résoudre les conflits au sein de la communauté

7.13. Pouvez-vous citer quelques initiatives qui ont plus au moins bien marché dans la résolution des conflits fonciers?

***7.14.*** Après le retrait du projet de votre village, à qui reviendront ces terres ?

***N.B Les questions 7.6, 7.7 et 7.8 seront adressées aux bénéficiaires et aux non bénéficiaire du projet JENGA JAMAA II.***

7.15. D'habitude, y a- t-il dans votre communauté des filles qui se marient avant 18 ans ?

- Si oui, que pensez-vous de cette situation?

7.16. Dans votre communauté, quelles sont, selon vous les causes pour lesquelles certains hommes violentent leurs femmes?

7.17. En cas de viol d'une femme/fille, que fait la famille de la survivante et la communauté (attitudes et réactions)?

8. **durabilité des interventions du programme**

8.3. Pourriez-vous donner quelques exemples qui montrent que les activités mise en œuvre par le projet vont continuer ou s'arrêter après le retrait du projet de votre village ?

## Annex 9. Mini-Survey Questionnaire and Household Visit Guide

### MINI-SURVEY

### MODULE 0 : IDENTIFICATION

| N° de la question | Variable d'identification | Code |
|---|---|---|
| 01 | Province | /___/ |
| 02 | Zone de santé | /___/ |
| 03 | Aire de santé | /___/___/ |
| 04 | Village/localité/Campement/Cité | /___/___/ |
| 05 | Type de ménage par rapport à la participation ou non au Projet FFP<br>1= Ayant bénéficié l'assistance du projet<br>2= N'ayant pas bénéficié l'assistance du projet | /___/ |

### RESULTAT DE L'ENQUETE

Questionnaire administré le : jour /___/___/ mois /___/___/ Année /___/___/

Par : Nom de l'enquêteur : ..... /___/___/

Résultat : **1**= rempli ; **2**= Partiellement rempli ; **3**= Non rempli /___/

Vérifié le : jour /___/___/ mois /___/___/ Année /___/___/

Par : Nom du vérificateur : ..... /___/

Saisi le : jour /___/___/ mois /___/___/ Année /___/___/

Par : Nom de l'agent de saisie : ..... /___/

**Module 1 : Caractéristiques socio-démographiques du ménage**

| N° | Question | Modalités de réponses<br>encercler la modalité correspond au bon choix | Codes |
|---|---|---|---|
| 101 | Sexe du répondant | 1= Masculin 2= féminin | /___/ |
| 102 | Age du répondant | .....ans | /___/___/ |
| 103 | Lien avec le chef de ménage | 1= Chef de ménage 2= Conjoint du CM<br>3= Enfant majeur du CM 4= Autre membre (majeur) | /___/ |
| 104 | Nombre de personnes dans le ménage | ..... (indiquez le nombre) | /___/___/ |
| 105 | Nombre d'enfants de –5ans | ..... (indiquez le nombre) | /____/ |
| 106 | Nombre d'enfants de 5-17 ans | ..... (indiquez le nombre) | /___/___/ |
| 107 | Nombre d'adultes de 18 ans et plus | ..... (indiquez le nombre) | |
| 108 | Depuis combien de temps habitez-vous ce village/cité/Campement/Localité ? | 1= Depuis la naissance **4=** Entre 5 et 10 ans<br>**2=** Depuis moins d'1 an **5=** Depuis plus de 10 ans<br>**3=** Entre 1 et5 ans | /___/ |
| 109 | Etat matrimonial du répondant | 1= Célibataire 2= Marié(e) monogame 3= Marié(e) polygame<br>4= Union de fait 5= Séparé(e) 6= divorcé(e)<br>7= Veuf/veuve | /___/ |
| 110 | Quel est votre niveau d'études ? | 0= Sans instructions **1=**primaire | /___/ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | **2=**Secondaire 3=supérieur ou universitaire | |
| 111 | Quelle est votre activité principale actuelle ? | 0= Sans emploi/ménagère<br>1= Cultivateur/trice<br>2= Eleveur/se<br>3= Agent de l'Etat<br>4= Agent dans une ONG/UN<br>5= Commerçant<br>6= Pasteur/Religieux<br>7= Autre (à préciser)..... | /___/ |

**Module 2 : Efficacité des modèles de formations**

| N° | Question | Modalités de réponses<br>encercler la modalité correspond au bon choix | Codes |
|---|---|---|---|
| 201 | Aviez-vous bénéficié les formations dispensées par le projet ***RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?*** | 1= Oui<br>2= Non | /____/ |
| 202 | D'une manière générale, ces formations ont-elles apporté des améliorations dans les domaines suivants dans votre communauté ?<br><br>***Répondez par oui ou par Non (plusieurs réponses sont possibles)***<br>A= adoption des nouvelles pratiques agricoles (agriculture/élevage)<br>B= transformation des produits<br>C= vente de produits agricoles/élevages<br>D= stockage de produits agricoles/élevages<br>E= Aucune amélioration | A= 1 :Oui 2 : Non<br><br>B= 1 :Oui 2 : Non<br><br>C= 1 :Oui 2 : Non<br>D= 1 :Oui 2 : Non<br>D= 1 :Oui 2 : Non | A=/___/<br><br>B=/___/<br><br>C=/___/<br>D=/___/<br>E=/___/ |
| 203 | Etes-vous satisfait de la façon dont les bénéficiaires des formations ont été sélectionnés ?<br>Si 203=2, allez à 205 | 1= Oui<br>2= Non<br>3= NSP | /___/ |
| 204 | Si oui, pourquoi ? | 1= Transparence des procédures (critères non discutables)<br>2= Absence des magouilles (ni corruption ni tribalisme)<br>3= Autre (à préciser)..... | /___/ |
| 205 | Si non, pourquoi ? | 1= Procédures opâques (critères flous)<br>2= choix basé sur le clientélisme (ni corruption ni tribalisme) | /___/ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | 3= Autre (à préciser)..... | |

**Module 3: Force des liens avec les marchés et les services publics**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 301 | Dans votre communauté, entre les produits agricoles ou d'élevage transformés et non transformés, lesquels se vendent bien ? | 1= Produits transformés<br>2= Produits non transformés<br>3= NSP | /___/ |
| 302 | Selon vous, y a-t-il de plus en plus des gens qui reçoivent des micro-crédits ? | 1= Oui<br>2= Non<br>3= NSP | /___/ |
| 303 | Aviez-vous sollicité un micro-crédit<br><br>***Si 303= 2, allez à 305.*** | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 304 | Si oui, l'aviez-vous reçu en entre 2010 et 2015 ? | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 305 | Si vous n'aviez pas cherché un crédit, quelle en était la raison principale ? | 1= Manque d'informations<br>2= difficultés de préparer le dossier<br>3= On ne sert pas tout le monde<br>4= Evite les dettes<br>5= Autre (à préciser)..... | /___/ |
| 306 | Selon vous, y a-t-il eu amélioration ou non des conditions de vie de la population de votre communauté entre 2010 et aujourd'hui ?<br><br>***Si 306= 2, allez à 308.***<br><br>***Si 306= 3, allez à 309.*** | 1= Conditions améliorées<br>2= Conditions de vie dégradées<br>3= Pas de changements | /___/ |
| 307 | Si changement, quel est le principal facteur qui l'a permis ? | 1= Interventions du ***projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?***<br>2= Interventions d'autres projets des partenaires (UN, ONG)<br>3= Interventions de l'Etat | /___/ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | 4= Autre (à préciser)..... | |
| 308 | Si conditions de vie dégradées, quel est le principal facteur qui est à la base de cette situation? | 1= Mauvaises interventions du ***projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?***<br>2= Interventions d'autres projets des partenaires (UN, ONG)<br>3= Interventions de l'Etat<br>4= Autre (à préciser)..... | /___/ |
| 309 | En cas de Statu quo : Raison principale | 1= Aucun apport des interventions du ***projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?***<br>2= Absence d'interventions d'autres projets des partenaires (UN, ONG) pour soutenir/renforcer les interventions du ***projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?***<br>3= Aucune interventions de l'Etat<br>4= Autre (à préciser)..... | /___/ |
| 310 | Selon vous, y a-t-il eu amélioration des infrastructures (routes, centres de santé, écoles, marchés, points d'eau, latrines, ...) entre 2010 et aujourd'hui ? | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 311 | Est-ce que les produits agricoles/élevages se sont bien vendus entre 2010 et aujourd'hui dans cette communauté ? | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 312 | En quel état préfère-t-on vendre les produits agricoles/élevages dans cette communauté ? | 1= Non transformés<br>2= Transformés<br>3= Ne sait pas | /___/ |

**Module 4 : Changements dans les revenus et moyens de substance des ménages**

| N° | Question | Modalités de réponses<br>encercler la modalité correspond au bon choix | Codes |
|---|---|---|---|
| **401** | Ces cinq dernières années, vos revenus se sont-ils améliorés ou dégradés ?<br>***Si 401= 2, allez à 403.*** | **1= Améliorés**<br>**2= Dégradés** | /___/ |
| **402** | En cas d'amélioration de revenus, quels seraient les facteurs qui en sont responsables ?<br><br>***Plusieurs réponses sont possibles***<br>A= Bonnes interventions du ***projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?***<br>B= Bonnes interventions d'autres projets des partenaires (UN, ONG)<br>C= Bonnes interventions de l'Etat<br>D= Autre (à préciser)..... | A= 1 :Oui 2 : Non<br>B= 1 :Oui 2 : Non<br>C= 1 :Oui 2 : Non<br>D= 1 :Oui 2 : Non | A=/___/<br>B=/___/<br>C=/___/<br>D=/___/ |
| **403** | En cas de la dégradation de revenus, quelles pourraient en être les causes ?<br>***Plusieurs réponses sont possibles***<br>1= Mauvaises interventions du ***projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?***<br>2= Mauvaises interventions d'autres projets des partenaires (UN, ONG)<br>3= Mauvaises interventions de l'Etat<br>4= Autre (à préciser)..... | A= 1 :Oui 2 : Non<br>B= 1 :Oui 2 : Non<br>C= 1 :Oui 2 : Non<br>D= 1 :Oui 2 : Non | A=/___/<br>B=/___/<br>C=/___/<br>D=/___/ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **404** | D'après-vous, entre 2010 et aujourd'hui, vos conditions de vie se sont-elles ou non améliorées ?<br>***Si 404= 2, allez à 406*** | 1= Améliorées<br>2= Dégradées | /___/ |
| **405** | En cas d'amélioration de conditions de vie, quels seraient les facteurs qui en sont responsables ?<br><br>***Plusieurs réponses sont possibles***<br><br>1= Bonnes interventions du ***projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?***<br>2= Bonnes interventions d'autres projets des partenaires (UN, ONG)<br>3= Bonnes interventions de l'Etat<br>4= Autre (à préciser)..... | A= 1 :Oui 2 : Non<br>B= 1 :Oui 2 : Non<br>C= 1 :Oui 2 : Non<br>D= 1 :Oui 2 : Non | A=/___/<br>B=/___/<br>C=/___/<br>D=/___/ |
| **406** | En cas de la dégradation des conditions de vie, quelles pourraient être les causes ?<br><br>***Plusieurs réponses sont possibles***<br>1= Mauvaises interventions du ***projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?***<br>2= Mauvaises interventions d'autres projets des partenaires (UN, ONG)<br>3= Mauvaises interventions de l'Etat<br>4= Autre (à préciser)..... | A= 1 :Oui 2 : Non<br>B= 1 :Oui 2 : Non<br>C= 1 :Oui 2 : Non<br>D= 1 :Oui 2 : Non | A=/___/<br>B=/___/<br>C=/___/<br>D=/___/ |

## Module 5 : Changement des pratiques/habitudes nutritionnelles

| N° | Question | Modalités de réponses<br>encercler la modalité correspond au bon choix | Codes |
|---|---|---|---|
| 501 | Combien de repas consommez-vous par jour ? | ..... nombre | /___/ |
| 502 | Quels aliments avez-vous l'habitude de consommer dans votre ménage ?<br><br>***Plusieurs réponses possibles***<br>1= Haricots<br>2= Patate<br>3= Banane<br>4= Manioc<br>5= Maïs<br>6= Arachides<br>7= Légumes (ngai-ngai)<br>8= Volailles<br>9= Chèvres<br>10= Autre (à préciser)..... | 1= 1 :Oui 2 : Non<br>2= 1 :Oui 2 : Non<br>3= 1 :Oui 2 : Non<br>4= 1 :Oui 2 : Non<br>5= 1 :Oui 2 : Non<br>6= 1 :Oui 2 : Non<br>7= 1 :Oui 2 : Non<br>8= 1 :Oui 2 : Non<br>9= 1 :Oui 2 : Non<br>10= 1 :Oui 2 : Non | 1=/___/<br>2=/___/<br>3=/___/<br>4=/___/<br>5=/___/<br>6=/___/<br>7=/___/<br>8=/___/<br>9=/___/<br>10=/___/ |
| 503 | Combien de fois l'avez-vous consommé au cours de la dernière semaine ? | .....fois | /___/ |
| 504 | Combien de fois par semaine consommez-vous les poissons ou la viande de chèvre/mouton/Vache/volaille ou autre? | .....fois par semaine | /___/ |

| N° | Question | Modalités de réponses encercler la modalité correspond au bon choix | Codes |
|---|---|---|---|
| 505 | D'où provient principalement l'eau de boisson que vous buvez ? | 1. Robinet<br>2. Puits à pompe ou forage<br>3. Puits creusé<br>4. Eau de source<br>5. Eau de pluie<br>6. Eau de rivière, fleuve, lac<br>7. Eau en bouteille<br>8. Autre :..... | /___/ |
| 506 | Si l'eau de boisson provient d'une source non aménagée, que faites-vous pour la traiter avant de la boire? | 1= Bouillir<br>2= Laisser se reposer<br>3= Mettre un produit chimique<br>4= Autre (à préciser)<br>..... | /___/ |
| 507 | Comment se fait l'évacuation des ordures ménagères ? | 1. jeter décharge publique<br>2. Brûler/incinérer<br>3. Enfouir<br>4. jeter dans la rue/caniveau<br>5. jeter dans un cours d'eau<br>6. jeter dans la brousse<br>7. Autre..... | /___/ |
| 508 | Votre ménage dispose-t-il une latrine | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 509 | Votre ménage dispose-t-il des moustiquaires imprégnées d'insecticide ? | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 510 | Est-ce que, la nuit dernière, tous les membres du ménage ont dormi sous une moustiquaire | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 511 | Est-ce que, la nuit dernière, tous les enfants de moins de 5 ans du ménage ont dormi sous une moustiquaire | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 512 | Est-ce que, la nuit dernière, toutes les femmes enceintes du ménage ont dormi sous une moustiquaire | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 513 | Les membres de votre ménage ont-ils l'habitude de laver régulièrement les mains ? | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 514 | Y a-t-il un dispositif de lavage des mains à côté des latrines ? | 1= Oui<br>2= Non (si non passer au Module 7) | /___/ |
| 515 | Est-ce que, d'habitude, les membres de votre ménage lavent-ils régulièrement les mains à ces occasions ?<br><br>***Plusieurs réponses sont possibles***<br><br>Répondre par : 1=oui, 2=non :<br><br>A= avant la cuisson des repas<br>B= avant de manger<br>C= après avoir eté à la toilette<br>D= après avoir fait un travail manuel | A= 1=oui, 2=non :<br>B= 1=oui, 2=non :<br>C= 1=oui, 2=non :<br>D= 1=oui, 2=non : | A=/___/<br>B=/___/<br>C=/___/<br>D=/___/ |

## Module 6 : Changements dans les normes de genre

| N° | Question | Modalités de réponses<br>encercler la modalité correspond au bon choix | Codes |
|---|---|---|---|
| 601 | Combien d'enfants en âge scolaire (5-17 ans) avez-vous?<br><br>***Si pas d'enfants d'âge scolaire dans le ménage, allez à 606*** | Nombre de filles……<br>Nombre de garçons……. | /___/<br>/___/ |
| 602 | Combien des garçons fréquentent-ils l'école ? | …… | /___/ |
| 603 | Au cas où au moins un garçon ne fréquente pas l'école, demander les raisons pour au plus un enfant | 1= Cas de maladie<br>2= Manque des moyens financiers<br>3= Il est moins intelligent/Ne s'applique pas bien/dérangeur<br>4= Les études en sont importantes pour un garçon<br>5= Autre (à préciser)…… | /___/ |
| 604 | Combien des filles fréquentent-elles l'école ? | …… | /___/ |
| 605 | Au cas où au moins une fille ne fréquente pas l'école, demander les raisons pour au plus un enfant | 1= Cas de maladie<br>2= Manque des moyens financiers<br>3= Il est moins intelligent/Ne s'applique pas bien/dérangeur<br>4= Les études en sont importantes pour une fille<br>5= Autre (à préciser)…… | /___/ |
| 606 | A quel âge une fille peut-elle se marier | 1= moins de 18 ans<br>2= 18 ans et plus | /___/___/ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | dans votre communauté ? | | |
| 607 | A quel âge un garçon peut-il se marier dans votre communauté ? | 1= moins de 18 ans<br>2= 18 ans et plus | /___/___/ |
| 608 | Dans votre communauté, est-il permis, à ce jour, à un homme de discuter avec son épouse/partenaire sur les questions de planification familiale ? | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 609 | Si non, pourquoi ? | 1= C'est interdit par la coutume/tradition/église<br>2= Pour éviter d'être importunée par elle plus tard<br>3= Autre (à préciser)..... | /___/ |
| 610 | Dans votre communauté, est-il permis, actuellement, à un homme de discuter avec son épouse/partenaire sur les questions liées aux dépenses du ménage ? | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 611 | Si non, pourquoi ? | 1= C'est l'homme qui est chef<br>2= cela ne rentre pas dans les attributions de la femme dans le foyer<br>3= Autre (à préciser)..... | /___/ |
| | ***Instruction : lire cette déclaration à l'intention de l'enquêté : <u>vrai ou faux</u>*** | | |
| 612 | Il est normal que toutes les décisions du ménage soient prises par l'homme | 1= Vrai<br>2= Faux<br>3= Ne sait pas | /___/ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 613 | Les travaux du ménage c'est le domaine exclusif de la femme et de la jeune fille | 1= Vrai 2= Faux<br>3= Ne sait pas | /___/ |
| 614 | L'école est réservée aux garçons, les filles doivent se préparer uniquement au mariage | 1= Vrai<br>2= Faux<br>3= Ne sait pas | /___/ |
| 615 | Il est normal qu'un homme batte sa ~~sans~~ femme s'il estime que celle-ci se comporte mal. | 1= Vrai<br>2= Faux<br>3= Ne sait pas | /___/ |
| 616 | L'argent de la femme ne lui appartient pas. Elle doit remettre tout à l'homme qui doit apprécier ce qu'il doit lui donner. | 1= Vrai<br>2= Faux<br>3= Ne sait pas | /___/ |
| 617 | Une femme qui va participer aux réunions de femmes dans des ONG mérite avec raison des sanctions de la part de son mari. | 1= Vrai<br>2= Faux<br>3= Ne sait pas | /___/ |
| 618 | L'homme qui discute avec sa femme sur le nombre des enfants à mettre monde est un lâche | 1= Vrai<br>2= Faux<br>3= Ne sait pas | /___/ |

## Module 7 : Santé de l'enfant et de la mère

| N° | Questions | Modalités | Codes |
|---|---|---|---|
| 701 | Y-t-il dans le ménage un enfant de 0 à 6 mois ?<br>***Si 701= 2, allez à 705*** | 1= Oui 2= Non | /___/ |
| 702 | Si oui, le bébé âgé entre 0 et 6 mois est-il allaité au sein? | 1= Oui 2= Non | /___/ |
| 703 | Est-ce que cet enfant a-t-il été vacciné contre la rougeole TB, tétanos, polio? | 1= Oui 2= Non | /___/ |
| 704 | La maman a-t-elle été suivie au cours de sa grossesse (vérifier carnet de santé) | 1= Oui 2= Non | /___/ |
| 705 | Le vaccin peut entrainer d'autres maladies | 1=Vrai 2= Faux | /___/ |
| 706 | La poliomyélite se soigne mieux :<br>? | 1=Chez le tradipraticien<br>2=A l'hôpital<br>3=Autre | /___/ |
| 707 | Est-ce que le centre de santé de votre village réalise les activités de planification familiale? | 1= Oui 2= Non | /___/ |

**Module 8 : Résultats des interventions sur la Réduction des Risques des Catastrophes (RRC) et Résolution des conflits**

| N° | Questions | Modalités | Codes |
|---|---|---|---|
| 801 | Avez-vous l'impression que votre communauté est bien gérée/administrée ?<br>***Si 801= 1, allez à 803*** | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 802 | Si non, quels sont les domaines que vous pensez être mal gérés ? | 1= Administration locale<br>2= Agriculture<br>3= Foncier<br>4= Santé<br>5= Autre (à préciser) ..... | /___/ |
| 803 | Quels sont les différents comités de développement qui existent dans votre communauté ?<br>***Si pas de comités, allez à 809***<br>***NB : Plusieurs réponses sont possibles***<br>1= comité de développement local<br>2= comité de développement agricole (CARG)<br>3= Comité de développement sanitaire<br>4= comité des gestions foncières<br>5= Comité de gestion des conflits (divers)<br>6= Comité de gestion d'eau<br>7= Comité pour la réduction des risques des catastrophes ou des épidémies ? | 1= 1=oui, 2=non :<br>2= 1=oui, 2=non :<br>3= 1=oui, 2=non :<br>4= 1=oui, 2=non :<br>5= 1=oui, 2=non :<br>6= 1=oui, 2=non :<br>7= 1=oui, 2=non : | 1=/___/<br>2=/___/<br>3=/___/<br>4=/___/<br>5=/___/ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | 8= Autres (à préciser)..... | 8= 1=oui, 2=non : | 6=/___/<br>7=/___/<br>8=/___/ |
| 804 | Les agents des services de l'Etat font-ils partie aussi de ces comités ? | 1= Oui 2= Non | /___/ |
| 805 | D'après vous, ces comités disposent-ils des micro-projets qui peuvent aider à résoudre des conflits ou à diminuer les risques, par exemple pour l'agriculture ou la santé ? | 1= Oui 2= Non | /___/ |
| 806 | Si oui, avez-vous quelques exemples des activités de ces comités dans votre communauté ? | 1=.....<br>.....<br>2=.....<br>..... | /___/ |
| 807 | A quel moment ces comités avaient-ils été créés ? | 1= Avant le projet***RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?***<br>2= Après le projet***RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?*** | /___/ |
| 808 | Pensez-vous que ces comités vont continuer ou pas après le projet***RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?*** | 1= vont continuer<br>2= ne vont pas continuer | /___/ |
| 809 | Pourquoi pensez-vous que les comités vont terminer après le projet***RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?*** | 1= La communauté n'a pas les moyens financiers et techniques de continuer les activités<br>2= Personne n'a vraiment compris l'importance du | /___/ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | travail abattu par ces projets<br>3= Autre (à préciser) ..... | |
| 810 | Pourquoi pensez-vous que les comités ne vont pas se terminer avec la fin du projet***RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?*** | 1= La communauté va se prendre en charge et trouvera les moyens financiers et techniques pour continuer les activités<br>2= Il y a eu déjà transfert des compétences 3= Autre (à préciser) ..... | /___/ |

| **N°** | **Question** | **Modalités de réponses**<br>**encercler la modalité correspond au bon choix** | **Codes** |
|---|---|---|---|
| 811 | Votre communauté a-t-elle pu déceler des situations de risque de catastrophes naturels ou de conflits (à caractère ethnique ou foncier) durant les cinq dernières années ?<br>***Si 811= 2, allez à 813*** | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 812 | Si oui, comment a-t-elle pu gérer cela ? | 1= Dialogue avec la population et les voisins<br>2= Sensibilisation de la population sur l'attitude à tenir<br>3= Autre (à préciser)..... | /___/ |
| 813 | Etes-vous informéde l'existence des plans et des micro-projets exécutés pour diminuer les risques ? | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |
| 814 | Est-ce que les comités de développement local aident à mettre en œuvre les politiques nationales/provinciales ou locales, par exemple | 1= Oui<br>2= Non | /___/ |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | pour adapter l'agriculture aux changements climatiques ou lutter contre les épidémies ? | | |
| 815 | Est-ce que le projet RISE /JENGA JAMAA II/ TUENDELEE PAMOJA?<br><br>A= a permis l'amélioration de l'agriculture ?<br>B= a permis l'amélioration de la gestion des ressources naturelles<br>C= a permis l'amélioration la transformation des produits ?<br>D= a permis l'amélioration de la vente de produits ? | A= 1=oui, 2=non :<br>B= 1=oui, 2=non :<br>C= 1=oui, 2=non :<br>D= 1=oui, 2=non : | A=/___/<br>B=/___/<br>C=/___/<br>D=/___/ |

**Remerciez l'enquêté(e) et mettre fin à l'entretien.**

**Demandez-lui l'autorisation de visiter sa concession.**

| **Agriculture** | | |
|---|---|---|
| **A observer (moyennant accord)** | **Entourez la réponsedonnée….** | |
| Y a-t-il un champ/jardin dans la concession/parcelle ? | | |
| Si oui, quelles plantes ? | | |
| Y a-t-il d'arbres fruitiers dans la concession/parcelle ? | Commentaires (types d': | |
| Si oui, quelles espèces ? | …… | |
| Demandez en quelle année ils ont été plantés. | …… | |
| La technique utilisée pour les planter/semer répond-t-elle aux techniques modernes ? ***(observer si les plantes sont semés en ligne ou en désordre, utilisation des semences améliorées et fertilisants)*** | Oui | Non |
| | Commentaires | |
| Demandez si ces plantes sont destinées à la consommation du ménage et/ou à la vente. A quel moment on avait cueilli la dernière fois pour la consommation. A quel moment elles avaient été vendues pour la dernière fois ?<br>A quoi avait servi l'argent acquis à la suite de la vente ? | Commentaires : | |
| **Elevage** | | |
| **A observer (moyennant accord)** | **Entourez la réponsedonnée….** | |

| | | |
|---|---|---|
| Y a-t-il des traces des animaux/Volailles domestiques dans la concession/parcelle ? | Oui | Non |
| Si oui, quelles espèces ? | | |
| Demandez le nombre de têtes | ..... (têtes) | |
| Demandez en quelle année a commencé ces élevages. | ..... (année) | |
| La technique utilisée pour l'élevage répond-t-elle aux techniques modernes ? ***(la présence des mangeoires et abreuvoir, cage/loge, suivi sanitaire des animaux : vaccination des animaux)*** | Oui | Non |
| | Commentaires | |
| Demandez si ces animaux sont destinés à la consommation du ménage et/ou à la vente. A quel moment on avait abattu la dernière fois pour la consommation. A quel moment ils avaient été vendus pour la dernière fois ?<br>A quoi avait servi l'argent acquis à la suite de la vente ? | Commentaires : | |
| | | |
| **Situation sociale** | | |
| **A observer (moyennant accord)** | Entourez la réponsedonnée.... | |
| Le chef de ménage est-il monogame ou polygame ? | .... | |
| Si monogame ou polygame, y-a-t-il des femmes apparemment mariées à moins de 18 ans entre 2010 et 2016 ? | OuiNon<br>Commentaires : | |

| | | |
|---|---|---|
| Ya-t-il succession des enfants avec un faible écarts intergénésique ?(***espacement des naissances et planification familiale)***<br><br>Si pas apparent, posez la question sur le nombre d'enfants de moins de 5 ans par femme. | Oui | Non |
| Y-a-il des enfants de moins de 18 ans qui ne vont pas à l'école ? | Oui | Non |
| Si oui, vérifiez, combien des filles et combien des garçons | Filles :..... | Garçons : ..... |
| Demandez les raisons | Raisons filles : | Raisons Garçons : |
| **Demandez : Y a-t-il des filles du ménage qui ont été mariées avant 18 ans entre 2010 et 2016 ?** | Oui | Non |
| Si oui, cherchez à savoir le pourquoi (le ménage n'avait-il entendu parler de violences sexuelles ou de l'interdiction de ce genre de mariages par une loi ? | Commentaires : | |
| Vérifiez la nature de relations entre ce ménage et un de ses voisins | Bonne | Mauvaise |
| Si mauvaise, demander s'ils ont eu un conflit ouvert ayant conduit à des affrontements (bagarres, insultes). | Oui, en quelle année ?..... | Non |
| Si oui, y-a-il déjà eu des médiations ? | Oui, en quelle année ?..... | Non |
| Issues des médiations | Réconciliation | Pas de réconciliation |

| | | |
|---|---|---|
| Autres commentaires : | | |
| **Sécurité alimentaire** | | |
| **A demander** | | |
| Combien de repas avez-vous mangé hier | …. | |
| Demandez, quelle était la composition de ce repas ? | …… | |
| Combien le ménage a-t-il consommé le même repas au courant de la semaine passée ? | …… | |
| **observer** | Oui | Non |
| Quel est l'état de santé de la mère ? | Bon | Mauvais |
| Quel est l'état de santé des enfants de moins de 5 ans | Bon | Mauvais |
| Commentaires (Y a-t-il des signes de malnutrition chez la mère et les enfants ? Sioui, lesquels ?) | | |
| | | |
| **L'usage des moustiquaires** | | |
| **A observer (moyennant accord)** | Entourez la réponsedonnée…. | |
| Combien de moustiquaires sont disponibles dans le ménage (à vérifier) ? | …….. | |
| Sont-elles placées au dessus des lits/nattes avant le coucher ? | Oui | Non |
| Tous les lits/nattes ont-ils une moustiquaire ? | Oui | Non |

| | | |
|---|---|---|
| Sont-elles toutes en bon état ? (absence de trous) | Oui | Non |
| Ont-elles été reçues ou achetées récemment (- de 3 ans) ? | Oui | Non |
| Depuis quand le ménage utilise-t-il les MII (avant 2010 ou après? | | |
| **A demander** | | |
| D'autres moyens de prévention du paludisme sont-ils utilisés ? | Oui | Non |
| Lesquels ? | | |
| Au cas où le ménage n'utilise pas les MII, demander pourquoi utilisez vous ou n'utilisez vous pas les moustiquaires comme moyens de prévention contre le paludisme ?<br><br>Autres commentaires : | | |
| **Le lavage des mains** | | |
| Y a-t-il un dispositif de lavage des mains à côté des latrines ? (demander l'autorisation pour les voir) | Oui | Non |
| Y a-t-il dans ce dispositif quelque chose permettant de se désinfecter les mains (cendres, savon,...) | Oui | Non |
| Les adultes les utilisent-ils avant les repas ? | Oui | Non |
| Les adultes les utilisent-ils après les repas ? | Oui | Non |
| Les enfants les utilisent-ils avant les repas ? | Oui | Non |
| Les enfants les utilisent-ils après les repas ? | Oui | Non |
| Enfants et adultes les utilisent-ils à la sortie des toilettes ? | Oui | Non |
| Utilise-t-on d'autres moyens pour se laver les mains ? | Oui | Non |
| Lesquels ? | | |
| | | |
| **L'allaitement et le suivi de la grossesse** | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Le bébé âgé entre 0 et 6 mois est-il allaité? | oui | non | |
| Pourquoi ? | | | |
| Le bébé a-t-il reçu le colostrum ? (= lait des 3 premiers jours, de couleur jaunâtre) | oui | non | |
| Les bébés allaités reçoivent-ils une autre nourriture en plus du lait maternel ? | oui | non | |
| Pour quelleraison ? | | | |
| La maman a-t-elle été suivie au cours de sa grossesse (vérifier carnet de santé) | oui | non | |
| CPN 1 | oui | non | |
| CPN 2 | oui | non | |
| Pourquoi ? | | | |
| La maman a-t-elle été suivie après sa grossesse (vérifier carnet de santé) | oui | non | |
| CePoN 1 | oui | non | |
| CePoN 2 | oui | non | |
| Pourquoi ? | | | |
| **La vaccination** | | | |
| | **Enfant 1 :** | **Enfant 2 :** | |
| Complétez les cases pour les enfants de 0 à 5 ans en commençant par le plus jeune | .....ans | ..... ans | |
| Le carnet de santé est disponible (entourez la bonne réponse) | Oui Non | Oui Non | |
| L'enfant a été vacciné contre la poliomyélite (VPO) | Oui Non | Oui Non | |
| L'enfant a été vacciné contre la rougeole | Oui Non | Oui Non | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| L'enfant a été vacciné contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTP) | Oui Non | Oui<br>Non | |
| L'enfant a été vacciné contre la tuberculose (BCG) | Oui Non | Oui<br>Non | |
| L'enfant a reçu le vaccin anti amaril (VAA) | Oui Non | Oui<br>Non | |
| L'enfant a reçu le vaccin contre l'hépatite virale B (HepB) | Oui Non | Oui<br>Non | |
| L'enfant a-t-il reçu de la vitamine A | Oui Non | Oui<br>Non | |

## Annex A10. Select Findings from Mini-Surveys and House Visits

### MERCY CORPS Survey Findings

| Characteristic | Beneficiaries | Non-Beneficiaries |
|---|---|---|
| Percentage of households consuming less than two meals per day | 18.1 | 21.4 |
| Percentage of children under 2 vaccinated for yellow fever | 74.2 | 55.6 |
| Percentage of children under 2 vaccinated for polio | 80.6 | 83.3 |
| Percentage of children under 2 vaccinated for tuberculosis | 58.1 | 50.0 |
| Percentage reporting use of water from rivers, lakes, or other natural sources | 28.9 | 55.0 |
| Percentage stating that it is normal that all household decisions be made by the husband | 9.6 | 14.3 |
| Percentage stating that it is acceptable for husbands to beat their wives | 29.1 | 40.0 |
| Percentage who have solicited a loan | 65.1 | 14.3 |

### ADRA Survey Findings

| Characteristic | Beneficiaries | Non-Beneficiaries |
|---|---|---|
| Percentage of households consuming less than two meals per day | 30.4 | 31.4 |
| Percentage of children under 2 vaccinated for yellow fever | 67.8 | 63.2 |
| Percentage of children under 2 vaccinated for polio | 89.8 | 94.7 |
| Percentage of children under 2 vaccinated for tuberculosis | 74.6 | 68.4 |
| Percentage reporting use of water from rivers, lakes, or other natural sources | 16.5 | 31.5 |
| Percentage stating that it is normal that all household decisions be made by the husband | 17.7 | 8.6 |
| Percentage stating that it is acceptable for husbands to beat their wives | 29.6 | 40.2 |
| Percentage who have solicited a loan | 38.0 | 22.7 |

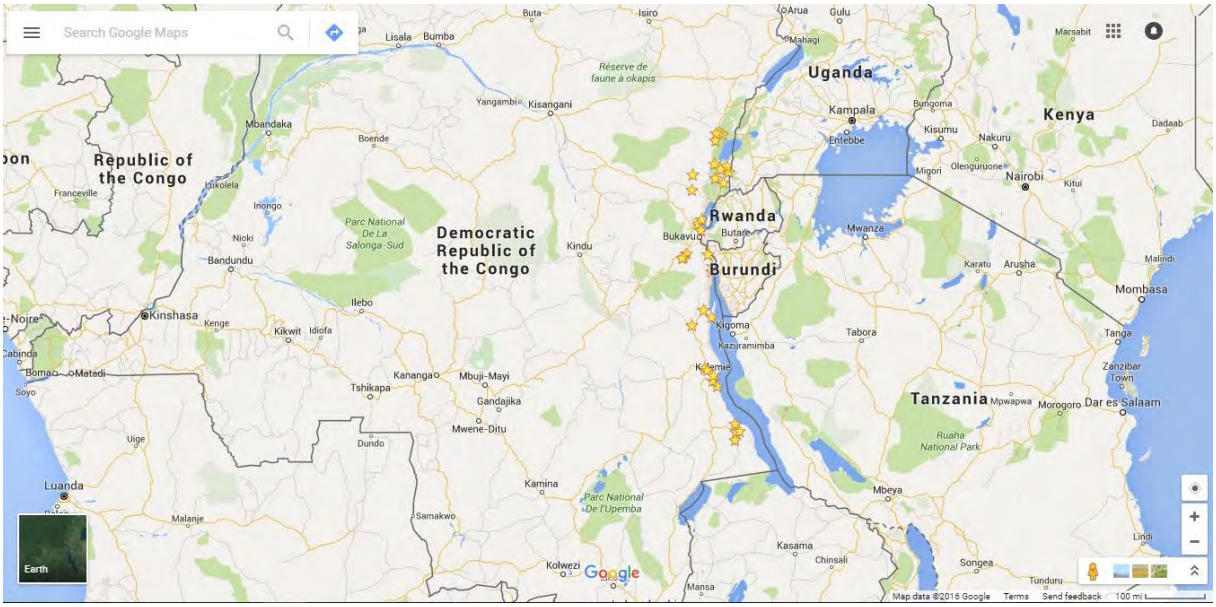
| | | |
|---|---|---|
| Percentage of respondents who took part in a program-related training (direct or cascade) | 94.9 | 22.9 |
| Percentage indicating that their livelihood conditions have improved over last 5 years | 77.2 | 25.7 |
| Percentage of mothers showing signs of malnutrition | 18.5 | 30.0 |
| Percentage of women observed regularly during pregnancy | 72.1 | 66.7 |
| Percentage of households in which children under 5 show signs of malnourishment | 32.9 | 22.8 |

**FOOD FOR THE HUNGRY Survey Findings**

| Characteristic | Beneficiaries | Non-Beneficiaries |
|---|---|---|
| Percentage of households consuming less than two meals per day | 3.2 | 18.8 |
| Percentage of children under 2 vaccinated for yellow fever | 67.8 | 63.2 |
| Percentage of children under 2 vaccinated for polio | 81.8 | 89.8 |
| Percentage of children under 2 vaccinated for tuberculosis | 72.1 | 73.3 |
| Percentage reporting use of water from rivers, lakes, or other natural sources | 44.5 | 59.4 |
| Percentage stating that it is normal that all household decisions be made by the husband | 22.2 | 34.4 |
| Percentage stating that it is acceptable for husbands to beat their wives | 23.8 | 3.1 |
| Percentage who have solicited a loan | 22.7 | 14.5 |

**Select Household Observations (Pooled across DFAPs)**

| Characteristic | Share of Beneficiary Households | Share of Non-Beneficiary Households |
|---|---|---|
| Fruit trees in the concession/household | 61.3 | 63.2 |
| Evidence of domesticated animals | 64.5 | 57.8 |
| Presence of a married girl aged less than 18 between 2000 and 2016 | 60.3 | 68.2 |

| | | |
|---|---|---|
| Evidence of a succession of births by one mother with little gap in between | 19.1 | 20.2 |
| Presence of children under 18 who do not attend school | 59.6 | 68.7 |
| Mosquito nets were observed on beds | 70.3 | 71.9 |
| All beds in the household have mosquito nets | 55.1 | 54.5 |
| A handwashing station is observable near the latrine | 38.7 | 24.2 |

## A11. Cartographie GPS des sites de l'évaluation